

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29467]

11 AVRIL 2014. — Décret réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental et secondaire tel que défini aux articles 2 à 4 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Il s'applique également à l'enseignement secondaire de promotion sociale, tel que défini au titre II, chapitre IV, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Dans les structures et établissements organisés ou subventionnés dans le cadre d'un des enseignements visés aux alinéas précédents, en ce compris les internats et homes d'accueil, sont seules concernées les fonctions de recrutement des catégories de personnel suivantes :

- 1° le personnel directeur et enseignant, à l'exception des maîtres et professeurs de religion;
- 2° le personnel paramédical;
- 3° le personnel social;
- 4° le personnel psychologique;
- 5° le personnel auxiliaire d'éducation.

Art. 2. § 1^{er}. Dans le cadre du présent décret, il faut entendre par :

1° fonction : la dénomination générique reprenant, au minimum l'item 2°, complété, le cas échéant, d'items visés du 3° au 6°;

2° fonction de base : une des dénominations listées à l'article 3;

3° fonction enseignante : dénomination déclinée de la fonction de base de la catégorie du personnel directeur et enseignant, par association à cette fonction de base d'un ensemble de cours et/ou d'activités ainsi que, le cas échéant, d'un classement, d'un niveau d'enseignement et d'une spécificité;

4° classement : qualification de toute fonction enseignante de l'enseignement secondaire de plein exercice, en alternance ou de promotion sociale, en l'associant, soit à la formation générale, soit à la formation technique ou technologique, soit à la pratique professionnelle;

5° niveau d'enseignement : distinction entre l'enseignement maternel, l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire du degré inférieur et l'enseignement secondaire du degré supérieur.

Appartiennent à l'enseignement secondaire du degré inférieur :

a) le 1^{er} degré de l'enseignement secondaire ordinaire visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire;

b) la première année du 2^e degré de la section de transition visé à l'article 1^{er}, § 2, 2°, a, de la même loi;

c) le 2^e degré de la section de qualification visé à l'article 1^{er}, § 2, 2°, b, de la même loi;

d) l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1, 2 et 3 organisé conformément au décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

e) l'enseignement secondaire en alternance organisé au 2^e degré professionnel conformément à l'article 2^{ter}, §§ 1^{er}, 2 et 3, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance;

f) les sections de l'enseignement de promotion sociale organisées au degré inférieur conformément à l'article 10, § 1^{er}, du décret du 16 juin 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Appartiennent à l'enseignement secondaire du degré supérieur :

a) le 1^{er} degré de l'enseignement secondaire ordinaire visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire;

b) la deuxième année du 2^e degré et le 3^e degré de la section de transition visé à l'article 1^{er}, § 2, 2°, a, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire;

c) les 3^e et 4^e degrés de la section de qualification visés respectivement à l'article 1^{er}, § 2, 2°, b, et à l'article 2, § 4, de la même loi;

d) l'enseignement secondaire en alternance organisé au 3^e degré conformément à l'article 2^{ter}, §§ 1^{er} et 2, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance;

e) les sections de l'enseignement de promotion sociale organisées au degré supérieur conformément à l'article 10, § 1^{er}, du décret du 16 juin 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

6° spécificité : dénomination spécifique d'une fonction enseignante assurant la liaison entre la matière enseignée et le ou les titres dont doit être porteur l'enseignant qui l'exerce;

7° cours : subdivision non fractionnable d'une grille d'étude ou d'une unité d'enseignement correspondant à une ou plusieurs périodes comptabilisées dans le capital/périodes, la dotation périodes ou le nombre total de périodes/professeurs attribué à un établissement d'enseignement visé à l'article 1^{er};

8° accroche cours/fonction : l'association, selon les règles définies au présent décret, d'un ou plusieurs cours à une ou plusieurs fonctions enseignantes;

9° titre de capacité : appellation générique couvrant à la fois les titres de capacité requis, suffisant ou de pénurie visés aux 10°, 11° et 12°;

10° titre de capacité requis ou titre requis : certification réglementaire déterminant la compétence adéquate exigée pour exercer une fonction;

11° titre de capacité suffisant ou titre suffisant : certification réglementaire déterminant la compétence suffisante exigée pour exercer une fonction;

12° titre de capacité de pénurie ou titre de pénurie : certification réglementaire déterminant la compétence minimale exigée pour exercer une fonction;

13° homme de métier : cette qualification correspond à la composante disciplinaire d'un titre de capacité lorsque celle-ci est constituée de la seule expérience utile visée à l'article 20 du présent décret accompagnée ou non du certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS);

14° autre titre : toute autre compétence de base, certifiée ou non certifiée, reconnue par la Commission visée au 15°, comme pouvant suffire à défaut de titres visés au 10°, 11° et 12°, à l'exercice momentané d'une fonction de base ou d'une fonction enseignante;

15° Commission : la Commission interréseaux des titres de capacité définie au chapitre 5 du présent décret;

16° Réseau d'enseignement : l'un des groupements de pouvoirs organisateurs bénéficiaires d'un organe de représentation et de coordination prévus à l'article 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

17° jour ouvrable scolaire : le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi, le vendredi, à l'exception de ceux qui tombent pendant les vacances scolaires ou tout autre jour de congé scolaire;

18° jour ouvrable : le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi, le vendredi, le samedi à l'exception des jours fériés légaux.

§ 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

CHAPITRE II. — *Des fonctions de recrutement des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel social et du personnel psychologique des établissements d'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française et des internats y annexés.*

Art. 3. § 1^{er}. Dans l'enseignement fondamental les fonctions de base de la catégorie du personnel directeur et enseignant sont :

- 1° instituteur maternel;
- 2° instituteur primaire;
- 3° maître.

Dans l'enseignement secondaire de plein exercice, ordinaire et spécialisé, ainsi que dans l'enseignement en alternance, les fonctions de base de la catégorie du personnel directeur et enseignant sont :

- 1° professeur;
- 2° accompagnateur CEFA.

§ 2. Les fonctions de base de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation dans l'enseignement fondamental et secondaire de plein exercice sont :

- 1° éducateur;
- 2° éducateur d'internat filles;
- 3° éducateur d'internat garçons;
- 4° secrétaire-bibliothécaire.

§ 3. Les fonctions de base de la catégorie du personnel paramédical dans l'enseignement fondamental et secondaire sont :

- 1° ergothérapeute;
- 2° infirmier;
- 3° kinésithérapeute;
- 4° logopède;
- 5° puériculteur.

§ 4. La fonction de base de la catégorie du personnel social dans l'enseignement fondamental et secondaire est :

- 1° assistant social.

§ 5. La fonction de base de la catégorie du personnel psychologique dans l'enseignement fondamental et secondaire est :

- 1° psychologue.

§ 6. Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, les fonctions de base de la catégorie du personnel directeur et enseignant sont :

- 1° professeur;
- 2° coordinateur qualité;
- 3° conseiller à la formation.

§ 7. La fonction de base de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation dans l'enseignement secondaire de promotion sociale est :

- 1° éducateur – secrétaire.

Art. 4. Toute modification, création, suppression ou changement de catégorie d'une fonction de base visée à l'article 3 fait l'objet d'un avis préalable de la Commission.

Art. 5. Les fonctions de base reprises aux §§ 1^{er} et 6 de l'article 3 génèrent les fonctions enseignantes.

La fonction enseignante d'instituteur maternel s'exerce au niveau de l'enseignement maternel ordinaire et spécialisé, ainsi que dans l'enseignement primaire spécialisé de maturité I et de maturité II de type 2.

La fonction enseignante d'instituteur primaire s'exerce au niveau de l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé.

La fonction enseignante de maître peut être exercée aux deux niveaux de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, selon les spécificités reprises en regard de chaque fonction enseignante telles qu'elles sont déterminées conformément à l'article 7.

La fonction enseignante de professeur s'exerce, soit au niveau de l'enseignement secondaire du degré inférieur, ordinaire et spécialisé, soit au niveau de l'enseignement secondaire du degré supérieur, ordinaire et spécialisé, soit dans le cadre d'une fonction enseignante unique s'exerçant à la fois au degré inférieur et supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire.

La fonction enseignante d'accompagnateur CEFA s'exerce dans l'enseignement secondaire en alternance visé par le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

La fonction enseignante de professeur s'exerce également dans l'enseignement secondaire de promotion sociale soit au degré inférieur, soit au degré supérieur.

Art. 6. § 1^{er}. Chaque fonction enseignante de professeur déclinée selon les niveaux précisés à l'article 5 est classée, soit en fonction cours généraux (CG), soit en fonction morale non confessionnelle (MOR), soit en fonction cours artistiques (CA), soit en fonction cours techniques (CT), soit en fonction cours de pratique professionnelle (PP), soit en fonction psychologie-pédagogie-méthodologie (PPM).

§ 2. Les fonctions de professeur exercées antérieurement en cours spéciaux (CS) sont reclassées en fonction cours généraux (CG) ou en fonction cours techniques (CT).

§ 3. Les fonctions de professeur exercées antérieurement en cours techniques et de pratique professionnelle (CTPP) sont reclassées, pour partie en fonction cours techniques (CT) et pour partie en fonction de cours pratique professionnelle (PP).

§ 4. Les fonctions de professeur exercées antérieurement en cours de langues anciennes (ANC) sont reclassées en fonction de cours généraux (CG).

Art. 7. Le Gouvernement définit, sur avis de la Commission, la spécificité de chaque fonction enseignante autre que l'accompagnateur CEFA, le coordinateur qualité et le conseiller à la formation en :

1° précisant toutes les activités d'enseignement, tous les cours dispensés dans le cadre des enseignements visés à l'article 1^{er}, alinéa 1 et 2, hors l'enseignement maternel et primaire, et la ou les fonctions auxquelles ils peuvent être accrochés;

2° déterminant les titres de capacité requis, suffisants et de pénurie.

Les arrêtés adoptés conformément au présent article sont soumis à la confirmation du Parlement dans un délai de douze mois suivant leur adoption. A défaut d'une telle confirmation, ils cessent de produire leurs effets à l'issue de ce délai.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives au processus d'accroche cours/fonction

Section I^{re}. — Objectifs du processus

Art. 8. Le processus a pour objectifs :

1° de fixer pour l'ensemble des réseaux d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française et des pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, les titres de capacité dont doivent être porteurs les titulaires des fonctions enseignantes en y associant un ensemble d'activités d'enseignement et de cours répondant à une même spécificité;

2° de sécuriser l'octroi et la gestion des attributions par la fixation, pour chaque réseau d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française et chaque pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation et de coordination, par arrêté du Gouvernement, des activités d'enseignement et des cours susceptibles d'être accrochés par un pouvoir organisateur à une fonction enseignante.

3° de faciliter le respect par chaque pouvoir organisateur, de l'ensemble des opérations statutaires auquel il est soumis;

4° de permettre à chaque postulant à un emploi dans une fonction enseignante auprès d'un pouvoir organisateur de connaître précisément l'ensemble des activités d'enseignement et de cours que recouvre cet emploi.

Section II. — Fonctions enseignantes pour lesquelles s'exerce le processus d'accroche cours/fonction

Art. 9. Le processus d'accroche cours/fonction s'exerce dans toutes les fonctions enseignantes à l'exception de celles de l'enseignement maternel et primaire, de la fonction d'accompagnateur CEFA et des fonctions de coordinateur qualité et de conseiller à la formation de l'enseignement de promotion sociale.

Section III. — Procédures administratives de fixation de l'accroche cours/fonction

Art. 10. § 1^{er}. Les accroches cours/fonction visées à l'article 11 sont arrêtées par le Gouvernement conformément aux principes fixés dans la présente section. Ces arrêtés sont soumis à la confirmation du Parlement dans un délai de douze mois suivant leur adoption. A défaut d'une telle confirmation, ils cessent de produire leurs effets à l'issue de ce délai.

§ 2. Pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les accroches cours/fonction sont soumises, par les Services du Gouvernement, à l'avis préalable de la Commission qui les transmet au Gouvernement.

Pour l'enseignement subventionné, les accroches cours/fonction sont soumises, par les organes de représentation et de coordination, à l'avis préalable de la Commission qui les transmet au Gouvernement.

Pour les pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, les accroches cours/fonction effectives sont soumises à l'avis préalable de la Commission et transmises au Gouvernement par chaque pouvoir organisateur.

Par dérogation aux alinéas précédents, pour les arrêtés du Gouvernement fixant les accroches cours/fonction approuvés avant le 1^{er} septembre 2014, l'avis préalable d'un groupe de travail dont la composition de même que les modalités de fonctionnement sont conformes à celles de la Commission telles que fixées aux articles 42 et 47 du présent décret tient lieu d'avis préalable de la Commission. Ce groupe de travail est présidé par le Ministre ayant l'enseignement obligatoire et l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ou par son délégué.

Les accroches arrêtées par le Gouvernement conformément à l'alinéa précédent sont remplacées au fur et à mesure de leur élaboration par celles arrêtées conformément à l'article 39, alinéa 2, 2^o.

Ces propositions doivent répondre au prescrit de l'article 11.

Art. 11. § 1^{er}. Les accroches cours/fonction sont uniques pour tous les cours présentant un lien direct avec la spécificité d'une fonction telle que définie à l'article 2, 6^o, du présent décret.

Ce lien direct est établi sur la base des contenus d'apprentissage obligatoires et des compétences disciplinaires à atteindre.

Cette unité se traduit, dans l'arrêté du Gouvernement visé à l'article 10, par un lien univoque entre un cours et une fonction enseignante.

§ 2. Lorsque, sur la base des contenus d'apprentissage obligatoires et des compétences disciplinaires à atteindre, le lien direct ne peut être établi de manière univoque entre le cours et la fonction, une accroche cours/fonction multiple peut être proposée.

Chaque fonction accrochée doit démontrer un lien substantiel entre les contenus d'apprentissage obligatoires, les compétences disciplinaires à atteindre dans ce cours et le profil des titres de capacité fixés pour chacune de ces fonctions.

Ce lien substantiel peut être établi également entre le profil des titres de capacité d'une fonction et la finalité de l'option groupée ou de la section, dont le cours fait partie.

Cette accroche cours/fonction multiple se traduit, dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française visé à l'article 10 par le lien d'un même cours à plusieurs fonctions.

Art. 12. § 1^{er}. Au plus tard le 31 janvier de chaque année scolaire, les Services du Gouvernement pour l'enseignement organisé par la Communauté française et chaque organe de représentation et de coordination ou chaque pouvoir organisateur visé à l'article 10, § 2, alinéa 3, dépose à la Commission les demandes de modifications souhaitées à ses accroches cours/fonction.

Toute demande de reprise par un réseau, la Communauté française, ou un pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation ou de coordination d'une accroche cours/fonction unique ou multiple déjà utilisée par un autre réseau d'enseignement, la Communauté française ou un pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation ou de coordination ne doit pas faire l'objet d'une motivation auprès de la Commission.

En dehors de l'hypothèse visée à l'alinéa précédent, toute demande de modification d'une accroche unique ou multiple existante, doit démontrer sa conformité aux dispositions de l'article 11 au moyen d'un argumentaire joint à la demande.

La Commission se prononce pour le 15 mars de l'année précédent l'entrée en vigueur sollicitée par le réseau d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation ou de coordination.

La procédure prévue par le présent article ne s'applique qu'aux accroches cours-fonction pour lesquelles les accroches cours/fonction communes à l'ensemble des réseaux d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française et des pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation ou de coordination, prévues à l'article 39, alinéa 2, 2^o, du présent décret, ne sont pas encore entrées en vigueur.

§ 2. Par dérogation au paragraphe précédent, pour l'enseignement de promotion sociale, les demandes de modifications à des accroches cours-fonctions peuvent être introduites à tout moment de l'année scolaire. Dans ce cas, la Commission dispose de trente jours pour se prononcer sur le dossier.

§ 3. La date de prise d'effet des modifications aux accroches cours/fonctions visées aux §§ 1^{er} et 2 est fixée à la première organisation d'enseignement concernée suivant l'approbation par le Gouvernement sur avis rendu par la Commission.

§ 4. La procédure et les délais fixés au § 1^{er} sont également d'application lors de toute création d'un nouveau cours, soit dans une grille horaire ou une unité d'enseignement existante, soit lors de l'adoption d'une nouvelle grille horaire ou d'une nouvelle unité d'enseignement.

Art. 13. § 1^{er}. Chaque pouvoir organisateur doit inscrire ses accroches cours/fonction au sein de celles retenues par le réseau d'enseignement auquel il appartient.

§ 2. A partir de l'année scolaire 2016-2017 et en vue de l'organisation de chaque année scolaire, pour toute accroche cours/fonction multiple du référentiel qui concerne ses structures scolaires, tout pouvoir organisateur doit, au plus tard le 30 juin de l'année scolaire précédente, porter à la connaissance de l'administration ses activations effectives.

Les activations effectives visées à l'alinéa précédant ne peuvent aboutir à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif.

§ 3. Quelle que soit l'activation effectuée par un pouvoir organisateur dans le cadre d'une accroche cours/fonction multiple, celui-ci est tenu d'appliquer les mesures préalables à la disponibilité et les règles de réaffectation auxquelles il est soumis à l'ensemble des fonctions accrochées pour ces cours par le réseau d'enseignement auquel il appartient.

Art. 14. Au 15 janvier, la Commission présente son rapport annuel relatif au processus d'accroche cours/fonction.

Ce rapport présente, notamment, une analyse des accroches cours/fonction multiples.

La Commission propose au Gouvernement, avec effet au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante, la suppression, du référentiel propre au réseau d'enseignement, à l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation et de coordination de toute accroche non activée d'une accroche cours/fonction multiple durant les trois années précédentes. Le réseau d'enseignement concerné, l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation et de coordination concerné qui, malgré cette proposition, souhaite maintenir l'accroche en question devra présenter pour le 15 avril, la demande d'un de ses pouvoirs organisateurs d'activer celle-ci au 30 juin.

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives aux titres de capacité dont doivent être porteurs les titulaires d'une fonction**Section I^{re}. — Généralités*

Art. 15. A toute fonction exercée au sein des établissements et des catégories de personnels repris dans le champ de l'article 1^{er} sont associés des titres de capacité permettant d'exercer cette fonction selon, s'il échet, la spécificité qui lui est reconnue.

Ces titres de capacité se déclinent, sauf exception, en quatre catégories : les titres requis, les titres suffisants, les titres de pénurie et les autres titres.

Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, l'exercice de certaines charges de cours peut être confié à des experts dont le profil de compétence est déterminé par le dossier pédagogique de l'unité d'enseignement dans laquelle elle est exercée.

Art. 16. § 1^{er}. Les titres de capacité requis, suffisants et de pénurie sont fixés pour chaque fonction par le Gouvernement, sur avis de la Commission. Les arrêtés adoptés conformément au présent article sont soumis à la confirmation du Parlement dans un délai de douze mois suivant leur adoption. A défaut d'une telle confirmation, ils cessent de produire leurs effets à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour l'arrêté du Gouvernement fixant les titres de capacité requis, suffisants et de pénurie approuvés avant le 1^{er} septembre 2014, l'avis préalable d'un groupe de travail dont la composition de même que les modalités de fonctionnement sont conformes à celles de la Commission telles que fixées aux articles 42, 46 et 47 du présent décret tient lieu d'avis préalable de la Commission. Ce groupe de travail est présidé par le Ministre ayant l'enseignement obligatoire et l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ou par son délégué.

Sans préjudice des dispositions relatives à la maîtrise de la langue de l'immersion prévue par le décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement, les titres de capacité pour les fonctions en immersion linguistique sont ceux fixés, pour les fonctions correspondantes exercées hors immersion.

§ 2. Seuls les diplômes, brevets, certificats ou spécialisations délivrés par la Communauté française, équivalents, reconnus ou assimilés par la Communauté française peuvent être admis comme composante du titre de capacité.

§ 3. Pour la catégorie des titres de capacité requis la compétence adéquate exigée réunit les composantes ci-dessous :

1° une compétence disciplinaire acquise et sanctionnée par un titre;

2° une compétence pédagogique intrinsèque au titre visé ci-dessus ou acquise séparément dans un titre;

3° le cas échéant, lorsque les contenus d'apprentissage obligatoires et les compétences disciplinaires le justifient, une expérience utile telle que définie à l'article 20.

§ 4. Pour la catégorie des titres de capacité suffisants, la compétence suffisante exigée réunit toujours une compétence disciplinaire listée comme suffisante et une compétence pédagogique établie selon les mêmes procédures que le titre de capacité requis ainsi que, lorsque les contenus d'apprentissage obligatoires et les compétences disciplinaires le justifient, une expérience utile.

Par dérogation à l'alinéa précédent, moyennant l'avis de la Commission, est considéré comme suffisant le master sans composante pédagogique, lorsque ce master avec composante pédagogique est considéré comme requis.

Lors de l'entrée en vigueur du présent décret, la mention de tels masters en titre suffisant dans l'arrêté du Gouvernement visé à l'article 7 est réputée avoir fait l'objet d'un avis favorable de la Commission.

§ 5. Pour la catégorie des titres de capacité de pénurie, la compétence minimale exigée présente soit une articulation avec le titre de capacité requis ou suffisant permettant l'accession à ceux-ci, soit une possibilité d'assimilation à un titre suffisant selon les modalités de l'article 37.

§ 6. En situation de pénurie de tout porteur de titres fixés par le Gouvernement, la Commission est habilitée à admettre momentanément d'autres titres selon des modalités arrêtées par le Gouvernement.

Ces autres titres n'ouvrent à leur titulaire aucun droit statutaire sauf en cas d'intégration de ce titre dans les titres de capacité eu égard à l'action de la Commission dans l'exercice de ses missions telles que définies à l'article 39, 3°.

Section II. — Dispositions relatives aux titres pédagogiques constitutifs d'un titre de capacité

Art. 17. § 1^{er}. Satisfait à la condition de possession de la composante pédagogique adéquate pour la constitution d'un titre de capacité :

1° au niveau de l'enseignement maternel :

a) l'instituteur maternel et

b) pour certaines fonctions déterminées par le Gouvernement, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur (AESS ou master à finalité didactique) ainsi que certaines sections relevant de l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur (AESI) ainsi que le certificat d'aptitude pédagogique (CAP);

2° au niveau de l'enseignement primaire :

a) l'instituteur primaire et

b) pour certaines fonctions déterminées par le Gouvernement, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur (AESS ou master à finalité didactique);

3° au niveau de l'enseignement secondaire inférieur :

a) l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur (AESI);

b) le certificat d'aptitudes pédagogiques (CAP) et le certificat normal technique moyen (CNTM) pour les titres de capacité dont la composante « compétence disciplinaire » ne donne accès ni à l'AESI, ni à l'AESS;

4° au niveau de l'enseignement secondaire supérieur :

a) l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur (AESS ou le master à finalité didactique);

b) le certificat d'aptitudes pédagogiques (CAP) et le certificat normal technique moyen (CNTM) pour les titres de capacité dont la composante « compétence disciplinaire » ne donne pas accès à l'AESS.

Pour la fonction enseignante d'accompagnateur CEFA reprise à l'article 5, alinéa 6, l'ensemble des titres pédagogiques repris sous 3° et 4° justifie de la possession de la composante pédagogique adéquate.

§ 2. La composante pédagogique adéquate pour un niveau donné vaut également pour le niveau directement inférieur lorsqu'il existe et pour le niveau directement supérieur lorsqu'il existe.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les niveaux visés au § 1^{er} sont considérés comme classés du 1° au 4° dans l'ordre croissant des niveaux.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le certificat d'aptitudes pédagogiques approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) est considéré comme adéquat uniquement pour l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale.

§ 3. Le Gouvernement fixe, sur avis conjoint de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (l'ARES) et du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale, les conditions auxquelles les porteurs d'un master ouvrant l'accès à l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur pourront, en vue de satisfaire à la possession de la composante pédagogique, s'inscrire dans la section d'un établissement d'enseignement de promotion sociale sanctionnée par le CAP. Dans ce cas-ci uniquement, le CAP doit être délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale en co-diplomation avec une Université, selon les modalités définies notamment aux articles 81 et 82 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Parmi ces conditions figurent au minimum les deux conditions suivantes :

1° le master doit avoir été délivré depuis au moins cinq ans au moment de l'inscription à l'épreuve intégrée de la section sanctionnée par le CAP. Ce délai doit comporter un total d'au moins 5 années durant lequel le porteur du Master n'était pas enseignant;

2° l'annexion au dossier de l'étudiant d'un dossier montrant que l'organisation pratique de la section sanctionnée par le CAP la rend manifestement plus accessible que l'agrégation.

Art. 18. § 1^{er}. Tout porteur d'un titre pédagogique visé à l'article 17, § 1^{er}, 1°, a), qui possède ou acquiert, pour l'exercice d'une fonction au même niveau ou au niveau directement supérieur, une autre compétence disciplinaire au sens de l'article 16 satisfera à la condition de possession de la composante « compétence pédagogique ».

§ 2. Tout porteur d'un titre pédagogique visé à l'article 17, § 1^{er}, 2°, a), qui possède ou acquiert, pour l'exercice d'une fonction au même niveau ou au niveau directement inférieur ou supérieur, une autre compétence disciplinaire au sens de l'article 16 satisfera à la condition de possession de la composante « compétence pédagogique ».

§ 3. Tout porteur d'un titre pédagogique visé à l'article 17, § 1^{er}, 3°, qui possède ou acquiert, pour l'exercice d'une fonction au même niveau ou au niveau directement inférieur ou supérieur, une autre compétence disciplinaire au sens de l'article 16 satisfera à la condition de possession de la composante « compétence pédagogique ».

§ 4. Tout porteur d'un titre pédagogique visé à l'article 17, § 1^{er}, 4°, qui possède ou acquiert, pour l'exercice d'une fonction au même niveau ou au niveau directement inférieur, une autre compétence disciplinaire au sens de l'article 16 satisfera à la condition de possession de la composante « compétence pédagogique ».

Art. 19. § 1^{er}. Lorsque le module de formation à la pédagogie de l'enseignement secondaire inférieur visé à l'article 23, 1°, du décret du 30 avril 2009 portant exécution du Protocole d'accord du 20 juin 2008 conclu pour la période 2009-2010 avec les organisations syndicales représentatives du secteur de l'enseignement constitue un élément de la composante « compétence pédagogique » d'un titre de capacité requis pour une fonction à ce niveau, il doit toujours être assorti d'une ancienneté dans la fonction en cause de 300 jours accomplis, en fonction principale, auprès d'un établissement organisé ou subventionné par la Communauté française calculés selon les modalités reprises au § 2.

§ 2. Sont seuls pris en considération les services effectifs et subventionnés, ainsi que les périodes de congé assimilées à de l'activité de service et les périodes de disponibilité pour maladie ou infirmité.

Le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours du début à la fin de la période d'activité, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et de printemps.

Les jours acquis en qualité de définitif dans une fonction à prestations complètes se comptent du début à la fin d'une période ininterrompue d'activité de service, vacances d'été comprises.

Les services accomplis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services accomplis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre requis pour la fonction à prestations complètes, est réduit de moitié.

Le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions à prestations incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période.

§ 3. Lorsque les 300 jours pris en considération sont acquis auprès d'un même pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné, ou au sein du même établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française, le pouvoir organisateur ou l'établissement valorise lui-même cette ancienneté. Lorsqu'elle est acquise auprès d'un ou plusieurs autres pouvoirs organisateurs, du même organe de représentation et de coordination ou d'organes différents, la chambre décisionnelle visée à l'article 48 et chargée de l'exercice de la mission visée à l'article 39, 7°, délivre une attestation sanctionnant le calcul mentionné au § 2 sur base d'un état de service introduit par le bénéficiaire de la présente disposition.

§ 4. Par dérogation au § 1^{er}, les effets pécuniaires liés au module de formation à la pédagogie de l'enseignement secondaire inférieur sont acquis dès l'obtention de celui-ci.

Section III. — Dispositions relatives à l'expérience utile constitutive d'un titre de capacité

Art. 20. Dans le cadre de l'application de la présente section, l'expérience utile visée à l'article 16, § 3, 3°, et § 4, alinéa 1^{er}, est constituée, lorsqu'elle est exigée, par le temps passé, soit dans un service ou un établissement public ou privé, soit dans un métier ou une profession, soit pour son propre compte, soit pour partie dans l'enseignement. La durée de cette expérience utile est, lorsqu'elle est exigée, fixée conformément à l'article 21.

Art. 21. § 1^{er}. L'expérience utile est de 12 mois pour l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur lorsqu'il preste sa fonction au degré supérieur de l'enseignement secondaire.

§ 2. Lorsque le brevet de l'enseignement supérieur (BES), le diplôme de bachelier ou le diplôme de master sont repris comme titres de capacité requis pour une fonction, l'expérience utile du métier est de 12 mois.

Si ces titres sont repris comme titres de capacité suffisants, cette expérience utile est portée à 24 mois.

§ 3. L'expérience utile est de 18 mois pour le certificat de qualification de l'enseignement secondaire supérieur, le brevet d'enseignement supérieur, le diplôme de bachelier ou de master lorsque ces titres sont repris comme titre de capacité de pénurie.

§ 4. L'expérience utile est de 36 mois pour un certificat de qualification de l'enseignement secondaire supérieur, accompagné d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur lorsqu'il est repris comme titre de capacité requis.

Lorsque ce même certificat de qualification, accompagné d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur, est repris comme titre de capacité suffisant, son expérience utile est de 24 mois.

§ 5. L'expérience utile est de 36 mois pour un certificat de qualification de l'enseignement secondaire supérieur, non accompagné d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur lorsqu'il est repris comme titre de capacité suffisant.

§ 6. La présente disposition concerne les titres de capacité pour lesquels l'expérience utile est reconnue à elle seule comme la composante « compétence disciplinaire » exigée. Dans ce cas, le nombre de mois d'expérience utile de l'homme de métier est fixé aux alinéas suivants.

Le nombre de mois d'expérience utile est de 48 lorsque moyennant la possession d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur et un titre pédagogique, il est reconnu comme titre de capacité de pénurie.

Cette expérience utile est de 72 mois lorsque moyennant la possession d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur, il est repris comme titre de capacité suffisant.

Cette expérience utile est portée à 108 mois lorsque l'homme de métier ne possède pas le certificat d'enseignement secondaire supérieur.

Art. 22. Lorsque, conformément à l'article 21, l'expérience utile exigée est égale à 12, 18 ou 48 mois, elle est exclusivement composée d'expérience utile du métier.

Dans toutes les autres situations reprises à l'article 21, l'expérience utile peut être constituée, pour partie, d'expérience utile dans l'enseignement selon les modalités suivantes :

1° lorsque l'expérience utile exigée est de 24 mois, 6 mois au maximum peuvent être constitués d'une expérience utile de l'enseignement;

2° lorsque l'expérience utile exigée est de 36 mois, 18 mois au maximum peuvent être constitués d'une expérience utile de l'enseignement;

3° lorsque l'expérience utile exigée est de 72 ou 108 mois, au maximum un tiers peut être constitué d'une expérience utile de l'enseignement.

L'expérience utile de l'enseignement doit avoir été acquise dans la ou les fonction(s) pour laquelle la valorisation de l'expérience utile est demandée.

Art. 23. § 1^{er}. L'expérience utile nécessaire à l'exercice d'une fonction, autre qu'une fonction de cours artistiques, est reconnue par la Commission selon les modalités reprises au Chapitre 5 du présent décret, notamment l'article 48.

Pour l'exercice d'une fonction cours artistiques, la Commission créée à l'article 100bis du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française dispose des mêmes compétences que la chambre décisionnelle reprise à l'article 48.

Dans sa décision, la Commission précise toutes les fonctions pour lesquelles cette expérience est valorisable.

La reconnaissance de l'expérience peut être obtenue préalablement à tout recrutement.

Dans les quatre mois maximum qui suivent la date de réception de la demande, la chambre de la Commission visée à l'article 48 ou s'agissant d'une fonction cours artistique la Commission visée à l'article 100bis du décret du 2 juin 1998 précité :

1° soit prononce sa décision;

2° soit avertit le demandeur qu'elle ne dispose pas des éléments suffisants lui permettant de prendre sa décision. Le demandeur dispose alors d'un délai de trente jours ouvrables à dater de la notification pour fournir des éléments complémentaires à la Commission. Dans ce cas, la Commission est tenue de prendre sa décision dans les six mois qui suivent la date de réception de la demande initiale.

Dans les deux mois suivant la décision de la Commission, l'acte administratif sanctionnant la procédure est notifié au demandeur par le Président de la Commission.

§ 2. Pour l'exercice d'une fonction cours artistique, l'expérience utile reconnue par la Commission est valorisée dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Pour l'exercice d'une fonction artistique, l'expérience utile reconnue par la Commission créée à l'article 100bis du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française est valorisée dans l'enseignement de plein exercice.

§ 3. La valorisation pécuniaire de l'expérience utile du métier répond au prescrit de l'article 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

Art. 24. § 1^{er}. Lorsque l'expérience utile repose sur une expérience professionnelle acquise auprès d'un employeur, public ou privé, ainsi que lorsqu'elle repose sur des services prestés dans une entreprise familiale ou qu'elle résulte d'activités exercées comme travailleur indépendant, elle est prouvée par des attestations ou des déclarations de services établies conformément aux modèles établis par le Gouvernement.

Dans l'attente de l'exécution de la présente disposition, les modèles annexés à l'arrêté ministériel du 12 avril 1969 fixant les règles selon lesquelles est prouvée l'expérience utile prévue à l'article 3 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements restent d'application.

§ 2. Lorsque l'expérience utile concerne des activités artistiques ou sportives, la demande doit comporter l'ensemble des éléments permettant à l'autorité compétente de prendre sa décision en toute connaissance de cause ainsi que les pièces de nature à contrôler ces éléments, à savoir :

1° la copie des titres (diplômes, équivalences, notoriété...) détenus par le requérant;

2° son curriculum vitae;

3° tout document de nature à justifier l'expérience de la spécialité relative à la carrière artistique ou sportive du candidat, à ses mérites, à son expérience du métier et de la pratique artistique ou sportive faisant l'objet de sa demande tels que, notamment : lettre de motivation, lettres de recommandations, publications, articles ou critiques de presse datés, attestations d'emploi, contrats, programmes de spectacles ou de manifestations sportives, CD, CDRom, site Internet, reproductions d'œuvres réalisées, attestations de stages, de maître de stages, justifications et déclarations d'expériences diverses.

Section IV. — De la priorisation aux primo-recrutements

Art. 25. Par primo-recrutements, on entend tous les recrutements de candidats dans des emplois à pourvoir dans des fonctions déterminées qui ne peuvent être confiés par l'autorité, dans le cas de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par le pouvoir organisateur dans le cas de l'enseignement subventionné par la Communauté française, à des membres du personnel dans le respect de l'ordre de dévolution des emplois fixés par chaque statut administratif.

Tout recrutement de temporaire non prioritaire est un primo-recrutement.

Art. 26. Les primo-recrutements s'effectuent en priorisant la catégorie des porteurs de titres de capacité requis sur les porteurs de titres de capacité suffisants, la catégorie des porteurs de titres de capacité suffisants sur les porteurs de titres de capacité de pénurie et la catégorie des porteurs de titres de capacité de pénurie sur tout autre titre.

Parmi les porteurs de titres d'une même catégorie, le choix s'effectue conformément aux règles statutaires applicables.

Sous-section I^{re}. — Dispositions générales relatives à la priorisation aux primo-recrutements

Art. 27. Les services du Gouvernement de la Communauté française mettent à disposition des structures scolaires et des autorités exerçant le pouvoir de recrutement, une application fondée sur une base de données répertoriant les candidats aux différentes fonctions en précisant les titres de capacité dont ils sont porteurs.

Art. 28. La base de données dont question à l'article 27 reprend, notamment :

1° la liste interréseaux des fonctions en ce compris les spécificités y associées pour ce qui concerne les fonctions enseignantes;

2° par réseau d'enseignement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou par pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation et de coordination, les accroches cours/fonction;

3° les titres de capacité repris en regard de chaque fonction;

4° les échelles barémiques en lien avec les titres de capacité.

Art. 29. § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur qui ne peut pourvoir à un emploi qualifié de primo-recrutement au sens de l'article 25, selon les règles de priorisation reprises à l'article 26 ou dans le respect des règles particulières ou dérogatoires visées aux articles 30 à 35 doit préalablement à toute désignation ou engagement d'un porteur de titres d'une catégorie inférieure en terme de priorisation, consulter la base de données mise à sa disposition par le Gouvernement.

§ 2. Pour les primo-recrutements dans des emplois temporairement ou définitivement vacants, effectués en vue d'une rentrée scolaire, la consultation doit s'effectuer postérieurement :

1° au 30 avril de l'année scolaire précédente pour l'enseignement obligatoire et pour les sections de l'enseignement de promotion sociale qui débutent en septembre;

2° au 31 octobre pour les sections de l'enseignement de promotion sociale qui débutent en janvier.

Pour l'application de l'alinéa précédent, est concerné tout recrutement dont l'entrée en fonction s'effectue durant le mois de septembre dans les situations correspondant à l'alinéa 1^{er}, 1°, et durant le mois de janvier pour celles correspondant à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Dans l'enseignement de promotion sociale, la consultation pourra s'effectuer pour l'ensemble des unités d'enseignement constitutives d'une section organisée de septembre à août dans le cas de l'alinéa 1^{er}, 1°, ou de janvier à décembre dans le cas de l'alinéa 1^{er}, 2°.

§ 3. Pour les primo-recrutements dans des emplois temporairement ou définitivement vacants, d'une durée d'au moins 5 jours à une durée maximale de 105 jours calendriers, s'ouvrant en cours d'année scolaire, la consultation doit s'effectuer, pour tous les réseaux d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française et les pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, au plus tôt dans les 15 jours ouvrables précédant l'entrée en fonction.

Par dérogation, dans l'enseignement de promotion sociale :

1° à partir du 1^{er} octobre pour les sections visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, pour les primo-recrutements dans des emplois temporairement ou définitivement vacants, en cours d'année scolaire, pour l'ensemble des unités d'enseignement constitutives d'une section, la consultation doit s'effectuer, pour tous les réseaux d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française et les pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, au plus tôt dans les 60 jours ouvrables précédant l'ouverture de la 1^{re} unité d'enseignement concernée;

2° à partir du 1^{er} février pour les sections visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, pour les primo-recrutements dans des emplois temporairement ou définitivement vacants, en cours d'année civile, pour l'ensemble des unités d'enseignement constitutives d'une section, la consultation doit s'effectuer, pour tous les réseaux d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française et les pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, au plus tôt dans les 60 jours ouvrables précédant l'ouverture de la 1^{ère} unité d'enseignement concernée.

Par dérogation au 1^{er} alinéa du présent paragraphe, dans l'enseignement de promotion sociale, pour les primo-recrutements dans des emplois temporairement ou définitivement vacants, pour les unités d'enseignement non constitutives d'une section, la consultation doit s'effectuer, pour tous les réseaux d'enseignement, l'enseignement

organisé par la Communauté française et les pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, au plus tôt dans les 30 jours ouvrables précédant l'ouverture de la 1^{ère} unité d'enseignement concernée.

§ 4. Pour les primo-recrutements dans des emplois temporairement ou définitivement vacants, d'une durée de plus de 105 jours calendriers, s'ouvrant en cours d'année scolaire, la consultation doit s'effectuer, pour tous les réseaux d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française et les pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, au plus tôt dans les 30 jours ouvrables scolaires précédant l'entrée en fonction.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans l'enseignement de promotion sociale, pour les primo-recrutements dans des emplois temporairement ou définitivement vacants, pour l'ensemble les unités d'enseignement qui font l'objet d'une convention au sens de l'article 115 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, la consultation doit s'effectuer, pour tous les réseaux d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française et les pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, au plus tôt dans les 30 jours ouvrables précédant l'ouverture de la 1^{ère} unité d'enseignement.

§ 5. A l'appui de cette consultation, le pouvoir organisateur subventionné produit aux services du Gouvernement, la pièce justificative exigée tant sur le respect des règles reprises aux §§ 2 à 4 que pour attester de l'absence de candidats répondant aux actes de consultation effectivement accomplis.

La pièce justificative visée à l'alinéa précédent reprend obligatoirement l'ensemble des candidats disponibles à la date de consultation et porteurs d'un titre de(s) catégorie(s) supérieure(s) à la catégorie à laquelle appartient la personne engagée ou recrutée. Pour chacun de ces candidats, une justification de la non prise en compte de sa disponibilité est produite soit sur la base de la carence du candidat à une sollicitation effective, soit par le recours à l'une des situations visées aux articles 30 à 35 du présent décret.

Sous-section II. — Dispositions particulières aux règles de priorisation

Art. 30. Les autorités disposant du pouvoir de recrutement peuvent justifier valablement d'une exception à l'application de l'article 26 à l'égard d'un candidat pour les raisons suivantes :

1° le candidat fait ou a fait, au sein du pouvoir organisateur, en qualité de temporaire, l'objet d'un licenciement moyennant préavis ou pour faute grave;

2° le candidat fait ou a fait, en qualité de définitif, l'objet d'un licenciement pour faute grave, d'une révocation, d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire, d'une rétrogradation disciplinaire ou d'une démission disciplinaire;

3° le candidat fait ou a fait l'objet d'une suspension préventive justifiée par une inculpation, une prévention dans le cadre de poursuites pénales, une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait l'usage de ses droits de recours ordinaires;

4° le candidat fait ou a fait l'objet d'un rapport défavorable écrit et visé par le membre du personnel. Cette justification ne peut être évoquée comme motif d'écartement que par le même pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné ou pour une même désignation pour l'enseignement organisé par la Communauté française;

5° le candidat n'est pas de conduite irréprochable;

6° le candidat n'adhère pas aux spécificités du projet pédagogique et/ou éducatif du pouvoir organisateur et/ou n'adhère pas au règlement du travail;

7° le candidat n'a pas répondu à l'offre d'emploi lui adressée par le pouvoir organisateur dans les 24 h comprises dans les jours ouvrables scolaires, en cas de désignation pour une période de 5 à 10 jours, ou dans les trois jours ouvrables dont au moins un jour ouvrable scolaire, en cas de désignation pour une période de plus de 10 jours.

Le candidat atteste sur l'honneur ne pas être sous le coup d'une des restrictions reprises aux points 1° à 3°.

Art. 31. Les autorités disposant du pouvoir de recrutement peuvent justifier le non respect des règles de priorisation à l'égard d'un candidat lorsqu'elles invoquent les situations suivantes :

1° l'existence d'une incompatibilité d'horaire après le 15 octobre de l'année scolaire ou durant toute l'année scolaire pour l'enseignement de promotion sociale avec constatation via l'organe de démocratie sociale. Pour l'application de cette exception, il peut être tenu compte des blocs horaires de la grille d'étude;

2° l'écartement du candidat qui ne convient manifestement pas lors de l'entretien d'embauche. La justification dont le candidat doit recevoir un exemplaire doit être visée par le candidat. Cette obligation est réputée remplie dès lors que le pouvoir organisateur fait la preuve que la demande de visa a été adressée au candidat.

Sous-section III. — Dispositions dérogatoires aux règles de priorisation

Art. 32. § 1^{er}. Par dérogation, dans le champ de la priorisation des porteurs de titres requis sur les porteurs de titres suffisants, un porteur de titre suffisant, temporaire non prioritaire, peut être à nouveau désigné ou engagé, l'année scolaire en cours ou l'année scolaire suivante, dans la même fonction à la condition suivante : avoir exercé cette fonction, à concurrence d'une fonction à prestations complètes ou incomplètes comportant au moins la moitié des heures requises pour l'exercice d'une fonction à prestations complètes pour l'enseignement de plein exercice et en alternance, l'année scolaire précédente durant 150 jours pour l'enseignement organisé par la Communauté française et l'enseignement officiel subventionné, 180 jours pour l'enseignement libre subventionné, calculé selon les règles statutaires.

Concernant l'enseignement secondaire de promotion sociale, le seuil de prestations repris ci-dessus est fixé à concurrence de 240 périodes.

§ 2. L'exercice de cette dérogation ne peut porter préjudice à un membre du personnel porteur d'un titre requis pour cette même fonction, candidat pour cette fonction, l'exerçant ou l'ayant exercée au sein du pouvoir organisateur à concurrence d'au moins une demi-charge et des mêmes conditions d'ancienneté mais acquises au cours des trois dernières années scolaires.

Art. 33. § 1^{er}. Par dérogation, un membre du personnel, porteur d'un titre requis et nommé ou engagé à titre définitif, exerçant ou ayant exercé une ou plusieurs fonctions enseignantes à prestations incomplètes formant au total au moins la moitié du nombre d'heures requis pour l'exercice d'une fonction à prestations complètes durant l'année scolaire précédente ou en cours, peut voir sa charge étendue dans une fonction pour laquelle il possède un titre suffisant.

Cette dérogation s'applique également au bénéficiaire d'un membre du personnel, porteur d'un titre requis et nommé ou engagé à titre définitif, exerçant une ou plusieurs fonctions enseignantes à prestations incomplètes dans l'enseignement secondaire de promotion sociale comportant au total 240 périodes.

§ 2. Les dispositions reprises au § 1^{er} du présent article s'appliquent également au membre du personnel, porteur d'un titre requis et désigné ou engagé comme temporaire prioritaire en vue d'une extension de sa charge dans une fonction pour laquelle il possède un titre suffisant à condition d'avoir exercé l'année scolaire précédente ou durant l'année scolaire en cours la fonction pour laquelle il possède un titre requis durant le nombre de jours et à concurrence du volume de charge repris à l'article 32.

§ 3. Les dispositions reprises au § 2 s'appliquent au membre du personnel, porteur d'un titre requis et désigné ou engagé à titre temporaire mais l'exercice de cette dérogation ne peut porter préjudice à un membre du personnel porteur d'un titre requis pour cette même fonction, candidat pour cette fonction, l'exerçant ou l'ayant exercée au sein du pouvoir organisateur à concurrence des mêmes conditions d'ancienneté mais acquises au cours des trois dernières années scolaires.

Art. 34. Pour satisfaire à l'application de l'article 13bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement et de l'article 12bis du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, une dérogation aux règles de priorisation reprise à l'article 26 peut être octroyée en faveur d'un porteur de titre suffisant dans l'organisation des classes bilingues français – langues des signes à la condition de démontrer que le recours à ce titre suffisant est le seul moyen permettant de respecter la norme fixée en faveur des personnes de culture sourde.

Sous-section IV. — Disposition dérogatoire aux règles de priorisation touchant certaines fonctions s'exerçant dans l'enseignement spécialisé

Art. 35. Un membre du personnel exerçant sa fonction dans l'enseignement spécialisé des types 6 et 7 ou dans l'enseignement spécialisé organisé en application des articles 8bis et 8ter du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé qui est porteur pour sa fonction d'un titre de capacité autre que requis peut être désigné ou engagé à titre temporaire par dérogation aux règles de priorisation reprises à l'article 26 à la condition de posséder une des compétences particulières retenues pour l'exercice effectif de sa fonction dans ce cadre.

Ces compétences particulières sont certifiées ou attestées par un organisme de formation reconnu par le Gouvernement.

Les compétences particulières retenues sont arrêtées par le Gouvernement sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé repris au Chapitre XIII du décret du 3 mars 2004 précité.

Section V. — Dispositions statutaires complémentaires liées à l'exercice des fonctions enseignantes

Art. 36. § 1^{er}. Pour faire valoir ses droits statutaires à la priorité à la désignation ou à l'engagement à titre temporaire dans le subventionné ou être désigné en qualité de temporaire prioritaire ou protégé dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le titulaire d'une fonction enseignante doit être porteur d'un titre de capacité requis ou suffisant comportant la composante « compétence pédagogique » répondant au prescrit de l'article 17 tenant compte du ou des niveau(x) dans le(s)quel(s) la fonction est exercée.

§ 2. De même, la nomination ou l'engagement à titre définitif prévu par les statuts administratifs au bénéfice des titulaires de fonctions enseignantes porteurs d'un titre de capacité requis ou suffisant est soumis à la nécessité de posséder l'un des titres pédagogiques repris à l'article 17 tenant compte du ou des niveau(x) dans le(s)quel(s) la fonction est exercée.

Art. 37. § 1^{er}. Les porteurs d'un titre de capacité de pénurie listé par le Gouvernement dont la compétence disciplinaire est reprise comme constitutive d'un titre requis ou suffisant pourront bénéficier, dans le respect des règles statutaires, des droits statutaires visés à l'article 36 dès l'acquisition d'un titre pédagogique répondant au prescrit de l'article 17 et selon des modalités prévues aux différents statuts.

§ 2. Les porteurs d'un titre de capacité de pénurie listé par le Gouvernement dont la compétence disciplinaire n'est pas reprise comme constitutive d'un titre requis ou suffisant bénéficient à leur demande de tous les droits attachés à la possession d'un titre de capacité suffisant aux conditions cumulatives suivantes :

1° l'acquisition d'un titre pédagogique visé à l'article 17 pour ceux qui en seraient dépourvus;

2° l'acquisition, le cas échéant, auprès d'établissements scolaires de différents réseaux d'enseignement, de l'enseignement organisé par la Communauté française ou de pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, d'une ancienneté de fonction de minimum 450 jours accomplis sur 3 années consécutives et calculés selon les modalités propres à chaque statut à l'exception de la multiplication par 1,2 prévue à l'article 29bis, § 1^{er}, 2°, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

§ 3. L'ancienneté de fonction visée au présent article doit faire l'objet d'une validation administrative via un état de service transmis par le pouvoir organisateur auprès duquel la demande visée au § 2 est introduite.

CHAPITRE V. — De la Commission interréseaux des titres de capacité

Section I^{re}. — De la Commission

Art. 38. Il est créé une Commission interréseaux des titres de capacité, dénommée Commission.

Section II. — Des missions

Art. 39. La Commission a pour mission de suivre et de faciliter, pour chacun des réseaux d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française et les pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, la mise en place concertée de la réforme des titres et des fonctions au sein du périmètre défini à l'article 1^{er}.

Elle est en charge, plus particulièrement :

1° de mettre le Gouvernement en mesure d'assurer l'adéquation permanente de la liste des fonctions avec l'offre de formation au sein des établissements scolaires;

2° d'évaluer le processus d'accroche cours/fonction et de formuler, à l'attention du Gouvernement, des avis et des propositions portant notamment sur la suppression d'accroches non utilisées. Dans ce cadre également, la Commission proposera au Gouvernement, en vue d'une entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2016, des accroches cours/fonction communes à tous les réseaux d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française et les pouvoirs

organisateur non affilié à un organe de représentation et de coordination pour les cours relevant de la formation commune de l'enseignement secondaire, et, en vue d'une entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2017, les accroches cours/fonctions communes à tous les réseaux d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française et les pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination pour l'enseignement de promotion sociale et pour les cours de l'enseignement secondaire ne relevant pas de la formation commune. A défaut d'une proposition de la Commission permettant une entrée en vigueur des accroches cours/fonction aux dates prévues ci-avant, le Gouvernement est habilité à postposer d'un an la date d'entrée en vigueur des accroches cours-fonction communes à tous les réseaux d'enseignement, l'enseignement organisé par la Communauté française et les pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination;

3° de proposer au Gouvernement toutes modifications utiles à la fixation des titres de capacité requis, suffisant ou de pénurie notamment par la prise en compte des titres, diplômes, brevets ou certificats visés émis en Communauté française ou par l'intégration ou le reclassement de titres;

4° sans préjudice de l'application de l'article 48 de proposer le cadre réglementaire destiné à prendre les décisions d'admission d'autres titres au-delà de ceux déterminés par le Gouvernement comme titres de capacité afin de faire face momentanément à une pénurie de tout titre;

5° de remettre un avis portant sur des diplômes délivrés par les autres communautés belges dont l'intitulé ne présente pas de correspondance immédiate avec ceux délivrés par la Communauté française pour l'exercice d'une fonction;

6° d'émettre des avis portant sur l'offre de formations pédagogiques entrant en ligne de compte dans les titres de capacité afin d'offrir un regard objectif permettant de maintenir les moyens en adéquation avec les besoins tenant compte des articles 36 et 37;

7° sans préjudice de l'application de l'article 48 de proposer le cadre réglementaire destiné à prendre les décisions de valorisation de l'expérience utile du métier ou de l'enseignement, de répondre à la saisine des Commissions de gestion des emplois afin d'émettre des avis urgents sur l'élargissement de la reconnaissance d'expérience utile d'un membre du personnel placé en disponibilité ou en perte partielle de charge ainsi qu'émettre les attestations visées à l'article 19, § 3;

8° de remettre annuellement une proposition réglementaire concernant la pénurie dans certaines fonctions selon les critères repris à l'article 4 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

9° de rassembler et d'analyser les données visant à assurer au Gouvernement et aux acteurs de l'enseignement une vision claire des fonctions, des titres de capacité et de ses composantes notamment par niveau, région, bassins de vie, zones, catégories de personnels, fonctions en pénurie, pyramides des âges, attractivité des fonctions en regard des potentiels en ressources humaines;

10° d'examiner toute situation résiduelle portant sur l'application des mesures transitoires reprises au présent décret ainsi que de soumettre toute mesure concrète de modifications légales ou réglementaires visant à l'intégration harmonieuse de la réforme avec le cadre législatif.

Section III. — Des moyens logistiques

Art. 40. Pour remplir ses missions, la Commission :

1° dispose d'un secrétariat dont la composition est fixée par le Gouvernement. Celui-ci est établi au sein de l'administration et placé sous l'autorité du président de la Commission;

2° dispose de la base de données constituée conformément à l'article 28. Cette base de données est placée sous la responsabilité du Président de la Commission.

Le Gouvernement, sur proposition du Président de la Commission, désigne au sein des services du Gouvernement les personnes habilitées à collaborer à la mise en œuvre et à l'exploitation de cette base de données. Il détermine, sur proposition de la Commission, les informations qui peuvent être collectées et enregistrées, l'usage qui peut être fait de celles-ci et restreint toute publication à des ensembles agrégés ne permettant en aucun cas d'identifier les personnes physiques et morales ou les établissements d'enseignement sur lesquels portent les informations;

3° se base, notamment, sur les travaux des chambres visées aux articles 48 et 49. A ce titre, elle coordonne les travaux des chambres précitées et leur donne toutes les instructions et injonctions utiles à la bonne fin de leurs missions;

4° est assistée, selon les modalités définies par le Gouvernement, par l'Administration générale des personnels de l'enseignement et de la recherche scientifique et de la recherche scientifique et de l'ensemble des entités relevant de leur autorité ainsi que par le Service général de l'Inspection et par tous les services relevant de la Communauté française et assurant une mission en rapport avec les compétences de la Commission.

Section IV. — Composition et organisation

Art. 41. La présidence de la Commission est assurée par un fonctionnaire de rang 16 + d'une Administration générale du secteur de l'enseignement.

Art. 42. § 1^{er}. La Commission est composée de 34 membres :

1° le Directeur général des personnels de l'enseignement de la Communauté française ou son délégué;

2° le Directeur général des personnels de l'enseignement subventionné par la Communauté française ou son délégué;

3° le Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire et/ou le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique ou leur délégué respectif. En cas de vote, les deux Directeurs généraux s'expriment d'une seule voix;

4° le Directeur général-adjoint du Service général de Coordination, de Conception et des Relations sociales ou son délégué;

5° cinq membres représentant l'enseignement libre subventionné dont un représentant de l'enseignement libre non confessionnel;

6° quatre membres représentant l'enseignement organisé par la Communauté française;

7° quatre membres représentant l'enseignement officiel subventionné;

8° douze membres représentant les trois organisations syndicales représentatives à concurrence d'un nombre égal de mandats;

9° quatre membres du service général d'inspection désignés par l'inspecteur général coordonnateur.

Les Directeurs généraux et le Directeur général adjoint visés aux points 1 à 4 ou leurs délégués peuvent se faire assister par des techniciens relevant de leur direction générale. De même, les membres visés aux points 5 à 8 peuvent se faire assister par des techniciens.

§ 2. La vice-présidence de la Commission est assurée alternativement pour une période de deux ans par les composantes visées aux points 1° et 2° du § 1^{er}. Le vice-président assure la présidence de la Commission en cas d'empêchement du Président.

§ 3. En fonction de l'ordre du jour, les organismes et organisations syndicales visés aux points 5° à 8° du § 1^{er} composent leur délégation, parmi la liste des membres désignés par le gouvernement conformément à l'article 43.

Art. 43. Pour permettre aux organismes et organisations syndicales représentatives visées aux points 5° à 8° d'adapter leur délégation à l'ordre du jour, le Gouvernement désigne pour chacun un nombre maximal de personnes égal au double des membres prévus pour cette délégation.

Pour permettre la désignation de ces membres, chacun des organismes, organisations syndicales représentatives et administrations concernés soumet au Gouvernement une liste comportant au maximum deux fois plus de candidats que de membres prévus.

Les membres sont désignés pour un terme de quatre ans renouvelable.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant l'expiration de celui-ci est remplacé, pour la période qui reste à couvrir, par la personne désignée par le Gouvernement sur base de la liste double proposée par l'organisme, l'organisation syndicale représentative ou l'administration concerné à la suite de la fin anticipée du mandat.

Art. 44. La Commission, selon des modalités reprises au règlement d'ordre intérieur, peut constituer des groupes de travail et faire appel à des experts. Ces derniers n'ont pas voix délibérative.

Art. 45. La Commission est soumise au pouvoir de contrôle d'un délégué du Gouvernement désigné pour la durée d'une législature par le ou les ministres ayant l'enseignement obligatoire et l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Le délégué du Gouvernement assiste avec voix consultative aux réunions de la Commission et peut obtenir communication de tout document utile à sa mission.

Le délégué du Gouvernement dispose d'un délai de quatre jours ouvrables pour introduire un recours motivé contre toute décision de la Commission qu'il estime contraire à la législation, aux procédures administratives en vigueur, aux dispositions du présent décret ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Le délai de quatre jours court à partir du jour où la décision de la Commission a été prise, sauf si le délégué n'a pas été régulièrement convoqué conformément au règlement intérieur de la Commission, auquel cas le délai court à partir du jour où la décision lui a été notifiée.

Le délégué exerce son recours auprès du ou des membres du gouvernement qu'il représente selon des modalités fixées par le Gouvernement dans son ordre de mission.

Le Gouvernement peut annuler la décision de la Commission dans un délai de trente jours commençant le même jour que le délai prévu au troisième alinéa.

La décision d'annulation est notifiée à la Commission.

Art. 46. § 1^{er}. Dans l'exercice des missions reprises aux points 3° et 6° de l'article 39, l'ARES est associée aux travaux de la Commission et dispose d'une voix délibérative. L'ARES veille à la représentation de chacune des composantes suivantes :

- 1° les Universités;
- 2° les Hautes Ecoles;
- 3° les Ecoles supérieures des Arts;
- 4° l'enseignement supérieur de promotion sociale.

Chacune des composantes de ce collège peut être accompagnée d'un expert de l'enseignement dont il émane.

§ 2. En cas d'avis divergents entre les composantes de l'ARES, chaque composante est habilitée à formuler, individuellement ou collégalement, tout avis sur les points de l'ordre du jour de la Commission qui concerne les missions reprises au § 1^{er}. Ces avis seront joints au dossier transmis au Gouvernement en vue de la prise de décision.

Art. 47. § 1^{er}. La Commission décide sur la base du consensus et à défaut à la majorité des deux tiers des voix émises. Tout avis comprend, le cas échéant, la mention des votes et s'il échoit, une note de minorité.

Lors de la prise d'un avis visé aux articles 7 et 16 du présent décret et en cas de vote, la majorité des deux tiers doit contenir une majorité absolue au sein de la composante réunissant les points 5° à 7 de l'article 42, § 1^{er}, la composante figurant au 8° de l'article 42, § 1^{er}, ainsi qu'au sein de la composante réunissant les points 1°, 2°, 3°, 4° et 9° de l'article 42, § 1^{er}.

La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Le président de la Commission ne prend pas part au vote.

§ 2. Chaque organisation reprise aux Comités visés à l'article 2, § 2, 1°, 2° et 3°, du décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française dispose d'une voix délibérative.

De même, chaque organisation représentée au comité de négociation créé par l'article 5 du décret du 20 juillet 2006 relatif à la négociation avec les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres PMS subventionnés dispose d'une voix délibérative. Les membres de la Commission visés à l'article 42, § 1^{er}, point 6°, disposent ensemble d'une voix délibérative.

Les services du Gouvernement repris à l'article 42, § 1^{er}, points 1°, 2°, 3°, 4° et 9°, disposent chacune d'une voix délibérative.

§ 3. Aucun avis ni proposition ne peuvent être validés sans la constatation de la présence effective de la majorité des organisations visées au § 2, alinéa 1^{er}, et de la majorité des organisations visées au § 2, alinéa 2.

Le président acte la présence de ce quorum en début de séance de la Commission.

A défaut de quorum, le Président convoque une nouvelle réunion dans un délai de 15 jours. Lors de cette réunion, la Commission décide valablement même si le quorum prévu à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint.

Art. 48. § 1^{er}. La Commission constitue, en vue de l'exercice des missions reprises à l'article 39, points 4° et 7°, deux chambres décisionnelles placées sous la présidence d'un agent choisi parmi les fonctionnaires de rang 10 dont la voix est prépondérante en cas d'égalité des voix.

§ 2. Ces chambres décisionnelles sont chacune composées d'au maximum deux représentants effectifs de chaque organisme, organisation syndicale représentative ou administration repris à l'article 42, § 1^{er}.

Chaque organisme, organisation syndicale représentative ou administration désigne un membre suppléant ne siégeant qu'en absence d'un membre effectif.

§ 3. Les règles de fonctionnement, de prise de décision ainsi que le règlement d'ordre intérieur de chaque chambre décisionnelle sont proposés à l'approbation du Gouvernement par la Commission.

Art. 49. § 1^{er}. La Commission constitue, en vue de l'exercice de la mission reprise à l'article 39, 10°, une chambre placée sous la présidence d'un agent choisi parmi les fonctionnaires de rang 10 dont la voix est prépondérante en cas d'égalité des voix.

§ 2. Cette chambre est composée d'un représentant effectif de chaque organisme, organisation syndicale représentative ou administration repris à l'article 41, § 1^{er}.

Chaque organisme, organisation syndicale représentative ou administration désigne un membre suppléant ne siégeant qu'en absence du membre effectif.

§ 3. Les règles de fonctionnement, de remise d'avis, de délégation ainsi que le règlement d'ordre intérieur de cette chambre sont proposées à l'approbation de la Commission.

CHAPITRE VI. — *Des échelles barémiques*

Art. 50. § 1^{er}. Pour les fonctions enseignantes de l'enseignement fondamental et secondaire de l'enseignement de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé du degré inférieur ainsi que de l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré inférieur et sans préjudice, là où il s'applique, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 portant revalorisation de certains membres du personnel de l'enseignement porteurs d'un master en application du protocole d'accord du 20 juin 2008, deux échelles barémiques de référence sont fixées par le Gouvernement au porteur d'un titre de capacité requis selon qu'il :

1° possède une composante disciplinaire de niveau master ou baccalauréat;

2° possède une composante disciplinaire du niveau secondaire supérieur ou la qualité d'homme de métier.

Ces échelles sont désignées par un indice qui mentionne le traitement minimum, le traitement maximum, ainsi que le nombre et le montant des augmentations périodiques, annales et biennales.

Le porteur d'un titre de capacité suffisant, disposant des mêmes composantes disciplinaires, bénéficiera d'une échelle barémique correspondant aux échelles de référence diminuées du montant d'une annale de l'échelle de référence applicable.

Le porteur d'un titre de capacité de pénurie, disposant des mêmes composantes disciplinaires, bénéficiera d'une échelle barémique correspondant aux échelles de référence diminuées du montant d'une annale et d'une biennale de l'échelle de référence applicable.

Le porteur d'un titre de capacité autre, tel que visé à l'article 16, § 6 du présent décret bénéficiera d'une échelle barémique correspondant aux échelles de référence diminuées du montant de deux biennales.

§ 2. Pour les fonctions enseignantes de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé du degré supérieur de plein exercice et en alternance, ainsi que de l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré supérieur, une échelle barémique de référence est fixée par le Gouvernement au porteur d'un titre de capacité requis selon qu'il :

1° possède une composante disciplinaire de niveau master;

2° possède une composante disciplinaire de niveau baccalauréat;

3° possède une composante disciplinaire du niveau secondaire supérieur ou la qualité d'homme de métier.

Ces échelles sont désignées par un indice qui mentionne le traitement minimum, le traitement maximum, ainsi que le nombre et le montant des augmentations périodiques, annales et biennales.

Le porteur d'un titre de capacité suffisant, disposant des mêmes composantes disciplinaires, bénéficiera d'une échelle barémique correspondant aux échelles de référence diminuées du montant d'une annale de l'échelle de référence applicable.

Le porteur d'un titre de capacité de pénurie, disposant des mêmes composantes disciplinaires, bénéficiera d'une échelle barémique correspondant aux échelles de référence diminuées du montant d'une annale et d'une biennale de l'échelle de référence applicable.

Le porteur d'un titre de capacité autre, tel que visé à l'article 16, § 6, du présent décret bénéficiera d'une échelle barémique correspondant aux échelles de référence diminuées du montant de deux biennales de l'échelle de référence applicable.

§ 3. Les dispositions du § 2 sont applicables à la fonction enseignante unique au sens de l'article 5, alinéa 5, ainsi qu'aux fonctions enseignantes d'accompagnateur CEFA, de coordinateur qualité et de conseiller à la formation.

§ 4. Pour les fonctions de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation visées à l'article 3, § 2 et § 7, une échelle de référence est fixée par le Gouvernement au porteur d'un titre de capacité requis pour les fonctions d'éducateur, de secrétaire-bibliothécaire et d'éducateur-secrétaire et une échelle de référence est fixée par le Gouvernement au porteur d'un titre de capacité requis pour les fonctions d'éducateur d'internat filles et d'éducateur d'internat garçons selon qu'il :

1° possède une composante disciplinaire de niveau master ou baccalauréat;

2° possède une composante disciplinaire du niveau secondaire supérieur.

Ces échelles sont désignées par un indice qui mentionne le traitement minimum, le traitement maximum, ainsi que le nombre et le montant des augmentations périodiques, annales et biennales.

Le porteur d'un titre de capacité suffisant, disposant des mêmes composantes disciplinaires, bénéficiera d'une échelle barémique correspondant aux échelles de référence diminuées du montant d'une annale de l'échelle de référence applicable.

Le porteur d'un titre de capacité de pénurie, disposant de la composante disciplinaire reprise sous 1°, bénéficiera d'une échelle barémique correspondant à l'échelle de référence de sa fonction diminuée du montant d'une annale et d'une biennale.

Le porteur d'un titre de capacité de pénurie, disposant de la composante disciplinaire reprise sous 2°, bénéficiera d'une échelle barémique correspondant à l'échelle de référence de sa fonction diminuée du montant d'une biennale.

Le porteur d'un titre de capacité autre, tel que visé à l'article 16, § 6, du présent décret disposant de la composante disciplinaire reprise sous 1°, bénéficiera d'une échelle barémique correspondant à l'échelle de référence de sa fonction diminuée de deux biennes.

Le porteur d'un titre de capacité autre, tel que visé à l'article 16, § 6 du présent décret disposant de la composante disciplinaire reprise sous 2°, bénéficiera d'une échelle barémique correspondant à l'échelle de référence de sa fonction diminuée du montant d'une annale et d'une biennale.

§ 5. Pour les fonctions d'assistant social, d'infirmier et de puéricultrice, les dispositions du § 4, telles qu'applicables aux fonctions d'éducateur, de secrétaire-bibliothécaire et d'éducateur-secrétaire, sont d'application.

§ 6. Pour les fonctions de la catégorie du personnel paramédical, autres que celles visées au § 5 ainsi que pour la fonction de la catégorie du personnel psychologique, une échelle barémique de référence est fixée par le Gouvernement au porteur d'un titre de capacité requis selon qu'il :

1° possède une composante disciplinaire de niveau master;

2° possède une composante disciplinaire de niveau baccalauréat.

Ces échelles sont désignées par un indice qui mentionne le traitement minimum, le traitement maximum, ainsi que le nombre et le montant des augmentations périodiques, annales et biennes.

Le porteur d'un titre de capacité suffisant, lorsqu'il existe, disposant des mêmes composantes disciplinaires, bénéficiera d'une échelle barémique correspondant aux échelles de référence diminuées du montant d'une annale de l'échelle de référence applicable.

Le porteur d'un titre de capacité de pénurie, lorsqu'il existe, disposant des mêmes composantes disciplinaires, bénéficiera d'une échelle barémique correspondant aux échelles de référence diminuées du montant d'une annale et d'une biennale de l'échelle de référence applicable.

TITRE II. — Dispositions modificatives propres aux réseaux d'enseignement et à l'enseignement organisé par la Communauté française

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions modificatives propres à l'enseignement organisé par la Communauté française

Section 1^{re}. — Modifications de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 51. L'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par le décret du 28 février 2013 portant des dispositions statutaires en matière d'enseignement organisé par la Communauté française, est remplacé par ce qui suit : « Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale l'expérience utile est constituée par le temps passé, soit dans un service ou un établissement public ou privé, soit dans l'enseignement, soit dans un métier ou une profession. Le Ministre décide si l'expérience utile contribue à assurer la formation requise pour la fonction à conférer. ».

Art. 52. A l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 5, les mots « être porteur d'un titre fixé par le Gouvernement en rapport avec la fonction à conférer sont remplacés par les mots « être porteur dans l'enseignement de plein exercice et en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale d'un titre requis fixé par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014 en rapport avec la fonction à conférer »;

2° est inséré un point 5bis rédigé comme suit :

« 5bis. Etre porteur dans l'enseignement supérieur de promotion sociale d'un titre requis fixé par le Gouvernement en rapport avec la fonction à conférer; »;

3° au point 9, les mots « dans l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont insérés entre les mots « l'objet » et les mots « d'une suspension par mesure disciplinaire »;

4° est inséré un point 10 rédigé comme suit :

« 10. ne pas faire l'objet dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire, d'une mise en non-activité disciplinaire, d'une démission disciplinaire ou d'une révocation infligée par le pouvoir organisateur ou par tout autre pouvoir organisateur d'un autre réseau. »;

5° est inséré un point 11 rédigé comme suit :

« 11. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale ne pas faire l'objet, au sein de l'enseignement organisé par la Communauté française, d'un licenciement moyennant préavis ou pour faute grave. ».

Art. 53. A l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, sont désignées par priorité les personnes classées dans le premier groupe visé à l'article 2bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat. »;

2° un nouvel alinéa 3, rédigé comme suit est inséré : « Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, sont désignées par priorité les personnes classées à l'article 2, § 1^{er} alinéas 2 et 3 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat. ».

Art. 54. A l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par un paragraphe 1^{er} rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale par dérogation à l'article 18, le Ministre peut, faute de candidats remplissant la condition visée à l'article 18, 5, désigner, à titre temporaire, un candidat qui est porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants fixés pour la fonction à conférer. Par titres suffisants il y a lieu d'entendre les titres suffisants tels que définis par le Gouvernement en vertu de l'article 17 du décret du 11 avril 2014. »;

2° est inséré un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale après épuisement de la liste des candidats à une désignation à titre temporaire porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis et de la catégorie des titres suffisants fixés pour la fonction à conférer, le Ministre peut désigner à titre temporaire, un candidat porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie tels qu'énumérés par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014. ».

3° est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale après épuisement de la liste des candidats à une désignation à titre temporaire porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis, de la catégorie des titres suffisants et de la catégorie des titres de pénurie, le Ministre peut désigner à titre temporaire, après avis de la Commission inter réseaux des titres de capacité (Commission) visée à l'article 16, § 6 du décret du 11 avril 2014 un candidat porteur d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie. »;

4° les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par les paragraphes 4 et 5 rédigés comme suit :

« § 4. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale le candidat porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants qui a fait l'objet dans la même fonction de deux rapports défavorables du chef d'établissement sous le contrôle ou l'autorité duquel il a été placé, ne peut être désigné par le Ministre à partir de l'année scolaire suivante, par dérogation à l'article 18.

Le candidat porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie qui a fait l'objet dans la même fonction de deux rapports défavorables du chef d'établissement sous le contrôle ou l'autorité duquel il a été placé, ne peut être désigné par le Ministre à partir de l'année scolaire suivante, par dérogation à l'article 18.

Pour l'application des deux alinéas précédents, un rapport défavorable couvrant une période de moins de trente jours n'est pas pris en compte s'il est suivi d'un rapport favorable dans la fonction considérée couvrant une période d'au moins 180 jours.

Si le candidat porteur d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie a déjà bénéficié, au cours d'une année scolaire, d'une ou de plusieurs désignations effectuées sur base du paragraphe 3, le Ministre ne peut le désigner l'année scolaire suivante, par dérogation à l'article 18, que si, le candidat n'a pas fait l'objet d'un rapport défavorable du chef d'établissement sous le contrôle ou l'autorité duquel il a été placé. Toutefois, un rapport défavorable couvrant une période de moins de trente jours n'est pas pris en compte.

Toute désignation faite sur base des §§ 1^{er} à 3 ci-avant est effectuée pour une période déterminée avec pour limite extrême la fin de l'année scolaire au cours de laquelle débute cette période.

§ 5. Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, par dérogation à l'article 18, le Ministre peut, faute de candidats remplissant la condition visée à l'article 18, 5, désigner, à titre temporaire, un candidat qui n'est pas porteur du titre fixé pour la fonction à conférer.

Toutefois, si le candidat a déjà bénéficié, au cours d'une année scolaire, d'une ou de plusieurs désignations effectuées sur base de l'alinéa qui précède, le Ministre ne peut le désigner, par dérogation à l'article 18, pour la totalité ou une partie de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle ont eu lieu ces désignations, que si, au cours de celle-ci, le candidat n'a pas fait l'objet d'un rapport défavorable du chef d'établissement sous le contrôle ou l'autorité duquel il a été placé.

Si le candidat a bénéficié durant deux années scolaires au moins de désignations faites par dérogation à l'article 18, le Ministre ne peut le désigner par après dans la même fonction par dérogation au dit article, que si, au cours de celles-ci, le candidat n'a pas fait l'objet d'un rapport défavorable du chef d'établissement sous le contrôle ou l'autorité duquel il a été placé pendant ces années scolaires. ».

Art. 55. A l'article 26bis du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « dans une fonction considérée » sont remplacés par les mots « dans la fonction ou une autre fonction figurant dans l'accroche cours/fonction telle que définie par le Gouvernement en vertu de l'article 10 du décret du 11 avril 2014, »;

2° le § 1^{er}, 1°, est remplacé par un 1° rédigé comme suit :

« 1° les temporaires porteurs d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie visés à l'article 2, § 4, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, dans l'ordre inverse des priorités; »;

3° le § 1^{er}, 1°bis, est remplacé par un 1°bis rédigé comme suit :

« 1°bis les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 4, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement; »;

4° au § 1^{er} est inséré un 1°ter rédigé comme suit :

« 1°ter les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 3, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement; »;

5° au § 1^{er} est inséré un 1°quater rédigé comme suit :

« 1°quater les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 2, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement; »;

6° le § 1^{er}, 2°, est remplacé par un 2° rédigé comme suit :

« 2° les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 4, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement; »;

7° au § 1^{er} est inséré un 2°*bis* rédigé comme suit :

« 2°*bis* les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 3, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement; »;

8° au § 1^{er} est inséré un 2°*ter* rédigé comme suit :

« 2°*ter* les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 2, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement; »;

9° au § 1^{er} est inséré un 2°*quater* rédigé comme suit :

« 2°*quater* les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement; ».

10° au § 1^{er} est inséré un 2°*quinquies* rédigé comme suit :

« 2°*quinquies* les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement; »;

11° le § 1^{er}, 3°, est remplacé par un 3° rédigé comme suit :

« 3° les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement; »;

12° au § 2 est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Par dérogation dans l'enseignement spécialisé, l'alinéa précédant ne s'applique pas si le membre du personnel désigné à titre temporaire qui occupe les emplois vacants peut justifier d'une compétence particulière telle que définie par l'article 35, alinéas 2 et 3, du décret 11 avril 2014. »;

13° au § 2 est inséré un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Par dérogation dans l'enseignement spécialisé, l'alinéa précédant ne s'applique pas si le membre du personnel désigné à titre temporaire qui occupe les emplois vacants peut justifier d'une compétence particulière telle que définie par l'article 35, alinéas 2 et 3, du décret 11 avril 2014. »;

14° le dernier alinéa est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application des alinéas 1^{er} et 3, il est d'abord mis fin, au sein de la zone où le rappel à l'activité ou le complément de charge est effectué, aux prestations des temporaires titulaires d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie, puis dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 4, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 3, du même arrêté royal puis, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 2, puis dans l'ordre inverse du classement des temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 4, du même arrêté royal puis, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 3, et enfin dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté royal puis, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, et, enfin, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté royal. Toutefois, si l'emploi totalement ou partiellement libéré par le temporaire le moins bien classé entraîne pour les membres du personnel visés aux alinéas 1^{er} et 2 qui en bénéficient un déplacement de plus de quatre heures par jour par les transports en commun, ceux-ci peuvent refuser ce rappel à l'activité ou ce complément de charge. Dans ce cas, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'abord d'un autre temporaire titulaire d'un autre titre qu'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie, puis d'un autre temporaire classé dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 4, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 3, du même arrêté royal puis, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 3 alinéa 2, puis des temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 4, du même arrêté royal puis, des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 3, puis, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 2, du même arrêté royal, puis des temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté et à défaut, du temporaire porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis immédiatement mieux classé. ».

Art. 56. L'article 26*ter* du même arrêté est modifié comme suit :

1° au § 1^{er} le mot « supérieur » est inséré entre les mots « enseignement » et les mots « de promotion sociale »;

2° le § 1^{er}, 1°, est remplacé par un 1° rédigé comme suit :

« 1° les temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2*bis* de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat; »;

3° le § 1^{er}, 2°, est remplacé par un point 2° rédigé comme suit :

« 2° les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2*bis* de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat; »;

4° le § 1^{er}, 3°, du même arrêté est remplacé par un 3° rédigé comme suit :

« 3° les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2*bis* du même arrêté, dans l'ordre inverse du classement; »;

5° au § 1^{er} est inséré un point 3*bis* rédigé comme suit :

« 3°*bis* les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2*bis* du même arrêté, dans l'ordre inverse du classement; »;

6° un paragraphe 1^{er}*bis* rédigé comme suit est inséré :

« § 1^{er}*bis*. Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, au sein d'un établissement, en cas de diminution des prestations disponibles dans la fonction ou une autre fonction figurant dans l'accroche cours/fonction telle que définie par le Gouvernement, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel selon l'ordre suivant :

1° les temporaires titulaires d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie visés à l'article 2, § 4, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, dans l'ordre inverse des priorités;

1°*bis* les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 4, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement;

1°*ter*. Les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 3, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement;

1°*quater* les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 2, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement;

2° les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 4, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement;

2°*bis* les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 3, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement;

3° les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 2, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement;

3°*bis* les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement;

3°*ter* les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement;

3°*quater* Les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement;

4° les temporaires protégés, dans l'ordre inverse de leur classement en tant que temporaire;

5° les membres du personnel nommés à titre définitif pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de charge;

6° les membres du personnel rappelés provisoirement à l'activité de service dans la fonction à laquelle ils sont nommés;

7° les membres du personnel rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés;

8° les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent au sein de l'établissement. »;

7° le § 2, alinéa 2, est remplacé par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, il est d'abord mis fin, au sein de la zone où le rappel à l'activité ou le complément de charge est effectué, aux prestations des temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2 *bis*, alinéa 5 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, puis dans l'ordre inverse du classement des temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2 *bis*, alinéa 4 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2*bis*, alinéa 3 du même arrêté enfin, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2*bis*, alinéa 2 du même arrêté. »;

8° le § 2, alinéa 3, est remplacé par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, il est d'abord mis fin, au sein de la zone où le rappel à l'activité ou le complément de charge est effectué, aux prestations des temporaires, puis dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 4, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 3, alinéa 3, du même arrêté royal puis, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 3 alinéa 2, puis dans l'ordre inverse du classement des temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 4, du même arrêté royal puis, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 3, et, enfin, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 2, du même arrêté royal, puis dans l'ordre inverse des temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté royal puis, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, et enfin dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté royal. ».

Art. 57. A l'article 26*quater* du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, premier alinéa les mots « une même fonction » sont remplacés par les mots « la fonction ou une autre fonction figurant dans l'accroche cours/fonction telle que définie par le Gouvernement »;

2° le § 1^{er}, 13°, est remplacé par un 13° rédigé comme suit :

« 13° les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, dans l'ordre du classement; »;

3° au § 1^{er} est inséré un 13° *bis* rédigé comme suit :

« 13°*bis* les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, du même arrêté royal; »;

4° au § 1^{er} est inséré un 13°*ter* rédigé comme suit :

« 13°*ter* les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4 du même arrêté royal, dans l'ordre du classement; »;

5° le § 1^{er}, 14°, est remplacé par un 14° rédigé comme suit :

« 14° Les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 2 du même arrêté royal; »;

6° le § 1^{er}, 15°, est remplacé par un 15° rédigé comme suit :

« 15° Les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, § 2, alinéa 3 du même arrêté royal; »;

7° le § 1^{er}, 16°, est remplacé par un 16° rédigé comme suit :

« 16° les temporaires non titulaires d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie, dans l'ordre des priorités; »;

8° Au § 2 les mots « dans une même fonction » sont remplacés par les mots « la fonction ou une autre fonction figurant dans l'accroche cours/fonction telle que définie par le Gouvernement en vertu de l'article 10 du décret du 11 avril 2014 ».

Art. 58. A l'article 31 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° le 5° est remplacé par un 5° rédigé comme suit :

« 5° être porteur d'un titre requis fixé par le Gouvernement en rapport avec la fonction à conférer ou avoir fait l'objet de dérogations prévues à l'article 20 pendant au moins 150 jours de service dans la fonction pour le temporaire porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants et pendant au moins 300 jours de service dans la fonction répartis sur 2 années scolaires au moins pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie; »;

2° un 5°*bis* rédigé comme suit est inséré :

« 5°*bis* être porteur d'un titre pédagogique tel que défini par le Gouvernement; »;

3° au point 12° les mots « d'une démission disciplinaire ou d'une révocation » sont insérés entre les mots « mise en non-activité disciplinaire » et les mots « infligée par un pouvoir organisateur »;

4° un 13° rédigé comme suit est inséré :

« 13° ne pas faire l'objet, au sein de l'enseignement organisé par la Communauté française, d'un licenciement moyennant préavis ou pour faute grave; ».

Art. 59. A l'article 31*ter* du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au 5° les mots « dans l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont insérés entre les mots « être porteur » et « d'un titre fixé »;

2° un 5°*bis* rédigé comme suit est inséré :

« 5°*bis* être porteur dans l'enseignement secondaire de promotion sociale d'un titre requis fixé par le Gouvernement en rapport avec la fonction à conférer ou avoir fait l'objet de dérogations successives prévues à l'article 20 pendant au moins 150 jours de service dans la fonction pour le temporaire porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants et pendant au moins 300 jours de service dans la fonction répartis sur 2 années scolaires au moins pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie; »;

3° un 5°*ter* rédigé comme suit est inséré :

« 5°*ter* dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, être porteur d'un titre pédagogique tel que défini par le Gouvernement; »;

4° le 10° est remplacé par un 10° rédigé comme suit :

« 10° ne pas faire l'objet dans l'enseignement supérieur de promotion sociale d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire, d'une mise en non-activité disciplinaire, infligée par le pouvoir organisateur ou par tout autre pouvoir organisateur d'un autre réseau. »;

5° le 11° est remplacé par un 11° rédigé comme suit :

« 11° ne pas faire l'objet dans l'enseignement secondaire de promotion sociale d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire, d'une mise en non-activité disciplinaire, d'une démission disciplinaire ou d'une révocation infligée par le pouvoir organisateur ou par tout autre pouvoir organisateur d'un autre réseau. »;

6° un 12° rédigé comme suit est inséré :

« 12° dans l'enseignement secondaire de promotion sociale ne pas faire l'objet, au sein de l'enseignement organisé par la Communauté française, d'un licenciement moyennant préavis ou pour faute grave; ».

Art. 60. L'article 44ter, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Après épuisement de la liste visée à l'alinéa 1^{er}, le ministre offre l'emploi au membre du personnel qui a déjà été engagé dans un emploi de même nature dans la même fonction pour laquelle il détient le titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis ou des titres suffisants et qui compte dans cette fonction plus de 600 jours d'ancienneté. Pour les fonctions enseignantes, le titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants doit être complété par un titre pédagogique. ».

Art. 61. A l'article 51ter du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par un § 1^{er} rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale le membre du personnel victime d'un acte de violence bénéficie du dispositif défini à la section 2 s'il est temporaire titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie, à la section 3 s'il est temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie, à la section 4 s'il est temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants visés à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, à la section 5 s'il est temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis visés à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, à la section 6 s'il est temporaire prioritaire et à la section 7 s'il est nommé à titre définitif. »;

2° un paragraphe 1^{er}bis rédigé comme suit est inséré : « § 1^{er}bis. Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, le membre du personnel victime d'un acte de violence bénéficie du dispositif défini à la section 2bis s'il est temporaire classé dans le quatrième groupe, à la section 3bis s'il est temporaire classé dans le troisième groupe visé à l'article 2 bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, à la section 4bis s'il est temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 2bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, à la section 5bis s'il est temporaire classé dans le premier groupe, à la section 6bis s'il est temporaire protégé et à la section 7bis s'il est nommé à titre définitif. »;

3° au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « au § 1^{er} » sont remplacés par les mots « §§ 1^{er} et 1^{er} bis »;

b) à l'alinéa 1^{er}, les mots « section 2 à 5 » sont remplacés par les mots « section 2 à 7bis ».

Art. 62. L'intitulé de la section 2 du chapitre IIIbis du même arrêté est modifié comme suit :

« Section 2. – Du droit à une nouvelle désignation des temporaires titulaires d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie ».

Art. 63. A l'article 51 quater du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par un alinéa 1^{er} rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale le membre du personnel temporaire titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie victime d'un acte de violence peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première. »;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « non classé » sont remplacés par les mots « titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie »;

3° au § 2, a), les mots « candidat classé » sont remplacés par les mots « candidat titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, suffisant ou de pénurie »;

4° le § 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par un alinéa 1^{er} rédigé comme suit :

« § 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le ministre fonctionnel le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par un membre du personnel temporaire titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie à qui il impose de faire une permutation avec le membre du personnel victime d'un acte de violence.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours. »;

5° le § 6 est abrogé.

Art. 64. L'intitulé de la section 3 du chapitre III bis du même arrêté est modifié comme suit :

« Section 2bis. – Du droit à une nouvelle désignation des temporaires classés dans le quatrième groupe ».

Art. 65. A l'article 51quinquies du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par un alinéa 1^{er} rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, le membre du personnel temporaire classé dans le quatrième groupe visé à l'article 2bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité victime d'un acte de violence peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première. »;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « temporaire visé à la première section » sont remplacés par les mots « classé dans le quatrième groupe visé au présent article »;

3° le § 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par un alinéa 1^{er} rédigé comme suit :

« § 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel classé dans le quatrième groupe visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le ministre fonctionnel le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par un membre du personnel temporaire classé dans le quatrième groupe à qui il impose de faire une permutation avec le membre du personnel victime d'un acte de violence. »;

4° le § 6 est abrogé.

Art. 66. L'intitulé de la section 4 du chapitre IIIbis du même arrêté est modifié comme suit : « Section 3 - Du droit à une nouvelle désignation des temporaires porteurs d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie ».

Art. 67. A l'article 51*sexies* du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par un alinéa 1^{er} rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, le membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres pénurie victime d'un acte de violence peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première. »

2° le § 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par un alinéa 1^{er} rédigé comme suit :

« § 2. Le ministre fonctionnel désigne le membre du personnel porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie visé au présent article, »;

3° le § 2, a), est remplacé par un point a) rédigé comme suit :

« a) dans tout emploi disponible de la même fonction pour lequel il n'y a pas de candidat porteur d'un titre relevant de la catégorie des titres suffisants et de la catégorie des titres requis »;

4° le § 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par un alinéa 1^{er} rédigé comme suit :

« § 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le ministre fonctionnel le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie à qui il impose de faire une permutation avec le membre du personnel victime d'un acte de violence. »;

5° au § 6 les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa premier est abrogé;

b) à l'alinéa 2, le mot « classé » est supprimé et les mots « porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie » sont insérés entre les mots « le temporaire » et les mots « qui a introduit ».

Art. 68. L'intitulé de la section 5 du chapitre III*bis* du même arrêté est modifié comme suit :

« Section 3*bis*. – Du droit à une nouvelle désignation des temporaires classés dans le troisième groupe ».

Art. 69. L'article 51*septies* du même arrêté est remplacé par un article 51*septies* rédigé comme suit :

« Article 51*septies*. § 1^{er}. Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, le membre du personnel temporaire classé dans le troisième groupe visé à l'article 2*bis* de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité victime d'un acte de violence peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande de nouvelle désignation n'est prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le ministre fonctionnel désigne le membre du personnel classé dans le troisième groupe visé au présent article,

a) dans tout emploi disponible de la même fonction pour lequel il n'y a pas de candidat classé dans le deuxième et le premier groupe ou

b) dans tout emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte volontairement de permuer avec lui.

Le littéra b) ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel classé dans le troisième groupe visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le ministre fonctionnel le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par un membre du personnel temporaire classé dans le troisième groupe à qui il impose de faire une permutation avec le membre du personnel victime d'un acte de violence.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, le membre du personnel temporaire ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte, sauf accord de sa part et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. »

Art. 70. L'intitulé de la section 6 du chapitre III *bis* du même arrêté est modifié comme suit :

« Section 4. – Du droit à une nouvelle désignation des temporaires porteurs d'un titre de capacité relevant des titres suffisants visés à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité ».

Art. 71. L'article 51*octies* du même arrêté est remplacé par un article 51*octies* rédigé comme suit :

« Article 51*octies*. § 1^{er}. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale le membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants visés à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, victime d'un acte de violence, peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le ministre fonctionnel désigne le membre du personnel temporaire visé à la présente section

a) dans tout emploi disponible de la même fonction pour lequel il n'y a pas de candidat porteur d'un titre relevant de la catégorie des titres requis, appartenant à un établissement de la (des) zone(s) mentionnée(s) dans l'acte de candidature visé à l'article 23 en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone

ou

b) dans l'emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter avec lui.

Le littéra b) ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le ministre fonctionnel le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

1° un membre du personnel temporaire non titulaire d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie à qui il impose de permuter avec le membre du personnel victime d'un acte de violence;

1°bis à défaut, à un membre du personnel temporaire porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie à qui il impose de permuter avec le membre du personnel victime d'un acte de violence;

2° à défaut, un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants visés à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter avec lui.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. A condition que le membre du personnel temporaire ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail, il ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, sauf accord de sa part. Néanmoins, cette demande n'est prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au ministre fonctionnel.

§ 6. Par dérogation à l'article 18, 8°, le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix de zones exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Par dérogation à l'article 31, 9°, le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire prioritaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix d'établissements exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. Cette demande n'est néanmoins prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au ministre fonctionnel. ».

Art. 72. Au chapitre IIIbis du même arrêté est insérée une section 4bis dont l'intitulé est rédigé comme suit :

« Section 4bis. – Du droit à une nouvelle désignation des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité ».

Art. 73. Dans la section 4bis du chapitre IIIbis du même arrêté est inséré un article 51nonies rédigé comme suit :

« Article 51nonies. § 1^{er}. Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, le membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 2bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, victime d'un acte de violence, peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le ministre fonctionnel désigne le membre du personnel temporaire visé à la présente section

a) dans tout emploi disponible de la même fonction, appartenant à un établissement de la (des) zone(s) mentionnée(s) dans l'acte de candidature visé à l'article 23 en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone

ou

b) dans l'emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter avec lui.

Le littéra b) ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le ministre fonctionnel le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

1° un membre du personnel temporaire classé dans le quatrième groupe à qui il impose de permuter avec le membre du personnel victime d'un acte de violence;

1°bis à défaut, un membre du personnel temporaire classé dans le troisième groupe visé à l'article 2 bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter avec lui;

2° à défaut, un membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 2bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter avec lui.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. A condition que le membre du personnel temporaire ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail, il ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, sauf accord de sa part. Néanmoins, cette demande n'est prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au ministre fonctionnel.

§ 6. Par dérogation à l'article 18, 8°, le temporaire classé dans le deuxième groupe qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix de zones exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. ».

Art. 74. Au chapitre IIIbis du même arrêté est insérée une section 5 dont l'intitulé est rédigé comme suit

« Section 5. – Du droit à une nouvelle désignation des temporaires porteurs d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis visés à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité »

Art. 75. Est inséré dans la section 5 du chapitre IIIbis du même arrêté un article 51decies rédigé comme suit :

« Article 51decies. § 1^{er}. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, le membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis visés à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, victime d'un acte de violence, peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le ministre fonctionnel désigne le membre du personnel temporaire visé à la présente section

a) dans tout emploi disponible de la même fonction, appartenant à un établissement de la (des) zone(s) mentionnée(s) dans l'acte de candidature visé à l'article 23

ou

b) dans l'emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter avec lui.

Le littéra b) ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le ministre fonctionnel le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

1° un membre du personnel temporaire titulaire d'un autre titre que d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie à qui il impose de permuter avec le membre du personnel victime d'un acte de violence;

1°bis à défaut, à un membre du personnel temporaire porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie à qui il impose de permuter avec le membre du personnel victime d'un acte de violence;

2° à défaut, un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants visés à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter avec lui.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, le membre du personnel temporaire visé à la présente section ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte, sauf accord de sa part et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

§ 6. Par dérogation à l'article 18, 8°, le temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix de zones exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa(ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Par dérogation à l'article 31, 9°, le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire prioritaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix d'établissements exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa(s) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. Cette demande n'est néanmoins prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au ministre fonctionnel. ».

Art. 76. Au chapitre IIIbis du même arrêté est insérée une section 5bis dont l'intitulé est rédigé comme suit

« Section 5bis. – Du droit à une nouvelle désignation des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité ».

Art. 77. Est inséré dans la section 5bis du chapitre IIIbis du même arrêté un article 51undecies rédigé comme suit :

« Article 51undecies. § 1^{er}. Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, le membre du personnel temporaire classé dans le premier groupe visé à l'article 2bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, victime d'un acte de violence, peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le ministre fonctionnel désigne le membre du personnel temporaire visé à la présente section

a) dans tout emploi disponible de la même fonction, appartenant à un établissement de la (des) zone(s) mentionnée(s) dans l'acte de candidature visé à l'article 23

ou

b) dans l'emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter avec lui.

Le littéra b) ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le ministre fonctionnel le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

1° un membre du personnel temporaire classé dans le quatrième groupe visé à l'article 2bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter;

1°bis à défaut, par un membre du personnel temporaire classé dans le troisième groupe visé à l'article 2bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter;

2° à défaut, par un membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 2 bis de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, le membre du personnel temporaire visé à la présente section ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte, sauf accord de sa part et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

§ 6. Par dérogation à l'article 18, 8°, le temporaire classé dans le premier groupe qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix de zones exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa(s) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. ».

Art. 78. Au chapitre IIIbis du même arrêté est insérée une section 6 dont l'intitulé est rédigé comme suit :

« Section 6. – Du droit au changement d'affectation de circonstance des membres du personnel désignés en qualité de temporaire prioritaire ».

Art. 79. Est inséré dans la section 6 du chapitre IIIbis du même arrêté un article 51duodecies rédigé comme suit :

« Article 51duodecies. § 1^{er}. Dans l'enseignement de plein exercice et en alternance, le membre du personnel désigné en qualité de temporaire prioritaire peut solliciter un changement d'affectation de circonstance dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone, dans le respect des conditions visées à la section première et jusqu'au plus tard à la fin de l'année scolaire en cours.

La demande visée à l'article 51ter, § 2, indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le membre du personnel demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance ainsi que les établissements dans lesquels il souhaite être affecté. Le membre du personnel visé à la présente section indique en outre s'il accepte d'être désigné dans un emploi non vacant.

La demande visée aux alinéas précédents peut être introduite à tout moment de l'année; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au président de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s) et, le cas échéant, au président de la Commission interzonale d'affectation.

La (les) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s), et, le cas échéant, la Commission interzonale d'affectation, propose(nt) au Gouvernement les changements d'affectation de circonstance qu'elle(s) juge(nt) les plus adéquats, dans le respect du § 2.

§ 2. Le ministre fonctionnel accorde un changement d'affectation de circonstance au membre du personnel visé à la présente section

a) dans tout emploi disponible de la même fonction, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}

ou

b) dans un emploi, de la même fonction, occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter avec lui en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

Le littera b) ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire prioritaire visé à la présente section un changement d'affectation de circonstance conformément au § 2, le ministre fonctionnel lui accorde ce changement d'affectation de circonstance dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par

1° un membre du personnel temporaire non titulaire d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie à qui il impose de permuter, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

1°bis à défaut, à un membre du personnel temporaire porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie à qui il impose de permuter, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

2° à défaut, un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants visés à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Le ministre fonctionnel transmet au président de la Commission zonale d'affectation concernée copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel obtient un changement d'affectation de circonstance dans un établissement relevant d'une autre zone que celle de l'établissement où il a été victime de l'acte de violence, le ministre fonctionnel transmet également copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance au Président de la Commission interzonale d'affectation.

§ 5. Par dérogation à l'article 33, alinéa 3, et à l'article 46, § 2, le temporaire prioritaire peut demander un changement d'affectation pour l'année scolaire suivante ou modifier le choix d'établissements déjà exprimé après la date fixée à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. Néanmoins, cette demande n'est prise en compte que si elle parvient avant le 15 mai au ministre fonctionnel. ».

Art. 80. Au chapitre IIIbis du même arrêté est insérée une section 7 dont l'intitulé est rédigé comme suit :

« Section 7. — Du droit au changement d'affectation de circonstance des membres du personnel nommés à titre définitif ».

Art. 81. Dans la section 7 du chapitre III bis du même arrêté est inséré un article 51terdecies rédigé comme suit :

« Article 51terdecies. § 1^{er}. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, le membre du personnel nommé à titre définitif peut solliciter un changement d'affectation de circonstance dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone, dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande visée à l'article 51ter, § 2, indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le membre du personnel demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance, ainsi que les établissements dans lesquels il souhaite être affecté.

Sans préjudice du § 2, dernier alinéa, la demande visée aux alinéas précédents peut être introduite à tout moment de l'année; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au président de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s) et, le cas échéant, au président de la Commission interzonale d'affectation.

La (les) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s), et, le cas échéant, la Commission interzonale d'affectation, propose(nt) au Gouvernement les changements d'affectation de circonstance qu'elle(s) juge(nt) les plus adéquats, dans le respect du § 2.

§ 2. Le ministre fonctionnel accorde un changement d'affectation de circonstance au membre du personnel visé à la présente section

a) dans tout emploi disponible de la même fonction, pour une durée ininterrompue de quinze semaines au moins ou jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}

ou

b) dans un emploi, de la même fonction, occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter avec lui en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

Le littera b) ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre définitif visé à la présente section un changement d'affectation de circonstance conformément au § 2, le ministre fonctionnel lui accorde ce changement d'affectation de circonstance dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par

1° un membre du personnel temporaire non titulaire d'un titre de capacité requis, ou suffisant ou de pénurie à qui il impose de permuter, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

1°*bis* à défaut, à un membre du personnel temporaire porteur du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie à qui il impose de permuter, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

2° à défaut, un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants visés à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Le ministre fonctionnel transmet au président de la Commission zonale d'affectation concernée copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel obtient un changement d'affectation de circonstance dans un établissement relevant d'une autre zone que celle de l'établissement où il a été victime de l'acte de violence, le ministre fonctionnel transmet également copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance au président de la Commission interzonale d'affectation.

§ 5. Par dérogation à l'article 48, §§ 2 et 3, le membre du personnel victime d'un acte de violence peut, après le 31 janvier de l'année scolaire au cours de laquelle il a été victime, introduire une demande de changement d'affectation pour l'année scolaire suivante ou modifier le choix d'établissements déjà exprimé à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. Néanmoins, cette demande n'est prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au président de la Commission d'affectation zonale ou interzonale concernée. ».

Art. 82. Au chapitre III*bis* du même arrêté est insérée une section 7*bis* dont l'intitulé est rédigé comme suit

« Section 7*bis*. – Du droit au changement d'affectation de circonstance des membres du personnel nommés à titre définitif ».

Art. 83. Dans la section 7*bis* du chapitre III*bis* du même arrêté est inséré un article 51*quaterdecies* rédigé comme suit :

« Article 51*quaterdecies*. § 1^{er}. Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, le membre du personnel nommé à titre définitif peut solliciter un changement d'affectation de circonstance dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone, dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande visée à l'article 51*ter*, § 2, indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le membre du personnel demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance, ainsi que les établissements dans lesquels il souhaite être affecté.

Sans préjudice du § 2, dernier alinéa, la demande visée aux alinéas précédents peut être introduite à tout moment de l'année; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au président de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s) et, le cas échéant, au président de la Commission interzonale d'affectation.

La (les) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s), et, le cas échéant, la Commission interzonale d'affectation, propose(nt) au Gouvernement les changements d'affectation de circonstance qu'elle(s) juge(nt) les plus adéquats, dans le respect du § 2.

§ 2. Le ministre fonctionnel accorde un changement d'affectation de circonstance au membre du personnel visé à la présente section

a) dans tout emploi disponible de la même fonction, pour une durée ininterrompue de quinze semaines au moins ou jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}

ou

b) dans un emploi, de la même fonction, occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter avec lui en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

Le littéra b) ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre définitif visé à la présente section un changement d'affectation de circonstance conformément au § 2, le ministre fonctionnel lui accorde ce changement d'affectation de circonstance dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par

1° un membre du personnel temporaire classé dans le quatrième groupe visé à l'article 2*bis* de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

1°*bis* à défaut, par un membre du personnel temporaire classé dans le troisième groupe visé à l'article 2*bis* de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

2° à défaut, par un membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Le ministre fonctionnel transmet au président de la Commission zonale d'affectation concernée copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel obtient un changement d'affectation de circonstance dans un établissement relevant d'une autre zone que celle de l'établissement où il a été victime de l'acte de violence, le ministre fonctionnel transmet également copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance au président de la Commission interzonale d'affectation.

§ 5. Par dérogation à l'article 48, §§ 2 et 3, le membre du personnel victime d'un acte de violence peut, après le 31 janvier de l'année scolaire au cours de laquelle il a été victime, introduire une demande de changement d'affectation pour l'année scolaire suivante ou modifier le choix d'établissements déjà exprimé à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par

le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. Néanmoins, cette demande n'est prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au président de la Commission d'affectation zonale ou interzonale concernée. ».

Art. 84. Est inséré à l'article 167, § 3, 2°, du même arrêté un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Par dérogation dans l'enseignement spécialisé, l'alinéa précédant ne s'applique pas si les temporaires ou les temporaires prioritaires qui occupent des emplois vacants peuvent justifier d'une compétence particulière telle que définie par l'article 35, alinéas 2 et 3, du décret 11 avril 2014. ».

Art. 85. A l'article 167bis, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Par dérogation dans l'enseignement spécialisé, l'alinéa précédant ne s'applique pas si les temporaires ou les temporaires prioritaires qui occupent des emplois vacants peuvent justifier d'une compétence particulière telle que définie par l'article 35, alinéas 2 et 3, du décret 11 avril 2014. ».

Section II. — Modification de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat

Art. 86. Dans l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat tel que modifié en dernier lieu par le décret du 28 février 2013 portant des dispositions statutaires en matière d'enseignement organisé par la Communauté française, il est inséré un nouvel article 1^{er} rédigé comme suit :

« Article 1^{er}. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, pour chacune des fonctions de recrutement à conférer, les candidats sont classés selon le titre de capacité dont ils sont porteurs et d'après les préférences zonales qu'ils ont exprimées. Par titre de capacité il y a lieu d'entendre les titres tels que définis par le Gouvernement en vertu de l'article 16 du décret du 11 avril 2014. ».

Art. 87. L'article 1^{er} du même arrêté, devenant l'article 1^{er}bis, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}bis. Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, pour chacune des fonctions de recrutement à conférer, les candidats des différents groupes sont classés d'après les préférences zonales qu'ils ont exprimées. ».

Art. 88. Dans le même arrêté, il est inséré un nouvel article 2 rédigé comme suit :

« Article 2. § 1^{er}. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale les candidats qui sont porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis sont classés en trois groupes.

Dans le premier groupe, sont classés tous les candidats qui ont rendu, pendant 240 jours au moins, des services dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions des catégories des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Dans le deuxième groupe, sont classés tous les candidats qui n'ont pas rendu, pendant 240 jours au moins, des services dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions des catégories des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Dans le troisième groupe, sont classés tous les candidats qui remplissent toutes les conditions prescrites par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, à l'exception du point 8 de cette disposition.

§ 2. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale les candidats qui sont porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants sont classés en trois groupes.

Dans le premier groupe, sont classés tous les candidats qui ont rendu, pendant 240 jours au moins, des services dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions des catégories des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements à l'exception du point 5.

Dans le deuxième groupe, sont classés tous les candidats qui n'ont pas rendu, pendant 240 jours au moins, des services dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions des catégories des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité à l'exception du point 5.

Dans le troisième groupe, sont classés tous les candidats qui remplissent toutes les conditions prescrites par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, à l'exception des points 5 et 8 de cette disposition.

§ 3. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale les candidats qui sont porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie sont classés en trois groupes.

Dans le premier groupe, sont classés tous les candidats qui ont rendu, pendant 240 jours au moins, des services dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions des catégories des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements à l'exception du point 5.

Dans le deuxième groupe, sont classés tous les candidats qui n'ont pas rendu, pendant 240 jours au moins, des services dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions des catégories des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité à l'exception du point 5.

Dans le troisième groupe, sont classés tous les candidats qui remplissent toutes les conditions prescrites par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, à l'exception des points 5 et 8 de cette disposition.

§ 4. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale les candidats qui sont porteurs d'un autre titre sont classés selon qu'ils possèdent un titre pédagogique. La priorité est accordée au candidat possédant un titre pédagogique.

A défaut de possession d'un titre pédagogique, la priorité est accordée au candidat ayant presté l'année précédente et qui n'a pas fait l'objet d'un rapport défavorable du chef d'établissement.

A défaut, la priorité est accordée au candidat proposé par le chef d'établissement.

En l'absence de proposition d'un candidat par le chef d'établissement, la priorité est donnée au candidat qui peut justifier du plus grand nombre d'années scolaires au cours desquelles il a bénéficié d'une désignation dans l'enseignement organisé par la Communauté française. ».

Art. 89. L'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, devenant l'article *2bis*, est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « dans l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont insérés avant les mots « les candidats ainsi classés »;

2° à l'alinéa 6, les mots « l'article 39, b), c), d), e) et f), de l'arrêté royal du 22 mars 1969; pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, à partir du 1^{er} septembre 1998, sont applicables les dispositions de » sont abrogés;

3° à l'alinéa 6, les mots « du même arrêté » sont remplacés par les mots « de l'arrêté royal du 22 mars 1969 ».

Art. 90. L'article *2bis* de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, devenant l'article *2ter*, est modifié comme suit : les mots « des articles 2 et *2bis*, » sont insérés entre les mots « pour l'application » et les mots « les services rendus dans l'enseignement ».

Art. 91. L'article *2ter* de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, devenant l'article *2quater*, est modifié comme suit : les mots « aux articles 2 et *2bis*, » sont insérés entre les mots « sont comptabilisés dans l'ancienneté visée » et les mots « les services rendus par les personnes visées par les conventions ».

Art. 92. Dans l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, il est inséré un nouvel article 3 rédigé comme suit :

« Article 3. § 1^{er}. Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement secondaire de promotion sociale les candidats à une désignation à titre temporaire sont appelés en service, compte tenu des préférences zonales qu'ils ont exprimées et selon l'ordre de leur classement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les candidats qui font l'objet d'une suspension préventive justifiée par une inculpation, d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales, d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle ils ont fait usage de leurs droits de recours ordinaires, sont exclus temporairement du classement et ce jusqu'à l'issue de la procédure pénale.

Les candidats porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis ont priorité sur les candidats porteurs du titre de capacité relevant des catégories des titres suffisants et de pénurie. Les candidats porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants ont priorité sur les candidats porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie tels qu'énumérés par le Gouvernement en vertu de l'article 16 du décret du 11 avril 2014.

Au sein des groupes visés à l'article 2, les candidats du premier groupe ont priorité sur les candidats des deuxième et troisième groupes.

Les candidats du deuxième groupe ont priorité sur les candidats du troisième groupe.

Les candidats porteurs du titre de capacité relevant de la catégorie des titres de pénurie ont priorité sur les candidats porteurs d'un autre titre qu'un titre requis, suffisant ou de pénurie.

§ 2. Les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction qui possèdent le titre requis pour une autre fonction dans laquelle ils sollicitent leur désignation à titre temporaire, ainsi que, dans l'enseignement de promotion sociale, les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes sont insérés dans le classement visé à l'article 2, § 1^{er}. Le nombre de candidatures qui leur est attribué est le nombre d'années complètes d'ancienneté de service, calculée à la date fixée par l'appel aux candidats et conformément à l'article 3^{sexies} de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Dans les groupes visés à l'article 2, les candidats sont classés selon le nombre de candidatures introduites dans le respect des conditions prescrites par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

A nombre égal de candidatures introduites, selon l'année civile au cours de laquelle a été délivré le dernier diplôme, certificat ou brevet constitutif du titre soit requis, soit suffisant, soit de pénurie pour la fonction à conférer, la priorité revient au candidat qui détient le titre requis, suffisant, ou de pénurie depuis le plus grand nombre d'années.

Lorsque l'année de délivrance du dernier diplôme, certificat ou brevet requis est la même, selon la date de naissance du candidat, la priorité est accordée au candidat le plus âgé.

Les services de longue durée sont attribués de préférence aux candidats qui ont la plus grande priorité.

Toutefois, le temporaire du premier groupe visé à l'article 2, § 1^{er}, qui s'est acquitté de sa tâche de manière satisfaisante est, sauf demande contraire de sa part, désigné à nouveau dans l'établissement où il était affecté l'année scolaire précédente. La préférence dont il bénéficie ne peut être opposée à la priorité à la désignation d'un candidat mieux classé.

Le temporaire visé à l'article 2, § 1^{er}, qui a fait l'objet d'un rapport défavorable du chef d'établissement sous le contrôle ou l'autorité duquel il a été placé n'est pas désigné à nouveau dans l'établissement où il était affecté l'année scolaire précédente.

§ 3. A nombre égal de candidatures introduites, la priorité est accordée au candidat ayant presté l'année précédente et qui n'a pas fait l'objet d'un rapport défavorable du chef d'établissement.

En l'absence de rapport défavorable et à nombre égal de candidatures introduites, les candidats sont classés selon l'année civile au cours de laquelle a été délivré le dernier diplôme, certificat ou brevet constitutif du titre requis pour la fonction à conférer et dont ils sont porteurs. La priorité revient au candidat qui détient le titre requis, suffisant ou de pénurie depuis le plus grand nombre d'années.

Lorsque l'année de délivrance du dernier diplôme, certificat ou brevet requis est la même, selon la date de naissance du candidat, la priorité est accordée au candidat le plus âgé. ».

Art. 93. L'article 3 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, devenant l'article *3bis*, est modifié comme suit : les mots « dans l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont insérés avant les mots « les candidats à une désignation à titre temporaire ».

Art. 94. L'article *3bis* de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité devient l'article *3ter* et est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « aux articles 3 et *3bis*, » sont insérés entre les mots « est assimilée à une candidature telle que visée » et les mots « toute l'année scolaire complète »;

2° à l'alinéa 2, les mots « de l'article 3 » sont remplacés par les mots « des articles 3 et *3bis* ».

Art. 95. A l'article 4 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, les mots « le candidat du premier groupe visé à l'article 2, » sont remplacés par les mots « Le candidat visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1, et § 2, et le candidat du premier groupe visé à l'article *2bis*, ».

Art. 96. A l'article *4bis* de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « dans l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont insérés avant les mots « tout temporaire qui fait l'objet d'un licenciement perd, »;

2° à l'alinéa 2, les mots « Dans l'enseignement de plein exercice, dans l'enseignement en alternance et dans l'enseignement de promotion sociale, » sont insérés avant les mots « tout temporaire qui fait l'objet d'un deux années scolaires consécutives ».

Art. 97. Dans l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, il est inséré un nouvel article 5 rédigé comme suit :

« Article 5. Le classement visé à l'article 2 est arrêté sur base du nombre de jours accomplis à la date du 31 janvier de l'année de l'appel. »

Art. 98. L'article 5 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, devenant l'article *5bis*, est modifié comme suit : les mots « l'article 2 » sont remplacés par les mots « l'article *2bis* ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives propres à l'enseignement subventionné*

Section 1^{re}. — Modifications au décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné

Art. 99. A l'article 2 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, remplacé par le décret du 8 février 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour l'application du présent décret, sauf pour les fonctions de maîtres et professeurs de religion, dans l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, les titres de capacité sont définis conformément au chapitre 4 du titre 1^{er} du décret du 11 avril 2014. »;

2° dans l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, les termes « et pour ce qui est fixé par le chapitre 4 du titre 1^{er} du décret du 11 avril 2014 » sont insérés entre les termes « par la Communauté française » et les termes « , l'expérience utile ».

Art. 100. L'article 3 du même décret, modifié par le décret du 2 juin 1998, par le décret du 8 février 1999, par le décret du 19 décembre 2002, par le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité et par le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion, est complété par les paragraphes 20 et 21 rédigés comme suit :

« § 20. Pour l'application du présent décret, sauf pour les fonctions de maîtres et professeurs de religion, dans l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, on entend par « primo-recrutement », le recrutement tel qu'il est défini à l'article 25 du décret du 11 avril 2014.

§ 21. Pour l'application du présent décret, dans l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, on entend par « titre pédagogique », le titre tel qu'il est défini aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014. ».

Art. 101. A l'article *29bis*, § 5, du même décret, modifié par le décret du 12 mai 2004 précité et par le décret du 13 décembre 2007, dans les alinéas 1^{er} et 2, les mots « titre requis ou suffisant » sont remplacés par les mots « titre de capacité visé à l'article 2 ».

Art. 102. A l'article *29quater* du même décret, inséré par le décret du 19 décembre 2002 et modifié par le décret du 17 juillet 2003 et par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 5°, les modifications suivantes sont apportées :

a) un 3e tiret nouveau, rédigé comme suit, est inséré :

« - pour l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, dans une autre fonction de la même catégorie pour laquelle le membre du personnel possède le titre suffisant. Pour les fonctions enseignantes, à l'exclusion des fonctions de maîtres et professeurs de religion, le membre du personnel doit être porteur d'un titre pédagogique; »;

b) dans le 3ème tiret, devenant le 4ème tiret, les mots « pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement supérieur, y compris supérieur de promotion sociale, » sont insérés avant les mots « dans une autre fonction de la même catégorie »;

2° dans le point 7°, les mots « pour laquelle il possède un titre qui lui donne droit, sans limitation de durée à une subvention-traitement à charge du Trésor public, pour autant que le membre du personnel ait posé sa candidature conformément à l'article 34bis » sont remplacés par les mots « pour autant que le membre du personnel ait posé sa candidature conformément à l'article 34bis et à condition qu'il soit porteur :

- soit du titre requis;

- soit, pour l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, du titre suffisant. Pour les fonctions enseignantes, à l'exclusion des fonctions de maîtres et professeurs de religion, le membre du personnel doit être porteur d'un titre pédagogique;

- soit, pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement supérieur, y compris supérieur de promotion sociale, d'un titre qui lui donne droit, sans limitation de durée à une subvention-traitement à charge du Trésor public. »;

3° le point 16° est complété comme suit :

« et, sauf pour les fonctions de maîtres et professeurs de religion, dans le respect des règles du primo-recrutement fixées par le chapitre 4 du titre 1^{er} du décret du 11 avril 2014 pour l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale ».

Art. 103. A l'article 34, § 2, du même décret, remplacé par le décret du 19 décembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots : « :

- soit du titre requis;

- soit, pour l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, du titre suffisant. Pour les fonctions enseignantes, à l'exclusion des fonctions de maîtres et professeurs de religion, le membre du personnel doit être porteur d'un titre pédagogique;

- soit, pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement supérieur, y compris, supérieur de promotion sociale, » sont insérés entre les mots « à condition d'être porteur » et les mots « d'un titre qui donne droit sans limitation de temps l'octroi d'une subvention-traitement pour l'exercice de cette fonction. »;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 104. Dans l'article 35, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, rétabli par le décret du 12 mai 2004 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « titre qui donne droit, sans limitation de temps, à l'octroi d'une subvention-traitement » sont remplacés par les mots « titre requis ou d'un titre suffisant »;

2° l'alinéa est complété par la phrase suivante :

« Pour les fonctions enseignantes, à l'exclusion des fonctions de maîtres et professeurs de religion, le membre du personnel doit être porteur d'un titre pédagogique. ».

Art. 105. L'article 42, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 1994, par le décret du 8 février 1999, par le décret du 19 décembre 2002, par le décret du 2 juin 2006, par le décret du 8 mars 2007 et par le décret du 30 avril 2009 portant exécution du Protocole d'accord du 20 juin 2008 conclu pour la période 2009-2010 avec les organisations syndicales représentatives du secteur de l'enseignement, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application du 3°, dans l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, le candidat à l'engagement à titre définitif doit être porteur d'un titre requis ou d'un titre suffisant. Pour les fonctions enseignantes, à l'exclusion des fonctions de maîtres et professeurs de religion, le candidat doit être porteur d'un titre pédagogique ».

Art. 106. A l'article 110 du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 1994, par le décret du 15 avril 1995 et par le décret du 20 décembre 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « , alinéa 1^{er} »;

2° les alinéas 3, 4 et 5 sont abrogés.

Section II. — Modifications au décret du 6 juin 1994

fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

Art. 107. L'article 2 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, remplacé par le décret du 8 février 1999, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application du présent décret, dans l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, les titres de capacité sont définis conformément au chapitre 4 du titre 1^{er} du décret du 11 avril 2014 ».

Art. 108. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 12 juillet 2012, les termes « et pour ce qui est fixé par le chapitre 4 du titre 1^{er} du décret du 11 avril 2014 » sont insérés entre les mots « par la Communauté française » et les termes « , l'expérience utile ».

Art. 109. L'article 4 du même décret, modifié par le décret du 10 avril 1995, par le décret du 25 juillet 1996, par le décret du 2 juin 1998, par le décret du 8 février 1999, par le décret du 12 mai 2004 précité, par le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion et par le décret du 12 juillet 2012, est complété par les points 7° et 8° rédigés comme suit :

« 7° dans l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, on entend par « primo-recrutement », le recrutement tel qu'il est défini à l'article 25 du décret du 11 avril 2014;

8° dans l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, on entend par « titre pédagogique », le titre tel qu'il est défini aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 ».

Art. 110. L'article 20 du même décret est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Dans l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, au primo-recrutement, le pouvoir organisateur procède à la désignation à titre temporaire dans le respect des règles fixées au chapitre 4 du titre 1^{er} du décret du 11 avril 2014 ».

Art. 111. A l'article 24 du même décret, modifié par le décret du 10 avril 1995, par le décret du 25 juillet 1996, par le décret du 2 juin 1998, par le décret du 8 février 1999 et par le décret du 12 mai 2004 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 2^{ème} tiret, le point 2°, les termes suivants « et pour laquelle il possède un titre jugé suffisant A » sont remplacés par les termes « et pour laquelle il possède un titre suffisant. Pour les fonctions enseignantes, le membre du personnel doit être porteur d'un titre pédagogique; »;

b) un 3^{ème} tiret nouveau, rédigé comme suit est inséré :

« dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, entrent dans le classement des prioritaires, tout membre du personnel qui compte, parmi les 360 jours exigés, 240 jours de service dans la fonction visée et qui possède le titre suffisant. Pour les fonctions enseignantes, le membre du personnel doit être porteur d'un titre pédagogique; »;

c) dans le 3^e tiret, devenant le 4^{ème} tiret, le terme « supérieur » est inséré entre les termes « dans l'enseignement » et les termes « de promotion sociale »;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les termes « titre jugé suffisant du groupe A » sont remplacés par les termes « titre suffisant »;

b) l'alinéa 2 est supprimé;

c) deux alinéas rédigés comme suit sont insérés après l'alinéa 1^{er} :

« Dans l'enseignement secondaire, pour les fonctions enseignantes, le membre du personnel doit être porteur d'un titre pédagogique.

Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} doit être nommé à titre définitif dans cet enseignement et pour les fonctions enseignantes, être porteur d'un titre pédagogique. »;

3° dans le paragraphe 3, un nouvel alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Dans l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, pour les fonctions enseignantes, le membre du personnel doit être porteur d'un titre pédagogique. ».

Art. 112. Dans l'article 27^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, inséré par le décret du 12 mai 2004 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « titre suffisant A » sont remplacés par les mots « titre suffisant »;

2° l'alinéa est complété par la phrase suivante :

« Pour les fonctions enseignantes, le membre du personnel doit être porteur d'un titre pédagogique ».

Art. 113. Dans l'article 30, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 10 avril 1995, le décret du 25 juillet 2006, par le décret du 8 mai 2003, par le décret du 2 juin 2006, par le décret du 8 mars 2007, par le décret du 30 avril 2009 portant exécution du Protocole du 20 juin 2008 conclu pour la période 2009-2010 avec les organisations syndicales représentatives du secteur de l'enseignement et par le décret du 12 juillet 2012, un nouvel alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour l'application du 5°, dans l'enseignement fondamental et secondaire, y compris secondaire de promotion sociale, le candidat à la nomination à titre définitif doit être porteur du titre requis ou du titre suffisant. Pour les fonctions enseignantes, le candidat doit être porteur d'un titre pédagogique. ».

Art. 114. A l'article 33 du même décret, modifié par le décret du 25 juillet 1996 et par le décret du 2 juin 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « visé à l'article 101 » sont abrogés;

2° dans l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « secondaire et supérieur » sont insérés entre les mots « Dans l'enseignement » et les mots « de promotion sociale »;

b) les mots « , respectivement pour chacun de ces niveaux d'enseignement, » sont insérés entre les mots « pour laquelle il possède » et les mots « le titre requis »;

c) les mots « tel que fixé par le décret du 11 avril 2014 ou tel que » sont insérés entre les mots « le titre requis » et les mots « visé à l'article 101 »;

d) dans l'alinéa 4, les mots « visé à l'article 101 » sont remplacés par les mots « tel que fixé par le décret du 2 juin 1998 précité ».

Art. 115. Dans l'article 34, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 10 avril 1995, par le décret du 25 juillet 1996, par le décret du 2 juin 1998 et par le décret du 12 mai 2004 précité, les mots « titre suffisant A » sont remplacés par les mots « ou, sauf dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, du titre suffisant ».

Art. 116. L'article 101 du même décret, modifié par le décret du 10 avril 1995, est complété par les mots « , alinéa 1^{er} ».

Section III. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé

Art. 117. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé, complété par le décret du 19 décembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 3, les mots « telle que définie à l'article 3 » sont remplacés par les mots « telle que définie par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014 »;

2° au § 4, les mots « au sens de l'article 3 » sont remplacés par les mots « telle que définie par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014 ».

Art. 118. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , en tenant compte de la distinction entre l'enseignement ordinaire et l'enseignement spécialisé » sont supprimés;

2° au § 1^{er}, les mots « telles que précisées aux articles 6 A et B et 8 de l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen technique, artistique et normal de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995 » sont remplacés par les mots « telles que définies par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014 »;

3° au § 2, 1°, les mots « qui répond à la définition du § 1^{er} et » sont supprimés;

4° l'article 3 est complété par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation, dans l'enseignement spécialisé, pour l'application des articles 5 et 8, § 1^{er}, § 2 et § 4 du présent arrêté, la définition de « même fonction » reprise au présent article ne s'applique pas au membre du personnel temporaire qui doit céder son emploi par l'application des mesures préalables prévues ou par une réaffectation, et qui peut justifier d'une compétence particulière.

Justifie d'une compétence particulière le membre du personnel temporaire qui :

- a exercé la fonction pendant la durée nécessaire pour que l'emploi soit soustrait à la réaffectation et à la remise au travail, conformément à l'article 15;

- ou ne possédant pas cette ancienneté, peut justifier d'une formation spécifique ou complémentaire attestée, conformément à l'article 35 du décret du 11 avril 2014, par un document établi par l'organisme qui a dispensé cette formation. Cet organisme doit être repris dans la liste fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé. ».

Art. 119. A l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié par le décret du 19 décembre 2002 et le décret du 12 mai 2004, les mots « du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » sont remplacés par les mots « du Gouvernement ».

Art. 120. L'article 5, § 1^{er}, 4°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié par le décret du 12 mai 2004, est remplacé par ce qui suit :

« 4° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaire non prioritaire dans l'ordre suivant :

a) membre du personnel non titulaire d'un titre requis, d'un titre suffisant ou d'un titre de pénurie avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre de pénurie;

b) membre du personnel titulaire d'un titre de pénurie avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre suffisant;

c) membre du personnel titulaire d'un titre suffisant avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre requis; ».

Art. 121. A l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995 » sont remplacés par les mots « tel que modifié »;

2° au § 3, 3°, les mots « compte 30 années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension » sont remplacés par les mots « remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit à la pension de retraite ».

Art. 122. A l'article 11, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « l'obligation de remise au travail ne peut conduire » sont remplacés par les mots « les obligations de réaffectation et de remise au travail ne peuvent conduire »;

b) les mots, « , sauf si le membre du personnel y bénéficie déjà d'un engagement à titre définitif » sont ajoutés après les mots « dans l'enseignement spécialisé »;

2° un alinéa 2 rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le Pouvoir organisateur qui refuse une réaffectation doit justifier ce refus auprès de la Commission de gestion des emplois compétente ».

Art. 123. A l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié par le décret du 19 décembre 2002, complété par le décret du 17 juillet 2003 et modifié par le décret du 12 mai 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}*bis*, les mots « , titulaires d'un titre requis ou d'un titre suffisant, » sont insérés entre les mots « les emplois occupés par les membres du personnel » et les mots « qui comptabilisent plus de 2.160 jours d'ancienneté de service »;

2° au § 2, les mots « , titulaires d'un titre requis ou d'un titre suffisant, » sont insérés entre les mots « les emplois occupés par les membres du personnel » et les mots « qui remplissent les conditions suivantes : »;

3° au § 2*bis*, les mots « de réaffectation » sont remplacés par les mots « de gestion des emplois ».

Section IV. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés

Art. 124. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, complété par l'arrêté du Gouvernement du 29 août 1996 et par le décret du 19 décembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « telle que définie aux articles 3 à 6 » sont remplacés par les mots « telle que définie par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014 »;

2° au § 4, alinéa 1^{er}, les mots « au sens des articles 3 à 6 » sont remplacés par les mots « telle que définie par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014 »;

3° au § 5, alinéa 1^{er}, les mots « au sens défini aux articles 3 à 6 » sont remplacés par les mots « telle que définie par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014 »;

4° le § 7, alinéa 2 est supprimé.

Art. 125. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié en par l'arrêté du Gouvernement du 29 août 1996 et par le décret du 8 février 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « l'enseignement ordinaire de plein exercice et en alternance, l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'enseignement à horaire réduit » sont remplacés par les mots « l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit »;

b) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° la fonction telle que précisée :

- par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014;

- par le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française. »;

c) au 2°, a), alinéa 1^{er}, les mots « , ou toute branche faisant partie d'une fonction, » et les mots « ou enseigne cette branche » sont supprimés;

d) au 2°, a), l'alinéa 2 est supprimé;

e) au 2°, a), alinéa 3, le mot « également » est supprimé;

f) au 2°, b), alinéa 1^{er}, les mots « ou toute branche » sont supprimés;

g) au 3°, le troisième tiret est complété par les mots « et des accompagnateurs CEFA » après les mots « porteurs du titres requis »;

h) le § 1^{er} est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° En ce qui concerne la réaffectation interne au pouvoir organisateur, la ou une autre fonction figurant dans l'accroche cours-fonction telle que fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 10 du décret du 11 avril 2014 pour ce qui concerne respectivement l'enseignement libre subventionné confessionnel et l'enseignement libre subventionné non confessionnel. »;

2° le § 2 est supprimé.

Art. 126. L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation, dans l'enseignement spécialisé, pour l'application des articles 9 et 12 du présent arrêté, la définition de « même fonction » reprise à l'article 3 ne s'applique pas au membre du personnel temporaire qui doit céder son emploi par l'application des mesures préalables prévues ou par une réaffectation, et qui peut justifier d'une compétence particulière.

Justifie d'une compétence particulière le membre du personnel temporaire qui :

- a exercé la fonction pendant la durée nécessaire pour que l'emploi soit soustrait à la réaffectation et à la remise au travail, conformément à l'article 39;

- ou ne possédant pas cette ancienneté, peut justifier d'une formation spécifique ou complémentaire attestée, conformément à l'article 35 du décret du 11 avril 2014, par un document établi par l'organisme qui a dispensé cette formation. Cet organisme doit être repris dans la liste fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé. ».

Art. 127. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité est remplacé par ce qui suit :

« Article 6. § 1^{er}. Pour l'application des articles 9 et 10, le membre du personnel engagé à titre définitif avant le 31 août 2016 dans la fonction de professeur de langues anciennes (latin-grec) dispensée aux degrés inférieur et/ou supérieur de l'enseignement secondaire et bénéficiant des dispositions fixées par l'article 264, 2°, du décret du 11 avril 2014 est présumé avoir exercé cette fonction aux deux niveaux lorsque tous les titulaires des fonctions de professeurs de CG grec ancien et CG latin au sein d'un établissement sont porteurs du titre requis.

§ 2. Dans les établissements où les titulaires des fonctions de professeurs de CG grec ancien et CG latin ne sont pas tous porteurs du titre requis pour l'exercice de ces fonctions, les mesures préalables à la mise en disponibilité et la mise en disponibilité elle-même s'effectuent par niveau pour les membres du personnel engagés à titre définitif avant le 31 août 2016 dans la fonction de professeur de langues anciennes (latin-grec).

Toutefois les membres du personnel engagés à titre définitif qui sont porteurs du titre requis acquièrent le droit de récupérer dans l'autre niveau des cours de latin et de grec au détriment de membres du personnel porteurs ou non du titre requis à condition que ces derniers possèdent une ancienneté de service moins élevée. ».

Art. 128. A l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les mots « du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation » sont remplacés par les mots « du Gouvernement ».

Art. 129. A l'article 7bis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les chiffres « 20 » sont remplacés par les chiffres « 39 ».

Art. 130. A l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4^o, les mots « temporaires autres que ceux visés au 8^o ci-après; » sont remplacés par les mots « temporaire non prioritaire »;

b) le 4^o est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Sauf dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, il est mis fin à ces prestations dans l'ordre suivant :

a) membre du personnel non titulaire d'un titre requis, d'un titre suffisant, ou d'un titre de pénurie avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre de pénurie;

b) membre du personnel titulaire d'un titre de pénurie avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre suffisant;

c) membre du personnel titulaire d'un titre suffisant avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre requis; »;

c) le § 1^{er} est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Sauf dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, préalablement à l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur est tenu de confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014, les périodes de cours liées à l'acte d'engagement à titre définitif dont il est porteur. ».

Art. 131. A l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 3, 1^o), les mots « ou la branche » sont supprimés;

2^o au § 3, 2^o), les mots « ou branches », « ou une autre branche », « ou branche(s) » et « ou branches » sont supprimés.

Art. 132. A l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, complété par le décret du 19 décembre 2002 et modifié par le décret du 12 mai 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le mot « ordinaire » est supprimé;

2^o au § 1^{er}, un alinéa 2 est inséré et rédigé comme suit :

« Sauf dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, préalablement à l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur est tenu de confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014, les périodes de cours liées à l'acte d'engagement à titre définitif dont il est porteur. »;

3^o un § 6 rédigé comme suit est ajouté :

« La réaffectation ne peut conduire à l'obligation, pour le pouvoir organisateur de confier, ni pour le membre du personnel d'accepter, un emploi vacant dans l'enseignement spécialisé, sauf si le membre du personnel y bénéficie déjà d'un engagement à titre définitif.

Le Pouvoir organisateur qui refuse une réaffectation doit justifier ce refus auprès de la Commission de gestion des emplois compétente. ».

Art. 133. L'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, complété par l'arrêté du Gouvernement du 29 août 1996 et par le décret du 19 décembre 2002, est supprimé.

Art. 134. A l'article 14, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié par le décret du 8 février 1999, est modifié comme suit :

1^o au § 1^{er}, alinéa 4, le mot « ordinaire » est supprimé;

2^o il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Préalablement à l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur est tenu de confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014, les périodes de cours liées à l'acte d'engagement à titre définitif dont il est porteur. ».

Art. 135. A l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les mots « ordinaire » est supprimé.

Art. 136. A l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 29 août 1996, par le décret du 17 juillet 1998 et par le décret du 19 juillet 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le mot « ordinaire » est supprimé;

2^o au § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o), les mots « ou les branches » sont supprimés;

b) au 1^o), les mots « ou d'un titre jugé suffisant du groupe A tel que prévu dans l'arrêté royal du 30 juillet 1975 précité » sont remplacés par les mots « ou d'un titre suffisant »;

c) au 2^o), les mots « ou de cours spéciaux dans les branches » sont supprimés;

d) au 2^o), les mots « ou d'un titre jugé suffisant du groupe A » sont remplacés par les mots « ou d'un titre suffisant »;

3^o au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « ou les branches » sont supprimés;

b) les mots « jugé suffisant du groupe A » sont remplacés par les mots « d'un titre suffisant »;

4° au § 4, les mots « le titre jugé suffisant du groupe A ou du groupe B » sont remplacés par les mots « le titre suffisant ou le titre de pénurie ».

Art. 137. A l'article 18, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les mots « ou branches » sont supprimés.

Art. 138. A l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 29 août 1996, par le décret du 19 décembre 2002, par le décret du 17 juillet 2003 et par le décret du 12 mai 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er bis}, les mots « titulaires d'un titre requis ou d'un titre suffisant » sont insérés entre les mots « par les membres du personnel » et les mots « qui comptabilisent plus de 2.160 jours d'ancienneté de service »;

2° au § 2, les mots « titulaires d'un titre requis ou d'un titre suffisant » sont insérés entre les mots « par les membres du personnel » et les mots « qui remplissent les conditions suivantes : »;

3° au § 2bis, les mots « de réaffectation » sont remplacés par les mots « de gestion des emplois ».

Art. 139. A l'article 40, § 1^{er}, 3°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, le mot « ordinaire » est supprimé.

Section V. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné

Art. 140. L'article 2, § 7, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné, est supprimé.

Art. 141. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. On entend également par même fonction dans l'enseignement de promotion sociale, la fonction telle que précisée :

- par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014;

- dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié;

- dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen technique, artistique et normal de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié. »;

2° l'article 3 est complété par un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Pour l'enseignement secondaire de promotion sociale, en ce qui concerne la réaffectation interne au pouvoir organisateur, la ou une autre fonction figurant dans l'accroche cours-fonction telle que fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 10 du décret du 11 avril 2014 pour ce qui concerne respectivement l'enseignement libre subventionné confessionnel et l'enseignement libre subventionné non confessionnel. ».

Art. 142. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, est supprimé.

Art. 143. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, les mots « du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation » sont remplacés par les mots « du Gouvernement ».

Art. 144. A l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, les mots « temporaires autres que ceux visés au 7° ci-après » sont remplacés par les mots « temporaire non prioritaire »;

2° le 3° est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, il est mis fin à ces prestations dans l'ordre suivant :

a) membre du personnel non titulaire d'un titre requis, d'un titre suffisant, ou d'un titre de pénurie avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre de pénurie;

b) membre du personnel titulaire d'un titre de pénurie avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre suffisant;

c) membre du personnel titulaire d'un titre suffisant avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre requis; »;

3° le § 1^{er} est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'enseignement secondaire de promotion sociale, préalablement à l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur est tenu de confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014, les périodes de cours liées à l'acte d'engagement à titre définitif dont il est porteur. ».

Art. 145. A l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 4, 1°), les mots « ou branche » sont supprimés;

2° au § 4, 2°), les mots « ou branches » sont supprimés.

Art. 146. L'article 10, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, modifié par décret du 12 mai 2004, est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'enseignement secondaire de promotion sociale, préalablement à l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur est tenu de confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014, les périodes de cours liées à l'acte d'engagement à titre définitif dont il est porteur. ».

Art. 147. A l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est complété par un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit :

« Pour l'enseignement secondaire de promotion sociale, préalablement à l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur est tenu de confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014, les périodes de cours liées à l'acte d'engagement à titre définitif dont il est porteur. »;

2° au § 3, alinéa 2, le mot « spécial » est remplacé par le mot « spécialisé ».

Art. 148. A l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, les mots « ou branches » sont supprimés.

Art. 149. A l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, modifié par le décret du 19 décembre 2002, complété par le décret du 17 juillet 2003 et modifié par le décret du 12 mai 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les mots « titulaires d'un titre requis ou d'un titre suffisant » sont insérés entre les mots « par les membres du personnel » et les mots « qui remplissent les conditions suivantes : »;

2° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « de réaffectation » sont remplacés par les mots « de gestion des emplois »;

b) à l'alinéa 1^{er}, les mots « titulaires d'un titre requis ou d'un titre suffisant » sont insérés entre les mots « par les membres du personnel » et les mots « qui bénéficient d'une des priorités visées à l'article 29^{quater} »;

c) à l'alinéa 2, les mots « de réaffectation » sont remplacés par les mots « de gestion des emplois ».

Section VI. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé

Art. 150. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 3, les mots « telle que définie à l'article 3 » sont remplacés par les mots « telle que définie par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014 »;

2° au § 4, les mots « au sens de l'article 3 » sont remplacés par les mots « telle que définie par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014 ».

Art. 151. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , en tenant compte de la distinction entre l'enseignement ordinaire et l'enseignement spécialisé » sont supprimés;

2° au § 1^{er}, les mots « telles que précisées aux articles 6 A et B et 8 de l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen technique, artistique et normal de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995 » sont remplacés par les mots « telles que définies par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014 »;

3° au § 2, 1°, les mots « qui répond à la définition du § 1^{er} et » sont supprimés;

4° l'article 3 est complété par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation, dans l'enseignement spécialisé, pour l'application des articles 5 et 8, §§ 1^{er}, 2 et 4 du présent arrêté, la définition de « même fonction » reprise au présent article ne s'applique pas au membre du personnel temporaire qui doit céder son emploi par l'application des mesures préalables prévues ou par une réaffectation, et qui peut justifier d'une compétence particulière.

- Justifie d'une compétence particulière le membre du personnel temporaire qui :

a) exerce la fonction pendant la durée nécessaire pour que l'emploi soit soustrait à la réaffectation et à la remise au travail, conformément à l'article 15;

b) ou ne possédant pas cette ancienneté, peut justifier d'une formation spécifique ou complémentaire attestée, conformément à l'article 35 du décret du 11 avril 2014, par un document établi par l'organisme qui a dispensé cette formation. Cet organisme doit être repris dans la liste fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé. ».

Art. 152. A l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié par le décret du 12 mai 2004, les mots « du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » sont remplacés par les mots « du Gouvernement ».

Art. 153. L'article 5, 4°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié par le décret du 12 mai 2004, est remplacé par ce qui suit :

« 4° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaire non prioritaire dans l'ordre suivant :

a) membre du personnel non titulaire d'un titre requis, d'un titre suffisant ou d'un titre de pénurie avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre de pénurie;

b) membre du personnel titulaire d'un titre de pénurie avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre suffisant;

c) membre du personnel titulaire d'un titre suffisant avant celles d'un membre du personnel titulaire d'un titre requis; ».

Art. 154. A l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995 » sont remplacés par les mots « tel que modifié »;

2° au § 3, 3°, les mots « compte 30 années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension » sont remplacés par les mots « remplit les conditions requises pour l'ouverture du droit à la pension de retraite ».

Art. 155. A l'article 11, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « l'obligation de rappel provisoire à l'activité ne peut conduire » sont remplacés par les mots « les obligations de réaffectation et de rappel provisoire à l'activité ne peuvent conduire »;

2° un alinéa 2 rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le Pouvoir organisateur qui refuse une réaffectation doit justifier ce refus auprès de la Commission de gestion des emplois compétente »;

3° dans l'alinéa 2, devenu l'alinéa 3, les mots « réaffecté ou » sont insérés entre les mots « peut à sa demande, être » et les mots « rappelé provisoirement à l'activité ».

Art. 156. A l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, complété par le décret du 17 juillet 2003 et modifié par le décret du 12 mai 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les mots « titulaires d'un titre requis ou d'un titre suffisant, » sont insérés entre les mots « les emplois occupés par les membres du personnel » et les mots « qui remplissent les conditions suivantes : »;

2° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « de réaffectation » sont remplacés par les mots « de gestion des emplois »;

b) à l'alinéa 2, le mot « régionales » est remplacé par le mot « zonales ».

Section VII. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés

Art. 157. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, complété par l'arrêté du Gouvernement du 30 août 1996, par le décret du 8 février 1999 et par le décret du 12 mai 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 4 est modifié comme suit :

a) à l'alinéa 2, 3^e tiret, les mots « , à l'exception des professeurs de langues anciennes et des accompagnateurs CEFA » sont ajoutés;

b) l'alinéa 3 est complété par ce qui suit :

« Dans le respect des dispositions reprises à l'article 13 du décret du 11 avril 2014, elle s'impose également dans la ou une autre fonction figurant dans l'accroche cours-fonction telle que fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 10 du même décret 11 avril 2014 pour ce qui concerne l'enseignement officiel subventionné. »;

2° le § 8 est remplacé par ce qui suit :

« § 8. Fonction :

la fonction telle que précisée :

- par le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

- par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014. ».

Art. 158. A l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, les mots « du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation » sont remplacés par les mots « du Gouvernement ».

Art. 159. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié par le décret du 8 février 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er} :

a) l'alinéa 1^{er}, 4 °), est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Sauf dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, cette mesure s'effectue dans l'ordre suivant :

a) il est d'abord mis fin aux prestations des membres du personnel non titulaires d'un titre requis, d'un titre suffisant, ou d'un titre de pénurie avant celles des membres du personnel titulaires d'un titre de pénurie;

b) il est ensuite mis fin aux prestations des membres du personnel titulaires d'un titre de pénurie avant celles des membres du personnel titulaires d'un titre suffisant;

c) il est enfin mis fin aux prestations des membres du personnel titulaires d'un titre suffisant avant celles des membres du personnel titulaires d'un titre requis; »;

b) à l'alinéa 2, les mots « l'enseignement ordinaire, l'enseignement spécialisé, l'enseignement de plein exercice, l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, l'enseignement à horaire réduit » sont remplacés par les mots « l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit »;

c) le § 1^{er} est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Sauf dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, préalablement à l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur est tenu de confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014, les périodes de cours liées à l'acte de nomination à titre définitif dont il est porteur. »;

2° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le membre du personnel nommé à titre définitif avant le 31 août 2016 dans la fonction de professeur de langues anciennes (latin-grec) dispensée aux degrés inférieurs et/ou supérieurs de l'enseignement secondaire et bénéficiant des dispositions fixées par l'article 264, 2°, du décret du 11 avril 2014 est présumé avoir exercé cette fonction aux deux niveaux lorsque tous les titulaires des fonctions de professeurs de CG grec ancien et CG latin au sein d'un établissement sont porteurs du titre requis.

Pour les membres du personnels nommés à titre définitif avant le 31 août 2016 dans la fonction de professeur de langues anciennes (latin-grec), dans les établissements où les titulaires des fonctions de professeurs de CG grec ancien et CG latin ne sont pas tous porteurs du titre requis pour l'exercice de celles-ci, les mesures préalables à la mise en disponibilité et la mise en disponibilité s'effectuent par niveau.

Toutefois les membres du personnel nommés à titre définitif qui sont porteurs du titre requis acquièrent le droit de récupérer dans l'autre niveau des cours de latin ou de grec au détriment de membres du personnel porteurs ou non du titre requis à condition que ces derniers possèdent une ancienneté de service moins élevée. »;

3° le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Par dérogation, dans l'enseignement spécialisé, pour l'application des articles 5 et 8 à 10 du présent arrêté, la définition de « fonction » reprise à l'article 2, § 8, ne s'applique pas au membre du personnel temporaire qui doit céder son emploi par l'application des mesures préalables prévues ou par une réaffectation, et qui peut justifier d'une compétence particulière.

Justifie d'une compétence particulière le membre du personnel temporaire qui :

- a exercé la fonction pendant la durée nécessaire pour que l'emploi soit soustrait à la réaffectation et à la remise au travail, conformément à l'article 15;

- ou ne possédant pas cette ancienneté, peut justifier d'une formation spécifique ou complémentaire attestée, conformément à l'article 35 du décret du 11 avril 2014, par un document établi par l'organisme qui a dispensé cette formation. Cet organisme doit être repris dans la liste fixée par le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé. ».

Art. 160. A l'article 6, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié par le décret du 08 février 1999, les mots « l'enseignement ordinaire, l'enseignement spécialisé » sont supprimés.

Art. 161. L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Sauf pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, préalablement à l'application des alinéas 1^{er} et 2, le pouvoir organisateur est tenu de confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014, les périodes de cours liées à l'acte de nomination à titre définitif dont il est porteur. »

Art. 162. L'article 12, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié par le décret 8 février 1999, est complété par un 2^{ème} alinéa rédigé comme suit :

« Sauf pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, préalablement à l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur est tenu de confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014, les périodes de cours liées à l'acte de nomination à titre définitif dont il est porteur. ».

Art. 163. A l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 30 août 1996, par le décret du 17 juillet 1998 et par le décret du 19 juillet 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°), 1^{er} tiret, les mots « les branches » sont remplacés par les mots « la fonction » et les mots « titre jugé suffisant du groupe A » sont remplacés par les mots « titre suffisant »;

2° au 1°), 2^{ème} tiret, les mots « ou au cycle supérieur de l'enseignement secondaire professionnel de type II dans une fonction de professeurs de cours généraux ou de cours spéciaux dans les branches » sont remplacés par les mots « dans la fonction »;

3° au 2°), les mots « les branches » sont remplacés par les mots « la fonction » et les mots « titre jugé suffisant du groupe A » sont remplacés par les mots « titre suffisant »;

4° au 3°), les mots « titre jugé suffisant du groupe A ou du groupe B » sont remplacés par les mots « titre suffisant ou le titre de pénurie ».

Art. 164. A l'article 16, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, complété par le décret du 17 juillet 2003 et modifié par le décret du 12 mai 2004, les mots « et qui sont titulaires d'un titre requis ou d'un titre suffisant » sont insérés à la suite des mots « par l'article 34 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ».

Section VIII. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné

Art. 165. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 4, l'alinéa 3, est complété par ce qui suit :

« Dans le respect des dispositions reprises à l'article 13 du décret du 11 avril 2014, elle s'impose également dans la ou une autre fonction figurant dans l'accroche cours-fonction telle que fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 10 du même décret 11 avril 2014 pour ce qui concerne l'enseignement officiel subventionné. »;

2° le § 8 est remplacé par ce qui suit :

« § 8. Fonction :

- la fonction telle que précisée :

- par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

- pour l'enseignement secondaire de promotion sociale, par le Gouvernement en vertu de l'article 7 du décret du 11 avril 2014. ».

Art. 166. A l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, les mots « du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation » sont remplacés par les mots « du Gouvernement ».

Art. 167. A l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, modifié par le décret du 8 février 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, 3°, est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, il est mis fin à ces prestations dans l'ordre suivant :

a) il est d'abord mis fin aux prestations des membres du personnel non titulaires d'un titre requis, d'un titre suffisant, ou d'un titre de pénurie avant celles des membres du personnel titulaires d'un titre de pénurie;

b) il est ensuite mis fin aux prestations des membres du personnel titulaires d'un titre de pénurie avant celles des membres du personnel titulaires d'un titre suffisant;

c) il est enfin mis fin aux prestations des membres du personnel titulaires d'un titre suffisant avant celles des membres du personnel titulaires d'un titre requis; »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, préalablement à l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur est tenu de confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014, les périodes de cours liées à l'acte de nomination à titre définitif dont il est porteur.

Pour l'application de l'alinéa précédent, en ce qui concerne les établissements situés sur le territoire de la même commune, il y a lieu d'opérer une distinction entre l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, l'enseignement de promotion sociale, et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit. ».

Art. 168. L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, préalablement à l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur est tenu de confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014, les périodes de cours liées à l'acte de nomination à titre définitif dont il est porteur. »

Art. 169. L'article 12, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, complété par l'arrêté du Gouvernement du 7 octobre 1996, est complété par un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, préalablement à l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur est tenu de confier, par priorité, au membre du personnel visé à l'article 266, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014, les périodes de cours liées à l'acte de nomination à titre définitif dont il est porteur. ».

Art. 170. A l'article 15, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 précité, complété par le décret du 17 juillet 2003, modifié par le décret du 12 mai 2004, les mots « et qui, sauf dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, sont titulaires d'un titre requis ou d'un titre suffisant » sont insérés à la suite des mots « par l'article 34 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ».

Section IX. — Modifications au décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs

Art. 171. Dans l'article 59, § 4, alinéa 1^{er}, point 3°, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les mots « du groupe A » sont abrogés.

Art. 172. Dans l'article 82, § 4, alinéa 1^{er}, point 3°, du même décret, les mots « du groupe A » sont abrogés.

Art. 173. A l'article 99 du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« et en vertu du chapitre 4 du décret du 11 avril 2014 ».

Art. 174. Dans le tableau I annexé au même décret, modifié par le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion, et par le décret du 10 février 2011, dans la colonne « 3. Titre(s) de capacité », les modifications suivantes sont apportées :

1° à la rubrique « Sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur » les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la rubrique a), les mots « du groupe A » sont abrogés;

b) dans la rubrique b) :

- au quatrième tiret le mot « pédagogique » est remplacé par le mot « primaire »;

- les mots « du groupe A » sont abrogés;

c) dans la rubrique c), les mots « du groupe A » sont abrogés;

2° à la rubrique « Proviseur ou sous-directeur », les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la rubrique a), les mots « du groupe A » sont abrogés;

b) dans la rubrique b), les mots « du groupe A » sont remplacés par les mots « complété par un titre pédagogique »;

c) dans la rubrique c), les mots « du groupe A » sont remplacés par les mots « complété par un titre pédagogique »;

d) dans la rubrique d), les mots « du groupe A » sont abrogés;

3° à la rubrique « Sous-directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit », dans la rubrique b), les mots « du groupe A » sont abrogés;

4° à la rubrique « Chef d'atelier », les mots « du groupe A » sont abrogés;

5° à la rubrique « Educateur-économe », les mots « du groupe A » sont abrogés;

6° à la rubrique « Secrétaire de direction », les mots « du groupe A » sont abrogés;

7° à la rubrique, « Coordinateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance », les mots « du groupe A » sont abrogés.

Art. 175. Dans le tableau II annexé au même décret, modifié par le décret du 10 février 2011, dans la colonne « 3. Titre(s) de capacité », les modifications suivantes sont apportées :

1° à la rubrique « Directeur d'école primaire », dans la rubrique b), les mots « du groupe A » sont abrogés;

2° à la rubrique « Directeur d'école fondamentale », dans la rubrique b), les mots « du groupe A » sont abrogés;

3° à la rubrique « Directeur de l'enseignement secondaire inférieur », les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la rubrique a), les mots « du groupe A » sont abrogés;

b) dans la rubrique b), les mots « du groupe A » sont abrogés;

4° à la rubrique « Préfet des études ou directeur », les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la rubrique a), les mots « du groupe A » sont abrogés et remplacés par « complété par un titre pédagogique »;

b) dans la rubrique b), les mots « du groupe A » sont abrogés et remplacés par « complété par un titre pédagogique »;

c) dans la rubrique c), les mots « du groupe A » sont abrogés et remplacés par « complété par un titre pédagogique »;

5° à la rubrique « Chef de travaux d'atelier », les mots « du groupe A » sont abrogés et remplacés par « complété par un titre pédagogique ».

TITRE III. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 176. Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, l'article 10, § 1^{er}, est supprimé et remplacé par les termes suivants :

« Dans l'enseignement primaire et secondaire officiel, parmi les membres du personnel porteurs d'un titre requis pour les fonctions morale non confessionnelle, priorité est accordée à un titulaire d'un diplôme avec option morale non confessionnelle sur celui-ci ou son supplément ou à un titulaire d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement officiel ou libre non confessionnel. ».

Art. 177. Dans la loi du 29 mai 1959 précitée, l'article 12bis, § 2, est complété par un 3e alinéa :

« Le présent article ne s'applique qu'à l'enseignement supérieur de promotion sociale, d'une part, et aux maîtres et professeurs de religion dans l'enseignement fondamental, secondaire et supérieur, d'autre part. ».

Art. 178. L'arrêté royal du 14 avril 1964 déterminant les modalités de fixation des subventions-traitements aux membres du personnel des établissements officiels subventionnés l'enseignement moyen et normal, porteurs de titres de capacité jugés suffisants est abrogé.

Art. 179. A l'article 2 de l'arrêté royal du 17 mars 1967 fixant les titres de capacité jugés suffisants pour les membres du personnel des établissements libres d'enseignement moyen et normal, les points 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 sont abrogés.

Art. 180. A l'article 3 du même arrêté, les points 1° à 9° sont abrogés.

Art. 181. L'article 4 du même arrêté est abrogé.

Art. 182. A l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées :

a) les points A et Dbis sont abrogés;

b) au point B a), les points 1, 1bis, 1ter, 4, 5 et 6 sont abrogés;

c) au point Bbis a), les points 1, 1bis, 1ter, 1quater, 2, 2bis, 2ter, 5, 6 et 7 sont abrogés;

d) au point C a), les points 1, 2, 2bis, 5, 5bis, 6, 6bis, 7, 7bis, 8, 8bis, 8ter, 9, 10 et 11 sont abrogés;

e) au point D a), les points 1, 1bis, 1ter, 2, 2bis, 5, 5bis, 6, 6bis, 7, 7bis, 8, 8bis, 8ter, 9, 10, 11, 12 et 13 sont abrogés;

f) au point E a), les points 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 10bis, 11, 12, 13 et 14 sont abrogés;

g) les points E b) et c) sont abrogés.

Art. 183. A l'article 6ter du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) les points 1° et 2° sont abrogés;

b) au point 5° c, les termes « Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, » sont ajoutés avant les termes « les fonctions de recrutement sont : ».

Art. 184. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « ci-après déterminés et » sont abrogés;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 et 2 : « Les fonctions de recrutement que peuvent exercer les membres du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement supérieur non universitaire sont les suivantes : »;

c) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 : « Les fonctions de sélection et de promotion que peuvent exercer les membres du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur non universitaire de l'Etat sont les suivantes : ».

Art. 185. A l'article 7bis, alinéa 2, du même arrêté, les termes « Surveillant-éducateur » sont remplacés par les termes « Educateur-secrétaire ».

Art. 186. A l'article 8 du même arrêté, le petit a) est abrogé.

Art. 187. A l'article 8bis du même arrêté, le petit a) est abrogé.

Art. 188. A l'article 8ter du même arrêté, le petit a) est abrogé.

Art. 189. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, les articles 6 à 9bis sont abrogés.

Art. 190. Dans l'article 12 du même arrêté, les alinéas 1, 2 et 3 sont abrogés.

Art. 191. L'article 12bis du même arrêté est abrogé.

Art. 192. Dans l'article 13 du même arrêté, les termes « Dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et » sont supprimés.

Art. 193. L'article 13.1 du même arrêté est abrogé.

Art. 194. Dans l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « Dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et » sont supprimés;

2° il est inséré un point 1bis rédigé comme suit :

« 1bis. éducateur-secrétaire dans l'enseignement supérieur de promotion sociale :

Les titres requis pour la fonction d'éducateur secrétaire dans l'enseignement supérieur de promotion sociale sont définis dans l'arrêté pris en exécution du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. ».

Art. 195. Dans l'article 15 du même arrêté, les termes « d'enseignement gardien, primaire, secondaire et » sont supprimés.

Art. 196. Dans l'article 15bis du même arrêté, les termes « préscolaire, primaire, secondaire, spécial et » sont supprimés.

Art. 197. L'article 15ter du même arrêté est abrogé.

Art. 198. L'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen, dont la langue de l'enseignement est la langue française est abrogé.

Art. 199. L'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, pour la fonction de professeur de cours techniques (autres spécialités) et pour la fonction de professeur de pratique professionnelle (autres spécialités) dans l'enseignement secondaire supérieur dispensé dans les athénées royaux dont la langue de l'enseignement est la langue française est abrogé.

Art. 200. L'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, professeur de cours techniques et professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française est abrogé.

Art. 201. L'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux, cours spéciaux, cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, les écoles moyennes d'application annexées aux écoles normales moyennes, au degré inférieur des lycées et des athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures annexées aux établissements d'enseignement moyen dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande est abrogé.

Art. 202. L'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux, cours spéciaux, cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur dispensé dans les athénées royaux dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande est abrogé.

Art. 203. L'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux, cours spéciaux, cours techniques, la pratique professionnelle et les cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et dans les écoles professionnelles secondaires inférieures dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande est abrogé.

Art. 204. L'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux, cours spéciaux, cours techniques, la pratique professionnelle et les cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande est abrogé.

Art. 205. L'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours spéciaux dans les écoles primaires, dans les internats pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, dans les classes primaires annexées à tout autre établissement d'enseignement, dans les instituts médico-pédagogiques et dans les écoles et classes d'enseignement primaire spécial dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande est abrogé.

Art. 206. A l'article 1^{er}, a), de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, les termes « des écoles gardiennes d'application et des écoles primaires d'application subventionnées par l'Etat » sont supprimés,

Art. 207. A l'article 2 du même arrêté, le § 2 est supprimé,

Art. 208. L'article 4 du même arrêté est abrogé.

Art. 209. A l'article 11, alinéa 2, du même arrêté, les termes suivants sont supprimés :

« Fonctions et titres de capacité jugés suffisants	Echelles de traitement
Institutrice maternelle Groupe A	
le diplôme d'institutrice primaire	du porteur TR/E
Groupe B	
le diplôme de puéricultrice	du porteur TR/E biennale
le diplôme d'A.E.S.S.	du porteur TR/E
le diplôme d'A.E.S.I	du porteur TR/E
Maître ou Maîtresse de psychomotricité Groupe A	
Le diplôme d'instituteur maternel ou d'institutrice maternelle complété par une formation en psychomotricité autre que celles visées par l'article 3bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement	porteur de ce titre/CF
Groupe B	
Le diplôme d'instituteur maternel ou d'institutrice maternelle	porteur de ce titre/CF
Le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, section éducation physique	porteur de ce titre/CF
Le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, section éducation physique et sports	porteur de ce titre/CF
Instituteur primaire Groupe A	
a) le diplôme d'A.E.S.I.	du porteur TR/E
b) le diplôme d'institutrice gardienne délivré entre le 31 décembre 1960 et le 31 décembre 1967	du porteur TR/E
c) le diplôme d'institutrice gardienne délivré avant le 31 décembre 1960 complété par le certificat de fréquentation du cours d'initiation à la didactique du premier degré primaire (pour le premier degré seulement)	du porteur TR/E
d) le diplôme d'institutrice gardienne complété par 900 jours de services prestés dans l'enseignement primaire au 30 juin 1969 (pour le premier degré seulement)	du porteur TR/E
Groupe B	
e) le diplôme d'institutrice gardienne complété par 900 jours de services prestés dans l'enseignement	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française (*)
f) le diplôme d'institutrice gardienne	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française (*)
Maître de seconde langue : Groupe A	
- diplôme d'instituteur primaire, complété par le C.E.S.S. ou un titre équivalent au C.E.S.S. délivré dans la langue à enseigner	Porteur de ce titre/CF

« Fonctions et titres de capacité jugés suffisants	Echelles de traitement
- diplôme d'instituteur primaire dans la langue à enseigner ou un titre équivalent à celui d'instituteur primaire délivré dans la langue à enseigner	Porteur de ce titre/CF
- diplôme d'instituteur préscolaire ou maternel, complété par le certificat de connaissance approfondie de la langue à enseigner	Porteur de ce titre/CF
- diplôme d'A.E.S.I., complété par le certificat de connaissance approfondie de la langue à enseigner	Porteur de ce titre/CF
- diplôme d'A.E.S.S. (Section philologie germanique ou section langues et littératures germaniques)	Porteur de ce titre/CF
- diplôme d'A.E.S.S., complété par le certificat de connaissance approfondie de la langue à enseigner	Porteur de ce titre/CF
- licencié-traducteur ou licencié-interprète avec mention de la langue à enseigner, complété par un titre pédagogique	Porteur de ce titre/CF
diplôme d'instituteur préscolaire ou maternel complété par le C.E.S.S. ou un titre équivalent au C.E.S.S. délivré dans la langue à enseigner	Porteur de ce titre/CF
- diplôme d'A.E.S.I., complété par le C.E.S.S. ou un titre équivalent au C.E.S.S., délivré dans la langue à enseigner	Porteur de ce titre/CF
- diplôme d'instituteur préscolaire ou maternel ou un titre équivalent à ce diplôme, délivré dans la langue à enseigner	Porteur de ce titre/CF
Groupe B	
- diplôme de licencié en philologie germanique ou en langues et littératures germaniques	Porteur de ce titre/CF
- diplôme de licencié, complété par le certificat de connaissance approfondie de la langue à enseigner	Porteur de ce titre/CF
- licencié-traducteur ou licencié-interprète avec mention de la langue à enseigner	Porteur de ce titre/CF
Maître de morale Groupe A	
<i>a)</i> par priorité le diplôme d'A.E.S.I. (toutes les spécialités) délivré par un établissement d'enseignement officiel (option morale si possible)	du porteur TR/E
<i>b)</i> par priorité le diplôme d'institutrice gardienne délivré entre le 31 décembre 1960 et le 31 décembre 1967 par un établissement d'enseignement officiel (option morale si possible)	du porteur TR/E
<i>c)</i> par priorité le diplôme d'institutrice gardienne délivré avant le 31 décembre 1960 par un établissement d'enseignement officiel (option morale si possible) complété par le certificat de fréquentation du cours d'initiation à la didactique du 1 ^{er} degré primaire	du porteur TR/E
<i>d)</i> par priorité le diplôme d'institutrice gardienne délivré par un établissement d'enseignement officiel (option morale si possible) complété par 900 jours de services prestés dans l'enseignement primaire au 30 juin 1969 (pour le 1 ^{er} degré seulement)	du porteur TR/E
Groupe B	
<i>e)</i> par priorité le diplôme d'institutrice gardienne délivré par un établissement d'enseignement officiel (option morale si possible) complété par 900 jours de services prestés dans l'enseignement	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
<i>f)</i> par priorité le diplôme d'institutrice gardienne délivré par un établissement officiel (option morale si possible)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
Maître de cours spéciaux (éducation physique) Groupe A	
<i>a)</i> le diplôme d'A.E.S.S. (éducation physique)	Du porteur TR/E
<i>b)</i> le diplôme de licencié en éducation physique	Du porteur TR/E

« Fonctions et titres de capacité jugés suffisants	Echelles de traitement
c) le diplôme d'A.E.S.I. complété par le certificat de capacité aux fonctions de maître spécial d'éducation physique dans les écoles primaires délivré par le jury spécial institué par l'arrêté royal du 5 mai 1958, modifié par celui du 3 novembre 1960	Du porteur TR/E
d) le diplôme d'institutrice primaire + le diplôme de capacité pour l'enseignement de l'éducation physique dans les écoles moyennes ou dans les classes du 4 ^e degré de l'école primaire, institué par l'arrêté ministériel du 31 mars 1939, modifié par celui du 20 décembre 1947	Du porteur TR/E
e) le diplôme d'institutrice primaire + diplôme de professeur d'éducation physique délivré par les provinces, les communes ou les établissements privés, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 8 mars 1945, modifié par l'arrêté ministériel du 7 novembre 1952	Du porteur TR/E
f) le diplôme d'instituteur primaire ou d'A.E.S.I. complété par le diplôme de professeur de gymnastique délivré par le jury constitués avec la participation de délégués du gouvernement, par les provinces ou au sein des instituts provinciaux d'éducation physique	Du porteur TR/E
g) le diplôme d'A.E.S.I. complété par le diplôme de capacité (A.M. 31 mars 1939 précité)	Du porteur TR/E
h) le diplôme d'A.E.S.I. complété par le diplôme de professeur d'éducation physique (A.M. 8 mars 1945 précité)	Du porteur TR/E
i) le diplôme d'instituteur primaire (avec option : éducation physique)	Du porteur TR/E
j) le diplôme d'institutrice gardienne complété par le diplôme de capacité (A.M. 31 mars 1939 précité)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
k) le diplôme d'institutrice gardienne complété par le diplôme de professeur d'éducation physique (A.P. 8 mars 1945 précité)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
l) le diplôme d'institutrice gardienne complété par le diplôme de professeur de gymnastique délivré par les jurys constitués par les provinces (A.P. 8 mars 1945 précité)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
m) le certificat de capacité (A.R. 5 mai 1958 précité)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
n) le diplôme de candidat en éducation physique	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
Groupe B	
o) le diplôme d'instituteur primaire	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
p) le diplôme de gradué en kinésithérapie	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
q) le diplôme d'école technique secondaire supérieur (section éducation physique)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
Maître de cours spéciaux (travail manuel) Groupe A	
a) le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré + une année d'EU + le CNTM	Du porteur TR/E
b) le diplôme d'école ou de cours techniques secondaires supérieurs + 3 années d'EU + le CNTM	Du porteur TR/E
c) le brevet d'école ou de cours professionnels secondaires supérieurs + 3 années d'EU + le CNTM	Du porteur TR/E
d) le diplôme d'école ou de cours techniques secondaires inférieurs + 6 années d'EU + le CNTM	Du porteur TR/E
e) le diplôme d'instituteur primaire (avec option : éducation plastique)	Du porteur TR/E

« Fonctions et titres de capacité jugés suffisants	Echelles de traitement
Maître de cours spéciaux (coupe et couture) Groupe A	
<i>a)</i> le diplôme d'AESI (économie ménagère, économie ménagère agricole)	Du porteur TR/E
<i>b)</i> le diplôme de régente d'économie domestique (A.R. 20 décembre 1932)	Du porteur TR/E
<i>c)</i> le diplôme d'instituteur primaire ou de régente d'école moyenne, complétés par le diplôme de régente d'économie domestique (A.M. 8 mars 1945) ou de régente d'ouvrages manuels (A.M. 8 mars 1945)	Du porteur TR/E
Groupe B	
<i>d)</i> le diplôme d'instituteur primaire	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
<i>e)</i> le diplôme de régente d'ouvrages manuels (A.M. 8 mars 1945)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
<i>f)</i> le diplôme de régente d'économie domestique (A.M. 8 mars 1945)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
<i>g)</i> le certificat de maîtresse de travaux à l'aiguille et de petits travaux domestiques délivré conformément à l'A.R. du 1 ^{er} juin 1929	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
<i>h)</i> le diplôme d'aptitude à l'enseignement des spécialités dans les écoles professionnelles pour les jeunes filles délivré conformément à l'A.M. du 22 mai 1933	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
<i>i)</i> le diplôme d'aptitude à l'enseignement des spécialités manuelles dans les écoles professionnelles pour les jeunes filles délivré par le jury central conformément aux A.M. du 21 août 1933 et du 28 juillet 1947	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
Maître de cours spéciaux (économie domestique) Groupe A	
<i>a)</i> le diplôme d'A.E.S.I. (coupe et couture)	du porteur TR/E
<i>b)</i> le diplôme de régente d'ouvrages manuels (A.R. du 20 décembre 1932)	du porteur TR/E
<i>c)</i> le diplôme d'institutrice primaire ou de régente d'école moyenne, complétés par le diplôme de régente d'économie domestique (A.M. du 8 mars 1945) ou le diplôme de régente d'ouvrages manuels (A.M. 8 mars 1945)	du porteur TR/E
Groupe B	
<i>d)</i> le diplôme d'institutrice primaire	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
<i>e)</i> le diplôme de régente d'économie domestique (A.M. 8 mars 1945)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
<i>f)</i> le diplôme de régente d'ouvrages manuels (A.M. 8 mars 1945)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
<i>g)</i> le certificat de maîtresse d'économie domestique et de travaux ménagers (A.R. 1 ^{er} juin 1929 précité)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
<i>h)</i> le diplôme de capacité (A.M. 22 mai 1933 précité)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
<i>i)</i> le diplôme de capacité (A.M. 21 août 1933/28 juillet 1947 précité)	porteur de ce titre dans l'enseignement organisé par la Communauté française
Surveillant-éducateur Groupe A	
<i>a)</i> Diplôme de conseiller social	Du porteur TR/E
<i>b)</i> Diplôme de candidat/bachelier (toute orientation) délivré par une université belge ou par un établissement y habilité par la loi	Du porteur TR/E
<i>c)</i> Diplôme d'école technique supérieure du 1 ^{er} degré complété par le certificat de CNTM ou par le CAP	Du porteur TR/E
<i>d)</i> Diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du 1 ^{er} degré	Du porteur TR/E-biennale

« Fonctions et titres de capacité jugés suffisants	Echelles de traitement
e) Diplôme d'école technique secondaire supérieure ou certificat d'enseignement secondaire supérieur, complété par le certificat de CNTM ou par le CAP	Du porteur TR/E-biennale
f) Diplôme d'école technique secondaire supérieure ou certificat d'enseignement secondaire supérieur	Du porteur TR/E
g) Brevet d'école professionnelle secondaire complémentaire, complété par 36 mois de services prestés à titre définitif dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat	Du porteur TR/E
h) Brevet d'école professionnelle secondaire supérieure, complété par 36 mois de service prestés à titre définitif dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat	Du porteur TR/E
i) Diplôme de cours techniques secondaires supérieurs, complété par 36 mois de services prestés à titre définitif dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat	Du porteur TR/E
Surveillant éducateur d'internat dans les homes pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe Groupe A	
a) le diplôme d'assistant social	Du porteur TR/E
b) le diplôme de conseiller social	Du porteur TR/E
c) le diplôme de candidat délivré par une université belge	Du porteur TR/E
d) le diplôme d'école technique supérieure du 1 ^{er} degré complété par le CNTM ou le CA	Du porteur TR/E
e) le certificat de prêtrise	Du porteur TR/E
f) le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du 1 ^{er} degré	Du porteur TR/E - biennale
g) le diplôme d'institutrice gardienne ou le certificat homologué d'études moyennes du degré supérieur ou le diplôme d'école technique secondaire supérieure complétés par le CNTM ou le CAP	Du porteur TR/E- biennale
h) le brevet d'école professionnelle secondaire complémentaire, complété par 36 mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'externat	Du porteur TR/E
i) le brevet d'école professionnelle secondaire supérieur complété par 36 mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'externat	du porteur T/E
j) le diplôme de cours techniques secondaires supérieurs, complété par 36 mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'externat	du porteur T/E
k) le certificat homologué d'études moyennes du degré supérieur	du porteur T/E
l) le diplôme d'école technique secondaire supérieure	du porteur T/E
m) le diplôme d'institutrice gardienne	du porteur T/E

Art. 210. L'article 11*bis* du même arrêté est abrogé.

Art. 211. A l'article 2 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les enseignements préscolaire spécialisé et primaire spécialisé, les mots « et 11*bis* » sont supprimés.

Art. 212. A l'article 4 de l'arrêté royal précité, le point 2^o est abrogé.

Art. 213. Dans le même arrêté, l'article 6 est abrogé.

Art. 214. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, le point b) est abrogé.

Art. 215. Dans le même arrêté, les articles 4, 4*bis* sont abrogés.

Art. 216. A l'article 5 du même arrêté, les termes « pour lesquelles le présent arrêté définit des titres suffisants » sont ajoutés après les termes « fonctions de recrutement ».

Art. 217. A l'article 11, alinéa 3, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au point A, les points 1 à 9 et 11 à 22 sont abrogés;
- b) au point B, les points 1 et 2 sont abrogés;
- c) au point C, les points 1 à 9, 11 à 21 sont abrogés;
- d) le point *Cbis* est abrogé;
- e) au point D, les points 1, 2, 3, 4, 5 sont abrogés;
- f) à alinéa 3, les points E, F, G, H sont abrogés.

Art. 218. Dans le même arrêté, l'article 11ter est abrogé.

Art. 219. A l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le petit b) est abrogé;
- b) les termes « ou dans les établissements d'enseignement normal, libres subventionnés » sont abrogés.

Art. 220. Dans le même arrêté, les articles 4 et 4 bis sont abrogés.

Art. 221. A l'article 5 du même arrêté, les termes « pour lesquelles le présent arrêté définit des titres suffisants » sont ajoutés après les termes « fonctions de recrutement ».

Art. 222. A l'article 11, alinéa 3, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au point A, les points 1, 3, 4, 5, 6 et 7 sont abrogés;
- b) au point B, 1°, les points 1, 2 et 4 à 10 sont abrogés;
- c) au point B, 2°, les points 1, 2 et 4 à 10 sont abrogés;
- d) les points *Bbis*, C, D sont abrogés.

Art. 223. L'article 11bis du même arrêté est abrogé.

Art. 224. L'article 11ter du même arrêté est abrogé.

Art. 225. A l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le b) est abrogé;
- b) les termes « ou dans les établissements d'enseignement normal » sont abrogés.

Art. 226. L'article 4 du même arrêté est abrogé.

Art. 227. A l'article 5 du même arrêté, les termes « pour lesquelles le présent arrêté définit des titres suffisants » sont ajoutés après les termes « fonctions de recrutement ».

Art. 228. A l'article 11, alinéa 3, du même arrêté,

- a) au point A, les points 1 et 3 à 9 sont abrogés;
- b) au point B, 1°, les points 1 à 3 et 5 à 11 sont abrogés;
- c) au point B, 2°, du même décret, les points 1, 2 et 4 à 10 sont abrogés;
- d) les points *Bbis*, C et D sont abrogés.

Art. 229. L'article 11ter du même arrêté est abrogé.

Art. 230. L'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements libres subventionnés dispensant l'enseignement secondaire conformément à la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire est abrogé.

Art. 231. Dans l'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements officiels subventionnés dispensant l'enseignement secondaire conformément à la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, les articles 2, *2bis* et 4 sont abrogés.

Art. 232. Dans l'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire spécial, les articles 3, 5, § 2, 6, 9, 10 et 11, § 2, sont abrogés.

Art. 233. Aux articles 3, § 1^{er}, alinéa 2, § 2, alinéa 3, 8, 13 et 14 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, les termes « surveillant-éducateur » sont chaque fois remplacés par le terme « éducateur ».

Art. 234. Les articles 7bis, 9, 10 et 11 du même arrêté sont abrogés.

Art. 235. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement artistique qui dispensent un enseignement secondaire des arts plastiques, le point b) est supprimé.

Art. 236. A l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté, les termes « étant entendu qu'elles se complètent comme suit :

a) dans l'enseignement artistique préparatoire à l'enseignement artistique secondaire du degré inférieur :

Fonction de recrutement : professeur de cours artistiques;

b) dans l'enseignement artistique secondaire du degré inférieur :

Fonction de recrutement : professeur de cours artistiques;

c) dans l'enseignement artistique secondaire du degré supérieur :

Fonction de recrutement : professeur de cours artistiques. »,

sont supprimés.

Art. 237. A l'article 4, § 2, du même arrêté, les termes « au chapitre II, section 1 et » sont supprimés.

Art. 238. A l'article 5 du même arrêté, les termes « pour lesquels le présent texte définit des titres suffisants » sont ajoutés après les termes « fonctions de recrutement ».

Art. 239. A l'article 6, § 3, alinéa 3, du même arrêté, les termes « rang 13 » sont remplacés par les termes « rang 10 ».

Art. 240. Les §§ 1^{er} et 2 de l'article 8 du même arrêté sont abrogés.

Art. 241. Au § 4 de l'article 8 du même arrêté, les termes « ou aux fonctions de professeur de cours artistiques ou d'assistant » sont abrogés.

Art. 242. L'article 9 du même arrêté est abrogé.

Art. 243. A l'article 11, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au point A, les points 1 à 9, 11 à 17 sont abrogés;

b) au point B, les points 1 à 8 et 10 à 13 sont abrogés;

c) les points C et E sont abrogés.

Art. 244. A l'article 12, alinéa 2, du même arrêté, sous la rubrique « 1. Educateur-économiste », au point c), les modifications suivantes sont apportées :

a) les termes « fixés en a, b, c, d, e, de la section 1 » sont abrogés;

b) les termes « tels que prévus par le décret du 11 avril 2014 » sont ajoutés après les termes « surveillant-éducateur ».

Art. 245. A l'article 12, alinéa 2, du même arrêté, sous la rubrique « 1. Educateur-économiste », le point d) est abrogé.

Art. 246. A l'article 12, alinéa 3, du même arrêté, sous la rubrique « 2. Secrétaire de direction », au point c), les modifications suivantes sont apportées :

a) les termes « fixés en a, b, c, d, e de la section 1 » sont abrogés;

b) les termes « tels que prévus par le décret du 11 avril 2014 » sont ajoutés après les termes « surveillant-éducateur ».

Art. 247. A l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, les termes « et de classer », ainsi que les termes « les cours techniques et de pratique professionnelle » sont supprimés.

Art. 248. Aux articles 5, 18, 25, 25 bis, 27, alinéas 4, 5 et 7, et 30bis du même arrêté, les termes « surveillant-éducateur » sont chaque fois remplacés par les termes « éducateur-secrétaire ».

Art. 249. A l'article 20, § 5, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les termes « surveillant-éducateur » sont remplacés par le terme « éducateur ».

Art. 250. A l'article 3bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire et modifiant la réglementation de l'enseignement,

a) au point 1^o, les termes « de bachelier instituteur préscolaire ou » sont insérés entre les termes « soit du titre » et les termes « d'instituteur maternel »;

b) un 3^obis est ajouté après le point 3^o rédigé comme suit : « 3^obis soit du diplôme de bachelier en psychomotricité »;

c) au point 4^o, le terme « bachelier » est inséré entre les termes « soit le diplôme de graduat ou » et les termes « d'assistance en psychologie »;

d) au point 5^o, les termes « ou de master » sont insérés entre les termes « ou de licencié » et les termes « en kinésithérapie »;

e) au point 6^o, les termes « ou de licencié » sont abrogés;

f) au point 6^o, les termes « ou de master en sciences de la motricité à orientation didactique – orientation éducation physique » sont insérés entre les termes « éducation physique » et les termes « complété par une formation complémentaire »;

g) au point 7^o, les termes « du diplôme d'éducateur spécialisé » sont remplacés par les termes « du diplôme de bachelier éducateur spécialisé ».

Art. 251. Un article *4bis* est inséré dans le décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement, disposant ce qui suit :

« Art. *4bis*. § 1^{er}. Un établissement d'enseignement organisant l'apprentissage par immersion linguistique ne peut recruter dans son personnel chargé des cours en immersion linguistique que des personnes ayant fourni la preuve de leur connaissance approfondie de la langue de l'immersion.

§ 2. La connaissance approfondie de la langue de l'immersion est prouvée par un membre du personnel s'il a obtenu :

1° soit le titre de capacité tel que défini par le Gouvernement en vertu de l'article 16 du décret du 11 avril 2014 pour exercer la fonction, délivré dans la langue de l'immersion;

2° soit un titre étranger délivré dans la langue de l'immersion, ou bien dit équivalent au titre tel que défini par le Gouvernement en vertu de l'article 16 du décret du 11 avril 2014 pour exercer la fonction, ou bien reconnu professionnellement pour l'exercice de la fonction en application du décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement;

3° soit un certificat d'enseignement secondaire supérieur ou tout autre titre de niveau baccalauréat ou master délivré en Belgique dans la langue de l'immersion ou un titre étranger dit équivalent au moins au certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion;

4° soit le certificat de connaissance approfondie de la langue de l'immersion;

5° soit, pour les cours en immersion en langue néerlandaise, le certificat de connaissance approfondie de la langue néerlandaise délivré par la Communauté flamande;

6° soit, pour les cours en immersion en langue allemande, le certificat de connaissance approfondie de la langue allemande délivré par la Communauté germanophone;

7° soit, pour le détenteur d'un titre requis pour la fonction correspondante, avoir suivi avec fruit une unité d'enseignement 12 dans la langue de l'immersion, pour le détenteur d'un titre suffisant ou de pénurie, avoir suivi avec fruit une unité d'enseignement 9 dans la langue de l'immersion, les unités d'enseignement 9 et 12 étant visées aux articles 10 et suivants du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

§ 3. Lorsqu'un établissement éprouve des difficultés à recruter un candidat ayant la capacité linguistique requise, le Ministre peut accorder une dérogation temporaire aux dispositions du § 1^{er} du présent article.

Cette dérogation ne vaut que pour la durée d'un an et ne peut être renouvelée que deux fois. ».

Art. 252. A l'article *44bis*, alinéas 2 et 3, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, le terme « surveillant-éducateur » est remplacé par le terme « éducateur ».

Art. 253. A l'article 96, alinéas 2 et 3, du même décret, le terme « surveillant-éducateur » est remplacé par le terme « éducateur ».

Art. 254. A l'article 99 du même décret, les termes « les ergothérapeutes » sont ajoutés après les termes « les kinésithérapeutes ».

Art. 255. A l'article 102, § 1^{er}, du même décret, les termes « d'ergothérapeute » sont ajoutés après les termes « de kinésithérapeute ».

Art. 256. A l'article 116, §§ 1^{er} et 2, du même décret, le terme « surveillant-éducateur » est remplacé par le terme « éducateur ».

Art. 257. A l'article 116^{ter}, §§ 1^{er} et 2, du même décret, le terme « surveillant-éducateur » est remplacé par le terme « éducateur ».

Art. 258. Dans l'article 2, alinéa 3, du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les termes « des Commissions interzonales d'affectation visées aux articles 14^{ter} et 14^{sexies} et de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et des Commissions centrales de gestion des emplois visées à la section 1 du chapitre II. », sont remplacés par les termes « de la chambre de la Commission interréseaux des titres de capacité chargée des titres pénurie non listée, créée par le décret du 11 avril 2014 ».

Art. 259. Les articles 2, alinéa 4, et 3 du même décret sont abrogés.

Art. 260. A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les termes « des commissions » sont remplacés par les termes « de la Chambre précitée »;
- b) les termes « aux articles 2 et 3 » sont remplacés par les termes « à l'article 2 »;
- c) au point 2°, les termes « de l'article 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou et sur la base d'un titre jugé suffisant B dans l'enseignement subventionné par la Communauté française » sont remplacés par les termes « d'un titre autre que titre requis ou titre suffisant »;
- d) à l'alinéa 2, les termes « aux commissions » sont remplacés par les termes « à la Chambre précitée »;
- e) à l'alinéa 3, sont apportées les modifications suivantes :
 - 1) les termes « Les commissions zonales tiennent » sont remplacés par les termes « La Chambre précitée tient »;
 - 2) les mots « des commissions » sont remplacés par les mots « de cette Chambre ».

Art. 261. A l'article 21 du même décret, il est inséré une rubrique *d)* rédigée comme suit :

« *d)* au cours des travaux, le président peut saisir, d'initiative ou la demande des membres de la Commission, la chambre de la Commission interréseaux des titres de capacité chargée de la valorisation de l'expérience utile, créée par le décret du 11 avril 2014, afin qu'elle statue sur l'élargissement de la reconnaissance d'expérience utile d'un membre

du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi et susceptible de faire l'objet d'une réaffectation. Cette chambre rend sa décision dans les 15 jours ouvrables et en informe les présidents, tant de la Commission zonale que de la Commission centrale dont dépend la Commission zonale à l'origine de sa saisine. ».

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires*

Section 1^{re}. — Des membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif titulaires d'une charge partielle ou complète.

Art. 262. La présente section s'applique aux membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif au 31 août 2016 à concurrence d'une charge partielle ou complète.

Art. 263. Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif au 31 août 2016 dans une fonction telle qu'elle existait avant l'entrée en vigueur du présent décret est réputé nommé ou engagé à titre définitif à partir du 1^{er} septembre 2016, s'il échet, dans la fonction nouvelle correspondante portant le même intitulé ou résultant d'une fusion ou d'un changement d'appellation de fonction selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement.

Les arrêtés adoptés conformément au présent article sont soumis à la confirmation du Parlement dans un délai de douze mois suivant leur adoption. A défaut d'une telle confirmation, ils cessent de produire leurs effets à l'issue de ce délai.

Art. 264. Dans le cas où l'application du présent décret entraîne une scission de fonction, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif au 31 août 2016 dans une fonction telle qu'elle existait avant l'entrée en vigueur du présent décret, est réputé nommé ou engagé à titre définitif à partir du 1^{er} septembre 2016 dans, selon le cas :

1° chacune des nouvelles fonctions correspondantes sur base du tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement si le membre du personnel dispose d'un titre de capacité requis pour cette/ces nouvelles fonctions;

2° la/les fonction(s) correspondante(s) à laquelle/auxquels est/sont accroché(s) le/les cours effectivement dispensés par le membre du personnel dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, durant 150 jours pour l'enseignement organisé par la Communauté française et l'enseignement officiel subventionné et durant 180 jours au sein du pouvoir organisateur pour l'enseignement libre subventionné, calculés selon les modalités propres à chaque statut, au cours des trois dernières années scolaires précédant le 1^{er} septembre 2016 si le membre du personnel ne dispose pas d'un titre de capacité requis pour la/les nouvelle(s) fonction(s) correspondante(s) sur base du tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement.

Pour l'enseignement de promotion sociale, le seuil de prestation repris ci-dessus est fixé à concurrence de 240 périodes.

Les périodes de congés assimilés à de l'activité de service ou de disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité prolongent à due concurrence les trois années scolaires visées au point 2°.

Art. 265. Le cas échéant, dans le cas de scission de fonction, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction telle qu'elle existait avant l'entrée en vigueur du présent décret est réputé nommé ou engagé à titre définitif à partir du 1^{er} septembre 2016 dans les nouvelles fonctions correspondantes selon les règles prévues à l'article 264, à concurrence des attributions et dans le volume de charge exercés au 31 août 2016.

Art. 266. Dans les cas qui ne sont pas couverts par les tableaux de correspondance arrêtés par le Gouvernement, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif au 31 août 2016 est réputé nommé ou engagé à titre définitif à partir du 1^{er} septembre 2016 dans la (ou une des) fonction(s) nouvelle(s) dont relève désormais le cours visé par son acte de nomination ou d'engagement à titre définitif en tenant compte de l'accroche cours-fonction définie par le Gouvernement si le membre du personnel possède un titre de capacité requis ou suffisant pour la nouvelle fonction.

Si le membre du personnel ne possède pas de titre de capacité requis ou suffisant pour la nouvelle fonction, il conserve sa nomination ou son engagement à titre définitif conformément aux actes de nomination ou d'engagement à titre définitif dont il est porteur antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 267. Pour toutes les mesures transitoires susvisées, dans l'enseignement subventionné, lorsque le membre du personnel était titulaire, avant l'entrée en vigueur du présent décret, d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif sur base des titres propres à l'enseignement professionnel, il conserve sa nomination ou son engagement à titre définitif uniquement dans cette forme d'enseignement.

Art. 268. Lorsque l'acte de nomination ou d'engagement à titre définitif d'un membre du personnel vise une activité citée à l'article 20, § 4, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, le pouvoir organisateur nomme ou engage à titre définitif ce membre du personnel dans une fonction définie par le Gouvernement pour laquelle le membre du personnel dispose, dans l'ordre suivant, soit d'un titre requis, soit d'un titre suffisant.

Art. 269. Dans le cadre des règles prévues dans la présente section, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif qui s'est vu reconnaître une expérience utile pour une fonction de professeur de cours techniques, ou de professeur de pratique professionnelle ou de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, conserve le bénéfice de cette reconnaissance dans l'exercice de sa nouvelle fonction de professeur de cours techniques, ou de professeur de pratique professionnelle, conformément au tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement.

Art. 270. A l'exception des membres du personnel visés à l'article 266, alinéa 2, les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif pour une charge à prestation incomplète conservent, dans la nouvelle fonction, le bénéfice du droit à étendre leur charge conformément aux dispositions statutaires dont ils relèvent.

Dans ce cadre, dans l'enseignement subventionné, les membres du personnel sont réputés avoir introduit, lors de l'année scolaire 2015-2016, leur candidature dans les formes et délais prescrits aux articles 34, 34bis, 34ter et 42 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné ainsi qu'aux articles 24 et 30 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

Art. 271. § 1^{er}. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction de cours spéciaux à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction de cours généraux et/ou de cours techniques selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement et en fonction des dispositions prévues à la présente section.

§ 2. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction de cours techniques et de pratique professionnelle à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction de cours techniques et/ou de cours de pratique professionnelle selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement et en fonction des dispositions prévues à la présente section.

§ 3. Les membres du personnel visés aux §§ 1^{er} et 2 conservent dans la nouvelle fonction le dénominateur de charge de leur fonction antérieure si celle-ci est plus avantageuse pour le membre du personnel. Le maintien de la fraction de charge initiale porte également sur les extensions de charge et les mesures liées à la mise en disponibilité et à la réaffectation.

Art. 272. Les membres du personnel réputés nommés ou engagés à titre définitif dans une nouvelle fonction en application des articles précédents bénéficient de l'échelle de traitement attachée à cette fonction sauf si l'échelle de traitement afférente à leur fonction d'origine leur procure une rémunération plus élevée.

Les membres du personnel visés à l'article 266, alinéa 2, conservent l'échelle de traitement dont ils bénéficiaient avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Section II. — Les membres du personnel temporaires titulaires d'une charge partielle ou complète

Art. 273. La présente section s'applique aux membres du personnel temporaires, titulaires d'une charge partielle ou complète.

Art. 274. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, en vue des appels aux candidats prévus aux articles 21 et 34 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 pour l'année scolaire 2016-2017, les fonctions visées au chapitre 2 du titre I du présent décret sont d'application.

Au 1^{er} septembre 2016, les membres du personnel titulaires d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants ou des titres de pénurie sont insérés dans le classement visé à l'article 2, §§ 2 et 3, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité en leur attribuant, à cette date, comme nombre de candidatures le nombre d'années scolaires pendant lesquelles ils ont bénéficié d'une désignation dans la fonction.

Les candidats ayant introduit au cours du mois de janvier 2016 une candidature pour une désignation à titre temporaire dans l'enseignement organisé par la Communauté française et qui au 1^{er} septembre 2016 acquièrent un titre de capacité relevant de la catégorie des titres requis à la suite de l'entrée en vigueur du présent décret, sont réputés avoir rempli la condition de titre fixée à l'article 18, 5^o, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, tout acte de candidature introduit dans les délais et formes requises, en vue de l'exercice d'une priorité pour un engagement ou une désignation à dater du 1^{er} septembre 2016, dans une des fonctions telles que définies avant l'entrée en vigueur du présent décret, est réputée l'avoir été dans la ou les fonction(s) correspondante(s) selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement.

Art. 275. Pour l'application des articles 34 et 42 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, dans le cas d'une fusion, d'un changement d'appellation de fonction ou dans le cas où l'intitulé d'une fonction reste inchangé, les services rendus dans la fonction antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret par le membre du personnel temporaire, sont réputés l'avoir été dans la (ou une des) fonction(s) nouvelle(s) correspondante(s) selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement.

Dans ce cadre, pour l'année scolaire 2015-2016, les membres du personnel ayant introduit leur candidature pour les fonctions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir fait pour les fonctions nouvelles dans les formes et délais prescrits aux mêmes articles 34 et 42 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Art. 276. Pour l'application des articles 31 et 31^{ter} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, dans le cas d'une fusion, d'un changement d'appellation de fonction ou dans le cas où l'intitulé d'une fonction reste inchangé, les services rendus dans la fonction antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret par le membre du personnel temporaire, sont réputés l'avoir été dans la (ou une des) fonction(s) nouvelle(s) correspondante(s) selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement.

Dans ce cadre, pour l'année scolaire 2015-2016, les membres du personnel ayant introduit leur candidature pour les fonctions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir fait pour les fonctions nouvelles dans les formes et délais prescrits aux mêmes articles 31 et 31^{ter} du de l'arrêté royal précité.

Art. 277. Pour l'application des articles 24 et 30 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, dans le cas d'une fusion, d'un changement d'appellation de fonction ou dans le cas où l'intitulé d'une fonction reste inchangé, les services rendus dans la fonction antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret par le membre du personnel temporaire, sont réputés l'avoir été dans la (ou une des) fonction(s) nouvelle(s) correspondante(s) selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement.

Dans ce cadre, pour l'année scolaire 2015-2016, les membres du personnel ayant introduit leur candidature pour les fonctions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir fait pour les fonctions nouvelles dans les formes et délais prescrits aux mêmes articles 24 et 30 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 278. Pour l'application des articles 31 et 31^{ter} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, dans les cas de scission de fonction, les services rendus dans la fonction antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret par le membre du personnel temporaire, sont réputés l'avoir été, selon le cas, dans :

1^o chacune des nouvelles fonctions correspondantes sur base du tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement, si le membre du personnel dispose d'un titre de capacité requis pour les nouvelles fonctions;

2^o la/les fonction(s) correspondante(s) à laquelle/auxquelles est/sont accroché(s) le/les cour(s) effectivement dispensés par le membre du personnel, dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, durant 150 jours calculés selon les modalités dudit statut au cours des trois dernières années scolaires précédant le 1^{er} septembre 2016, si le membre du personnel ne dispose pas d'un titre de capacité requis pour la/les nouvelle(s) fonction(s).

Pour l'enseignement de promotion sociale, le seuil de prestation repris ci-dessus est fixé à 240 périodes.

Art. 279. Pour l'application des articles 34 et 42 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, dans les cas de scission de fonction, les services rendus dans la fonction antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret par le membre du personnel temporaire, sont réputés l'avoir été, selon le cas, dans :

1° chacune des nouvelles fonctions correspondantes sur base du tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement, si le membre du personnel dispose d'un titre de capacité requis pour la/les nouvelle(s) fonction(s);

2° la/les fonction(s) correspondante(s) à laquelle/auxquelles est/sont accroché(s) le/les cour(s) effectivement dispensés par le membre du personnel, dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, durant 180 jours au sein du pouvoir organisateur calculés selon les modalités dudit statut au cours des trois dernières années scolaires précédant le 1^{er} septembre 2016, si le membre du personnel ne dispose pas d'un titre de capacité requis pour la/les nouvelle(s) fonction(s).

Pour l'enseignement de promotion sociale, le seuil de prestation repris ci-dessus est fixé à concurrence de 240 périodes.

Les périodes de congés assimilés à de l'activité de service ou de disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité prolongent à due concurrence les trois années scolaires visées au point 2°.

Dans ce cadre, pour l'année scolaire 2015-2016, les membres du personnel ayant introduit leur candidature pour les fonctions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir fait pour les fonctions nouvelles dans les formes et délais prescrits aux mêmes articles 34 et 42 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Art. 280. Pour l'application des articles 24 et 30 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, dans les cas de scission de fonction, les services rendus dans la fonction antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret par le membre du personnel temporaire, sont réputés l'avoir été, selon le cas, dans :

1° chacune des nouvelles fonctions correspondantes sur base du tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement, si le membre du personnel dispose d'un titre de capacité requis pour les nouvelles fonctions;

2° la/les fonction(s) correspondante(s) à laquelle/auxquelles est/sont accroché(s) le/les cour(s) effectivement dispensés par le membre du personnel, dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, durant 150 jours calculés selon les modalités dudit au cours des trois dernières années scolaires précédant le 1^{er} septembre 2016, si le membre du personnel ne dispose pas d'un titre de capacité requis pour la/les nouvelle(s) fonction(s).

Pour l'enseignement de promotion sociale, le seuil de prestation repris ci-dessus est fixé à 240 périodes.

Les périodes de congés assimilés à de l'activité de service ou de disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité prolongent à due concurrence les trois années scolaires visées au point 2°.

Dans ce cadre, pour l'année scolaire 2015-2016, les membres du personnel ayant introduit leur candidature pour les fonctions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir fait pour les fonctions nouvelles dans les formes et délais prescrits aux mêmes articles 24 et 30 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 281. Pour l'application des articles 34 et 42 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, dans les cas qui ne sont pas couverts par les tableaux de correspondance arrêtés par le Gouvernement, les services rendus par le membre du personnel temporaire antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret, sont réputés l'avoir été dans la (ou une des) fonction(s) nouvelle(s) dont relève désormais le cours en tenant compte de l'accroche cours-fonction définie par le Gouvernement si le membre du personnel possède un titre de capacité requis ou suffisant pour la nouvelle fonction.

Pour les membres du personnel visés par la section 3 du présent chapitre, si le membre du personnel ne dispose pas d'un titre de capacité requis ou suffisant pour la nouvelle fonction, son ancienneté reste acquise selon les modalités applicables avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Dans ce cadre, pour l'année scolaire 2015-2016, les membres du personnel ayant introduit leur candidature pour les fonctions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir fait pour les fonctions nouvelles dans les formes et délais prescrits aux mêmes articles 34 et 42 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Art. 282. Pour l'application des articles 24 et 30 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, dans les cas qui ne sont pas couverts par les tableaux de correspondance en annexe au présent décret, les services rendus par le membre du personnel temporaire antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret, sont réputés l'avoir été dans la (ou une des) fonction(s) nouvelle(s) dont relève désormais le cours en tenant compte de l'accroche cours-fonction définie par le Gouvernement si le membre du personnel possède un titre de capacité requis ou suffisant pour la nouvelle fonction.

Pour les membres du personnel visés par la section 3 du présent chapitre, si le membre du personnel ne dispose pas d'un titre de capacité requis ou suffisant pour la nouvelle fonction, son ancienneté reste acquise selon les modalités applicables avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Dans ce cadre, pour l'année scolaire 2015-2016, les membres du personnel ayant introduit leur candidature pour les fonctions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir fait pour les fonctions nouvelles dans les formes et délais prescrits aux mêmes articles 24 et 30 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 283. Dans le cadre des règles prévues aux articles précédents, le membre du personnel temporaire qui s'est vu reconnaître une expérience utile pour une fonction de professeur de cours techniques, ou de professeur de pratique professionnelle ou de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, conserve le bénéfice de cette reconnaissance dans l'exercice de sa nouvelle fonction de professeur de cours techniques, ou de professeur de pratique professionnelle, conformément au tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement.

Art. 284. Pour les désignations ou les engagements à titre temporaire débutant le 1^{er} septembre 2016 et prenant fin, au plus tard, le 30 juin 2017, les membres du personnel visés à la présente section bénéficient de l'échelle de traitement attachée à la nouvelle fonction sauf si l'échelle de traitement afférente à leur fonction d'origine leur procure une rémunération plus élevée.

Section III. — Les membres du personnel temporaires prioritaires/protégés ou temporaires non prioritaires comptabilisant l'ancienneté définie dans la présente section, à concurrence d'une charge partielle ou complète.

Art. 285. Les membres du personnel, titulaires d'une charge partielle ou complète, visés par la présente section sont les suivants :

1° les membres du personnel temporaires visés par les articles 31 et 31^{ter} en ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, disposant d'un titre requis ou de tout autre titre à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret;

2° les membres du personnel temporaires prioritaires au sens de l'article 34 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné disposant d'un titre requis, d'un titre suffisant A ou un titre visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 17 mars 1967 fixant les titres de capacité jugés suffisants pour les membres du personnel des établissements libres d'enseignement moyen et normal à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret;

3° les membres du personnel temporaires prioritaires au sens de l'article 24 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné disposant d'un titre requis ou d'un titre suffisant A à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret;

4° les membres du personnel temporaires disposant d'un titre requis à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, classés dans le premier groupe visé à l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat;

5° les membres du personnel temporaires visés par le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, disposant d'un titre requis, d'un titre suffisant A ou un titre visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 17 mars 1967 fixant les titres de capacité jugés suffisants pour les membres du personnel des établissements libres d'enseignement moyen et normal à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret et d'une ancienneté de fonction de 315 jours auprès du pouvoir organisateur sur minimum 2 années scolaires, acquises dans les 5 dernières années scolaires, calculés conformément à l'article 29^{bis} du décret précité. Pour l'enseignement de promotion sociale, le seuil de prestation repris ci-dessus est fixé à 480 périodes;

6° les membres du personnel temporaires visés par le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné disposant d'un titre requis ou d'un titre suffisant A à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret et d'une ancienneté de fonction de 315 jours auprès du pouvoir organisateur sur minimum 2 années scolaires, acquises dans les 5 dernières années scolaires, calculés conformément à l'article 34 du décret précité. Pour l'enseignement de promotion sociale, le seuil de prestation repris ci-dessus est fixé à 480 périodes;

7° les membres du personnel temporaires visés à l'article 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret et disposant d'une ancienneté de fonction de 450 jours répartis sur 3 années scolaires au moins;

8° les membres du personnel temporaires titulaires, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, d'un titre jugé suffisant du groupe B ou d'un titre y assimilé visés aux articles 6, § 4, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, à l'article 6, § 5, de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, ainsi qu'à l'article 6, § 3, de l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement artistique qui dispensent un enseignement secondaire des arts plastiques et ayant fait l'objet de 3 dérogations ministérielles consécutives favorables portant chacune sur un engagement de plus de 15 semaines visées à l'article 6, § 5, alinéa 2, de l'arrêté royal précité ainsi que d'une ancienneté de fonction de 315 jours auprès du pouvoir organisateur sur minimum 2 années scolaires, acquises dans les 5 dernières années scolaires, calculés conformément aux dispositions propres à chaque statut. Pour l'enseignement de promotion sociale, le seuil de prestation repris ci-dessus est fixé à 480 périodes;

9° les membres du personnel temporaires titulaires, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, d'un titre suffisant visé à l'article 3 de l'arrêté royal du 17 mars 1967 fixant les titres de capacité jugés suffisants pour les membres du personnel des établissements libres d'enseignement moyen et normal restés en fonction pendant cinq années scolaires, avec maintien de la subvention-traitement, à moins qu'avant le 30 juin de la cinquième année scolaire, une décision défavorable ne leur ait été notifiée ainsi que d'une ancienneté de fonction de 315 jours auprès du pouvoir organisateur sur minimum 2 années scolaires, acquises dans les 5 dernières années scolaires, calculés conformément à l'article 29^{bis} du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné. Pour l'enseignement de promotion sociale, le seuil de prestation repris ci-dessus est fixé à 480 périodes.

Art. 286. Les membres du personnel visés à la présente section bénéficient des dispositions prévues à la section 2 du présent chapitre.

Art. 287. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, toute désignation sortant ses effets à dater du 1 septembre 2016 de membre des personnels temporaire prioritaire dans une des fonctions telles que définies avant l'entrée en vigueur du présent décret est réputée l'avoir été dans la ou les fonctions correspondante(s).

Art. 288. Les membres du personnel visés à la présente section conservent la possibilité d'être nommés, engagés à titre définitif ainsi que désignés en qualité de temporaires prioritaires ou protégés dans les conditions statutaires prévalant avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 289. § 1^{er}. Les services rendus par les membres du personnel visés par la présente section dans une fonction de cours spéciaux à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir été dans une fonction de cours généraux et/ou de cours techniques selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement et en fonction des dispositions prévues à la section 2 du présent chapitre.

§ 2. Les services rendus par les membres du personnel visés par la présente section dans une fonction de cours techniques et de pratique professionnelle à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir été dans une fonction de cours techniques et/ou de cours de pratique professionnelle selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement et en fonction des dispositions prévues à la section 2 du présent chapitre.

§ 3. Les membres du personnel visés aux § 1 et 2 conservent dans la nouvelle fonction le dénominateur de charge de leur fonction antérieure si celle-ci est plus avantageuse pour le membre du personnel. Le maintien de la fraction de charge initiale porte également sur les extensions de charge et les mesures liées à la mise en disponibilité et à la réaffectation.

Art. 290. Lorsque l'acte de désignation ou d'engagement à titre temporaire d'un membre du personnel vise une activité citée à l'article 20, § 4, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, le pouvoir organisateur le désigne ou l'engage à titre temporaire dans une fonction pour laquelle le membre du personnel dispose d'un titre requis ou suffisant et les services prestés dans cette activité sont réputé l'avoir été dans cette fonction.

Section IV. — Dispositions transitoires particulières

Art. 291. Les décisions prises par le Ministre compétent en vertu du décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement portant sur une ou plusieurs fonction(s) existant à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont réputées porter sur une ou plusieurs fonction(s) correspondant e(s) selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement.

Art. 292. La chambre décisionnelle visée à l'article 48 du présent décret dans le cadre la mission visée à l'article 39, 4°, reprend les attributions des Commissions visées aux articles 6 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, à l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, pour toute demande introduite avant le 1^{er} septembre 2016 auprès desdites Commissions.

Tant que la chambre décisionnelle visée à l'article 48 du présent décret n'est pas fonctionnelle, les Commissions visées à l'alinéa précédent continuent à fonctionner selon les dispositifs réglementaires antérieurs.

Art. 293. A titre transitoire, dans le cadre des accroches cours/fonction multiples arrêtées par le Gouvernement lors de l'entrée en vigueur du présent décret, pour les accroches cours/fonction multiples qui associent une fonction de cours généraux (CG) et une fonction de cours techniques (CT) dont la fonction de cours généraux (CG) est activée majoritairement par les pouvoirs organisateurs conformément à l'article 13 du présent décret, le § 3 de ce même article n'est pas applicable aux pouvoirs organisateurs ayant activé uniquement la fonction de cours généraux (CG).

Le bénéfice de la présente disposition transitoire ne s'applique qu'aux membres du personnel prestant, de manière ininterrompue, depuis l'entrée en vigueur du présent décret, une fonction de cours techniques (CT) dans le cadre des accroches cours/fonctions multiples visée à l'alinéa 1^{er}. De plus, ces fonctions de cours techniques (CT) ne sont plus activables par le Pouvoir organisateur concerné et n'ouvrent plus de droit au traitement ou à la subvention-traitement, dès que le membre du personnel prestant cette fonction quitte les positions administratives d'activité de service ou de disponibilité pour maladie.

Pour le 1^{er} janvier 2016, le Gouvernement arrête, sur proposition de la Commission, la liste des accroches cours/fonctions multiples concernées par les alinéas 1 et 2.

CHAPITRE III. — Disposition finale

Art. 294. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2016 à l'exception du chapitre 5 du titre I ainsi que de l'article 292 qui entre en vigueur au 1^{er} septembre 2014 et des articles 27 et 28 qui entrent en vigueur au 1^{er} septembre 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n°632-1. — Rapport, n° 632-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 10 avril 2014.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29467]

11 APRIL 2014. — Decreet tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities**

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op het basis- en secundair onderwijs, zoals bepaald in de artikelen 2 tot 4 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Het is ook van toepassing op het secundair onderwijs voor sociale promotie, zoals bepaald in titel II, hoofdstuk IV, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

In de voorzieningen en inrichtingen die worden georganiseerd of gesubsidieerd in het kader van één van de in de vorige leden bedoelde onderwijsniveaus, met inbegrip van de internaten en opvangtehuizen, komen alleen de wervingsambten van de volgende personeelscategorieën in aanmerking :

- 1° het bestuurs- en onderwijzend personeel, met uitzondering van de leermeesters en leraars godsdienst;
- 2° het paramedisch personeel;
- 3° het sociaal personeel;
- 4° het psychologisch personeel;
- 5° het opvoedend hulppersoneel.

Art. 2. § 1. In het kader van dit decreet wordt verstaan onder :

1° ambt : generieke benaming die minstens het item 2°, in voorkomend geval aangevuld met de in 3° tot 6° bedoelde items, beslaat;

2° basisambt : één van de in artikel 3 bedoelde benamingen;

3° onderwijzend ambt : benaming voortvloeiend uit het basisambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel, door aan dat basisambt een geheel van cursussen en/of activiteiten, alsook, in voorkomend geval, een rangschikking, een onderwijsniveau en een specificiteit toe te voegen;

4° rangschikking : kwalificering van elk onderwijzend ambt van het secundair onderwijs met volledig leerplan, altemnerend onderwijs of onderwijs voor sociale promotie, door dat ambt ofwel in de algemene vorming, ofwel in de technische of technologische vorming ofwel in de beroepspraktijk op te nemen;

5° onderwijsniveau : onderscheid tussen het kleuteronderwijs, het lager onderwijs, het secundair onderwijs van de lagere graad en het secundair onderwijs van de hogere graad.

Tot het secundair onderwijs van de lagere graad behoren :

a) de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs, bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs;

b) het eerste jaar van de 2e graad van de doorstromingsafdeling bedoeld in artikel 1, § 2, 2°, a, van dezelfde wet;

c) de 2e graad van de kwalificatieafdeling bedoeld in artikel 1, § 2, 2°, b, van dezelfde wet;

d) het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1, 2 en 3, georganiseerd overeenkomstig het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

e) het altemnerend secundair onderwijs van de 2e graad van het beroepsonderwijs overeenkomstig artikel 2, §§ 1, 2 en 3, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het altemnerend secundair onderwijs;

f) de afdelingen van het onderwijs voor sociale promotie die in de lagere graad worden georganiseerd overeenkomstig artikel 10, § 1, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Tot het secundair onderwijs van de hogere graad behoren :

a) de 1e graad van het gewoon secundair onderwijs bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs;

b) het tweede jaar van de 2e graad en de 3e graad van de doorstromingsafdeling bedoeld in artikel 1, § 2, 2°, a, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs;

c) de 3e graad en de 4e graad van de doorstromingsafdeling, respectief bedoeld in artikel 1, § 2, 2°, b, en in artikel 2, § 4, van dezelfde wet;

d) het altemnerend secundair onderwijs, in de 3e graad georganiseerd overeenkomstig artikel 2 ter, §§ 1 en 2, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het altemnerend secundair onderwijs;

e) de afdelingen van het onderwijs voor sociale promotie, in de hogere graad georganiseerd overeenkomstig artikel 10, § 1, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

6° specificiteit : specifieke benaming van een onderwijzend ambt dat zorgt voor de verbinding tussen de gedoedeerde stof en het(de) bekwaamheidsbewijs(zen) waarvan de leerkracht die het uitoefent houder moet zijn;

7° cursus : niet deelbare subdivisie van een studierooster of van een onderwijseenheid die overeenstemt met één of meer lestijden die worden opgenomen in het kapitaal-lestijden, de lestijdendotatie of het totale aantal lestijden/leerkracht dat toegekend wordt aan een onderwijsinrichting bedoeld in artikel 1;

8° verbinding cursus/ambt : de verbinding, volgens in dit decreet nader bepaalde regels, tussen één of meer cursussen en één of meer onderwijzende ambten;

9° bekwaamheidsbewijs : generieke benaming die tegelijk het vereiste bekwaamheidsbewijs, het voldoende bekwaamheidsbewijs of het schaarstebekwaamheidsbewijs bedoeld in 10°, 11° en 12° dekt;

10° vereist bekwaamheidsbewijs : reglementaire bekrachtiging van de geschikte competentie die vereist is om een ambt uit te oefenen;

11° voldoende bekwaamheidsbewijs : reglementaire bekrachtiging van de voldoende competentie die vereist is om een ambt uit te oefenen;

12° schaarstebekwaamheidsbewijs : reglementaire bekrachtiging van de minimale competentie die vereist is om een ambt uit te oefenen;

13° vakpersoon : die kwalificatie stemt overeen met het disciplinaire bestanddeel van een bekwaamheidsbewijs, wanneer dat bestanddeel uitsluitend bestaat in de nuttige ervaring bedoeld in artikel 20 van dit decreet, met of zonder het getuigenschrift van hoger secundair onderwijs;

14° ander bekwaamheidsbewijs : elke andere, al dan niet bekrachtigde, basiscompetentie, die door de in 15° bedoelde Commissie wordt erkend als een competentie die bij gebrek aan bekwaamheidsbewijzen bedoeld in 10°, 11° en 12° kan voldoen om een basisambt of een onderwijzend ambt tijdelijk uit te oefenen;

15° Commissie : netoverschrijdende commissie voor de bekwaamheidsbewijzen, bepaald in hoofdstuk 5 van dit decreet;

16° onderwijsnet : één van de groepen van inrichtende machten die een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan geniet zoals bedoeld in artikel 5bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

17° schoolwerkdag : maandag, dinsdag, woensdag, donderdag, vrijdag, met uitzondering van deze die samen vallen met de schoolvakanties of elke andere schoolverlofdag;

18° werkdag : maandag, dinsdag, woensdag, donderdag, vrijdag, zaterdag, met uitsluiting van de wettelijke feestdagen.

§ 2. Het gebruik in de Franse tekst van dit decreet van de mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschachtig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

HOOFDSTUK II. — *Wervingsambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het sociaal personeel en het psychologisch personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen en van de ermee verbonden internaten*

Art. 3. § 1. In het basisonderwijs, zijn de basisambten van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel :

1° onderwijzer kleuteronderwijs;

2° onderwijzer lager onderwijs;

3° leermeester.

In het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs met volledig leerplan, alsook in het alternerend onderwijs, zijn de basisambten van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel :

1° leraar;

2° begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming.

§ 2. De basisambten van de categorie opvoedend hulppersoneel in het basis- en secundair onderwijs met volledig leerplan zijn :

1° opvoeder;

2° opvoeder internaat voor meisjes;

3° opvoeder internaat voor jongens;

4° secretaris-bibliothecaris.

§ 3. De basisambten van de categorie paramedisch personeel in het basis- en secundair onderwijs zijn :

1° ergotherapeut;

2° verpleger;

3° kinesitherapeut;

4° logopedist;

5° kinderverzorgster.

§ 4. Het basisambt van de categorie sociaal personeel in het basis- en secundair onderwijs is :

1° maatschappelijk assistent.

§ 5. Het basisambt van de categorie psychologisch personeel in het basis- en secundair onderwijs is :

1° psycholoog.

§ 6. In het secundair onderwijs voor sociale promotie, zijn de basisambten van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel :

1° leraar;

2° coördinator kwaliteit;

3° adviseur vorming.

§ 7. Het basisambt van de categorie opvoedend hulppersoneel in het secundair onderwijs en onderwijs voor sociale promotie is :

1° opvoeder-secretaris.

Art. 4. Elke wijziging, oprichting, afschaffing of verandering betreffende de categorie van een basisambt bedoeld in artikel 3 wordt vooraf voor advies aan de Commissie voorgelegd.

Art. 5. De basisambten die in de §§ 1 en 6 van artikel 3 opgenomen zijn, brengen de onderwijzende ambten voort.

Het onderwijzend ambt van onderwijzer kleuteronderwijs wordt uitgeoefend op het niveau van het gewoon en gespecialiseerd kleuteronderwijs, alsook in het gespecialiseerd lager onderwijs van maturiteit I en maturiteit II van type 2.

Het onderwijzend ambt van onderwijzer lager onderwijs wordt uitgeoefend op het niveau van het gewoon en gespecialiseerd lager onderwijs.

Het onderwijzend ambt van leermeester kan op de twee niveaus van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs worden uitgeoefend, volgens de specificiteiten die worden opgenomen naast elk onderwijzend ambt zoals die overeenkomstig artikel 7 bepaald zijn.

Het onderwijzend ambt van leraar wordt uitgeoefend ofwel op het niveau van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van de lagere graad, ofwel op het niveau van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van de hogere graad, ofwel in het kader van een enig onderwijzend ambt dat tegelijk in de lagere en hogere graad van het gewoon secundair onderwijs wordt uitgeoefend.

Het onderwijzend ambt van begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming wordt uitgeoefend in het alternerend secundair onderwijs bedoeld bij het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs.

Het onderwijzend ambt van leraar wordt ook uitgeoefend in het secundair onderwijs voor sociale promotie ofwel in de lagere graad ofwel in de hogere graad.

Art. 6. § 1. Elk onderwijzend ambt van leraar dat volgens de in artikel 5 bepaalde niveaus wordt uitgeoefend, wordt gerangschikt, ofwel als ambt algemene vakken (AV), ofwel als ambt niet confessionele zedenleer (NCZ), ofwel als ambt kunstvakken (KV), ofwel als ambt technische vakken (TV), ofwel als ambt beroepspraktijk (BP), ofwel als ambt psychologie-pedagogie-methodologie (PPM).

§ 2. De ambten van leraar die vroeger als bijzondere vakken (BV) werden uitgeoefend, worden nieuw gerangschikt als ambt algemene vakken (AV) of als ambt technische vakken (TV).

§ 3. De ambten van leraar die vroeger als technische vakken en vakken beroepspraktijk (TVBP) werden uitgeoefend, worden nieuw gerangschikt, deels als ambt technische vakken (TV) en deels als ambt vakken beroepspraktijk (BP).

§ 4. De ambten van leraar die vroeger als vakken oude talen (OT) werden uitgeoefend, worden nieuw gerangschikt als algemene vakken (AV).

Art. 7. De Regering bepaalt, op advies van de Commissie, de specificiteit van elk ander onderwijzend ambt dan de begeleider centrum alternerend onderwijs en vorming, de coördinator kwaliteit en de adviseur vorming, en vermeldt daarbij :

1° alle onderwijsactiviteiten, alle cursussen die worden verstrekt in het kader van het onderwijs bedoeld in artikel 1, eerste lid en tweede lid, buiten het kleuter- en lager onderwijs, en het/de ambt(en) waarmee ze kunnen worden verbonden;

2° de vereiste bekwaamheidsbewijzen, de voldoende bekwaamheidsbewijzen en de schaarstebekwaamheidsbewijzen.

De besluiten die overeenkomstig dit artikel goedgekeurd zijn, worden het Parlement ter bevestiging voorgelegd binnen een termijn van twaalf maanden volgend op de goedkeuring ervan. Als die bevestiging niet wordt verleend, houden ze op uitwerking te hebben bij het verstrijken van die termijn.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende het proces verbinding cursus/ambt*

Afdeling I. — Doel van het proces

Art. 8. Het proces heeft als doel :

1° voor het geheel van de onderwijsnetten, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, de bekwaamheidsbewijzen te bepalen waarvan de titularissen van onderwijzende ambten houder moeten zijn, waarbij een geheel van onderwijsactiviteiten en cursussen worden verbonden die aan één zelfde specificiteit beantwoorden;

2° de toekenning en het beheer van de bevoegdheden veilig te stellen, door het vaststellen, voor elk onderwijsnet, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en elke inrichtende macht die niet bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan wordt aangesloten, bij een besluit van de Regering, van de onderwijsactiviteiten en de cursussen die een inrichtende macht met een onderwijzend ambt verbindt;

3° de naleving door elke inrichtende macht van het geheel van de statutaire acties waaraan ze onderworpen is, te vergemakkelijken;

4° elke sollicitant voor een betrekking in een onderwijzend ambt bij een inrichtende macht de mogelijkheid te geven om het geheel van de onderwijsactiviteiten en cursussen die deze betrekking dekt, nauwkeurig te kennen.

Afdeling II. — Onderwijzende ambten waarvoor het proces verbinding cursus/ambt wordt uitgeoefend

Art. 9. Het proces verbinding cursus/ambt wordt uitgeoefend in alle onderwijzende ambten, met uitsluiting van die van het kleuter- en lager onderwijs, het ambt begeleider alternerend onderwijs en vorming en de ambten coördinator kwaliteit en adviseur vorming van het onderwijs voor sociale promotie.

Afdeling III. — Administratieve procedures voor de vaststelling van de verbinding cursus/ambt

Art. 10. § 1. De in artikel 11 bedoelde verbindingen cursus/ambt worden door de Regering vastgesteld overeenkomstig de in deze afdeling bepaalde beginselen. Die besluiten worden aan het Parlement voor bevestiging voorgelegd binnen een termijn van twaalf maanden volgend op hun goedkeuring. Als die bevestiging niet wordt verleend, houden ze op uitwerking te hebben bij het verstrijken van die termijn.

§ 2. Voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, worden de verbindingen cursus/ambt door de Diensten van de Regering voorafgaand voor advies voorgelegd aan de Commissie, die ze aan de Regering meedeelt.

Voor het gesubsidieerd onderwijs, worden de verbindingen cursus/ambt door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen voorafgaand voor advies voorgelegd aan de Commissie, die ze aan de Regering meedeelt.

Voor de inrichtende machten die niet bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan aangesloten zijn, worden de werkelijke verbindingen cursus/ambt voorafgaand voor advies voorgelegd aan de Commissie en door elke inrichtende macht aan de Regering voorgelegd.

In afwijking van de vorige leden, voor de besluiten van de Regering die de verbindingen cursus/ambt, die vóór 1 september 2014 werden goedgekeurd, vaststellen, geldt het voorafgaande advies van een werkgroep waarvan de samenstelling en de werkingsregels in overeenstemming zijn met die van de Commissie, zoals bedoeld in de artikelen 42 en 47 van dit decreet, als voorafgaand advies van de Commissie. Die werkgroep wordt voorgezeten door de Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie of diens afgevaardigde.

De verbindingen die overeenkomstig het vorige lid door de Regering worden vastgesteld, worden, naarmate ze worden opgesteld, vervangen door deze die overeenkomstig artikel 39, tweede lid, 2° werden vastgesteld.

Die voorstellen moeten beantwoorden aan de voorschriften van artikel 11.

Art. 11. § 1. De verbindingen cursus/ambt zijn uniek voor alle cursussen die een rechtstreeks verband hebben met de specificiteit van een ambt zoals bepaald in artikel 2, 6° van dit decreet.

Dat rechtstreekse verband wordt gelegd op grond van de verplichte leerinhoud en de te bereiken competenties per discipline.

Die uniciteit komt, in het in artikel 10 bedoelde besluit van de Regering, tot uiting door middel van een eenduidige verbinding tussen een cursus en een onderwijzend ambt.

§ 2. Wanneer, op grond van de verplichte leerinhoud en van de te bereiken competenties per discipline, het rechtstreekse verband niet op eenduidige wijze kan worden gelegd tussen de cursus en het ambt, kan een multipele verbinding cursus/ambt worden voorgesteld.

Elk verbonden ambt moet een wezenlijk verband aantonen tussen de verplichte leerinhoud, de te bereiken competenties per discipline en het profiel van de bekwaamheidsbewijzen die voor elk van die ambten worden vastgesteld.

Dat wezenlijke verband kan ook worden gelegd tussen het profiel van de bekwaamheidsbewijzen van een ambt en de finaliteit van de gegroepeerde optie of de afdeling waarvan de cursus deel uitmaakt.

Die multipele verbinding cursus/ambt komt, in het in artikel 10 bedoelde besluit van de Regering, tot uiting door middel van de verbinding van één zelfde cursus met verschillende ambten.

Art. 12. § 1. Uiterlijk op 31 januari van elk schooljaar leggen de Diensten van de Regering, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan of elke in artikel 10, § 2, derde lid, bedoelde inrichtende macht de Commissie de aanvragen om wijziging van hun verbindingen cursus/ambt voor.

Elke aanvraag om overname door een net, de Franse Gemeenschap, of een inrichtende macht die niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- of coördinatieorgaan, van een unieke of multipele verbinding cursus/ambt die reeds wordt gebruikt door een ander onderwijsnet, de Franse Gemeenschap of een inrichtende macht die niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- of coördinatieorgaan, moet niet worden gemotiveerd bij de Commissie.

Naast de in het vorige lid bedoelde hypothese, moet elke aanvraag om wijziging van een bestaande unieke of multipele verbinding, aantonen dat ze de bepalingen van artikel 11 naleeft, door middel van argumenten die bij de aanvraag worden gevoegd.

De Commissie spreekt zich uit voor 15 maart van het jaar dat voorafgaat aan de inwerkingtreding die wordt aangevraagd door het onderwijsnet, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of de inrichtende macht die niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- of coördinatieorgaan.

De bij dit artikel bepaalde procedure is alleen van toepassing op de verbindingen cursus/ambt waarvoor de verbindingen cursus/ambt die gemeenschappelijk zijn voor het geheel van de onderwijsnetten, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij het vertegenwoordigings- of coördinatieorgaan, bedoeld in artikel 39, tweede lid, 2°, van dit decreet, nog niet in werking zijn getreden.

§ 2. In afwijking van de vorige paragraaf, voor het onderwijs voor sociale promotie, kunnen de aanvragen om wijziging van de verbindingen cursus/ambt te allen tijde gedurende het schooljaar worden ingediend. In dat geval beschikt de Commissie over dertig dagen om zich over het dossier uit te spreken.

§ 3. De datum van uitwerking van de wijziging van de in de §§ 1 en 2 bedoelde verbindingen cursus/ambt wordt vastgesteld op de eerste organisatie van het betrokken onderwijs volgens op de goedkeuring door de Regering na het door de Commissie uitgebrachte advies te hebben ingewonnen.

§ 4. De in § 1 vastgestelde procedure en termijnen zijn ook van toepassing bij elke invoering van een nieuwe cursus in een uurrooster of een bestaande onderwijseenheid, of bij de vaststelling van een nieuw uurrooster of een nieuwe onderwijseenheid.

Art. 13. § 1. Elke inrichtende macht moet haar verbindingen cursus/ambt opnemen in deze die in aanmerking worden genomen door het onderwijsnet waartoe ze behoort.

§ 2. Vanaf het schooljaar 2016-2017, met het oog op de organisatie van elk schooljaar, voor elke multipele verbinding cursus/ambt van het referentiesysteem dat op haar schoolstructuren betrekking heeft, moet elke inrichtende macht, uiterlijk op 30 juni van het voorafgaande schooljaar, haar effectieve activeringen aan het bestuur laten kennen.

De in het vorige lid bedoelde effectieve activeringen kunnen niet leiden tot de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of tot het gedeeltelijk opdrachtverlies van een in vast verband benoemd of aangeworven personeelslid.

§ 3. Ongeacht de activering die door een inrichtende macht wordt uitgevoerd in het kader van een multipele verbinding cursus/ambt, moet die de aan de terbeschikkingstelling voorafgaande maatregelen en de reffectatieregels waaraan ze onderworpen is, toepassen op het geheel van de ambten die voor die cursussen worden verbonden door het onderwijsnet waartoe het behoort.

Art. 14. Op 15 januari stelt de Commissie zijn jaarlijks verslag betreffende het proces verbinding cursus/ambt op.

Dat verslag stelt inzonderheid een analyse van de multipele verbindingen cursus/ambt voor.

De Commissie stelt de Regering, met uitwerking op 1 september van het volgende schooljaar, de afschaffing voor, binnen het referentiesysteem dat eigen is aan het onderwijsnet, aan het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of aan de inrichtende macht die niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, van

elke niet geactiveerde verbinding van een multiple verbinding cursus/ambt gedurende de drie voorafgaande jaren. Het betrokken onderwijsnet, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of de inrichtende macht die niet aangesloten is bij een betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, dat/die, ondanks dit voorstel, de verbinding wenst te behouden, zal voor 15 april de aanvraag van één van de inrichtende machten om die op 30 juni te activeren, moeten voorstellen.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende de bekwaamheidsbewijzen waarvan de titularissen van een ambt houder moeten zijn*

Afdeling I. — Algemeen

Art. 15. Aan elk ambt dat wordt uitgeoefend binnen de inrichtingen en de personeelscategorieën die onder artikel 1 vallen, worden bekwaamheidsbewijzen verbonden waardoor dat ambt in voorkomend geval volgens de specificiteit die eigen is aan dat ambt kan worden uitgeoefend.

Die bekwaamheidsbewijzen worden, behoudens uitzondering, in vier categorieën onderverdeeld: de vereiste bekwaamheidsbewijzen, de voldoende bekwaamheidsbewijzen, de schaarstebekwaamheidsbewijzen en de andere bekwaamheidsbewijzen.

In het secundair onderwijs voor sociale promotie, kan de uitoefening van sommige cursusopdrachten worden toevertrouwd aan deskundigen waarvan het competentieprofiel wordt bepaald door het pedagogische dossier van de onderwijsseenheid waarin ze worden uitgeoefend.

Art. 16. § 1. De vereiste bekwaamheidsbewijzen, de voldoende bekwaamheidsbewijzen en de schaarstebekwaamheidsbewijzen worden voor elk ambt door de Regering vastgesteld, na advies van de Commissie. De besluiten die overeenkomstig dit artikel worden goedgekeurd, worden het Parlement ter bevestiging voorgelegd binnen de twaalf maanden volgend op de goedkeuring ervan. Als die bevestiging niet wordt verleend, houden ze op uitwerking te hebben bij het verstrijken van die termijn.

In afwijking van het vorige lid, voor het besluit van de Regering tot vaststelling van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, de voldoende bekwaamheidsbewijzen en de schaarstebekwaamheidsbewijzen die vóór 1 september 2014 werden goedgekeurd, geldt het voorafgaande advies van een werkgroep waarvan de samenstelling en de werkingsregels in overeenstemming zijn met die van de Commissie, zoals bedoeld in de artikelen 42, 46 en 47 van dit decreet, als voorafgaand advies van de Commissie. Die werkgroep wordt voorgezeten door de Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie of diens afgevaardigde.

Onverminderd de bepalingen betreffende de beheersing van de immersietaal bepaald bij het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs, zijn de bekwaamheidsbewijzen voor de taalbadambten deze die bepaald zijn voor de overeenstemmende ambten die buiten het taalbadkader worden uitgeoefend.

§ 2. Alleen de diploma's, brevetten, getuigschriften of specialisaties die door de Franse Gemeenschap worden uitgereikt, of die gelijkwaardig zijn, die door de Franse Gemeenschap worden erkend of gelijkgesteld, kunnen worden toegelaten als bestanddeel van het bekwaamheidsbewijs.

§ 3. Voor de categorie vereiste bekwaamheidsbewijzen, rust de vereiste geschikte competentie op de volgende bestanddelen:

- 1° een competentie betreffende een discipline, verworven en bekrachtigd door een bekwaamheidsbewijs;
- 2° een pedagogische competentie die eigen is aan het hierboven vermelde bekwaamheidsbewijs of die afzonderlijk in een bekwaamheidsbewijs werd verworven;
- 3° in voorkomend geval, wanneer de verplichte leerinhouden en de competenties betreffende de disciplines dit rechtvaardigen, een nuttige ervaring zoals bepaald in artikel 20.

§ 4. Voor de categorie voldoende bekwaamheidsbewijzen, rust de vereiste voldoende competentie altijd op een competentie betreffende een discipline, die als voldoende wordt beschouwd, en een pedagogische competentie, vastgesteld volgens dezelfde procedures als het vereiste bekwaamheidsbewijs, alsook, als de verplichte leerinhouden en de competenties betreffende een discipline dit rechtvaardigen, een nuttige ervaring.

In afwijking van het vorige lid, na advies van de Commissie, wordt als voldoende beschouwd, het diploma van master zonder pedagogisch bestanddeel, wanneer dat diploma van master met een pedagogisch bestanddeel als vereist wordt beschouwd.

Bij de inwerkingtreding van dit decreet, wordt de vermelding van dat diploma van master als voldoende bekwaamheidsbewijs in het in artikel 7 bedoelde besluit van de Regering geacht een gunstig advies van de Commissie te hebben gekregen.

§ 5. Voor de categorie schaarstebekwaamheidsbewijzen, rust de vereiste minimale competentie ofwel op een verbinding met het vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijs die de toegang tot deze mogelijk maakt, ofwel op een mogelijke gelijkstelling met een voldoende bekwaamheidsbewijs volgens de in artikel 37 nader bepaalde regels.

§ 6. In geval van schaarste van elke houder van door de Regering vastgestelde bekwaamheidsbewijzen, wordt de Commissie ertoe gemachtigd momenteel andere bekwaamheidsbewijzen toe te laten volgens door de Regering nader te bepalen regels.

Die andere bekwaamheidsbewijzen openen voor de houders ervan geen statutair recht behalve als dat bekwaamheidsbewijs in de bekwaamheidsbewijzen wordt opgenomen gelet op de actie van de Commissie bij de uitoefening van haar opdrachten zoals bepaald in artikel 39, 3°.

Afdeling II. — Bepalingen betreffende de pedagogische bekwaamheidsbewijzen die een bestanddeel van een bekwaamheidsbewijs zijn

Art. 17. § 1. Voldoet aan de voorwaarde inzake bezit van het pedagogische bestanddeel van een bekwaamheidsbewijs:

- 1° op het niveau van het kleuteronderwijs:
 - a) de onderwijzer kleuteronderwijs en
 - b) voor sommige door de Regering te bepalen ambten, de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs (GHSO) of master met didactische finaliteit) alsook sommige afdelingen die ressorteren onder de aggregatie voor het lager secundair onderwijs (GLSO) alsook het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid (GPB);
- 2° op het niveau van het lager onderwijs:
 - a) de onderwijzer lager onderwijs en

b) voor sommige door de Regering te bepalen regels, de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs (GHSO of master met didactische finaliteit);

3° op het niveau van het lager secundair onderwijs :

a) de aggregatie voor het lager secundair onderwijs (GLSO);

b) het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid (GPB) en het getuigschrift van middelbare technische normaalleergangen (GMTN) voor de bekwaamheidsbewijzen waarvan het bestanddeel "competentie betreffende een discipline" geen toegang verleent tot de GLSO of de GHSO;

4° op het niveau van het hoger secundair onderwijs :

a) de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs (GHSO of master met didactische finaliteit);

b) het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid (GPB) en het getuigschrift van middelbare technische normaalleergangen (GMTN) voor de bekwaamheidsbewijzen waarvan het bestanddeel "competentie betreffende een discipline" geen toegang verleent tot de GHSO.

Voor het onderwijzend ambt van begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, vermeld in artikel 5, zesde lid, levert het geheel van de in 3° en 4° pedagogische bekwaamheidsbewijzen het bewijs van het bezit van het geschikte pedagogische bestanddeel.

§ 2. Het pedagogische bestanddeel dat geschikt is voor een bepaald niveau geldt ook voor het onmiddellijk lagere niveau, wanneer dit bestaat, en voor het onmiddellijk hogere niveau, wanneer dit bestaat.

Voor de toepassing van het vorige lid, worden de in § 1 bedoelde niveaus beschouwd als gerangschikt in 1° tot 4° in stijgende volgorde van de niveaus.

In afwijking van het eerste lid, wordt het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs alleen voor het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie als aangepast geacht.

§ 3. Op gezamenlijk advies van de Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs (ARES) en van de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie, stelt de Regering de voorwaarden vast waaronder de houders van een master die toegang verleent tot de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs, om te voldoen aan de voorwaarde inzake bezit van het pedagogische bestanddeel, zich zullen kunnen inschrijven in de afdeling van een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie die door een GPB wordt bekrachtigd. In dat geval alleen, moet het GPB worden uitgereikt door een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie in co-diplomerings met een Universiteit, volgens de regels die inzonderheid bepaald zijn in de artikelen 81 en 82 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Onder die voorwaarden komen minstens de twee volgende voorwaarden voor :

1° de master moet uitgereikt zijn sedert ten minste vijf jaar op het ogenblik van de inschrijving voor de geïntegreerde proef van de afdeling die door het GPB wordt bekrachtigd. Die termijn moet een totaal van minstens 5 jaar omvatten gedurende welke de houder van de master geen leraar was;

2° bij het dossier van de student moet een dossier worden gevoegd dat aantoont dat de praktische organisatie van de afdeling die door het GPB wordt bekrachtigd die blijkbaar toegankelijker maakt dan de aggregatie.

Art. 18. § 1. Iedere houder van een in artikel 17, § 1, 1°, a) bedoeld pedagogisch bekwaamheidsbewijs, die, voor de uitoefening van een ambt op hetzelfde niveau of op het onmiddellijk hoger niveau, een andere competentie betreffende een discipline in de zin van artikel 16 bezit of verwerft, zal voldoen aan de voorwaarde inzake bezit van het bestanddeel "pedagogische competentie".

§ 2. Iedere houder van een in artikel 17, § 1, 2°, a) bedoeld pedagogisch bekwaamheidsbewijs, die, voor de uitoefening van een ambt op hetzelfde niveau of op het onmiddellijk lager of hoger niveau, een andere competentie betreffende een discipline in de zin van artikel 16 bezit of verwerft, zal voldoen aan de voorwaarde inzake bezit van het bestanddeel "pedagogische competentie".

§ 3. Iedere houder van een in artikel 17, § 1, 3° bedoeld pedagogisch bekwaamheidsbewijs, die, voor de uitoefening van een ambt op hetzelfde niveau of op het onmiddellijk lager of hoger niveau, een andere competentie betreffende een discipline in de zin van artikel 16 bezit of verwerft, zal voldoen aan de voorwaarde inzake bezit van het bestanddeel "pedagogische competentie".

§ 4. Iedere houder van een in artikel 17, § 1, 4° bedoeld pedagogisch bekwaamheidsbewijs, die, voor de uitoefening van een ambt op hetzelfde niveau of op het onmiddellijk lager of hoger niveau, een andere competentie betreffende een discipline in de zin van artikel 16 bezit of verwerft, zal voldoen aan de voorwaarde inzake bezit van het bestanddeel "pedagogische competentie".

Art. 19. § 1. Wanneer de module voor de opleiding tot de pedagogie van het lager secundair onderwijs bedoeld in artikel 23, 1°, van het decreet van 30 april 2009 houdende uitvoering van het Protocol van akkoord van 20 juni 2008 gesloten voor de periode 2009-2010 met de representatieve vakverenigingen van de onderwijssector een element uitmaakt van het bestanddeel "pedagogische competentie" van een bekwaamheidsbewijs dat vereist is voor een ambt op dat niveau, moet hij altijd gepaard gaan met een anciënniteit in het ambt van 300 dagen, gepresteerd als hoofdambt bij een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichting, berekend volgens de in § 2 nader bepaalde regels.

§ 2. Worden enkel in aanmerking genomen, de werkelijke en gesubsidieerde diensten, alsook de verlofperiodes die worden gelijkgesteld met de dienstactiviteit en de periodes van terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid.

Het aantal dagen die als tijdelijk personeelslid werden gepresteerd in een ambt met volledige prestaties, wordt gevormd door alle dagen vanaf het begin tot het einde van de dienstactiviteit, met inbegrip van, als ze in die periode worden opgenomen, de ontspanningsverloven en de winter- en voorjaarsvakantie.

De dagen die werden verworven als vastbenoemd personeelslid in een ambt met volledige prestaties worden opgeteld vanaf het begin tot het einde van een ononderbroken periode van dienstactiviteit, zomervakantie inbegrepen.

De diensten die werden gepresteerd in een ambt met onvolledige prestaties dat minstens de helft van het aantal uren die vereist zijn voor het ambt met volledige prestaties tellen, worden in aanmerking genomen op dezelfde wijze als de diensten die in een ambt met volledige prestaties werden gepresteerd.

Het aantal dagen die werden gepresteerd in een ambt met onvolledige prestaties dat niet de helft van het aantal dat vereist is voor het ambt met volledige prestaties telt, wordt met de helft verminderd.

Het aantal dagen die werden gepresteerd in twee of meer ambten met onvolledige prestaties, die gelijktijdig werden uitgeoefend, kan nooit hoger zijn dan het aantal dagen die werden gepresteerd in een ambt met volledige prestaties die tijdens dezelfde periode werden uitgeoefend.

§ 3. Wanneer de in aanmerking genomen 300 dagen werden gepresteerd bij één zelfde inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs, of binnen één zelfde inrichting, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, neemt de inrichtende macht of de inrichting zelf die anciënniteit in aanmerking. Wanneer ze wordt verworven bij één of meer andere inrichtende machten van hetzelfde vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan of van verschillende organen, reikt de beslissingsraad bedoeld in artikel 48, die wordt belast met de uitoefening van de in artikel 39, 7° bedoelde opdracht, een attest uit dat de in § 2 vermelde berekening bekrachtigt op grond van een dienststaat die wordt ingediend door de persoon die deze bepaling geniet.

§ 4. In afwijking van § 1, worden de geldelijke gevolgen in verband met de module voor de opleiding tot de pedagogie van het lager secundair onderwijs verworven zodra die module gevolgd is.

Afdeling III. — Bepalingen betreffende de nuttige ervaring die een bestanddeel is van het bekwaamheidsbewijs

Art. 20. In het kader van de toepassing van deze afdeling, wordt de nuttige ervaring bedoeld in artikel 16, § 3, 3°, en § 4, eerste lid, als die vereist is, gevormd door de tijd die werd doorgebracht ofwel in een openbare of private dienst of inrichting, ofwel voor eigen rekening, ofwel gedeeltelijk in het onderwijs. De duur van die nuttige ervaring is, wanneer die vereist is, vastgesteld overeenkomstig artikel 21.

Art. 21. § 1. De nuttige ervaring is 12 maanden voor een geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, wanneer hij zijn ambt in de hogere graad van het secundair onderwijs presteert.

§ 2. Wanneer het brevet van het hoger onderwijs, het diploma van bachelor of het diploma van master worden opgenomen als bekwaamheidsbewijzen die vereist zijn voor een ambt, is de nuttige ervaring van het beroep 12 maanden.

Als die bekwaamheidsbewijzen als voldoende bekwaamheidsbewijzen worden gerangschikt, wordt die nuttige ervaring op 24 maanden gebracht.

§ 3. De nuttige ervaring is 18 maanden voor het kwalificatiegetuigschrift van het hoger secundair onderwijs, het brevet hoger onderwijs, het diploma van bachelor of master, wanneer die bekwaamheidsbewijzen als schaarstebekwaamheidsbewijs worden gerangschikt.

§ 4. De nuttige ervaring is 36 maanden voor een kwalificatiegetuigschrift hoger secundair onderwijs, samen met een getuigschrift secundair onderwijs, wanneer het als een vereist bekwaamheidsbewijs wordt gerangschikt.

Wanneer datzelfde kwalificatiegetuigschrift, samen met een getuigschrift hoger secundair onderwijs, als voldoende bekwaamheidsbewijs wordt gerangschikt, is zijn nuttige ervaring 24 maanden.

§ 5. De nuttige ervaring is 36 maanden voor een kwalificatiegetuigschrift hoger secundair onderwijs, zonder getuigschrift hoger secundair onderwijs, wanneer het als een voldoende bekwaamheidsbewijs wordt gerangschikt.

§ 6. Deze bepaling betreft de bekwaamheidsbewijzen waarvoor de nuttige ervaring zelf erkend wordt als het vereiste bestanddeel "competentie betreffende een discipline". In dat geval wordt het aantal maanden nuttige ervaring van de vakpersoon vastgesteld in de volgende leden.

Het aantal maanden nuttige ervaring is 48, wanneer het, mits het bezit van een getuigschrift secundair onderwijs en een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, als schaarstebekwaamheidsbewijs wordt erkend.

Die nuttige ervaring is 72 maanden, wanneer het, mits het bezit van een getuigschrift hoger secundair onderwijs, als voldoende bekwaamheidsbewijs wordt gerangschikt.

Die nuttige ervaring wordt op 108 maanden gebracht, wanneer de vakpersoon niet in het bezit is van het getuigschrift hoger secundair onderwijs.

Art. 22. Wanneer de nuttige ervaring, overeenkomstig artikel 21, gelijk is aan 12, 18 of 48 maanden, rust ze uitsluitend op de nuttige ervaring betreffende het vak.

In alle in artikel 21 vermelde andere toestanden, kan de nuttige ervaring gedeeltelijk rusten op een nuttige ervaring in het onderwijs volgens de regels die hierna bepaald worden :

1° wanneer de vereiste nuttige ervaring 24 maanden bedraagt, kunnen hoogstens 6 maanden bestaan in een nuttige ervaring in het onderwijs;

2° wanneer de vereiste nuttige ervaring 36 maanden bedraagt, kunnen hoogstens 18 maanden bestaan in een nuttige ervaring in het onderwijs;

3° wanneer de vereiste nuttige ervaring 72 of 108 maanden bedraagt, kan hoogstens één derde bestaan in een ervaring in het onderwijs.

De nuttige ervaring in het onderwijs moet verworven zijn in het(de) ambt(en) waarvoor de inaanmerkingneming van de nuttige ervaring wordt aangevraagd.

Art. 23. § 1. De nuttige ervaring die noodzakelijk is voor de uitoefening van een ander ambt dan een ambt kunstvakken, wordt door de Commissie erkend volgens de in hoofdstuk 5 van dit decreet nader bepaalde regels, inzonderheid artikel 48.

Voor de uitoefening van een ambt kunstvak, beschikt de Commissie opgericht in artikel 100bis van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap over dezelfde bevoegdheden als de in artikel 48 bepaalde beslissingsraad.

In haar beslissing bepaalt de Commissie alle ambten waarvoor die ervaring in aanmerking kan worden genomen; De erkenning van de ervaring kan vóór elke aanwerving worden verworven.

Binnen hoogstens vier maanden volgend op de datum van ontvangst van de aanvraag, ofwel spreekt de kamer van de in artikel 48 bedoelde Commissie, of, als het gaat om een ambt kunstvakken, de Commissie bedoeld in artikel 100bis van het voormelde decreet van 2 juni 1998,

1° haar beslissing uit;

2° ofwel verwittigt ze de aanvrager dat ze niet beschikt over voldoende gegevens die haar in de mogelijkheid stellen om haar beslissing te nemen. De aanvrager beschikt dan over een termijn van dertig werkdagen te rekenen vanaf de bekendmaking om bijkomende gegevens aan de Commissie mee te delen. In dat geval is de Commissie ertoe gehouden haar beslissing te nemen binnen de zes maanden volgend op de datum van ontvangst van de oorspronkelijke aanvraag.

Binnen de twee maanden volgend op de beslissing van de Commissie, wordt de administratieve akte waarbij de procedure wordt bekrachtigd, door de Voorzitter van de Commissie meegedeeld.

§ 2. Voor de uitoefening van een ambt kunstvak, wordt de nuttige ervaring die door de Commissie wordt erkend, in aanmerking genomen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

Voor de uitoefening van een ambt kunstvak, wordt de nuttige ervaring die erkend wordt door de Commissie opgericht in artikel 100 bis van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap in aanmerking genomen in het onderwijs met volledig leerplan.

§ 3. De geldelijke valorisatie van de nuttige ervaring in een vak beantwoordt aan de voorschriften bepaald in artikel 17 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

Art. 24. § 1. Wanneer de nuttige ervaring rust op een beroepservaring die werd verworven bij een openbare of private werkgever, en wanneer ze rust op diensten die werden gepresteerd in een familiale onderneming of wanneer ze voortvloeit uit activiteiten die als zelfstandige werden uitgeoefend, wordt ze aangetoond door attesten of verklaringen betreffende diensten die worden opgesteld overeenkomstig de door de Regering vast te stellen modellen.

In afwachting van de uitvoering van deze bepaling, blijven de modellen gevoegd bij het ministerieel besluit van 12 april 1969 houdende de regelen tot staving van de nuttige ervaring bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, van toepassing.

§ 2. Wanneer de nuttige ervaring betrekking heeft op kunst- of sportactiviteiten, moet de aanvraag alle gegevens bevatten die het de bevoegde overheid mogelijk maken om haar beslissing met kennis van zake te nemen alsook de stukken tot staving van die gegevens, namelijk :

1° een afschrift van de bekwaamheidsbewijzen (diploma, gelijkwaardigheid, bekendheid...) waarvan de verzoeker houder is;

2° zijn curriculum vitae;

3° elk document dat het bewijs levert van de ervaring op het gebied van de specialiteit betreffende de kunst- of sportloopbaan van de kandidaat, zijn verdiensten, zijn beroepservaring en zijn kunst- of sportpraktijk waarvoor de aanvraag wordt ingediend, zoals : motivatiebrief, aanbevelingsbrief, publicaties, artikelen of gedateerde perskriftieken, tewerkstellingsattest, arbeidsovereenkomst, programma's van opvoeringen of sportevenementen, CD, CDROM, Internetsite, reproducties van werken, attesten van stages, stagemeesters, verantwoording en verklaringen betreffende verschillende ervaringen.

Afdeling IV. — Voorrangverlening aan nieuwaanwervingen

Art. 25. Onder nieuwaanwervingen worden verstaan, alle wervingen van kandidaten in betrekkingen die toe te kennen zijn in bepaalde ambten die niet kunnen worden toevertrouwd door de overheid, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of door de inrichtende macht, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, aan personeelsleden met inachtneming van de volgorde van toekenning van de door elk administratief statuut vastgestelde betrekkingen.

Elke aanwerving van een niet prioritair tijdelijk personeelslid is een nieuwaanwerving.

Art. 26. De nieuwaanwervingen worden uitgevoerd door voorrang te verlenen aan de categorie van de houders van vereiste bekwaamheidsbewijzen boven die van de houders van voldoende bekwaamheidsbewijzen, aan de categorie van de houders van de voldoende bekwaamheidsbewijzen boven die van de houders van schaarstebekwaamheidsbewijzen, en aan de categorie van de houders van schaarstebekwaamheidsbewijzen boven die van houders van elk ander bekwaamheidsbewijs.

Onder de houders van bekwaamheidsbewijzen van één zelfde categorie, geschiedt de keuze overeenkomstig de toepasselijke statutaire regels.

Onderafdeling I. — Algemene bepalingen betreffende de voorrangverlening aan nieuwaanwervingen

Art. 27. De diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap stellen de schoolvoorzieningen en de overheden die bevoegd zijn voor de werving, een software ter beschikking die zich baseert op een databank die een repertoire van de kandidaten voor de verschillende ambten opmaakt met vermelding van de bekwaamheidsbewijzen waarvan ze houder zijn.

Art. 28. De databank waarvan sprake in artikel 27 vermeldt inzonderheid :

1° de netoverschrijdende lijst van de ambten, met inbegrip van de ermee gepaard gaande specificiteiten voor wat de onderwijzende ambten betreft;

2° voor elk onderwijsnet, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of voor elke inrichtende macht die niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, de verbindingen cursus/ambt;

3° de bekwaamheidsbewijzen die naast elk ambt worden vermeld;

4° de weddeschalen in verband met de bekwaamheidsbewijzen.

Art. 29. § 1. Elke inrichtende macht die geen gekwalificeerde nieuwaanwerving-betrekking kan toekennen in de zin van artikel 25, volgens de in artikel 26 vermelde voorrangregels of met inachtneming van de bijzondere regels of afwijkingsregels bedoeld in de artikelen 30 tot 35, moet, vóór elke aanstelling of aanwerving van een houder van bekwaamheidsbewijzen van een lagere voorrangscategorie, de databank raadplegen die haar door de Regering ter beschikking wordt gesteld.

§ 2. Voor de nieuwaanwervingen in de tijdelijk of definitief vacante betrekkingen, die worden uitgevoerd met het oog op het begin van het schooljaar, moet de raadpleging plaatsvinden na :

1° 30 april van het voorafgaande schooljaar, voor het leerplichtonderwijs en voor de afdelingen van het onderwijs voor sociale promotie die in september van start gaan;

2° 31 oktober, voor de afdelingen van het onderwijs voor sociale promotie die in januari van start gaan.

Voor de toepassing van het vorige lid, gaat het om elke aanwerving waarvoor het ambt wordt uitgeoefend vanaf de maand september in de situaties in verband met het eerste lid, 1°, en gedurende de maand januari, voor die in verband met het eerste lid, 2°.

In het onderwijs voor sociale promotie, zal de raadpleging, voor het geheel van de onderwijseenheden waaruit een georganiseerde afdeling bestaat, kunnen geschieden van september tot augustus in het geval van het eerste lid, 1°, of van januari tot december in het geval van het eerste lid, 2°.

§ 3. Voor de nieuwaanwervingen in de tijdelijk of definitief vacant geworden betrekkingen, met een duur van minstens 5 dagen tot hoogstens 105 kalenderdagen, die in de loop van het schooljaar begint, moet de raadpleging, voor alle onderwijsnetten, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, ten vroegste binnen de 15 schoolwerkdagen voorafgaande aan de inambtstreding, geschieden.

In afwijking daarvan, in het onderwijs voor sociale promotie :

1° vanaf 1 oktober, voor de in § 1, eerste lid, 1° bedoelde afdelingen, voor de nieuwaanwervingen in de tijdelijk of definitief vacant geworden betrekkingen, in de loop van het schooljaar, voor het geheel van de onderwijseenheden waaruit een afdeling bestaat, moet de raadpleging, voor alle onderwijsnetten, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, ten vroegste binnen de 60 werkdagen voorafgaande aan de opening van de eerste betrokken onderwijseenheid, geschieden;

2° vanaf 1 februari, voor de in § 1, eerste lid, 2° bedoelde afdelingen, voor de nieuwaanwervingen in de tijdelijk of definitief vacant geworden betrekkingen, in de loop van het burgerlijk jaar, voor het geheel van de onderwijseenheden waaruit een afdeling bestaat, moet de raadpleging, voor alle onderwijsnetten, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, ten vroegste binnen de 60 werkdagen voorafgaande aan de opening van de eerste betrokken onderwijseenheid, geschieden.

In afwijking van het eerste lid van deze paragraaf, in het onderwijs voor sociale promotie, voor de nieuwaanwervingen in de tijdelijk of definitief vacant geworden betrekkingen, voor de onderwijseenheden die geen bestanddeel van een afdeling zijn, moet de raadpleging, voor alle onderwijsnetten, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, ten vroegste binnen de 30 werkdagen voorafgaande aan de opening van de eerste betrokken onderwijseenheid, geschieden.

§ 4. Voor de nieuwaanwervingen in de tijdelijk of definitief vacant geworden betrekkingen, met een duur van meer dan 105 kalenderdagen, die in de loop van het schooljaar begint, moet de raadpleging, voor alle onderwijsnetten, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, ten vroegste binnen de 30 schoolwerkdagen voorafgaande aan de inambtstreding, geschieden.

In afwijking van het vorige lid, in het onderwijs voor sociale promotie, voor de nieuwaanwervingen in de tijdelijk of definitief vacant geworden betrekkingen, voor het geheel van de onderwijseenheden die bedoeld zijn bij een overeenkomst in de zin van artikel 115 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, moet de raadpleging, voor alle onderwijsnetten, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, ten vroegste binnen de 30 werkdagen voorafgaande aan de opening van de eerste betrokken onderwijseenheid, geschieden.

§ 5. Op basis van die raadpleging, legt de gesubsidieerde inrichtende macht de diensten van de Regering het bewijsstuk voor dat vereist is zowel voor de inachtneming van de in de §§ 2 tot 4 bepaalde regels als om het bewijs te leveren van het gebrek aan kandidaten die beantwoorden aan de werkelijk uitgevoerde raadplegingsakten.

Het in het vorige lid bedoelde bewijsstuk moet het geheel van de kandidaten vermelden die beschikbaar zijn op de raadplegingsdatum en die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van de categorie(ën) die hoger is(zijn) dan de categorie waartoe de aangeworven persoon behoort. Om te bewijzen dat een kandidaat niet beschikbaar is, moet men aantonen dat hij niet antwoordt op een werkelijk aanbod of moet men verwijzen naar één van de in de artikelen 30 tot 35 van dit decreet bedoelde situaties.

Onderafdeling II. — Bijzondere bepalingen betreffende de voorrangregels

Art. 30. De tot aanwerven bevoegde overheid kan ten aanzien van een kandidaat de afwijking van artikel 26 laten gelden om de volgende redenen :

1° tegen de kandidaat, als tijdelijk personeelslid, wordt of werd, binnen de inrichtende macht, de volgende sanctie genomen : afdanking met opzeggingstermijn of wegens een zware tekortkoming;

2° tegen de kandidaat, als vast benoemd personeelslid, wordt of werd één van de volgende sancties genomen : afdanking wegens een zware tekortkoming, afzetting, schorsing bij tuchtmaatregel, terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel, terugzetting in graad bij tuchtmaatregel of ontslag bij tuchtmaatregel;

3° tegen de kandidaat worden de volgende sancties genomen : preventieve schorsing, verantwoord door een tenlastelegging, een betichting in het kader van strafvervolgingen, een niet definitieve strafveroordeling waartegen het personeelslid gebruik heeft gemaakt van zijn gewone beroepsrechten;

4° over de kandidaat wordt of werd een ongunstig schriftelijk verslag uitgebracht, door het personeelslid gevisieerd. Die rechtvaardiging kan als verwijderingsreden alleen worden aangevoerd door één zelfde inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs, of voor één zelfde aanstelling, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs;

5° de kandidaat heeft geen onberispelijk gedrag;

6° de kandidaat stemt niet in met de specificiteiten van het pedagogisch en/of educatief project van de inrichtende macht en/of stemt niet in met het arbeidsreglement;

7° de kandidaat heeft niet geantwoord op het betrekkingaanbod, dat hem door de inrichtende macht werd voorgelegd, binnen de 24 uur, begrepen in de schoolwerkdagen, ingeval van aanstelling voor een periode van 5 tot 10 dagen, of binnen de drie werkdagen, waarvan minstens één schoolwerkdag, in geval van aanstelling voor een periode van meer dan 10 dagen.

De kandidaat bevestigt op erewoord dat hij zich niet bevindt in één van de in de punten 1° tot 3° vermelde beperkingen.

Art. 31. De tot aanwerven bevoegde overheid kan het niet in acht nemen van de regels inzake voorrang ten aanzien van een kandidaat rechtvaardigen, wanneer ze de volgende situaties aanvoert :

1° het bestaan van een onverenigbaarheid inzake uurrooster na 15 oktober van het schooljaar of gedurende het gehele schooljaar voor het onderwijs voor sociale promotie, vastgesteld door het orgaan voor plaatselijke democratie. Voor de toepassing van die uitzondering, kan rekening worden gehouden met de urenblokken van het uurrooster;

2° de verwijdering van de kandidaat die blijkbaar niet past bij het wervingsgesprek. De rechtvaardiging waarvan de kandidaat een exemplaar moet krijgen, moet door de kandidaat worden gevisieerd. Die verplichting wordt als vervuld geacht zodra de inrichtende macht het bewijs levert dat de aanvraag om visum aan de kandidaat werd gericht.

Onderafdeling III. — Bepalingen tot afwijking van de voorrangsregels

Art. 32. § 1. Bij wijze van afwijking, op het gebied van de voorrangverlening aan de houders van vereiste bekwaamheidsbewijzen boven de houders van voldoende bekwaamheidsbewijzen, kan een tijdelijke niet prioritaire houder van een voldoende bekwaamheidsbewijs opnieuw worden aangesteld of aangeworven, gedurende het lopende schooljaar of het volgende schooljaar, in hetzelfde ambt, onder dezelfde voorwaarde : dat ambt hebben uitgeoefend, in verhouding tot een ambt met volledige of onvolledige prestaties, dat minstens de helft van de uren telt die vereist zijn voor de uitoefening van een ambt met volledige prestaties voor het onderwijs met volledig leerplan en alternerend onderwijs, in de loop van het voorafgaande schooljaar gedurende 150 dagen voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en het officieel gesubsidieerde onderwijs, 180 dagen, voor het vrij gesubsidieerde onderwijs, berekend volgens de statutaire regels.

Betreffende het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt de benedengrens voor de hierboven vermelde prestaties vastgesteld op 240 lestijden.

§ 2. De uitoefening van die afwijking kan geen nadeel veroorzaken ten aanzien van een personeelslid dat houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs voor dat zelfde ambt, dat kandidaat is voor dat ambt, dat dit ambt uitoefent of heeft uitgeoefend binnen de inrichtende macht in verhouding tot minstens een halve opdracht en dezelfde anciënniteitsvoorwaarden, die echter werden verworven gedurende de laatste drie schooljaren.

Art. 33. § 1. In afwijking daarvan, kan de opdracht van een personeelslid dat houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs en dat in vast verband benoemd of aangeworven is, dat één of meer onderwijzende ambten met onvolledige prestaties heeft uitgeoefend die in totaal minstens de helft van het aantal uren die vereist zijn voor de uitoefening van een ambt met volledige prestaties gedurende het voorafgaande of lopende schooljaar uitmaken, worden uitgebreid tot een ambt waarvoor het een voldoende bekwaamheidsbewijs bezit.

Die afwijking is eveneens van toepassing ten voordele van een personeelslid dat houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs en dat in vast verband benoemd of aangeworven is, dat één of meer onderwijzende ambten met onvolledige prestaties in het secundair onderwijs voor sociale promotie uitoefent, voor een totaal van minstens 240 lestijden.

§ 2. De in § 1 van dit artikel vermelde bepalingen zijn ook van toepassing op het personeelslid dat houder van een vereist bekwaamheidsbewijs en dat als prioritaair tijdelijk personeelslid aangesteld of aangeworven is, met het oog op een uitbreiding van zijn opdracht in een ambt waarvoor het een voldoende bekwaamheidsbewijs bezit, op voorwaarde dat het in het voorafgaande schooljaar of gedurende het lopende schooljaar het ambt heeft uitgeoefend waarvoor het een vereist bekwaamheidsbewijs bezit gedurende het aantal dagen en het opdrachtvolume vermeld in artikel 32.

§ 3. De in § 2 vermelde bepalingen zijn van toepassing op het personeelslid dat houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs en dat tijdelijk wordt aangesteld of aangeworven, maar de uitoefening van die afwijking kan geen nadeel veroorzaken voor een personeelslid dat houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs voor dat zelfde ambt, dat kandidaat is voor dat ambt, het uitoefent of heeft uitgeoefend binnen de inrichtende macht, onder dezelfde voorwaarden inzake anciënniteit, die echter gedurende de laatste drie schooljaren werd verworven.

Art. 34. Om te voldoen aan de toepassing van artikel 13 *bis* van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving en van artikel 12 *bis* van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, kan een afwijking van de in artikel 26 vermelde voorrangregels worden toegekend aan een houder van een voldoende bekwaamheidsbewijs in de organisatie van tweetalige klassen Frans – gebarentaal, op voorwaarde dat wordt bewezen dat het beroep op dat voldoende bekwaamheidsbewijs het enige middel is dat het mogelijk maakt om de norm na te leven die wordt vastgesteld ten voordele van de personen met een dovencultuur.

Onderafdeling IV. — Bepalingen tot afwijking van de voorrangregels met betrekking tot sommige ambten die in het gespecialiseerd onderwijs worden uitgeoefend

Art. 35. Een personeelslid dat zijn ambt uitoefent in het gespecialiseerd onderwijs van de typen 6 en 7 of in het gespecialiseerd onderwijs, georganiseerd met toepassing van de artikelen 8 *bis* en 8 ter van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs dat voor zijn ambt houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereist bekwaamheidsbewijs, kan tijdelijk worden aangesteld of aangeworven in afwijking van de in artikel 26 vermelde voorrangregels, op voorwaarde dat het één van de bijzondere competenties bezit die in aanmerking komen voor de werkelijke uitoefening van zijn ambt in dat kader.

Die bijzondere competenties worden bekrachtigd door een vormingsinstelling die door de Regering wordt erkend.

De in aanmerking komende bijzondere competenties worden door de Regering vastgesteld op voorstel van de algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs vermeld in hoofdstuk XIII van het voormelde decreet van 3 maart 2004.

Afdeling V. — Aanvullende statutaire bepalingen in verband met de uitoefening van onderwijzende ambten

Art. 36. § 1. Om zijn statutaire rechten op voorrang te doen gelden bij de aanstelling of aanwerving in tijdelijk verband in het gesubsidieerd onderwijs of aangesteld te worden als prioritair of beschermd tijdelijk personeelslid in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, moet de titularis van een onderwijzend ambt houder zijn van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, dat het bestanddeel “pedagogische competentie” inhoudt en dat voldoet aan de bepaling van artikel 17, rekening houdend met het of de niveau(s) waarin het ambt wordt uitgeoefend.

§ 2. Voor de benoeming of aanwerving in vast verband, bepaald bij de administratieve statuten ten gunste van de titularissen van onderwijzende ambten, houder van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, moet het personeelslid houder zijn van één van de in artikel 17 bedoelde pedagogische bekwaamheidsbewijzen, rekening houdend met het niveau(de niveaus) waarin het ambt wordt uitgeoefend.

Art. 37. § 1. De houders van een schaarstebekwaamheidsbewijs die op een lijst van de Regering worden vermeld en waarvan de competentie betreffende een discipline vermeld wordt als bestanddeel van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, zullen, met inachtneming van de statutaire regels, de in artikel 36 bedoelde statutaire rechten kunnen genieten zodra ze een pedagogisch bekwaamheidsbewijs verwerven dat voldoet aan de bepaling van artikel 17, volgens de in de verschillende statuten bedoelde nadere regels.

§ 2. De houders van een schaarstebekwaamheidsbewijs die op een lijst van de Regering worden vermeld en waarvan de competentie betreffende een discipline niet vermeld wordt als bestanddeel van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, genieten, op hun aanvraag, alle rechten in verband met het bezit van een voldoende bekwaamheidsbewijs, onder de volgende voorwaarden :

1° de verwerving van een in artikel 17 bedoeld pedagogisch bekwaamheidsbewijs, voor deze die daar geen houder van zijn;

2° de verwerving, in voorkomend geval, in schoolinrichtingen van verschillende onderwijsnetten, van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of van inrichtende machten die aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, van een ambtsanciënniteit van minstens 450 dagen, over drie opeenvolgende jaren, gepresteerd en berekend volgens nadere regels die eigen zijn aan elk statuut, met uitzondering van de vermenigvuldiging met 1,2, bedoeld in artikel 29bis, § 1, 2°, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

§ 3. De in dit artikel bedoelde ambtsanciënniteit moet administratief worden bekrachtigd door middel van een dienststaat die wordt overgelegd door de inrichtende macht waarbij de in § 2 bedoelde aanvraag wordt ingediend.

*HOOFDSTUK V. — Netoverschrijdende commissie voor de bekwaamheidsbewijzen**Afdeling I. — Commissie*

Art. 38. Er wordt een netoverschrijdende commissie voor de bekwaamheidsbewijzen opgericht, hierna “Commissie” genoemd.

Afdeling II. — Opdrachten

Art. 39. De Commissie heeft als opdracht, voor elk van de onderwijsnetten, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, de overlegde toepassing van de hervorming van de bekwaamheidsbewijzen en de ambten binnen het in artikel 1 bepaalde toepassingsgebied op te volgen en te vergemakkelijken.

Haar opdrachten zijn inzonderheid de volgende :

1° de Regering de mogelijkheid verschaffen om te zorgen voor de permanente aanpassing van de lijst van ambten aan het vormingsaanbod binnen de schoolinrichtingen;

2° het proces verbinding cursus/ambt evalueren, en, ten aanzien van de Regering, adviezen en voorstellen uitbrengen over inzonderheid de afschaffing van niet gebruikte verbindingen cursus/ambt. Ook in dat kader, zal de Commissie de Regering, met het oog op een inwerkingtreding op 1 september 2016, verbindingen cursus/ambt voorstellen die gemeenschappelijk zijn voor alle onderwijsnetten, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, voor de cursussen die behoren tot de gemeenschappelijke vorming van het secundair onderwijs, en, met het oog op een inwerkingtreding op 1 september 2017, de verbindingen cursus/ambt die gemeenschappelijk zijn voor alle onderwijsambten, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan voor het secundair onderwijs, en voor de cursussen van het secundair onderwijs die niet tot de gemeenschappelijke vorming ressorteren. Als de Commissie geen voorstel doet om de verbindingen cursus/ambt op de hiervoor bepaalde datums in werking te kunnen laten treden, wordt de Regering ertoe gemachtigd met één jaar de datum van inwerkingtreding van de verbindingen cursus/ambt uit te stellen die gemeenschappelijk zijn voor alle onderwijsnetten, het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan;

3° de Regering alle wijzigingen voorstellen die nuttig zijn voor de vaststelling van de vereiste, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijzen, inzonderheid door de inaanmerkingneming van de bekwaamheidsbewijzen, diploma's, brevetten of getuigschriften die in de Franse Gemeenschap worden uitgebracht of door de integratie of nieuwe rangschikking van bekwaamheidsbewijzen;

4° onverminderd de toepassing van artikel 48, het reglementaire kader voorstellen, bestemd om de beslissingen te nemen voor de toelating van andere bekwaamheidsbewijzen dan deze die door de Regering worden bepaald als bekwaamheidsbewijs, om momenteel het hoofd te kunnen bieden aan een schaarste van elk bekwaamheidsbewijs;

5° een advies uitbrengen over de diploma's die worden uitgereikt door de andere Belgische gemeenschappen waarvan het opschrift geen rechtstreekse overeenstemming vertoont met deze die worden uitgereikt door de Franse Gemeenschap voor de uitoefening van een ambt;

6° adviezen uitbrengen over het aanbod inzake pedagogische opleidingen die in aanmerking komen voor de bekwaamheidsbewijzen, om een objectieve kijk te hebben waardoor het mogelijk wordt de middelen te behouden die in overeenstemming zijn met de behoeften, met inachtneming van de artikelen 36 en 37;

7° onverminderd de toepassing van artikel 48, het reglementaire kader voorstellen, bestemd om de beslissingen te nemen om de nuttige ervaring betreffende het beroep of het onderwijs te laten gelden, om een antwoord te brengen op het optreden van de Commissies voor het beheer van de betrekkingen, om dringende adviezen uit te brengen over de

uitbreiding van de erkenning van de nuttige ervaring van een personeelslid dat zich bevindt in de stand terbeschikkingstelling of gedeeltelijk opdrachtverlies, en de in artikel 19, § 3 bedoelde attesten uit te brengen;

8° jaarlijks een reglementair voorstel uitbrengen betreffende de schaarste in sommige ambten volgens de criteria vermeld in artikel 4 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

9° de gegevens verzamelen en analyseren om de Regering en de personen die werkzaam zijn in het onderwijs een duidelijke visie te geven van de ambten, bekwaamheidsbewijzen en de bestanddelen ervan, inzonderheid per niveau, gewest, leefzone, zone, personeelscategorie, schaarstebekwaamheidsbewijs, leeftijdspiramide, aantrekkingskracht van ambten ten opzichte van het potentieel inzake human resources;

10° elke residuele situatie onderzoeken die betrekking heeft op de toepassing van de in dit decreet vermelde overgangsmaatregelen en elke concrete maatregel voorleggen tot wijziging van een decreet of een verordening voor de harmonieuze integratie van de hervorming in het wetgevingskader.

Afdeling III. — Logistieke middelen

Art. 40. Om haar opdrachten uit te oefenen :

1° beschikt de Commissie over een secretariaat waarvan de samenstelling door de Regering wordt vastgesteld. Het is binnen de administratie gevestigd en staat onder het gezag van de voorzitter van de Commissie;

2° beschikt de Commissie over de databank die overeenkomstig artikel 28 wordt samengesteld. Die databank staat onder de verantwoordelijkheid van de voorzitter van de Commissie.

Op voorstel van de voorzitter van de Commissie, wijst de Regering binnen de diensten van de Regering de personen aan die ertoe worden gemachtigd mee te werken aan de toepassing en de exploitatie van die databank. Ze bepaalt, op voorstel van de Commissie, de informatie die kan worden verzameld en opgenomen, het gebruik ervan, en beperkt elke publicatie tot samengevoegde gehelen die geenszins de identificatie van de natuurlijke en rechtspersonen of van de onderwijsinrichtingen waarop de informatie betrekking heeft, mogelijk maakt.

3° baseert de Commissie zich inzonderheid op de werkzaamheden van de kamers bedoeld in de artikelen 48 en 49. Daartoe coördineert ze de werkzaamheden van de voormelde kamers en geeft ze alle instructies en bevelen die nuttig zijn voor de goede werking van hun opdrachten;

4° wordt de Commissie, volgens door de Regering nader te bepalen regels, bijgestaan door het algemeen bestuur onderwijspersoneel en het algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek en het geheel van de eenheden die onder hun bevoegdheid ressorteren alsook door de algemene dienst inspectie en door alle diensten die onder de Franse Gemeenschap ressorteren en een opdracht uitoefenen die in verband staat met de bevoegdheden van de Commissie.

Afdeling IV. — Samenstelling en organisatie

Art. 41. Het voorzitterschap van de Commissie wordt waargenomen door een ambtenaar van rang 16+ van een algemeen bestuur van de onderwijssector.

Art. 42. § 1. De Commissie wordt uit 34 leden samengesteld :

1° de directeur-generaal van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap of diens afgevaardigde;

2° de directeur-generaal van het personeel van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs of diens afgevaardigde;

3° de directeur-generaal van de algemene directie leerplichtonderwijs en/of de directeur-generaal van het niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, of hun respectieve afgevaardigde. Als er wordt gestemd, spreken beide directeurs-generaal zich eenstemmig uit;

4° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst coördinatie, conceptie en sociale betrekkingen of diens afgevaardigde;

5° vijf leden die het gesubsidieerd vrij onderwijs vertegenwoordigen, waaronder een vertegenwoordiger van het niet confessioneel vrij onderwijs :

6° vier leden die het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs vertegenwoordigen;

7° vier leden die het officieel gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen;

8° twaalf leden die de drie representatieve vakorganisaties vertegenwoordigen in verhouding tot een gelijk aantal mandaten;

9° vier leden van de algemene dienst inspectie die door de coördinerende inspecteur-generaal worden aangewezen.

De directeurs-generaal en de in de punten 1 tot 4 bedoelde adjunct-directeur-generaal of hun afgevaardigden kunnen zich laten bijstaan door technici die onder hun algemene directie ressorteren. De in de punten 5 tot 8 bedoelde leden kunnen zich door technici laten bijstaan.

§ 2. Het ondervoorzitterschap van de Commissie wordt voor een periode van twee jaar beurtelings waargenomen door de in de punten 1° en 2° van § 1 bedoelde bestanddelen. De ondervoorzitter neemt het voorzitterschap van de Commissie waar bij verhindering van de voorzitter.

§ 3. Naargelang van de agenda stellen de instellingen en vakorganisaties bedoeld in de punten 5° tot 8° van § 1 hun afvaardiging uit op grond van de lijst van de leden die door de Regering overeenkomstig artikel 43 worden aangewezen.

Art. 43. Om de instellingen en de representatieve vakorganisaties bedoeld in de punten 5° tot 8° in staat te stellen hun afvaardiging aan de agenda aan te passen, wijst de Regering voor iedereen een maximumaantal personen aan, gelijk aan twee keer het aantal leden die voor die afvaardiging worden aangewezen.

Om de aanwijzing van die leden mogelijk te maken, legt elk van de betrokken instellingen, representatieve vakorganisaties en besturen de Regering een lijst voor die hoogstens twee keer meer kandidaten dan voorziene leden tellen.

De leden worden voor een hernieuwbare termijn van vier jaar aangewezen.

Het lid dat ophoudt zijn mandaat uit te oefenen voordat dit eindigt, wordt, voor de nog te dekken periode, vervangen door de persoon die door de Regering wordt aangewezen op grond van de dubbele lijst voorgesteld door de instelling, de representatieve vakorganisatie of het betrokken bestuur ingevolge het vervroegde einde van het mandaat.

Art. 44. Volgens in het huishoudelijk reglement op te nemen nadere regels, kan de Commissie werkgroepen oprichten en samenstellen en een beroep doen op deskundigen. Deze zijn niet stemgerechtigd.

Art. 45. De Commissie staat onder toezicht van een afgevaardigde van de Regering die voor de duur van de legislatuur wordt aangewezen door de minister(s) bevoegd voor het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie.

De afgevaardigde van de Regering woont met adviserende stem de vergaderingen van de Commissie bij en kan de mededeling verkrijgen van elk document dat voor zijn opdracht nuttig is.

De afgevaardigde van de Regering beschikt over een termijn van vier werkdagen om een met redenen omkleed beroep in te dienen tegen elke beslissing van de Commissie die hij in strijd acht met de wetgeving, de geldende administratieve procedures, de bepalingen van dit decreet of het algemeen belang. Het beroep is opschortend.

Het beroep van vier dagen loopt vanaf de dag waarop de beslissing van de Commissie werd genomen, behalve als de afgevaardigde niet regelmatig werd opgeroepen overeenkomstig het huishoudelijk reglement van de Commissie, waarbij de termijn loopt vanaf de dag waarop de beslissing hem werd meegedeeld.

De afgevaardigde kan beroep aantekenen bij het(de) lid(leden) van de Regering die/dat hij vertegenwoordigt volgens de door de Regering in zijn opdrachtenblad nader bepaalde regels.

De Regering kan de beslissing van de Commissie nietig verklaren binnen een termijn van dertig dagen, die begint te lopen op dezelfde dag als de in het vierde lid bepaalde termijn.

Van de beslissing tot nietigverklaring wordt kennis gegeven aan de Commissie.

Art. 46. § 1. Voor de uitoefening van de opdrachten vermeld in de punten 3° en 6° van artikel 39, neemt de Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs (ARES) deel aan de werkzaamheden van de Commissie en is stemgerechtigd. De ARES zorgt voor de vertegenwoordiging van elk van de volgende bestanddelen :

- 1° de universiteiten;
- 2° de hogescholen;
- 3° de hogere kunstscholen;
- 4° het hoger onderwijs voor sociale promotie.

Elk van de bestanddelen kan worden begeleid door een deskundige van het onderwijs waaruit het afkomstig is.

§ 2. Wanneer de bestanddelen van de ARES verschillende meningen hebben, wordt elk bestanddeel ertoe gemachtigd, individueel of collegiaal, elk advies uit te brengen over de punten op de agenda van de Commissie die betrekking hebben op de opdrachten die in § 1 vermeld zijn. Die adviezen worden gevoegd bij het dossier dat de Regering wordt meegedeeld met het oog op de besluitvorming.

Art. 47. § 1. De Commissie beslist op grond van de consensus, en zo niet, met een tweederdemeerderheid van de uitgebrachte stemmen. Elk advies omvat, in voorkomend geval, de vermelding van de stemmen en, in voorkomend geval, een minderheidsnota.

Bij het uitbrengen van een advies bedoeld in de artikelen 7 en 16 van dit decreet en als er gestemd wordt, moet de tweederdemeerderheid een absolute meerderheid inhouden binnen het bestanddeel dat de punten 5° tot 7° van artikel 42, § 1, bevat, het bestanddeel dat in 8° van artikel 42, § 1 vermeld wordt, alsook binnen het bestanddeel dat de punten 1, 2°, 3°, 4° en 9° van artikel 42, § 1 bevat.

De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het de Regering ter goedkeuring voor.

De voorzitter van de Commissie neemt niet deel aan de stemming.

§ 2. Elke organisatie die zetelt in de comités bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, 2° en 3° van het decreet van 19 mei 2004 betreffende de onderhandeling in de Franse Gemeenschap beschikt over één beraadslagende stem.

Elke organisatie die wordt vertegenwoordigd binnen het onderhandelingscomité opgericht bij artikel 5 van het decreet van 20 juli 2006 betreffende de onderhandeling met de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het gesubsidieerde onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra beschikt over één stem. De in artikel 42, § 1, punt 6° bedoelde leden van de Commissie beschikken samen over één beraadslagende stem.

De diensten van de Regering vermeld in artikel 42, § 1, punten 1°, 2°, 3°, 4° en 9° beschikken elk over een beraadslagende stem.

§ 3. Geen advies of voorstel kan worden bekrachtigd als de werkelijke aanwezigheid van de meerderheid van de in § 2, eerste lid bedoelde organisaties, en van de meerderheid van de in § 2, tweede lid bedoelde organisaties niet wordt vastgesteld.

De voorzitter neemt akte van dat quorum bij het begin van de vergadering van de Commissie.

Als dat quorum niet bereikt is, roept de voorzitter een nieuwe vergadering binnen een termijn van 15 dagen bijeen. Op die vergadering beslist de Commissie geldig, ook als het in het eerste lid bepaalde quorum niet bereikt is.

Art. 48. § 1. Met het oog op de uitoefening van de in artikel 39, punten 4° en 7° bedoelde opdrachten, richt de Commissie twee beslissingskamers op die onder het gezag staan van een personeelslid, gekozen uit de ambtenaren van rang 10, waarvan de stem bij staking van stemmen beslissend is.

§ 2. Die beslissingskamers zijn elk samengesteld uit een maximum van twee werkende vertegenwoordigers van elke instelling, representatieve vakorganisatie of elk bestuur, vermeld in artikel 42, § 1.

Elke instelling, elke representatieve vakorganisatie of elk bestuur wijst een plaatsvervangend lid aan dat alleen bij afwezigheid van een werkend lid zitting houdt.

§ 3. De regels voor de werking en voor de besluitvorming alsook het huishoudelijk reglement van elke beslissingskamer worden door de Commissie de Regering ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 49. § 1. Met het oog op de uitoefening van de in artikel 39, 10° bedoelde opdracht, richt de Commissie een kamer op die onder het gezag staat van een personeelslid, gekozen uit de ambtenaren van rang 10, waarvan de stem bij staking van stemmen beslissend is.

§ 2. Die kamer is samengesteld uit één werkende vertegenwoordiger van elke instelling, representatieve vakorganisatie of elk bestuur, vermeld in artikel 41, § 1.

Elke instelling, elke representatieve vakorganisatie of elk bestuur wijst een plaatsvervangend lid aan dat alleen bij afwezigheid van een werkend lid zitting houdt.

§ 3. De regels voor de werking, voor het uitbrengen van adviezen en voor de delegatie alsook het huishoudelijk reglement van elke beslissingskamer worden door de Commissie de Regering ter goedkeuring voorgelegd.

HOOFDSTUK VI. — *Weddeschalen*

Art. 50. § 1. Voor de onderwijzende ambten van het basis- en secundair onderwijs van het onderwijs met volledig leerplan en het gewoon een gespecialiseerd alternerend secundair onderwijs, van de lagere graad, alsook van het secundair onderwijs voor sociale promotie van de lagere graad, en onverminderd het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009 houdende revalorisatie van sommige leden van het onderwijspersoneel, houder van een master, met toepassing van het akkoordprotocol van 20 juni 2008, voor zover dit van toepassing is, worden twee referentieweddeschalen door de Regering vastgesteld voor de houder van een vereist bekwaamheidsbewijs, naargelang het :

1° een bestanddeel betreffende een discipline van het niveau master of bachelor bezit;

2° een bestanddeel betreffende een discipline van het hoger secundair niveau of de hoedanigheid van vakpersoon bezit.

Die weddeschalen worden aangeduid met een indicie, die de minimumwedde, de maximumwedde alsook het aantal en het bedrag van de jaarlijkse en tweejaarlijkse tussentijdse verhogingen vermeldt.

De houder van een voldoende bekwaamheidsbewijs, dat dezelfde bestanddelen betreffende een discipline inhoudt, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschalen, verminderd met het bedrag van een jaarlijkse verhoging van de toepasselijke referentieweddeschaal.

De houder van een schaarstebekwaamheidsbewijs, dat dezelfde bestanddelen betreffende een discipline inhoudt, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschalen, verminderd met het bedrag van een jaarlijkse en een tweejaarlijkse verhoging van de toepasselijke weddeschaal.

De houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat bedoeld in artikel 16, § 6 van dit decreet, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschalen, verminderd met het bedrag van twee tweejaarlijkse verhogingen.

§ 2. Voor de onderwijzende ambten van het gewoon en gespecialiseerd gewoon secundair onderwijs van de hogere graad met volledig leerplan en het alternerend secundair onderwijs, alsook van het secundair onderwijs voor sociale promotie van de hogere graad, wordt een referentieweddeschaal door de Regering vastgesteld voor de houder van een vereist bekwaamheidsbewijs, naargelang het :

1° een bestanddeel betreffende een discipline van het niveau master inhoudt;

2° een bestanddeel betreffende een discipline van het niveau bachelor inhoudt;

3° een bestanddeel betreffende een discipline van het hoger secundair niveau of de hoedanigheid van vakpersoon inhoudt.

Die weddeschalen worden aangeduid met een indicie, die de minimumwedde, de maximumwedde alsook het aantal en het bedrag van de jaarlijkse en tweejaarlijkse tussentijdse verhogingen vermeldt.

De houder van een voldoende bekwaamheidsbewijs dat dezelfde bestanddelen betreffende een discipline inhoudt, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschalen, verminderd met het bedrag van een jaarlijkse verhoging van de toepasselijke referentieweddeschaal.

De houder van een schaarstebekwaamheidsbewijs dat dezelfde bestanddelen betreffende een discipline inhoudt, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschalen, verminderd met het bedrag van een jaarlijkse of tweejaarlijkse verhoging van de toepasselijke referentieweddeschaal.

De houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat bedoeld in artikel 16, § 6, van dit decreet, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschalen, verminderd met het bedrag van twee tweejaarlijkse verhogingen van de toepasselijke referentieweddeschaal.

§ 3. De bepalingen van § 2 zijn toepasselijk op het enige onderwijzend ambt in de zin van artikel 5, vijfde lid, alsook op de onderwijzende ambten begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, coördinator kwaliteit en adviseur vorming.

§ 4. Voor de ambten van de categorie van het opvoedend hulppersoneel bedoeld in artikel 3, § 2 en § 7, wordt een referentieweddeschaal door de Regering vastgesteld voor de houder van een vereist bekwaamheidsbewijs voor de ambten opvoeder, secretaris-bibliothecaris en opvoeder-secretaris, en wordt een weddeschaal door de Regering vastgesteld voor de houder van een vereist bekwaamheidsbewijs voor de ambten opvoeder internaat voor meisjes en opvoeder internaat voor jongens, naargelang hij :

1° een bestanddeel betreffende een discipline van het niveau master of bachelor bezit;

2° een bestanddeel betreffende een discipline van het hoger secundair niveau bezit.

Die weddeschalen worden aangeduid met een indicie, die de minimumwedde, de maximumwedde alsook het aantal en het bedrag van de jaarlijkse en tweejaarlijkse tussentijdse verhogingen vermeldt.

De houder van een voldoende bekwaamheidsbewijs dat dezelfde bestanddelen betreffende een discipline inhoudt, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschalen, verminderd met het bedrag van een jaarlijkse verhoging van de toepasselijke weddeschaal.

De houder van een schaarstebekwaamheidsbewijs dat het sub 1° bepaalde bestanddeel betreffende een discipline inhoudt, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschaal van zijn ambt, verminderd met het bedrag van een jaarlijkse of tweejaarlijkse verhoging.

De houder van een schaarstebekwaamheidsbewijs dat het sub 2° bepaalde bestanddeel betreffende een discipline inhoudt, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschaal van zijn ambt, verminderd met het bedrag van een tweejaarlijkse verhoging.

De houder van een ander bekwaamheidsbewijs, zoals bedoeld in artikel 16, § 6, van dit decreet, het sub 1° bepaalde bestanddeel betreffende een discipline inhoudt, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschaal van zijn ambt, verminderd met het bedrag van twee tweejaarlijkse verhogingen.

De houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat bedoeld in artikel 16, § 6, van dit decreet, dat het sub 2° bepaalde bestanddeel betreffende een discipline inhoudt, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschaal van zijn ambt, verminderd met het bedrag van een jaarlijkse verhoging en een tweejaarlijkse verhoging.

§ 5. Voor de ambten maatschappelijk assistent, verpleger en kinderverzorgster, zijn de bepalingen van § 4, zoals toepasselijk op de ambten opvoeder, secretares-bibliothecaris en opvoeder-secretaris, van toepassing.

§ 6. Voor de andere ambten van de categorie paramedisch personeel dan deze die in § 5 bedoeld zijn alsook voor het ambt van de categorie psychologisch personeel, wordt een referentieweddeschaal door de Regering vastgesteld voor de houder van een bekwaamheidsbewijs, naargelang het :

1° een bestanddeel betreffende een discipline van het niveau master inhoudt;

2° een bestanddeel betreffende een discipline van het niveau bachelor inhoudt.

Die weddeschalen worden aangeduid met een indicie, die de minimumwedde, de maximumwedde alsook het aantal en het bedrag van de jaarlijkse en tweejaarlijkse tussentijdse verhogingen vermeldt.

De houder van een voldoende bekwaamheidsbewijs, wanneer dit bestaat, dat dezelfde bestanddelen betreffende een discipline inhoudt, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschalen, verminderd met het bedrag van een jaarlijkse verhoging van de toepasselijke weddeschaal.

De houder van een schaarstebekwaamheidsbewijs, wanneer dit bestaat, dat dezelfde bestanddelen betreffende een discipline inhoudt, geniet een weddeschaal die overeenstemt met de referentieweddeschalen, verminderd met het bedrag van een jaarlijkse en tweejaarlijkse verhoging van de toepasselijke referentieschaal.

TITEL II. — Wijzigingsbepalingen die eigen zijn aan de onderwijsnetten en aan het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen die eigen zijn aan het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs

Afdeling I. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 51. Artikel 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2013 houdende verschillende statutaire bepalingen betreffende het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, wordt vervangen als volgt : “In het hoger onderwijs voor sociale promotie, bestaat de nuttige ervaring in de tijd doorgebracht ofwel in een dienst of een openbare of particuliere instelling, ofwel in het onderwijs, ofwel in een ambacht of een beroep. De Minister beslist of de nuttige ervaring bijgedragen heeft tot het verschaffen van de opleiding die nodig is voor het toe te kennen ambt.”.

Art. 52. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 5, worden de woorden “houder zijn van een door de Regering vastgesteld bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt” vervangen door de woorden “houder zijn, in het onderwijs voor sociale promotie en in het alternerend onderwijs, van een vereist bekwaamheidsbewijs dat door de Regering wordt vastgesteld krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014 in verband met het toe te kennen ambt”;

2° er wordt een punt 5 *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“5*bis*. houder zijn, in het onderwijs voor sociale promotie, van een vereist bekwaamheidsbewijs dat door de Regering wordt vastgesteld in verband met het toe te kennen ambt”;

3° in punt 9, worden de woorden “in het onderwijs voor sociale promotie” ingevoegd tussen de woorden “geen voorwerp zijn” en “van een schorsing”;

4° er wordt een punt 10 ingevoegd, luidend als volgt : “10. geen voorwerp zijn, in het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, van een schorsing bij tuchtmaatregel, een tuchtrechtelijke schorsing, een terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel of een tuchtrechtelijke op non-activiteitstelling, een ontslag bij tuchtmaatregel of een afzetting, opgelegd door de inrichtende macht of elke andere inrichtende macht van een ander onderwijsnet.”;

5° er wordt een punt 11 ingevoegd, luidend als volgt :

“11. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, geen voorwerp zijn, binnen het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van een afdanking met opzeggingstermijn of wegens een zware tekortkoming.”.

Art. 53. In artikel 19 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt : “Voor de toepassing van het eerste lid, in het hoger onderwijs voor sociale promotie, worden bij voorrang de personen aangewezen die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2 *bis* van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs.”;

2° er wordt een nieuw lid 3 ingevoegd, luidend als volgt : “Voor de toepassing van het eerste lid, in het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, worden bij voorrang de personen aangewezen die gerangschikt zijn in artikel 2, § 1, tweede lid en derde lid van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs.”.

Art. 54. In artikel 20 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door een paragraaf 1, luidend als volgt :

“§ 1. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, in afwijking van artikel 18, kan de Minister, bij gebrek aan kandidaten die voldoen aan de in artikel 18, 5, bedoelde voorwaarde tijdelijk een kandidaat aanstellen die houder is van het bekwaamheidsbewijs dat behoort tot de

categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen, vastgesteld voor het toe te kennen ambt. Onder voldoende bekwaamheidsbewijzen worden de bekwaamheidsbewijzen verstaan zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 17 van het decreet van 11 april 2014.”;

2° er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt :

“§2. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, nadat de lijst is opgebruikt van kandidaten voor een tijdelijke aanstelling die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie vereiste bekwaamheidsbewijzen en de categorie voldoende bekwaamheidsbewijzen voor het toe te kennen ambt, kan de Minister tijdelijk een kandidaat aanstellen die houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie schaarstebekwaamheidsbewijzen, zoals vermeld door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014.”.

3° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

“§3. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, nadat de lijst is opgebruikt van kandidaten voor een tijdelijke aanstelling die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie vereiste bekwaamheidsbewijzen, de categorie voldoende bekwaamheidsbewijzen en de categorie schaarstebekwaamheidsbewijzen, kan de Minister, na advies van de netoverschrijdende commissie voor de bekwaamheidsbewijzen (Commissie) bedoeld in artikel 16, § 6, van het decreet van 11 april 2014, tijdelijk een kandidaat aanstellen die houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs.”;

4° het tweede, derde en vierde lid worden vervangen door de paragrafen 4 en 5, luidend als volgt :

“§4. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, kan de kandidaat die houder is van het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie voldoende bekwaamheidsbewijzen, en die in hetzelfde ambt twee ongunstige vermeldingen bij het evaluatieverslag heeft gekregen van het inrichtingshoofd onder wiens controle of gezag hij staat, niet door de Minister worden aangesteld vanaf het volgende schooljaar, in afwijking van artikel 18.

De kandidaat die houder is van het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie schaarstebekwaamheidsbewijzen, die in hetzelfde ambt twee ongunstige vermeldingen bij het evaluatieverslag heeft gekregen van het inrichtingshoofd onder wiens controle of gezag hij staat, niet door de Minister worden aangesteld vanaf het volgende schooljaar, in afwijking van artikel 18.

Voor de toepassing van de twee voorafgaande leden, wordt een ongunstig verslag dat een periode van minder dan dertig dagen dekt, niet in aanmerking genomen, als een gunstig verslag in het betrokken ambt dat een periode van minstens 180 dagen dekt op dat ongunstig verslag volgt.

Indien de kandidaat die houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs gedurende een schooljaar één of meer aanstellingen heeft genoten op grond van paragraaf 3, kan de Minister hem het volgende schooljaar alleen aanstellen, in afwijking van artikel 18, als hij geen ongunstig verslag heeft gekregen van het inrichtingshoofd onder wiens controle of gezag hij staat. Een ongunstig verslag dat minder dan dertig dagen dekt, wordt echter niet in aanmerking genomen.

Elke aanstelling op grond van de hiervoor vermelde §§ 1 tot 3 wordt voor een bepaalde periode verricht, met als uiterste datum het einde van het schooljaar gedurende hetwelk die periode begint.

§ 5. In het hoger onderwijs voor sociale promotie, in afwijking van artikel 18, kan de Minister, bij gebrek aan kandidaten die voldoen aan de in artikel 18, 5 bedoelde kandidaten, tijdelijk een kandidaat aanstellen die geen houder is van het bekwaamheidsbewijs dat voor het toe te kennen ambt vastgesteld is.

Indien de kandidaat echter gedurende een schooljaar één of meer aanstellingen op grond van het voorafgaande lid heeft genoten, kan de minister hem alleen aanstellen, in afwijking van artikel 18, voor het geheel of een deel van het schooljaar volgend op het schooljaar gedurende hetwelk die aanstellingen plaatsvonden, als de kandidaat, gedurende deze, geen ongunstig verslag heeft gekregen van het inrichtingshoofd onder wiens controle of gezag hij staat.

Indien de kandidaat gedurende minstens twee schooljaar aanstellingen die in afwijking van artikel 18 werden verricht, heeft genoten, kan de Minister hem daarna in hetzelfde ambt in afwijking van dat artikel alleen aanstellen als de kandidaat, gedurende deze, geen ongunstig verslag heeft gekregen van het inrichtingshoofd onder wiens controle of gezag hij gedurende die schooljaren stond.”.

Art. 55. In artikel 26bis van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “in een betrokken ambt” vervangen door de woorden “in het ambt of een ander ambt voorkomend in de verbinding cursus/ambt, zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 10 van het decreet van 11 april 2014,”;

2° § 1, 1°, wordt vervangen door een 1°, luidend als volgt :

“1° de tijdelijken die houder zijn van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of schaarstebekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 2, § 4, van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, in omgekeerde volgorde van prioriteiten;”;

3° § 1, 1°bis, wordt vervangen door een 1°bis, luidend als volgt :

“1°bis de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vierde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

4° in § 1 wordt een 1°ter ingevoegd, luidend als volgt : “1°ter de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 3, derde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

5° in § 1 wordt een 1°quater ingevoegd, luidend als volgt : “de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 3, tweede lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

6° § 1, 2°, wordt vervangen door een 2°, luidend als volgt : “2° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vierde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

7° in § 1 wordt een 2°bis ingevoegd, luidend als volgt : “2°bis de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 2, derde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

8° in § 1 wordt een 2°ter ingevoegd, luidend als volgt : “2°ter de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

9° in § 1, wordt een 2°*quater* ingevoegd, luidend als volgt: “2°*quater* de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”

10° in § 1 wordt een 2°*quinqüies* ingevoegd, luidend als volgt: “2°*quinqüies* de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”

11° § 1, 3°, wordt vervangen door een 3°, luidend als volgt: “3° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”

12° in § 2 wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt: “In afwijking daarvan, in het gespecialiseerd onderwijs, is het vorige lid niet van toepassing indien het tijdelijk aangesteld personeelslid dat de vacante betrekkingen bekleedt het bewijs kan leveren van een bijzondere competentie zoals bepaald in artikel 35, tweede lid en derde lid, van het decreet van 11 april 2014.”;

13° in § 2 wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt: “In afwijking daarvan, in het gespecialiseerd onderwijs, is het vorige lid niet van toepassing indien het tijdelijk aangesteld personeelslid dat de vacante betrekkingen bekleedt het bewijs kan leveren van een bijzondere competentie zoals bepaald in artikel 35, tweede lid en derde lid, van het decreet van 11 april 2014.”;

14° het laatste lid wordt vervangen door een lid, luidend als volgt: “Voor de toepassing van het eerste lid en het derde lid, wordt eerst een einde gemaakt, binnen de zone waarin de wederoproep tot de activiteit of de aanvulling van een opdracht wordt verricht, aan de prestaties van de tijdelijken die houder zijn van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, dan in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vierde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 3, van hetzelfde koninklijk besluit, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 3, tweede lid, dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vierde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 2, derde lid, en, ten slotte, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid, en, ten slotte, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken gerangschikt in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit. Indien de betrekking die geheel of gedeeltelijk door de minst goed gerangschikte kandidaat wordt vrijgemaakt, voor de in het eerste lid en het tweede lid bedoelde personeelsleden die deze genieten, een verplaatsing met de algemene vervoermiddelen van meer dan vier uur per dag tot gevolg heeft, kunnen deze die wederoproep tot de activiteit of de aanvulling van een opdracht weigeren. In dat geval wordt, geheel of gedeeltelijk, een einde gemaakt aan de prestaties eerst van een andere tijdelijke die houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, dan van een andere tijdelijke die gerangschikt is in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vierde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 3, derde lid van hetzelfde koninklijk besluit, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 3, tweede lid, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vierde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 2, derde lid, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, en bij gebreke daarvan, van de best gerangschikte tijdelijke die houder is van het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de onmiddellijk beter gerangschikte vereiste bekwaamheidsbewijzen.

Art. 56. Artikel 26ter van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° in § 1, wordt het woord “hoger” gevoegd vóór de woorden “onderwijs voor sociale promotie”;

2° § 1, 1° wordt vervangen door een 1°, luidend als volgt: “1° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2bis van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs;”;

3° § 1, 2° wordt vervangen door een punt 2°, luidend als volgt: “2° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2bis van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs;”;

4° § 1, 3°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door een 3°, luidend als volgt: “3° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2bis van hetzelfde besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

5° in § 1 wordt een punt 3bis ingevoegd, luidend als volgt: “3bis de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2bis van hetzelfde besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;”;

6° er wordt een paragraaf 1bis ingevoegd, luidend als volgt: “§ 1bis. In het secundair onderwijs voor sociale promotie, binnen een inrichting, bij vermindering van de prestaties die beschikbaar zijn in het ambt of in een ander ambt vermeld in de verbinding cursus/ambt, zoals bepaald door de Regering, wordt, geheel of gedeeltelijk, een einde gemaakt aan de prestaties van een personeelslid in de volgende volgorde:

1° de tijdelijken die houder zijn van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, bedoeld in artikel 2, § 4 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, in omgekeerde volgorde van de prioriteiten;

1°bis de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vierde lid, van het hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;

1°ter de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 3, van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;

1°quater de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 3, tweede lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;

2° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vierde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;

2°*bis* de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 2, derde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;

3° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;

3°*bis* de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;

3°*ter* de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;

3°*quater* de tijdelijken gerangschikt in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;

4° de beschermde tijdelijken, in omgekeerde volgorde van hun rangschikking als tijdelijke;

5° de personeelsleden die in vast verband benoemd zijn voor de prestaties die hun worden toegewezen bij wijze van aanvulling van hun opdracht;

6° de personeelsleden die voorlopig tot de dienstactiviteit weder worden opgeroepen in het ambt waarin ze benoemd zijn;

7° de personeelsleden die tot de dienstactiviteit weder worden opgeroepen in het ambt waarin ze benoemd zijn;

8° de personeelsleden die in vast verband benoemd zijn in het ambt dat ze binnen de inrichting uitoefenen.”;

7° § 2, tweede lid, wordt vervangen door een tweede lid, luidend als volgt : “Voor de toepassing van het eerste lid, in het hoger onderwijs voor sociale promotie, wordt eerst een einde gemaakt, binnen de zone waarin de wederoproep tot de activiteit of de aanvulling van een opdracht wordt verricht, aan de prestaties van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2 *bis*, vijfde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2 *bis*, vierde lid, van het voormelde koninklijk besluit, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2 *bis*, derde lid, van hetzelfde besluit, en, ten slotte, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2 *bis*, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit.”;

8° § 2, derde lid, wordt vervangen door een derde lid, luidend als volgt : “ Voor de toepassing van het eerste lid, in het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt eerst een einde gemaakt, binnen de zone waarin de wederoproep tot de activiteit of de aanvulling van een opdracht wordt verricht, aan de prestaties van de tijdelijken, dan in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 3, vierde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 3, derde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, dan van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 3, tweede lid, dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 2, vierde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 2, derde lid, en, ten slotte, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, dan, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid, en, ten slotte, in omgekeerde volgorde van de rangschikking, van de tijdelijken gerangschikt in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit.”.

Art. 57. In artikel 26*quater* van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “in hetzelfde ambt” vervangen door de woorden “het ambt of een ander ambt vermeld in de verbinding cursus/ambt, zoals bepaald door de Regering”;

2° in § 1, 13° wordt vervangen door een 13°, luidend als volgt : “13° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, in volgorde van de rangschikking;”;

3° in § 1, wordt een 13°*bis* ingevoegd, luidend als volgt : “13°*bis* de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid, van hetzelfde koninklijk besluit;”;

4° in § 1, wordt een 13°*ter* ingevoegd, luidend als volgt : “13°*ter* de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in volgorde van de rangschikking;”;

5° § 1, 14° wordt vervangen door een 14°, luidend als volgt : “14° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid van hetzelfde koninklijk besluit;”;

6° § 1, 15°, wordt vervangen door een 15°, luidend als volgt : “15° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 2, derde lid van hetzelfde koninklijk besluit;”;

7° § 1, 16°, wordt vervangen door een 16°, luidend als volgt : “16° de tijdelijken die geen houder zijn van een vereist bekwaamheidsbewijs, of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijzen, in volgorde van de prioriteiten;”;

8° in § 2, worden de woorden “in hetzelfde ambt” vervangen door de woorden “het ambt of een ander ambt vermeld in de verbinding cursus/ambt, zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 10 van het decreet van 11 april 2014”;

Art. 58. In artikel 31 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 5° wordt vervangen door een 5°, luidend als volgt : “5° houder zijn van een door de Regering vastgesteld vereist bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt of de in artikel 20 bedoelde afwijkingen hebben genoten gedurende minstens 150 dagen dienst in het ambt, voor de tijdelijke die houder is van het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie voldoende bekwaamheidsbewijzen, en gedurende minstens 300 dagen dienst in het ambt, verdeeld over minstens 2 schooljaren, voor de tijdelijke die houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie schaarstebekwaamheidsbewijzen;”;

2° er wordt een 5°*bis* ingevoegd, luidend als volgt : “5°*bis* houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, zoals bepaald door de Regering;”;

3° in punt 12°, worden de woorden “een ontslag bij tuchtmaatregel of een afzetting” ingevoegd tussen de woorden “op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel” en de woorden “die door een inrichtende macht worden opgelegd”;

4° er wordt een 13° ingevoegd, luidend als volgt : “13° niet het voorwerp zijn, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van een afdanking met een opzeggingstermijn of wegens een zware tekortkoming;”.

Art. 59. In artikel 31*ter* van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 5° worden de woorden “, in het hoger onderwijs voor sociale promotie,” ingevoegd tussen de woorden “houder zijn” en “van een door de Regering vastgesteld bekwaamheidsbewijs”;

2° er wordt een 5°*bis* ingevoegd, luidend als volgt : “5°*bis* houder zijn, in het secundair onderwijs voor sociale promotie, van een door de Regering vastgesteld vereist bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt of de in artikel 20 bedoelde opeenvolgende afwijkingen hebben genoten gedurende minstens 150 dagen dienst in het ambt, voor de tijdelijke die houder is van het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie voldoende bekwaamheidsbewijzen, en gedurende minstens 300 dagen dienst in het ambt, verdeeld over minstens 2 schooljaren, voor de tijdelijke die houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie schaarstebekwaamheidsbewijzen;”;

3° er wordt een 5°*ter* ingevoegd, luidend als volgt : “5°*ter* in het secundair onderwijs, houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs zoals bepaald door de Regering;”;

4° 10° wordt vervangen door een 10°, luidend als volgt : “10° niet getroffen worden, in het hoger onderwijs voor sociale promotie, door een schorsing bij wijze van tuchtmaatregel, een tuchtschorsing, een terbeschikkingstelling bij wijze van tuchtmaatregel of een op non-activiteitstelling bij wijze van tuchtmaatregel opgelegd door de inrichtende macht of elke andere inrichtende macht van een ander net.”;

5° 11° wordt vervangen door een 11°, luidend als volgt : “11° niet getroffen worden, in het secundair onderwijs voor sociale promotie, door een schorsing bij wijze van tuchtmaatregel, een tuchtschorsing, een terbeschikkingstelling bij wijze van tuchtmaatregel of een op non-activiteitstelling bij wijze van tuchtmaatregel opgelegd door de inrichtende macht of elke andere inrichtende macht van een ander net.”;

6° er wordt een 12° ingevoegd, luidend als volgt : “12° in het secundair onderwijs voor sociale promotie, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, niet getroffen worden door een afdanking met een opzegtermijn of wegens een zware tekortkoming;”.

Art. 60. Art. 44*ter*, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door een tweede lid, luidend als volgt : “Nadat de in het eerste lid bepaalde lijst is opgebruikt, biedt de minister de betrekking aan het personeelslid dat reeds werd aangeworven in een betrekking van dezelfde aard in hetzelfde ambt waarvoor het houder is van het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen of voldoende bekwaamheidsbewijzen en dat meer dan 600 dagen anciënniteit in dat ambt telt. Voor de onderwijzende ambten moet het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen worden aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs.”.

Art. 61. In artikel 51*ter* van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door een § 1, luidend als volgt : “§ 1. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend secundair onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, geniet het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad het stelsel dat bepaald is in afdeling 2, als het tijdelijk aangesteld is en houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, in afdeling 3, als het tijdelijk aangesteld is en houder van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen, in afdeling 4, als het tijdelijk aangesteld is en houder van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, in afdeling 5, als het tijdelijk aangesteld is en houder van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 2, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, in afdeling 6, als het als prioritair tijdelijk aangesteld is, en in afdeling 7, als het in vast verband benoemd is.”;

2° er wordt een paragraaf 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt : “§ 1*bis*. In het hoger onderwijs voor sociale promotie, geniet het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad het stelsel dat bepaald is in afdeling 2*bis*, als het tijdelijk aangesteld is en gerangschikt in de vierde groep, in afdeling 3*bis*, als het tijdelijk aangesteld is en gerangschikt in de derde groep bedoeld in artikel 2*bis* van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, in afdeling 4*bis*, als het tijdelijk aangesteld is en gerangschikt in de tweede groep bedoeld in artikel 2*bis* van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, in afdeling 5*bis*, als het tijdelijk aangesteld is en gerangschikt in de eerste groep, in afdeling 6*bis*, als het tijdelijk aangesteld is en beschermd, en in afdeling 7*bis*, als het in vast verband benoemd is.”;

3° in § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, worden de woorden “in § 1” vervangen door de woorden “§§ 1 en 1*bis*”;

b) in het eerste lid, worden de woorden “afdelingen 2 tot 5” vervangen door de woorden “afdelingen 2 tot 7*bis*”.

Art. 62. Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk III *bis* van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk III *bis* van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

“Afdeling 2. – Recht op een nieuwe aanstelling van de tijdelijken die houder zijn van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs, het voldoende bekwaamheidsbewijs of het schaarstebekwaamheidsbewijs”.

Art. 63. In artikel 51*quater* van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen door een eerste lid, luidend als volgt :

“§ 1. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend secundair onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, kan het tijdelijk personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs, het voldoende bekwaamheidsbewijs of het schaarstebekwaamheidsbewijs en dat het slachtoffer is van een gewelddaad, vragen om in een andere inrichting te worden aangesteld met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.”;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden “niet gerangschikt” vervangen door de woorden “dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs, of voldoende bekwaamheidsbewijs of schaarstebekwaamheidsbewijs”;

3° in § 2, a), worden de woorden “gerangschikte kandidaat” vervangen door de woorden “kandidaat die houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs, het voldoende bekwaamheidsbewijs of het schaarstebekwaamheidsbewijs”;

4° § 3, eerste lid, wordt vervangen door een eerste lid, luidend als volgt : “§ 3. Als de functioneel bevoegde minister geen nieuwe aanstelling overeenkomstig § 2 heeft kunnen aanbieden aan het personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs bedoeld in deze afdeling, stelt hij het aan in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, of een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs en aan wie hij een omwisseling oplegt met het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad.

Het vorige lid is alleen geldig voor aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar worden uitgevoerd.”;

5° § 6 wordt opgeheven.

Art. 64. Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk III *bis* van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :
“Afdeling 2*bis*. — Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijken die in de vierde groep gerangschikt zijn”.

Art. 65. In artikel 51*quinquies* van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen door een eerste lid, luidend als volgt :

“§ 1. In het hoger onderwijs voor sociale promotie, kan het tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de vierde groep bedoeld in artikel 2*bis* van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969 en dat het slachtoffer is van een gewelddaad, vragen om in een andere inrichting te worden aangesteld met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.”;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden “stelt het tijdelijk aangestelde personeelslid, bedoeld in onderhavige afdeling, aan” vervangen door de woorden “stelt het personeelslid aan dat in de in dit artikel bedoelde vierde groep gerangschikt is”;

3° § 3, eerste lid, wordt vervangen door een eerste lid, luidend als volgt :

“§ 3. Als de functioneel bevoegde minister geen nieuwe aanstelling overeenkomstig § 2 heeft kunnen aanbieden aan het personeelslid dat gerangschikt is in de vierde groep bedoeld in deze afdeling, stelt hij het aan in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de vierde groep en aan wie hij een omwisseling oplegt met het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad.”;

4° § 6 wordt opgeheven.

Art. 66. Het opschrift van afdeling 4 van hoofdstuk III *bis* van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

“Afdeling 3. — Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijken die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen”.

Art. 67. In artikel 51*sexies* van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen door een eerste lid, luidend als volgt :

“§ 1. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, kan het tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen en dat het slachtoffer is van een gewelddaad, vragen om te worden aangesteld in een andere inrichting met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.”

2° § 2, eerste lid, wordt vervangen door een eerste lid, luidend als volgt :

“§ 2. De functionele minister stelt het personeelslid aan dat houder is van het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen bedoeld in dit artikel.”;

3° § 2, a), wordt vervangen door een punt a), luidend als volgt : “a) in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt waarvoor er geen kandidaat is die houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen en tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen”;

4° § 3, eerste lid, wordt vervangen door een eerste lid, luidend als volgt :

“§ 3. Als de functioneel bevoegde minister geen nieuwe aanstelling overeenkomstig § 2 heeft kunnen aanbieden aan het personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen, stelt hij het aan in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen aan wie hij een omwisseling oplegt met het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad.”;

5° in § 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) de gerangschikte tijdelijk aangestelde die een geldige kandidatuur in het tweede lid, wordt het woord “gerangschikte” geschrapt en worden de woorden “ die houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen” ingevoegd tussen de woorden “tijdelijk aangestelde” en de woorden “ en die een geldige kandidatuur”.

Art. 68. Het opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk III *bis* van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

“Afdeling 3*bis* Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijken die in de derde groep gerangschikt zijn”.

Art. 69. Artikel 51*septies* van hetzelfde besluit wordt vervangen door een artikel 51*septies*, luidend als volgt :

“Artikel 51*septies*. § 1. In het hoger onderwijs voor sociale promotie, kan het tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de derde groep bedoeld in artikel 2*bis* van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969 en dat het slachtoffer is van een gewelddaad, vragen om in een andere inrichting te worden aangesteld met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag om nieuwe aanstelling wordt alleen in aanmerking genomen indien de oorspronkelijke aanstelling niet eindigt vóór het verstrijken van een termijn van één maand te rekenen vanaf de indiening van de aanvraag.

De bij dit artikel bedoelde nieuwe aanstelling kan niet een kortere duur hebben dan de duur die nog moet lopen in het kader van de oorspronkelijke aanstelling, behoudens toestemming van het betrokken personeelslid. Een aanstelling die een kortere duur heeft dan deze die nog moet lopen in het kader van zijn oorspronkelijke aanstelling kan echter opgelegd worden aan het slachtoffer van een gewelddaad op voorwaarde dat die betrekking voor een periode van minstens vijftien weken beschikbaar is en dat het personeelslid dat een dergelijke aanstelling geniet geen recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen de duur van die aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De functionele minister stelt het personeelslid aan dat gerangschikt is in de bij dit artikel bedoelde derde groep,

a) in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt waarvoor er geen kandidaat is die in de tweede en eerste groep gerangschikt is

of

b) in elke betrekking van hetzelfde ambt die wordt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat vrijwillig aanvaardt met hem om te wisselen.

Punt b) geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende jaar geschieden.

§ 3. Als de functioneel bevoegde minister geen nieuwe aanstelling overeenkomstig § 2 heeft kunnen aanbieden aan het personeelslid dat gerangschikt is in de derde groep bedoeld in deze afdeling, stelt hij het aan in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de vierde groep en aan wie hij een omwisseling oplegt met het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad.”;

Het vorige lid geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 4. Gedurende de periode van bezoldigd verlof dat het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad en dat ten gevolge van die daad arbeidsongeschikt is, geniet, wordt het geacht werkelijke diensten te presteren. Het meerekenen ervan in de dienstanciënniteit wordt echter beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Gedurende het schooljaar volgend op het schooljaar waarin het tijdelijke personeelslid het slachtoffer van een gewelddaad is geweest, kan dat personeelslid niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van die daad, behalve als het dit aanvaardt en op voorwaarde dat het wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.”

Art. 70. Het opschrift van afdeling 6 van hoofdstuk III *bis* van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

Afdeling 4. — Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijken die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de voldoende bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 2, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969.”.

Art. 71. Artikel 51*octies* van hetzelfde besluit wordt vervangen door een artikel 51*octies*, luidend als volgt :

“Artikel 51*octies*. § 1. In het hoger onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, kan het tijdelijk personeelslid dat houder is van het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 2, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969 en dat het slachtoffer is van een gewelddaad, vragen om in een andere inrichting te worden aangesteld met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag om nieuwe aanstelling wordt alleen in aanmerking genomen indien de oorspronkelijke aanstelling niet eindigt vóór het verstrijken van een termijn van één maand te rekenen vanaf de indiening van de aanvraag.

De bij dit artikel bedoelde nieuwe aanstelling kan niet een kortere duur hebben dan de duur die nog moet lopen in het kader van de oorspronkelijke aanstelling, behoudens toestemming van het betrokken personeelslid. Een aanstelling die een kortere duur heeft dan deze die nog moet lopen in het kader van zijn oorspronkelijke aanstelling kan echter opgelegd worden aan het slachtoffer van een gewelddaad op voorwaarde dat die betrekking voor een periode van minstens vijftien weken beschikbaar is en dat het personeelslid dat een dergelijke aanstelling geniet geen recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen de duur van die aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De functionele minister stelt het tijdelijk personeelslid aan dat bij deze afdeling bedoeld is

a) in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt waarvoor er geen kandidaat is die houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, behorend tot een inrichting van de zone(s) vermeld in de akte van kandidatuur bedoeld bij artikel 23, rekening houdend met de uitgedrukte voorkeur betreffende een zone

of

b) in elke betrekking van hetzelfde ambt die wordt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat aanvaardt met hem om te wisselen.

Punt b) geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 3. Als de functioneel bevoegde minister geen nieuwe aanstelling overeenkomstig § 2 heeft kunnen aanbieden aan het tijdelijke personeelslid bedoeld in deze afdeling, stelt hij het aan in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door :

1° een tijdelijk personeelslid dat geen houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, en aan wie hij een omwisseling oplegt met het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad;

1°*bis* zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen, en aan wie hij een omwisseling oplegt met het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad;

2° zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 2, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en aan wie hij een omwisseling oplegt met dat personeelslid.

Het vorige lid geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 4. Gedurende de periode van bezoldigd verlof dat het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad en dat ten gevolge van die daad arbeidsongeschikt is, geniet, wordt het geacht werkelijke diensten te presteren. Het meerekenen ervan in de dienstanciënniteit wordt echter beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Op voorwaarde dat het tijdelijk personeelslid wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, kan het niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van die daad gedurende het schooljaar volgend op het schooljaar waarin het het slachtoffer van een gewelddaad is geweest, behalve als het dit aanvaardt. Die aanvraag wordt alleen in aanmerking genomen als ze vóór 15 mei aan de functionele minister wordt meegedeeld.

§ 6. In afwijking van artikel 18, 8°, kan het tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen en dat een geldige kandidatuur heeft ingediend voor een aanstelling als tijdelijk personeelslid voor het volgende schooljaar, de keuze van zones wijzigen die werd uitgesproken bij het verstrijken van de termijn bepaald bij de oproep tot kandidaten, op voorwaarde dat het tijdelijk personeelslid wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

In afwijking van artikel 31, 9°, kan het tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen en dat een geldige kandidatuur heeft ingediend voor een aanstelling als prioritair tijdelijk personeelslid voor het volgende schooljaar, de keuze van inrichtingen wijzigen die werd uitgesproken bij het verstrijken van de termijn bepaald bij de oproep tot kandidaten, op voorwaarde dat het tijdelijk personeelslid wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk. Die aanvraag is echter pas geldig als ze vóór 15 mei aan de functionele minister wordt meegedeeld."

Art. 72. In hoofdstuk IIIbis van hetzelfde besluit, wordt een afdeling 4 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling 4bis. – Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2bis van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969.

Art. 73. In afdeling 4bis van hoofdstuk IIIbis van hetzelfde besluit wordt een artikel 51nonies ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 51nonies. § 1. In het hoger onderwijs voor sociale promotie, kan het tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de tweede groep bedoeld in artikel 2, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969 en dat het slachtoffer is van een gewelddaad, vragen om in een andere inrichting te worden aangesteld met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag om nieuwe aanstelling wordt alleen in aanmerking genomen indien de oorspronkelijke aanstelling niet eindigt vóór het verstrijken van een termijn van één maand te rekenen vanaf de indiening van de aanvraag.

De bij dit artikel bedoelde nieuwe aanstelling kan niet een kortere duur hebben dan de duur die nog moet lopen in het kader van de oorspronkelijke aanstelling, behoudens toestemming van het betrokken personeelslid. Een aanstelling die een kortere duur heeft dan deze die nog moet lopen in het kader van zijn oorspronkelijke aanstelling kan echter opgelegd worden aan het slachtoffer van een gewelddaad op voorwaarde dat die betrekking voor een periode van minstens vijftien weken beschikbaar is en dat het personeelslid dat een dergelijke aanstelling geniet geen recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen de duur van die aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De functionele minister stelt het tijdelijk personeelslid aan dat bij deze afdeling bedoeld is

a) in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt behorend tot een inrichting van de zone(s) vermeld in de akte van kandidatuur bedoeld bij artikel 23, rekening houdend met de uitgedrukte voorkeur betreffende een zone

of

b) in elke betrekking van hetzelfde ambt die wordt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat aanvaardt met hem om te wisselen.

Punt b) geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 3. Als de functioneel bevoegde minister geen nieuwe aanstelling overeenkomstig § 2 heeft kunnen aanbieden aan het tijdelijke personeelslid bedoeld in deze afdeling, stelt hij het aan in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door :

1° een tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de vierde groep, en aan wie hij een omwisseling oplegt met het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad;

1°bis zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de derde groep bedoeld in artikel 2 bis van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en aan wie hij een omwisseling met dat personeelslid oplegt;

2° zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de derde groep bedoeld in artikel 2bis van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en aan wie hij een omwisseling met dat personeelslid oplegt;

Het vorige lid geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 4. Gedurende de periode van bezoldigd verlof dat het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad en dat ten gevolge van die daad arbeidsongeschikt is, geniet, wordt het geacht werkelijke diensten te presteren. Het meerekenen ervan in de dienstanciënniteit wordt echter beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Op voorwaarde dat het tijdelijk personeelslid wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, kan het niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van die daad gedurende het schooljaar volgend op het schooljaar waarin het het slachtoffer van een gewelddaad is geweest, behalve als het dit aanvaardt. Die aanvraag wordt alleen in aanmerking genomen als ze vóór 15 mei aan de functionele minister wordt meegedeeld.

§ 6. In afwijking van artikel 18, 8°, kan het tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de tweede groep en dat een geldige kandidatuur heeft ingediend voor een aanstelling als tijdelijk personeelslid voor het volgende schooljaar, de keuze van zones wijzigen die werd uitgesproken bij het verstrijken van de termijn bepaald bij de oproep tot kandidaten, op voorwaarde dat het tijdelijk personeelslid wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de

inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

Art. 74. In hoofdstuk III *bis* van hetzelfde besluit wordt een afdeling 5 ingevoegd, luidend als volgt :

“Afdeling 5. – Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijken die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 2, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969”

Art. 75. In afdeling 5 van hoofdstuk III *bis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 51 *decies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 51 *decies*. § 1. In het hoger onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, kan het tijdelijk personeelslid dat houder is van het bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 2, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969 en dat het slachtoffer is van een gewelddaad, vragen om in een andere inrichting te worden aangesteld met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag om nieuwe aanstelling wordt alleen in aanmerking genomen indien de oorspronkelijke aanstelling niet eindigt vóór het verstrijken van een termijn van één maand te rekenen vanaf de indiening van de aanvraag.

De bij dit artikel bedoelde nieuwe aanstelling kan niet een kortere duur hebben dan de duur die nog moet lopen in het kader van de oorspronkelijke aanstelling, behoudens toestemming van het betrokken personeelslid. Een aanstelling die een kortere duur heeft dan deze die nog moet lopen in het kader van zijn oorspronkelijke aanstelling kan echter opgelegd worden aan het slachtoffer van een gewelddaad op voorwaarde dat die betrekking voor een periode van minstens vijftien weken beschikbaar is en dat het personeelslid dat een dergelijke aanstelling geniet geen recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen de duur van die aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De functionele minister stelt het tijdelijk personeelslid aan dat bij deze afdeling bedoeld is

a) in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt behorend tot een inrichting van de zone(s) vermeld in de akte van kandidatuur bedoeld bij artikel 23

of

b) in elke betrekking van hetzelfde ambt die wordt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat aanvaardt met hem om te wisselen.

Punt b) geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 3. Als de functioneel bevoegde minister geen nieuwe aanstelling overeenkomstig § 2 heeft kunnen aanbieden aan het tijdelijke personeelslid bedoeld in deze afdeling, stelt hij het aan in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door :

1° een tijdelijk personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, en aan wie hij een omwisseling oplegt met het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad;

1° *bis* zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen, en aan wie hij een omwisseling oplegt met het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad;

2° zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 2, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en aan wie hij een omwisseling met dat personeelslid oplegt.

Het vorige lid geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 4. Gedurende de periode van bezoldigd verlof dat het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad en dat ten gevolge van die daad arbeidsongeschikt is, geniet, wordt het geacht werkelijke diensten te presteren. Het meerekenen ervan in de dienstanciënniteit wordt echter beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Gedurende het schooljaar volgend op het schooljaar waarin het tijdelijke personeelslid het slachtoffer van een gewelddaad is geweest, kan dat personeelslid niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van die daad, behalve als het dit aanvaardt en op voorwaarde dat het wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.”

§ 6. In afwijking van artikel 18, 8°, kan het tijdelijk personeelslid dat een geldige kandidatuur heeft ingediend voor een aanstelling als tijdelijk personeelslid voor het volgende schooljaar, de keuze van zones wijzigen die werd uitgesproken bij het verstrijken van de termijn bepaald bij de oproep tot kandidaten, op voorwaarde dat het tijdelijk personeelslid wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

In afwijking van artikel 31, 9°, kan het tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen en dat een geldige kandidatuur heeft ingediend voor een aanstelling als prioritair tijdelijk personeelslid voor het volgende schooljaar, de keuze van inrichtingen wijzigen die werd uitgesproken bij het verstrijken van de termijn bepaald bij de oproep tot kandidaten, op voorwaarde dat het tijdelijk personeelslid wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk. Die aanvraag is echter pas geldig als ze vóór 15 mei aan de functionele minister wordt meegedeeld.”.

Art. 76. In hoofdstuk III *bis* van hetzelfde besluit wordt een afdeling 5 *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Afdeling 5 *bis*. – Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2 *bis* van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969”.

Art. 77. In afdeling *5bis* van hoofdstuk *IIIbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel *51undecies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel *51undecies*. § 1. In het hoger onderwijs voor sociale promotie, kan het tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de eerste groep bedoeld in artikel *2 bis* van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969 en dat het slachtoffer is van een gewelddaad, vragen om in een andere inrichting te worden aangesteld met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag om nieuwe aanstelling wordt alleen in aanmerking genomen indien de oorspronkelijke aanstelling niet eindigt vóór het verstrijken van een termijn van één maand te rekenen vanaf de indiening van de aanvraag.

De bij dit artikel bedoelde nieuwe aanstelling kan niet een kortere duur hebben dan de duur die nog moet lopen in het kader van de oorspronkelijke aanstelling, behoudens toestemming van het betrokken personeelslid. Een aanstelling die een kortere duur heeft dan deze die nog moet lopen in het kader van zijn oorspronkelijke aanstelling kan echter opgelegd worden aan het slachtoffer van een gewelddaad op voorwaarde dat die betrekking voor een periode van minstens vijftien weken beschikbaar is en dat het personeelslid dat een dergelijke aanstelling geniet geen recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen de duur van die aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De functionele minister stelt het tijdelijk personeelslid aan dat bij deze afdeling bedoeld is

a) in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt behorend tot een inrichting van de zone(s) vermeld in de akte van kandidatuur bedoeld bij artikel 23

of

b) in elke betrekking van hetzelfde ambt die wordt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat aanvaardt met hem om te wisselen.

Punt b) geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 3. Als de functioneel bevoegde minister geen nieuwe aanstelling overeenkomstig § 2 heeft kunnen aanbieden aan het tijdelijke personeelslid bedoeld in deze afdeling, stelt hij het aan in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door :

1° een tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de vierde groep bedoeld in artikel *2bis* van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en aan wie hij een omwisseling oplegt;

1°*bis* zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de derde groep bedoeld in artikel *2 bis* van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en aan wie hij een omwisseling oplegt;

2° zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de tweede groep bedoeld in artikel *2bis* van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en aan wie hij een omwisseling oplegt;

Het vorige lid geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 4. Gedurende de periode van bezoldigd verlof dat het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad en dat ten gevolge van die daad arbeidsongeschikt is, geniet, wordt het geacht werkelijke diensten te presteren. Het meerekenen ervan in de dienstanciënniteit wordt echter beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Gedurende het schooljaar volgend op het schooljaar waarin het bij deze afdeling bedoelde tijdelijke personeelslid het slachtoffer van een gewelddaad is geweest, kan dat personeelslid niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van die daad, behalve als het dit aanvaardt en op voorwaarde dat het wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.”

§ 6. In afwijking van artikel 18, 8°, kan het tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de eerste groep en dat een geldige kandidatuur heeft ingediend voor een aanstelling als tijdelijk personeelslid voor het volgende schooljaar, de keuze van zones wijzigen die werd uitgesproken bij het verstrijken van de termijn bepaald bij de oproep tot kandidaten, op voorwaarde dat het tijdelijk personeelslid wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.”.

Art. 78. In hoofdstuk *IIIbis* van hetzelfde besluit wordt een afdeling 6 ingevoegd, luidend als volgt :

“Afdeling 6. – Recht op verandering van affectatie ingevolge bijzondere omstandigheden van personeelsleden die als prioritaire tijdelijken werden aangesteld”.

Art. 79. In afdeling 6 van hoofdstuk *IIIbis* van hetzelfde besluit wordt een artikel *51 duodecies* ingevoegd, luidend als volgt :

Artikel *51 duodecies*. § 1. In het onderwijs met volledig leerplan en in het alternerend onderwijs, kan het tijdelijk personeelslid dat als prioritaire tijdelijke wordt aangesteld, vragen om in een andere inrichting van dezelfde zone of van een andere zone te worden aangesteld wegens bijzondere omstandigheden met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling, en tot uiterlijk het einde van het lopende schooljaar.

De in artikel *51ter*, § 2 bedoelde aanvraag vermeldt in welke affectatiezone(s) het personeelslid vraagt om de wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden te kunnen genieten alsook de inrichtingen waarin het wenst te worden aangesteld. Het in deze afdeling bedoelde personeelslid vermeldt bovendien of het aanvaardt in een niet vacante betrekking te worden aangesteld.

De in de vorige leden bedoelde aanvraag kan te allen tijde in het jaar worden ingediend; tegelijk wordt een afschrift van die aanvraag overgezonden aan de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissies en, in voorkomend geval, aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie.

De betrokken zonale affectatiecommissie(s), en, in voorkomend geval, de interzonale affectatiecommissie, stellen de Regering de wijzigingen van affectatie wegens bijzondere omstandigheden voor die ze het meest adequaat achten, met inachtneming van § 2.

§ 2. De functionele minister stelt het tijdelijk personeelslid dat bij deze afdeling bedoeld is een wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden voor

a) in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag

of

b) in elke betrekking van hetzelfde ambt die wordt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat aanvaardt met hem om te wisselen, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag.

Punt b) geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 3. Als de functioneel bevoegde minister geen wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden overeenkomstig § 2 heeft kunnen aanbieden aan het prioritair tijdelijke personeelslid bedoeld in deze afdeling, stelt hij hem die wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden voor in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door :

1° een tijdelijk personeelslid dat geen houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, en aan wie hij een omwisseling oplegt, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag;

1°bis zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen, en aan wie hij een omwisseling oplegt, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag;

2° zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 2, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en aan wie hij een omwisseling met dat personeelslid oplegt, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag;

Het vorige lid geldt alleen voor de wijzigingen van affectatie wegens bijzondere omstandigheden die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 4. De functionele minister deelt de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie een afschrift van de akte van wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden mee.

Als het personeelslid een wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden krijgt in een inrichting die behoort tot een andere zone dan deze die van de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van de gewelddaad, deelt de functionele minister eveneens een afschrift van de akte van wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden mee aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie.

§ 5. In afwijking van artikel 33, derde lid, en in artikel 46, § 2, kan het prioritair tijdelijk personeelslid een wijziging van affectatie voor het volgende jaar aanvragen of de reeds uitgedrukte keuze van inrichtingen wijzigen na de vastgestelde datum, op voorwaarde dat het tijdelijk personeelslid wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk. Die aanvraag is echter pas geldig als ze vóór 15 mei aan de functionele minister wordt meegedeeld.”.

Art. 80. In hoofdstuk IIIbis van hetzelfde besluit wordt een afdeling 7 ingevoegd, luidend als volgt :

“Afdeling 7. – Recht op de wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden van de in vast verband benoemde personeelsleden”.

Art. 81. In afdeling 7 van hoofdstuk III bis van hetzelfde besluit wordt een artikel 51terdecies ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 51terdecies. § 1. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, kan het tijdelijk personeelslid dat in vast verband benoemd is, vragen om een wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden te kunnen genieten in een andere inrichting van dezelfde zone of van een andere zone te worden aangesteld wegens bijzondere omstandigheden met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De in artikel 51ter, § 2 bedoelde aanvraag vermeldt in welke affectatiezone(s) het personeelslid vraagt om de wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden te kunnen genieten alsook de inrichtingen waarin het wenst te worden aangesteld.

Onverminderd § 2, laatste lid, kan de in de vorige leden bedoelde aanvraag te allen tijde in het jaar worden ingediend; tegelijk wordt een afschrift van die aanvraag overgezonden aan de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissies en, in voorkomend geval, aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie.

De betrokken zonale affectatiecommissie(s), en, in voorkomend geval, de interzonale affectatiecommissie, stellen de Regering de wijzigingen van affectatie wegens bijzondere omstandigheden voor die ze het meest adequaat achten, met inachtneming van § 2.

§ 2. De functionele minister stelt het tijdelijk personeelslid dat bij deze afdeling bedoeld is een wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden voor

a) in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, voor een ononderbroken duur van minstens vijftien weken of tot het einde van het lopende schooljaar, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag

of

b) in elke betrekking van hetzelfde ambt die wordt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat aanvaardt met hem om te wisselen, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag.

Punt b) geldt alleen voor de wijzigingen van affectatie wegens bijzondere omstandigheden die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 3. Als de functioneel bevoegde minister geen wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden overeenkomstig § 2 heeft kunnen aanbieden aan het vastbenoemde personeelslid bedoeld in deze afdeling, stelt hij hem die wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden voor in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door :

1° een tijdelijk personeelslid dat geen houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, en aan wie hij een omwisseling oplegt, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag;

1°bis zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen, en aan wie hij een omwisseling oplegt, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag;

2° zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 2, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en aan wie hij een omwisseling met dat personeelslid oplegt, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag.

Het vorige lid geldt alleen voor de wijzigingen van affectatie wegens bijzondere omstandigheden die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 4. De functionele minister deelt de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie een afschrift van de akte van wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden mee.

Als het personeelslid een wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden krijgt in een inrichting die behoort tot een andere zone dan deze die van de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van de gewelddaad, deelt de functionele minister eveneens een afschrift van de akte van wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden mee aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie.

§ 5. In afwijking van artikel 48, §§ 2 en 3, kan het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad, na 31 januari van het schooljaar waarin het het slachtoffer van een gewelddaad is geweest, een wijziging van affectatie voor het volgende schooljaar aanvragen of de reeds uitgedrukte keuze van inrichtingen wijzigen, op voorwaarde dat het wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk. Die aanvraag is echter pas geldig als ze vóór 15 mei aan de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie of betrokken interzonale affectatiecommissie wordt meegedeeld.”.

Art. 82. In hoofdstuk III *bis* van hetzelfde besluit wordt een afdeling 7 *bis* ingevoegd, luidend als volgt “Afdeling 7 *bis* “Afdeling 7 – Recht op de wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden van de in vast verband benoemde personeelsleden”.

Art. 83. In afdeling 7 van hoofdstuk III *bis* van hetzelfde besluit wordt een artikel 51*quaterdecies* ingevoegd, luidend als volgt :

Artikel 51*quaterdecies*. § 1. In het hoger onderwijs voor sociale promotie, kan het personeelslid dat in vast verband benoemd is, vragen om een wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden te kunnen genieten in een andere inrichting van dezelfde zone of van een andere zone te worden aangesteld wegens bijzondere omstandigheden met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De in artikel 51*ter*, § 2 bedoelde aanvraag vermeldt in welke affectatiezone(s) het personeelslid vraagt om de wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden te kunnen genieten alsook de inrichtingen waarin het wenst te worden aangesteld.

Onverminderd § 2, laatste lid, kan de in de vorige leden bedoelde aanvraag te allen tijde in het jaar worden ingediend; tegelijk wordt een afschrift van die aanvraag overgezonden aan de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie(s) en, in voorkomend geval, aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie.

De betrokken zonale affectatiecommissie(s), en, in voorkomend geval, de interzonale affectatiecommissie, stellen de Regering de wijzigingen van affectatie wegens bijzondere omstandigheden voor die ze het meest adequaat achten, met inachtneming van § 2.

§ 2. De functionele minister stelt het tijdelijk personeelslid dat bij deze afdeling bedoeld is een wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden voor

a) in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, voor een ononderbroken duur van minstens vijftien weken of tot het einde van het lopende schooljaar, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag

of

b) in elke betrekking van hetzelfde ambt die wordt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat aanvaardt met hem om te wisselen, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag.

Punt b) geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 3. Als de functioneel bevoegde minister geen wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden overeenkomstig § 2 heeft kunnen aanbieden aan het vastbenoemde personeelslid bedoeld in deze afdeling, stelt hij hem die wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden voor in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door :

1° een tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de vierde groep bedoeld in artikel 2*bis* van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en aan wie hij een omwisseling oplegt, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag;

1°*bis* zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de derde groep bedoeld in artikel 2*bis* van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en aan wie hij een omwisseling oplegt, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag.

2° zo er geen zijn, een tijdelijk personeelslid dat gerangschikt is in de tweede groep bedoeld in artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969, en aan wie hij een omwisseling met dat personeelslid oplegt, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt betreffende de zone vermeld in de in § 1 bedoelde aanvraag;

Het vorige lid geldt alleen voor de wijzigingen van affectatie wegens bijzondere omstandigheden die vóór 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 4. De functionele minister deelt de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie een afschrift van de akte van wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden mee.

Als het personeelslid een wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden krijgt in een inrichting die behoort tot een andere zone dan die van de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van de gewelddaad, deelt de functionele minister eveneens een afschrift van de akte van wijziging van affectatie wegens bijzondere omstandigheden mee aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie.

§ 5. In afwijking van artikel 48, §§ 2 en 3, kan het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad, na 31 januari van het schooljaar waarin het het slachtoffer van een gewelddaad is geweest, een wijziging van affectatie voor het volgende schooljaar aanvragen of de reeds uitgedrukte keuze van inrichtingen wijzigen, op voorwaarde dat het wordt erkend als niet in staat zijnde zijn ambt(en) voort te zetten in de inrichting waarin het het slachtoffer is

geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk. Die aanvraag is echter pas geldig als ze vóór 15 mei aan de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie of betrokken interzonale affectatiecommissie wordt megedeeld.”

Art. 84. In artikel 167, § 3, 2° van hetzelfde besluit wordt een lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking daarvan, in het gespecialiseerd onderwijs, is het vorige lid niet van toepassing indien de tijdelijken of prioritaire tijdelijken die vacante betrekkingen bekleden, het bewijs kunnen leveren van een bijzondere competentie zoals bepaald bij artikel 35, tweede lid en derde lid, van het decreet van 11 april 2014.”

Art. 85. In artikel 167 *bis*, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking daarvan, in het gespecialiseerd onderwijs, is het vorige lid niet van toepassing indien de tijdelijken of prioritaire tijdelijken die vacante betrekkingen bekleden, het bewijs kunnen leveren van een bijzondere competentie zoals bepaald bij artikel 35, tweede lid en derde lid, van het decreet van 11 april 2014.”

Afdeling II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs

Art. 86. In het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2013 houdende verschillende statutaire bepalingen betreffende het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, wordt een nieuw artikel 1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 1. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, voor elk toe te kennen wervingsambt, worden de kandidaten gerangschikt volgens het bekwaamheidsbewijs waarvan zij elk houder zijn en naargelang de zonale voorkeur die zij medegeedeeld hebben. Onder bekwaamheidsbewijs wordt verstaan de bekwaamheidsbewijzen zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 16 van het decreet van 11 april 2014.”

Art. 87. Artikel 1 van hetzelfde besluit, dat artikel 1*bis* wordt, wordt door hetgeen volgt vervangen :

“Artikel 1*bis*. In het hoger onderwijs voor sociale promotie, voor elk toe te kennen wervingsambt, worden de kandidaten van de verschillende groepen naargelang de zonale voorkeur die zij medegeedeeld hebben, gerangschikt.”

Art. 88. In hetzelfde besluit, wordt een nieuw artikel 2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 2. § 1. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, worden de kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen in drie groepen gerangschikt.

In de eerste groep worden alle kandidaten gerangschikt die, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, gedurende minstens 240 dagen diensten hebben gepresteerd in een ambt van de categorieën bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel of paramedisch personeel en die de voorwaarden vervullen vereist voor de toegang tot dat ambt zoals bepaald bij artikel 18 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

In de tweede groep worden alle kandidaten gerangschikt die, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, niet gedurende minstens 240 dagen diensten hebben gepresteerd in een ambt van de categorieën bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel of paramedisch personeel en die de voorwaarden vervullen vereist voor de toegang tot dat ambt zoals bepaald bij artikel 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969.

In de derde groep worden alle kandidaten gerangschikt die alle voorwaarden vervullen bepaald bij artikel 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, met uitzondering van punt 8 van die bepaling.

§ 2. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, worden de kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen behorend tot de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen in drie groepen gerangschikt.

In de eerste groep worden alle kandidaten gerangschikt die, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, gedurende minstens 240 dagen diensten hebben gepresteerd in een ambt van de categorieën bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel of paramedisch personeel en die de voorwaarden vervullen vereist voor de toegang tot dat ambt zoals bepaald bij artikel 18 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, met uitzondering van punt 5.

In de tweede groep worden alle kandidaten gerangschikt die, in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs, niet gedurende minstens 240 dagen diensten hebben gepresteerd in een ambt van de categorieën bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel of paramedisch personeel en die de voorwaarden vervullen vereist voor de toegang tot dat ambt zoals bepaald bij artikel 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, met uitzondering van punt 5.

In de derde groep worden alle kandidaten gerangschikt die alle voorwaarden vervullen bepaald bij artikel 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, met uitzondering van de punten 5 en 8 van die bepaling.

§ 3. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, worden de kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen in drie groepen gerangschikt.

In de eerste groep worden alle kandidaten gerangschikt die, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, gedurende minstens 240 dagen diensten hebben gepresteerd in een ambt van de categorieën bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel of paramedisch personeel en die de voorwaarden vervullen vereist voor de toegang tot dat ambt zoals bepaald bij artikel 18 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs,

onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, met uitzondering van punt 5.

In de tweede groep worden alle kandidaten gerangschikt die, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, niet gedurende minstens 240 dagen diensten hebben gepresteerd in een ambt van de categorieën bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel of paramedisch personeel en die de voorwaarden vervullen vereist voor de toegang tot dat ambt zoals bepaald bij artikel 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, met uitzondering van punt 5.

In de derde groep worden alle kandidaten gerangschikt die alle voorwaarden vervullen bepaald bij artikel 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969, met uitzondering van de punten 5 en 8 van die bepaling.

§ 4. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, worden de kandidaten die houder zijn van een ander bekwaamheidsbewijs gerangschikt in functie van hun bezit van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs. De voorrang wordt verleend aan de kandidaat die een pedagogisch bekwaamheidsbewijs heeft.

Bij gebrek aan een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, wordt de voorrang verleend aan de kandidaat die het vorige jaar heeft gepresteerd en die niet het voorwerp uitmaakte van een ongunstig verslag van het inrichtingshoofd.

Bij gebrek daaraan wordt de voorrang verleend aan de door het inrichtingshoofd voorgedragen kandidaat.

Als geen kandidaat door het inrichtingshoofd wordt voorgesteld, wordt de voorrang verleend aan de kandidaat die het grootste aantal schooljaren heeft gedurende welke hij een aanstelling in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs heeft genoten."

Art. 89. Artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 juli 1969, dat artikel *2bis* wordt, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden "De aldus gerangschikte kandidaten worden" vervangen door de woorden "In het hoger onderwijs voor sociale promotie, worden de aldus gerangschikte kandidaten";

2° het zesde lid wordt vervangen door de woorden :

"Voor de berekening van het aantal dagen zijn de bepalingen van toepassing vastgesteld in artikel *46undecies* van hetzelfde besluit";

3° in het aldus vervangen zesde lid worden de woorden "van hetzelfde besluit" vervangen door de woorden "van het koninklijk besluit van 22 maart 1969".

Art. 90. Artikel *2bis* van het voornoemde koninklijk besluit van 22 juli 1969, dat artikel *2ter* wordt, wordt gewijzigd als volgt : de woorden "Voor de toepassing van de artikelen 2 en *2bis*, worden de diensten" vervangen de woorden "Voor de toepassing van artikel 2, worden de diensten".

Art. 91. Artikel *2ter* van het voornoemde koninklijk besluit van 22 juli 1969, dat artikel *2quater* wordt, wordt gewijzigd als volgt : de woorden "de anciënniteit bedoeld in artikel 2 de diensten geleverd" worden vervangen door de woorden "de anciënniteit bedoeld in de artikelen 2 en *2bis* de diensten geleverd".

Art. 92. In het voornoemde koninklijk besluit van 22 juli 1969, wordt een nieuw artikel 3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 3. § 1. In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het secundair onderwijs voor sociale promotie, worden de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in dienst geroepen, rekening houdend met de zonevoorkeuren die ze uitgedrukt hebben en volgens de orde van hun rangschikking.

In afwijking van het eerste lid worden de kandidaten die het voorwerp uitmaken van een preventieve schorsing wegens tenlastelegging, van een betichting in het kader van strafvervolgingen, van een niet-definitieve strafveroordeling waartegen ze van hun gewone beroepsrechten gebruik hebben gemaakt, tijdelijk uitgesloten zijn van de rangschikking en dit tot het einde van de strafprocedure.

De kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van de categorie van de vereiste bekwaamheidsbewijzen hebben de voorrang op de kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen en van de schaarstebekwaamheidsbewijzen. De kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van de categorie van de voldoende bekwaamheidsbewijzen hebben de voorrang op de kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen zoals vermeld door de Regering krachtens artikel 16 van het decreet van 11 april 2014.

Binnen de groepen bedoeld bij artikel 2, hebben de kandidaten van de eerste groep voorrang boven de kandidaten van de tweede groep en de derde groep.

De kandidaten van de tweede groep hebben voorrang op de kandidaten van de derde groep.

De kandidaten die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs van de categorie van de schaarstebekwaamheidsbewijzen hebben de voorrang op de kandidaten die houder zijn van een ander bekwaamheidsbewijs dan een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs.

§ 2. De personeelsleden die vastbenoemd zijn in een ambt en die het bekwaamheidsbewijs vereist voor een ander ambt waarvoor ze hun tijdelijke aanstelling aanvragen, alsook, in het onderwijs voor sociale promotie, de personeelsleden die vastbenoemd zijn in een ambt met onvolledige prestaties, worden opgenomen in de rangschikking bedoeld bij artikel 2, § 1. Het aantal kandidaturen dat ze toegewezen wordt, is het aantal volledige jaren van dienstanciënniteit, berekend op de datum bepaald door de oproep tot de kandidaten en overeenkomstig artikel *3sexies* van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen met toepassing van artikel 164 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969.

In de groepen bedoeld bij artikel 2, worden de kandidaten gerangschikt met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij artikel 18 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Bij gelijk aantal ingediende kandidaturen, volgens het burgerlijk jaar gedurende hetwelk het laatste diploma, getuigschrift of brevet uitgereikt werd, waarop het bekwaamheidsbewijs steunt, of het vereist, voldoende of schaarstegebonden is, gaat de voorrang aan de kandidaat die het vereiste, voldoende of schaarstegebonden bekwaamheidsbewijs sinds het grootste aantal jaren heeft.

Wanneer het jaar gedurende welk het laatste diploma, getuigschrift of brevet uitgereikt werd, waarop het bekwaamheidsbewijs steunt, of het vereist, voldoende of schaarstegebonden is, hetzelfde is, wordt, met inachtneming van de geboortedatum van de kandidaat, de voorrang aan de oudste kandidaat verleend.

De langeduurdiensten worden bij voorkeur aan de kandidaten die de grootste voorrang hebben, toegekend.

Nochtans, het tijdelijke personeelslid van de eerste groep bedoeld bij artikel 2, § 1, dat zijn opdracht op tevredenstellende wijze heeft vervuld, is, behoudens tegenovergestelde aanvraag uitgaande van hem, opnieuw in de inrichting aangesteld waar hij het vorig schooljaar zijn ambt bekleedde. De voorkeur die het geniet kan niet aan de voorrang voor de aanstelling van een beter gerangschikte kandidaat tegengesteld worden.

Het tijdelijke personeelslid bedoeld bij artikel 2, § 1, dat het voorwerp uitmaakt van een ongunstig verslag van het inrichtingshoofd onder welk toezicht of gezag het geplaatst werd, wordt niet opnieuw in de inrichting waar hij het vorige schooljaar aangesteld was, aangesteld.

§ 3. Bij gelijk aantal ingediende kandidaturen, wordt de voorrang verleend aan de kandidaat die het vorige jaar gepresteerd heeft en die niet het voorwerp uitmaakte van een ongunstig verslag van het inrichtingshoofd.

In afwezigheid van een ongunstig verslag en bij gelijk aantal ingediende kandidaturen, worden de kandidaten gerangschikt volgens het burgerlijk jaar gedurende welk het laatste diploma, getuigschrift of brevet waarop het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het toe te kennen ambt steunt, uitgereikt werd, en waarvan zij houder zijn. De voorrang wordt verleend aan de kandidaat die het vereiste, voldoende of schaarstegebonden bekwaamheidsbewijs sinds het grootste aantal jaren heeft.

Wanneer het jaar gedurende welk het laatste diploma, getuigschrift of brevet uitgereikt werd, waarop het bekwaamheidsbewijs steunt, of het vereist, voldoende of schaarstegebonden is, hetzelfde is, wordt, met inachtneming van de geboortedatum van de kandidaat, de voorrang aan de oudste kandidaat verleend."

Art. 93. Artikel 3 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 juli 1969, dat artikel 3*bis* wordt, wordt gewijzigd als volgt: "De kandidaten voor een tijdelijke aanstelling worden" wordt vervangen door "In het hoger onderwijs voor sociale promotie, worden de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling".

Art. 94. Artikel 3*bis* van het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1969 wordt artikel 3*ter* en wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid, worden de woorden "Wordt gelijkgesteld met een kandidatuur bedoeld in artikel 3," vervangen door de woorden "Wordt gelijkgesteld met een kandidatuur bedoeld in de artikelen 3 en 3*bis*,";

2° in het tweede lid, worden de woorden "van artikel 3" vervangen door de woorden "van de artikelen 3 en 3*bis*".

Art. 95. In artikel 4 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 juli 1969 worden de woorden ""de kandidaat van de eerste groep bedoeld bij artikel 2," vervangen door de woorden "de kandidaat bedoeld bij artikel 2, § 1, eerste lid, en § 2, en de kandidaat van de eerste groep bedoeld bij artikel 2*bis*,".

Art. 96. In artikel 4*bis* van het voornoemde koninklijk besluit van 22 juli 1969 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Ieder tijdelijk personeelslid dat het voorwerp uitmaakt van een afdanking verliest," vervangen door de woorden "In het hoger onderwijs voor sociale promotie, verliest ieder tijdelijk personeelslid dat het voorwerp uitmaakt van een afdanking,";

2° in het tweede lid worden de woorden "In het onderwijs met volledig leerplan, in het alternerend onderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie," ingevoegd voor de woorden "ieder tijdelijk personeelslid dat het voorwerp uitmaakt van een ongunstig verslag van het inrichtingshoofd".

Art. 97. In het voornoemde koninklijk besluit van 22 juli 1969 wordt een nieuw artikel 5 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 5. De rangschikking bedoeld bij artikel 2 wordt bepaald op basis van een aantal gepresteerde dagen op 31 januari van het jaar van de oproep."

Art. 98. Artikel 5 van het koninklijk besluit van het voornoemde decreet van 22 juli 1969, dat artikel 5*bis* wordt, wordt gewijzigd als volgt: de woorden "artikel 2" worden vervangen door de woorden "artikel 2*bis*".

HOOFDSTUK II. — Wijzigingsbepalingen eigen aan het gesubsidieerd onderwijs

Afdeling I. — Wijzigingen in het decreet van 1 februari 1993

houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs

Art. 99. In artikel 2 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, vervangen bij het decreet van 8 februari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid:

"Voor de toepassing van dit decreet, behoudens voor de ambten leermeester en leraar godsdienst, in het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie, worden de bekwaamheidsbevoorwaarden bepaald overeenkomstig hoofdstuk 4 van titel 1 van het decreet van 11 april 2014.";

2° in het tweede lid, dat lid 3 wordt, worden de woorden "door de Franse Gemeenschap, bestaat de nuttige ervaring" vervangen door de woorden "door de Franse Gemeenschap, en wat betreft hetgeen bepaald wordt bij hoofdstuk 4 van titel 1 van het decreet van 11 april 2014".

Art. 100. Artikel 3 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 2 juni 1998, bij het decreet van 8 februari 1999, bij het decreet van 19 december 2002, bij het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, bij het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving en bij het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten, wordt met de paragrafen 20 en 21 aangevuld, luidend als volgt:

"§ 20. Voor de toepassing van dit decreet, in het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt onder "nieuwaanwerving" verstaan de aanwerving zoals bepaald bij artikel 25 van het decreet van 11 april 2014.

§ 21. Voor de toepassing van dit decreet, behoudens voor de ambten meester en leraar godsdienst, in het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt onder “pedagogisch bekwaamheidsbewijs” verstaan het bekwaamheidsbewijs zoals bepaald bij de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014.”

Art. 101. In artikel 29*bis*, § 5, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het voornoemde decreet van 12 mei 2004 en bij het decreet van 13 december 2007, in het eerste lid en het tweede lid, worden de woorden “vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “bekwaamheidsbewijs bedoeld bij artikel 2.

Art. 102. In artikel 29*quater* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 december 2002 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2003 en bij het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij punt 5° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt een nieuw derde streepje ingevoegd, luidend als volgt :

“- voor het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie, in een ander ambt van dezelfde categorie waarvoor het personeelslid over het voldoende bekwaamheidsbewijs beschikt. Voor de onderwijzende ambten, met uitsluiting van de ambten leermeester en leraar godsdienst, moet het personeelslid houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs;”

b) in het derde streepje, dat het vierde streepje wordt, worden de woorden “voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en het hoger onderwijs, met inbegrip van het hoger onderwijs voor sociale promotie;” ingevoegd voor de woorden “in een ander ambt van dezelfde categorie”;

2° in punt 7°, worden de woorden “waarvoor hij het bewijs bezit dat hem recht geeft, zonder beperking in duur, op een weddetoelage ten laste van de Schatkist, voor zover het personeelslid zich kandidaat heeft gesteld overeenkomstig artikel 34*bis*” vervangen door de woorden “voor zover het personeelslid zich kandidaat heeft gesteld overeenkomstig artikel 34*bis* en op voorwaarde dat hij houder is van :

- ofwel het vereiste bekwaamheidsbewijs;

- ofwel, voor het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie, het voldoende bekwaamheidsbewijs. Voor de ambten van meester en leraar godsdienst moet het personeelslid houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs;

- ofwel, voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en het hoger onderwijs, met inbegrip van het hoger onderwijs voor sociale promotie, een bewijs dat hem, zonder tijdslimiet, recht geeft op een weddesubsidie ten laste van de Schatkist.” :

3° punt 16° wordt als volgt aangevuld :

“en, behoudens voor de ambten leermeester en leraar godsdienst, met inachtneming van de regels van de nieuwaanwerving bepaald bij hoofdstuk 4 van titel 1 van het decreet van 11 april 2014 voor het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie”.

Art. 103. In artikel 34, § 2, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 19 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden : “ :

- ofwel het vereiste bekwaamheidsbewijs;

- ofwel, voor het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie, het voldoende bekwaamheidsbewijs. Voor de ambten van leermeester en leraar godsdienst moet het personeelslid houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs;

- ofwel, voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en het hoger onderwijs, met inbegrip van het hoger onderwijs voor sociale promotie, een bewijs dat hem, zonder tijdslimiet, recht geeft op de toekenning van een weddesubsidie voor de uitoefening van dat ambt.”;

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 104. In artikel 35, § 1, van hetzelfde decreet, hersteld bij het voornoemde decreet van 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “over het vereiste bekwaamheidsbewijs beschikt, dat zonder beperking in de tijd recht geeft op de toekenning van een weddetoelage” worden vervangen door de woorden “over het vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijs beschikt”;

2° het lid wordt met de volgende zin aangevuld :

“Voor de onderwijzende ambten, met uitsluiting van de ambten leermeester en leraar godsdienst, moet het personeelslid houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs.”.

Art. 105. Artikel 42, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 december 1994, bij het decreet van 8 februari 1999, bij het decreet van 19 december 2002, bij het decreet van 2 juni 2006, bij het decreet van 8 maart 2007 en bij het decreet van 30 april 2009 houdende uitvoering van het Protocol van akkoord van 20 juni 2008 gesloten voor de periode 2009-2010 met de representatieve vakverenigingen van de onderwijssector, wordt met een lid aangevuld, luidend als volgt :

“Voor de toepassing van punt 3°, in het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie, moet de kandidaat voor een aanwerving in vast verband houder zijn van vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs.

Voor de onderwijzende ambten, met uitsluiting van de ambten leermeester en leraar godsdienst, moet het personeelslid houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs”.

Art. 106. In artikel 110 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 december 1994, bij het decreet van 15 april 1995 en bij het decreet van 20 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt met de woorden “eerste lid” aangevuld;

2° de 3e, 4e en 5e leden worden opgeheven.

Afdeling II. — Wijzigingen in het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs

Art. 107. Artikel 2 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, vervangen bij het decreet van 8 februari 1999, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Voor de toepassing van dit decreet, in het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie, worden de bekwaamheidsbewijzen bepaald overeenkomstig hoofdstuk 4 van titel 1 van het decreet van 11 april 2014”.

Art. 108. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012, worden de woorden “door de Franse Gemeenschap, bestaat de nuttige ervaring” vervangen door de woorden “door de Franse Gemeenschap, en wat betreft hetgeen bepaald wordt bij hoofdstuk 4 van titel 1 van het decreet van 11 april 2014”.

Art. 109. Artikel 4 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995, bij het decreet van 25 juli 1996, bij het decreet van 2 juni 1998, bij het decreet van 8 februari 1999, bij het voornoemde decreet van 12 mei 2004, bij het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten en bij het decreet van 12 juli 2012, wordt met de punten 7° en 8° aangevuld, luidend als volgt :

7° in het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt onder “nieuwaanwerving” verstaan de aanwerving zoals bepaald bij artikel 25 van het decreet van 11 april 2014;

8° in het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt onder “pedagogisch bekwaamheidsbewijs” verstaan het bekwaamheidsbewijs zoals bepaald bij de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014”.

Art. 110. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 3 luidend als volgt :

“§ 3. In het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie, bij nieuwaanwerving, gaat de inrichtende macht over tot de tijdelijke aanstelling met inachtneming van de regels vastgesteld in hoofdstuk 4 van titel 1 van het decreet van 11 april 2014”.

Art. 111. In artikel 24 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995, bij het decreet van 25 juli 1996, bij het decreet van 2 juni 1998, bij het decreet van 8 februari 1999 en bij het voornoemde decreet van 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, derde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede streepje, punt 2°, worden de woorden “en waarvoor hij een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs A bezit” vervangen door de woorden “en waarvoor hij een voldoende bewijs bezit. Voor de onderwijzende ambten moet het personeelslid houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs;”;

b) er wordt een nieuw derde streepje ingevoegd, luidend als volgt :

“in het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt opgenomen in de rangschikking van de prioritaire personeelsleden, elk personeelslid dat, in de 360 vereiste dagen, 240 dienstdagen telt in het betrokken ambt en dat over het voldoende bekwaamheidsbewijs beschikt. Voor de onderwijzende ambten moet het personeelslid houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs;”;

c) in het derde streepje, dat het vierde streepje wordt, worden de woorden “het onderwijs voor sociale promotie” vervangen door de woorden “het hoger onderwijs voor sociale promotie”;

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden “waarvoor het een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A bezit” vervangen door de woorden “waarvoor het een voldoende bekwaamheidsbewijs bezit”;

b) het tweede lid wordt geschrapt;

c) er worden twee leden, luidend als volgt, na het eerste lid ingevoegd :

“In het secundair onderwijs, voor de onderwijzende ambten, moet het personeelslid houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs.

In het secundair onderwijs voor sociale promotie, moet het personeelslid bedoeld bij het eerste lid in dat onderwijs vastbenoemd zijn en voor de onderwijzende ambten, houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs.”;

3° in paragraaf 3 wordt een nieuw lid tussen lid 1 en 2 ingevoegd, luidend als volgt :

“In het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie moet, voor de onderwijzende ambten, het personeelslid houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs.”.

Art. 112. In artikel 27ter, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het voornoemde decreet van 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “voldoend geacht bekwaamheidsbewijs A” vervangen door de woorden “voldoend bekwaamheidsbewijs”;

2° het lid wordt met de volgende zin aangevuld :

“Voor de onderwijzende ambten, moet het personeelslid houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs”.

Art. 113. In artikel 30, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995, het decreet van 25 juli 2006, bij het decreet van 8 mei 2003, bij het decreet van 2 juni 2006, bij het decreet van 8 maart 2007, bij het decreet van 30 april 2009 houdende uitvoering van het Protocol van akkoord van 20 juni 2008 gesloten voor de periode 2009-2010 met de representatieve vakverenigingen van de onderwijssector en bij het decreet van 12 juli 2012, wordt een nieuw lid, luidend als volgt, tussen het eerste lid en het tweede lid ingevoegd :

“Voor de toepassing van het punt 5°, in het basis- en secundair onderwijs, met inbegrip van het secundair onderwijs voor sociale promotie, moet de kandidaat voor een vaste benoeming houder zijn van het vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs.

Voor de onderwijzende ambten, met uitsluiting van de ambten leermeester en leraar godsdienst, moet de kandidaat houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs”.

Art. 114. In artikel 33 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996 en bij het decreet van 2 juni 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden “bedoeld bij artikel 101” opgeheven;

2° in het derde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “In het onderwijs voor sociale promotie” worden vervangen door de woorden “In het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie”;

b) de woorden “waarvoor hij over de vereiste titel bedoeld bij artikel 101 beschikt” worden vervangen door de woorden “waarvoor hij over het vereist bekwaamheidsbewijs, respectief voor elk van deze onderwijsniveaus, bedoeld bij artikel 101, beschikt”;

c) de juist gewijzigde woorden “waarvoor hij over het vereist bekwaamheidsbewijs, respectief voor elk van deze onderwijsniveaus, bedoeld bij artikel 101, beschikt” worden vervangen door de woorden “waarvoor hij over het vereist bekwaamheidsbewijs zoals bepaald bij het decreet van 11 april 2014, respectief voor elk van deze onderwijsniveaus, bedoeld bij artikel 101, beschikt”;

d) in het vierde lid worden de woorden “bedoeld bij artikel 101” vervangen door de woorden “zoals bepaald bij het voornoemde decreet van 2 juni 1998”.

Art. 115. In artikel 34, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995, bij het decreet van 25 juli 1996, bij het decreet van 2 juni 1998 en bij het voormelde decreet van 12 mei 2004, worden de woorden “of het voldoende geacht bekwaamheidsbewijs A” vervangen door de woorden “of, behoudens in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, het voldoende bekwaamheidsbewijs”.

Art. 116. Artikel 101 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995, wordt aangevuld met de woorden “, eerste lid”.

Afdeling III. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs

Art. 117. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, aangevuld bij het decreet van 19 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, worden de woorden “zoals bepaald bij artikel 3” vervangen door de woorden “zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014”;

2° in § 4, worden de woorden “in de zin van artikel 3” vervangen door de woorden “zoals bepaald bij artikel 3” vervangen door de woorden “zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014”.

Art. 118. In artikel 3 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “rekening houdend met het onderscheid tussen het gewoon en het gespecialiseerd onderwijs” afgeschaft;

2° in paragraaf 1 worden de woorden “bedoeld in de art. 6A, 6B en 8 van het besluit van de Executieve d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, (gespecialiseerd), middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 1995” vervangen door de woorden “zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014”;

3° in § 2 worden de woorden “dat voldoet aan de definitie in § 1” afgeschaft;

4° artikel 3 wordt aangevuld met een paragraaf 4 luidend als volgt :

“§ 4. Bij wijze van afwijking, in het gespecialiseerd onderwijs, voor de toepassing van de artikelen 5 en 8, § 1, § 2 en § 4 van dit besluit, is de definitie van “hetzelfde ambt” opgenomen in dit artikel niet van toepassing op het tijdelijk personeelslid dat zijn betrekking moet afstaan wegens de toepassing van voorziene voorafgaande maatregelen of door een reffectatie, en dat een specifieke bevoegdheid kan bewijzen.

Als verantwoording van een specifieke bevoegdheid geldt voor het tijdelijk personeelslid het feit dat :

- het het ambt uitgeoefend gedurende de nodige duur zodat de betrekking aan de reffectatie en de wedertewerkstellingen wordt onttrokken, overeenkomstig artikel 15;

- of hoewel het over deze anciënniteit niet beschikt, een specifieke of aanvullende opleiding bekrachtigd met een attest kan bewijzen, overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 11 april 2014, aan de hand van een document opgesteld door de instelling die de opleiding heeft gegeven. Deze instelling moet op de lijst bepaald door de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs opgenomen worden.”.

Art. 119. In artikel 4, § 1, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002 en het decreet van 12 mei 2004, worden de woorden “van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap” vervangen door de woorden “de Regering”.

Art. 120. Artikel 5, § 1, 4°, van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“4° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen als niet-prioritair tijdelijken in de volgende volgorde :

a) personeelslid dat geen houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs, van een voldoende bekwaamheidsbewijs of van een schaarstebekwaamheidsbewijs vóór deze van een personeelslid dat houder is van een schaarstebekwaamheidsbewijs;

b) personeelslid dat houder is van een schaarstebekwaamheidsbewijs vóór deze van een personeelslid dat houder is van een voldoende bekwaamheidsbewijs;

c) personeelslid dat houder is van een voldoende bekwaamheidsbewijs vóór deze van een personeelslid dat houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs;”.

Art. 121. In artikel 8 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden “laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 1995” vervangen door de woorden “zoals gewijzigd”;

2° in § 3, 3°, worden de woorden “als het na de zesjarige periode dertig jaar in aanmerking komende diensten telt om aanspraak te maken op een pensioen” vervangen door de woorden “als het na de zesjarige periode de voorwaarden vervult om aanspraak te kunnen maken op een rustpensioen”.

Art. 122. In artikel 11, § 2, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid :

a) worden de woorden “Die verplichting kan een inrichtende macht er niet toe nopen” door de woorden “De verplichtingen tot reffectatie en wedertewerkstelling kunnen een inrichtende macht er niet toe nopen” vervangen;

b) worden de woorden “, behalve als het personeelslid daar reeds een aanwerving in vast verband geniet” toegevoegd na de woorden “in het gespecialiseerd onderwijs toe te wijzen”;

2° tussen het eerste lid en het tweede wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De Inrichtende macht die een reffectatie weigert moet deze weigering met redenen omkleden bij de bevoegde commissie voor het beheer van de betrekkingen.”.

Art. 123. In artikel 15 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002, aangevuld met het decreet van 17 juli 2003 en gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1bis, worden de woorden “de betrekkingen bekleed door de personeelsleden met in totaal meer dan 2 160 dagen dienstanciënniteit” vervangen door de woorden “de betrekkingen bekleed door de personeelsleden, houders van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, met in totaal meer dan 2 160 dagen dienstanciënniteit”;

2° In § 2, worden de woorden “de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die : ” vervangen door de woorden “de betrekkingen bekleed door de personeelsleden, houders van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, die : ”;

3° in § 2bis, worden de woorden “reffectatiecommissies” vervangen door de woorden “de commissies voor het beheer van de betrekkingen”.

Afdeling IV. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs

Art. 124. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, aangevuld bij het besluit van de Regering van 29 augustus 1996 en bij het decreet van 19 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, eerste lid, worden de woorden “zoals bepaald bij de artikelen 3 tot 6” vervangen door de woorden “zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014”;

2° in § 4, eerste lid, worden de woorden “in de zin van de artikelen 3 tot 6” vervangen door de woorden “zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014”;

3° in § 5, eerste lid, worden de woorden “in de zin bepaald bij de artikelen 3 tot 6” vervangen door de woorden “zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014”;

4° paragraaf 7, tweede lid, wordt geschrapt.

Art. 125. In artikel 3 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 29 augustus 1996 en bij het decreet van 8 februari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “het gewoon onderwijs met volledig leerplan en het alternerend onderwijs, het gespecialiseerd onderwijs, het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs met beperkt leerplan” worden vervangen door de woorden “het gewoon en gespecialiseerd onderwijs en het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan”;

b) het punt 1° wordt vervangen door hetgeen volgt :

“1° het ambt zoals bepaald,

- door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014;
- door het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.”;
- c) in 2°, a), eerste lid, worden de woorden “, of elk vak in een ambt,” en de woorden “of dat vak onderwijst” afgeschaft;
- d) in 2°, a), wordt het tweede lid afgeschaft;
- e) in 2°, a), derde lid, wordt het woord “ook” geschrapt;
- f) in 2°, b) eerste lid, worden de woorden “of elk vak” geschrapt;
- g) in 3°, wordt het derde streepje aangevuld met de woorden “en van begeleiders in centra voor alternerend onderwijs en vorming” na de woorden “houders van het vereiste bekwaamheidsbewijs”
- h) § 1 wordt aangevuld met een 4°, luidend als volgt :

“4° Wat betreft de reffectatie binnen de inrichtende macht, het ambt dat of een ander ambt dan het ambt dat opgenomen wordt in de verbinding cursus/ambt zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 10 van het decreet van 11 april 2014 wat respectief het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs en het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs betreft.”;

2° § 2 wordt afgeschaft.

Art. 126. Artikel 5 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Bij wijze van afwijking, in het gespecialiseerd onderwijs, voor de toepassing van de artikelen 9 en 12 van dit besluit, is de definitie van “hetzelfde ambt” opgenomen in artikel 3 niet van toepassing op het tijdelijk personeelslid dat zijn betrekking moet afstaan wegens de toepassing van voorziene voorafgaande maatregelen of door een reffectatie, en dat een specifieke bevoegdheid kan bewijzen.

Als verantwoordend van een specifieke bevoegdheid geldt voor het tijdelijk personeelslid het feit dat :

- het het ambt uitgeoefend gedurende de nodige duur zodat de betrekking aan de reffectatie en de wedertewerkstellingen wordt onttrokken, overeenkomstig artikel 39;
- of hoewel het over deze anciënniteit niet beschikt, een specifieke of aanvullende opleiding bekrachtigd met een attest kan bewijzen, overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 11 april 2014, aan de hand van een document opgesteld door de instelling die de opleiding heeft gegeven. Deze instelling met op de lijst bepaald door de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs opgenomen worden.”.

Art. 127. Artikel 6 van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 wordt vervangen als volgt :

“Artikel 6. — § 1. Voor de toepassing van de artikelen 9 en 10 wordt het personeelslid dat in vast verband verworven wordt vóór 31 augustus 2016 in het ambt leraar oude talen (Latijn-Grieks) gepresteerd in de lagere en/of hogere graad van het secundair onderwijs en dat de bepalingen bedoeld bij artikel 264, 2°, van het decreet van 11 april 2004 geniet, geacht zijn ambt op beide niveaus uitgeoefend te hebben wanneer alle titularissen van dat ambt leraar AV Oud Grieks en AV Latijn in een inrichting het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten.

§ 2. In inrichtingen waar de titularissen van dat ambt leraar AV Oud Grieks en AV Latijn niet allemaal het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten, gelden de maatregelen vóór de terbeschikkingstelling en de terbeschikkingstelling zelf per niveau voor de personeelsleden in vast verband aangeworven vóór 31 augustus 2016 in het ambt leraar oude talen (Latijn-Grieks).

Nochtans, de in vast verband aangeworven personeelsleden die het vereiste studiebewijs bezitten, verkrijgen het recht, in het andere niveau lessen Latijn of Grieks terug te winnen ten nadele van personeelsleden die al dan niet het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten, op voorwaarde dat deze laatsten minder dienstanciënniteit tellen.”.

Art. 128. In artikel 7 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 worden de woorden “van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming” vervangen door de woorden “van de Regering”.

Art. 129. In artikel 7bis van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, worden de cijfers “20” vervangen door de cijfers “39”.

Art. 130. In artikel 9 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 4° worden de woorden “die hetzelfde ambt uitoefenen als tijdelijke niet bedoeld in 8° hierna” vervangen door de woorden “die hetzelfde ambt uitoefenen als niet-prioritaire tijdelijken”;

b) het 4° wordt met een nieuw lid aangevuld, luidend als volgt :

“behoudens in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen als niet-prioritair tijdelijke in de volgende volgorde :

a) personeelslid dat geen houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs, van een voldoende bekwaamheidsbewijs of van een schaarstebekwaamheidsbewijs vóór deze van een personeelslid dat houder is van een schaarstebekwaamheidsbewijs;

b) personeelslid dat houder is van een schaarstebekwaamheidsbewijs vóór deze van een personeelslid dat houder is van een voldoende bekwaamheidsbewijs;

c) personeelslid dat houder is van een voldoende bekwaamheidsbewijs vóór deze van een personeelslid dat houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs”;

d) § 1 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

“Behoudens in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, alvorens het eerste lid toe te passen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden, bij voorrang, aan het personeelslid bedoeld bij artikel 266, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014, de lestijden toe te vertrouwen die gebonden zijn aan de akte tot vaste aanwerving waarvan het houder is. ”.

Art. 131. In artikel 10 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, 1°), worden de woorden “of het vak” geschrapt;

2° in § 3, 2°), worden de woorden “of vakken”, “of een ander vak”, “of vak(ken)” en “of vakken” afgeschaft.

Art. 132. In artikel 12 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, aangevuld bij het decreet van 19 december 2002 en gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het woord “gewoon” geschrapt;

2° in § 1, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Behoudens in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, alvorens het eerste lid toe te passen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden, bij voorrang, aan het personeelslid bedoeld bij artikel 266, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014, de lestijden toe te vertrouwen die gebonden zijn aan de akte tot vaste aanwerving waarvan het houder is. ”;

3° er wordt een § 6 toegevoegd, luidend als volgt :

“De reffectatie mag niet leiden tot de verplichting, voor de inrichtende macht, een vacante betrekking in het gespecialiseerd onderwijs toe te vertrouwen aan dat personeelslid, noch voor het personeelslid de verplichting het te aanvaarden, behoudens als het personeelslid er al een benoeming in vast verband geniet.

De Inrichtende macht die weigert een reffectatie toe te kennen moet deze weigering bij de bevoegde commissie voor het beheer van de betrekkingen verantwoorden.”.

Art. 133. Artikel 13 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, aangevuld bij het decreet van 29 augustus 1996 en bij het decreet van 19 december 2002, wordt afgeschaft.

Art. 134. In artikel 14, § 1, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, vierde lid, wordt het woord “gewoon” geschrapt;

2° er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Alvorens het eerste lid toe te passen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden, bij voorrang, aan het personeelslid bedoeld bij artikel 266, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014, de lestijden toe te vertrouwen die gebonden zijn aan de akte tot vaste aanwerving waarvan het houder is. ”.

Art. 135. In artikel 16 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, wordt het woord “gewoon” geschrapt.

Art. 136. In artikel 17 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 29 augustus 1996, bij het decreet van 17 juli 1998 en bij het decreet van 19 juli 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het woord “gewoon” geschrapt;

2° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1°) worden de woorden “of de vakken” afgeschaft;

b) in 1°) worden de woorden “of van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A, bedoeld in voormeld koninklijk besluit van 30 juli 1975” vervangen door de woorden “of van een voldoende bekwaamheidsbewijs”;

c) in 2°) worden de woorden “of bijzondere vakken” worden afgeschaft”;

d) in 2°) worden de woorden “of van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A” vervangen door de woorden “of van een voldoende bekwaamheidsbewijs”;

3° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1°) worden de woorden “of de vakken” afgeschaft;

b) in 1°) worden de woorden “het voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A” vervangen door de woorden “of van een voldoende bekwaamheidsbewijs”;

4° in § 4 worden de woorden “het voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B” vervangen door de woorden “het voldoende bekwaamheidsbewijs of het schaarstebekwaamheidsbewijs”.

Art. 137. In artikel 18, § 2, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, worden de woorden “of vakken” geschrapt.

Art. 138. In artikel 39 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 29 augustus 1996, bij het decreet van 19 december 2002, bij het decreet van 17 juli 2003 en bij het decreet van 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1bis worden de woorden “door de personeelsleden met in totaal meer dan 2 160 dagen dienstanciënniteit” vervangen door de woorden “door de personeelsleden, houder van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, met in totaal meer dan 2 160 dagen dienstanciënniteit”;

2° in § 2 worden de woorden “door de personeelsleden die” vervangen door de woorden “door de personeelsleden die houder van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs zijn en die :”;

3° in § 2bis worden de woorden “reffectatiecommissies” vervangen door de woorden “commissies voor het beheer van de betrekkingen”.

Art. 139. In artikel 40, § 1, 3°, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, wordt het woord “gewoon” geschrapt.

Afdeling V. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie

Art. 140. Artikel 2, § 7, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie, wordt afgeschaft.

Art. 141. In artikel 3 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door hetgeen volgt :

“§ 1. Onder hetzelfde ambt verstaat men ook in het onderwijs voor sociale promotie, het ambt zoals bepaald :

- door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014;

- in het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995;

- in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd.”;

2° artikel 3 wordt met een § 3 aangevuld, luidend als volgt :

“§ 3. Voor het secundair onderwijs voor sociale promotie, wat betreft de reffectatie binnen de inrichtende macht, het ambt dat of een ander ambt dan het ambt dat opgenomen wordt in de verbinding cursus/ambt zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 10 van het decreet van 11 april 2014 wat respectief het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs en het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs betreft.”.

Art. 142. Artikel 4 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, wordt afgeschaft.

Art. 143. In artikel 5 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, worden de woorden “van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming” vervangen door de woorden “van de Regering”.

Art. 144. In artikel 7, § 1, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 3° worden de woorden “als tijdelijke, niet bedoeld in 7° hierna” vervangen door de woorden “als niet-prioritaire tijdelijke”;

2° het punt 3° wordt met een nieuw lid aangevuld, luidend als volgt :

“In het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt een einde gesteld aan deze prestaties als volgt :

a) personeelslid dat geen houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs, van een voldoende bekwaamheidsbewijs of van een schaarstebekwaamheidsbewijs vóór deze van een personeelslid dat houder is van een schaarstebekwaamheidsbewijs;

b) personeelslid dat houder is van een schaarstebekwaamheidsbewijs vóór deze van een personeelslid dat houder is van een voldoende bekwaamheidsbewijs;

c) personeelslid dat houder is van een voldoende bekwaamheidsbewijs vóór deze van een personeelslid dat houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs;”;

3° paragraaf 1 wordt met een nieuw lid aangevuld, luidend als volgt :

“Voor het secundair onderwijs voor sociale promotie, alvorens het eerste lid toe te passen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden, bij voorrang, aan het personeelslid bedoeld bij artikel 266, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014, de lestijden toe te vertrouwen die gebonden zijn aan de akte tot vaste aanwerving waarvan het houder is.”.

Art. 145. In artikel 8 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4, 1°), worden de woorden “of het vak” geschrapt;

2° in § 4, 2°), worden de woorden “of vakken” afgeschaft.

Art. 146. Artikel 10, § 1, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, wordt met een nieuw lid aangevuld, luidend als volgt :

“Voor het secundair onderwijs voor sociale promotie, alvorens het eerste lid toe te passen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden, bij voorrang, aan het personeelslid bedoeld bij artikel 266, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014, de lestijden toe te vertrouwen die gebonden zijn aan de akte tot vaste aanwerving waarvan het houder is.”.

Art. 147. In artikel 11 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt met een nieuw lid 3 aangevuld, luidend als volgt :

“Voor het secundair onderwijs voor sociale promotie, alvorens het eerste lid toe te passen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden, bij voorrang, aan het personeelslid bedoeld bij artikel 266, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014, de lestijden toe te vertrouwen die gebonden zijn aan de akte tot vaste aanwerving waarvan het houder is.”;

2° in § 3, tweede lid, wordt het woord “buitengewoon” vervangen door het woord “gespecialiseerd”.

Art. 148. In artikel 14 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, worden de woorden “of vakken” afgeschaft.

Art. 149. In artikel 16 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002, aangevuld bij het decreet van 17 juli 2003 en gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden “de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die :” vervangen door de woorden “de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die houder zijn van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs en die :”;

2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden “reffectatiecommissies” vervangen door de woorden “commissies voor het beheer van de betrekkingen”;

b) in het eerste lid worden de woorden “de betrekkingen bekleed door de personeelsleden met toepassing van de voorrang die hen is verleend door artikel 36quinquies” vervangen door de woorden “de betrekkingen bekleed door de personeelsleden, houder van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, met toepassing van de voorrang die hen is verleend door artikel 29quater”;

c) in het tweede lid worden de woorden “reffectatiecommissies” vervangen door de woorden “commissies voor het beheer van de betrekkingen”.

Afdeling VI. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs

Art. 150. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3 worden de woorden “van hetzelfde, in artikel 3 bepaalde ambt” vervangen door de woorden “van hetzelfde, door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014 bepaalde ambt”;

2° in § 4 worden de woorden “dan het in artikel 3 bedoelde zelfde ambt” vervangen door de woorden “dan het bedoelde zelfde ambt zoals bepaald door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014”.

Art. 151. In artikel 3 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “rekening houdend met het onderscheid gewoon/gespecialiseerd onderwijs” afgeschaft;

2° in § 1 worden de woorden “bedoeld in de artikelen 6A en B en 8 van het besluit van de Executieve van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 1995” vervangen door de woorden “bepaald door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014”;

3° in § 2, 1°, worden de woorden “dat voldoet aan de definitie in § 1” afgeschaft;

4° artikel 3 wordt met een § 4 aangevuld, luidend als volgt :

“§ 4. Bij wijze van afwijking, in het gespecialiseerd onderwijs, voor de toepassing van de artikelen 5 en 8, §§ 1, 2 en 4 van dit besluit, is de definitie van “hetzelfde ambt” opgenomen in artikel 3 niet van toepassing op het tijdelijk personeelslid dat zijn betrekking moet afstaan wegens de toepassing van voorziene voorafgaande maatregelen of door een reffectatie, en dat een specifieke bevoegdheid kan bewijzen.

Als verantwoording van een specifieke bevoegdheid geldt voor het tijdelijk personeelslid het feit dat :

- het het ambt heeft uitgeoefend gedurende de nodige duur zodat de betrekking aan de reffectatie en de wedertewerkstellingen wordt onttrokken, overeenkomstig artikel 15;

- of hoewel het over deze anciënniteit niet beschikt, een specifieke of aanvullende opleiding bekrachtigd met een attest kan bewijzen, overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 11 april 2014, aan de hand van een document opgesteld door de instelling die de opleiding heeft gegeven. Deze instelling moet op de lijst bepaald door de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs opgenomen worden.”.

Art. 152. In artikel 4, § 1, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de woorden “van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming” vervangen door de woorden “van de Regering”.

Art. 153. Artikel 5, 4°, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“4° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen als niet-prioritair tijdelijke in de volgende volgorde :

a) personeelslid dat geen houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs, van een voldoende bekwaamheidsbewijs of van een schaarstebekwaamheidsbewijs vóór deze van een personeelslid dat houder is van een schaarstebekwaamheidsbewijs;

b) personeelslid dat houder is van een schaarstebekwaamheidsbewijs vóór deze van een personeelslid dat houder is van een voldoende bekwaamheidsbewijs;

c) personeelslid dat houder is van een voldoende bekwaamheidsbewijs vóór deze van een personeelslid dat houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs;”.

Art. 154. In artikel 8 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden “laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 1995” vervangen door de woorden “zoals gewijzigd”;

2° in § 3, 3°, worden de woorden “als het na de zesjarige periode 30 jaar in aanmerking komende diensten telt om aanspraak te hebben op pensioen” vervangen door de woorden “als het aan de voorwaarden voldoet om op een rustpensioen aanspraak te kunnen maken”.

Art. 155. In artikel 11, § 2, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, wordende de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “Die verplichting kan een inrichtende macht er niet toe nopen” vervangen door de woorden “Die verplichtingen tot reffectatie en tot voorlopige terugroeping in activiteit kunnen een inrichtende macht er niet toe nopen”;

2° er wordt een lid 2 ingevoegd tussen lid 1 en 2, luidend als volgt :

“De inrichtende macht die een reffectatie weigert moet deze weigering met redenen omkleeden bij de bevoegde commissie voor het beheer van de betrekkingen”;

3° in het tweede lid, dat lid 3 is geworden, worden de woorden “Een in het gespecialiseerd onderwijs ter beschikking gesteld personeelslid kan echter, op zijn verzoek, voorlopig terug in dienst geroepen worden in het gewoon onderwijs” vervangen door de woorden “Een in het gespecialiseerd onderwijs ter beschikking gesteld personeelslid kan echter, op zijn verzoek, gereffecteerd of voorlopig terug in dienst geroepen worden in het gewoon onderwijs”.

Art. 156. In artikel 15 van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, aangevuld bij het decreet van 17 juli 2003 en gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden “worden de betrekkingen, bekleed door de personeelsleden die :” vervangen door de woorden “worden de betrekkingen, bekleed door de personeelsleden die houder zijn van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs :”;

2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden “Reffectatiecommissies” vervangen door de woorden “De commissie voor het beheer van de betrekkingen”;

b) in het tweede lid worden de woorden “door de zonale en centrale en regionale reffectatiecommissies” vervangen door de woorden “door de zonale en centrale reffectatiecommissies”.

Afdeling VII — . Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs

Art. 157. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, aangevuld bij het besluit van de Regering van 30 augustus 1996, bij het decreet van 8 februari 1999 en bij het decreet van 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 4 wordt gewijzigd als volgt :

a) in het tweede lid, derde streepje, worden de volgende woorden toegevoegd : “met uitzondering van leraar oude talen en begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming”;

b) het derde lid wordt aangevuld met hetgeen volgt :

“Met inachtneming van de bepalingen opgenomen bij artikel 13 van het decreet van 11 april 2014, is ze ook verplicht in het ambt of een ander ambt dat opgenomen wordt in de verbinding cursus/ambt zoals bepaald bij de Regering krachtens artikel 10 van hetzelfde decreet van 11 april 2014 wat betreft het gesubsidieerd officieel onderwijs.”;

2° § 8 wordt vervangen door hetgeen volgt :

“§ 8. Ambt :

het ambt zoals bedoeld :

- bij het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan;
- door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014.”.

Art. 158. In artikel 3, § 1, eerste lid, van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, worden de woorden “van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming” vervangen door de woorden “van de Regering”.

Art. 159. In artikel 5 van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

a). het eerste lid, 4°), wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

“Behoudens in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, gebeurt deze maatregel in de volgende volgorde :

a) er wordt eerst een einde gemaakt aan de prestaties van personeelsleden die geen houder zijn van een vereist bekwaamheidsbewijs, van een voldoende bekwaamheidsbewijs of van een schaarstebekwaamheidsbewijs vóór deze van de personeelsleden die houder zijn van een schaarstebekwaamheidsbewijs;

b) er wordt daarna een einde gemaakt aan de prestaties van personeelsleden die houder zijn van een schaarstebekwaamheidsbewijs vóór deze van de personeelsleden die houder zijn van een voldoende bekwaamheidsbewijs;

c) er wordt eindelijk een einde gemaakt aan de prestaties van personeelsleden die houder zijn van een voldoende bekwaamheidsbewijs vóór deze van de personeelsleden die houder zijn van een vereist bekwaamheidsbewijs;”;

b). in het tweede lid worden de woorden “het gewoon onderwijs, het gespecialiseerd onderwijs, het onderwijs met volledig of met beperkt leerplan, het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie” vervangen door de woorden “het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan”;

c) § 1 wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

“Behoudens in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, alvorens het eerste lid toe te passen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden, bij voorrang, aan het personeelslid bedoeld bij artikel 266, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014, de lestijden toe te vertrouwen die gebonden zijn aan de akte tot vaste benoeming waarvan het houder is.”;

2° § 3 wordt vervangen door hetgeen volgt :

§ 3. Het personeelslid dat in vast verband benoemd wordt vóór 31 augustus 2016 in het ambt leraar oude talen (Latijn-Grieks) gepresteerd in de lagere en/of hogere graad van het secundair onderwijs en dat de bepalingen bedoeld bij artikel 264, 2°, van het decreet van 11 april 2004 geniet, wordt geacht zijn ambt op beide niveaus uitgeoefend te hebben wanneer alle titularissen van dat ambt leraar AV Oud Grieks en AV Latijn in een inrichting het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten.

In inrichtingen waar de titularissen van dat ambt leraar AV Oud Grieks en AV Latijn niet allemaal het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten, gelden de maatregelen vóór de terbeschikkingstelling en de terbeschikkingstelling zelf per niveau voor de personeelsleden in vast verband aangeworven vóór 31 augustus 2016 in het ambt leraar oude talen (Latijn-Grieks).

Nochtans, de in vast verband aangeworven personeelsleden die het vereiste studiebewijs bezitten, verkrijgen het recht, in het andere niveau lessen Latijn of Grieks terug te winnen ten nadele van personeelsleden die al dan niet het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten, op voorwaarde dat deze laatsten minder dienstanciënniteit tellen.”;

3° § 4 wordt vervangen door hetgeen volgt :

“§ 4. Bij wijze van afwijking, in het gespecialiseerd onderwijs, voor de toepassing van de artikelen 5 en 8 tot 10 van dit besluit, is de definitie van “ambt” opgenomen in artikel 2, § 8, niet van toepassing op het tijdelijk personeelslid dat zijn betrekking moet afstaan wegens de toepassing van voorziene voorafgaande maatregelen of door een reffectatie, en dat een specifieke bevoegdheid kan bewijzen.

Als verantwoording van een specifieke bevoegdheid geldt voor het tijdelijk personeelslid het feit dat :

- het het ambt heeft uitgeoefend gedurende de nodige duur zodat de betrekking aan de reffectatie en de wedertewerkstellingen wordt onttrokken, overeenkomstig artikel 15;

- of hoewel het over deze anciënniteit niet beschikt, een specifieke of aanvullende opleiding bekrachtigd met een attest kan bewijzen, overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 11 april 2014, aan de hand van een document opgesteld door de instelling die de opleiding heeft gegeven. Deze instelling moet op de lijst bepaald door de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs opgenomen worden.”.

Art. 160. In artikel 6, derde lid, van het voornoemde besluit van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, worden de woorden “het gewoon onderwijs, het gespecialiseerd onderwijs” afgeschaft.

Art. 161. Artikel 9 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, wordt met een nieuw lid aangevuld, luidend als volgt :

“Behoudens in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, alvorens het eerste en het tweede lid toe te passen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden, bij voorrang, aan het personeelslid bedoeld bij artikel 266, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014, de lestijden toe te vertrouwen die gebonden zijn aan de akte tot vaste benoeming waarvan het houder is.”.

Art. 162. Artikel 12, § 1, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, wordt met een tweede lid aangevuld, luidend als volgt :

“Behoudens in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, alvorens het eerste lid toe te passen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden, bij voorrang, aan het personeelslid bedoeld bij artikel 266, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014, de lestijden toe te vertrouwen die gebonden zijn aan de akte tot vaste benoeming waarvan het houder is.”.

Art. 163. In artikel 13, § 2, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 30 augustus 1996, bij het decreet van 17 juli 1998 en bij het decreet van 19 juli 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij 1°), eerste streepje, worden de woorden “voor vakken die” vervangen door de woorden voor het ambt dat” en de woorden “een voldoende geacht studiebewijs van groep A” door “een voldoende bekwaamheidsbewijs”;

2° bij 1°), tweede streepje, worden de woorden “of in de hogere cyclus van het secundair beroepsonderwijs van type II, in een ambt van leraar algemene of bijzondere vakken” vervangen door de woorden “in het ambt”;

3° bij 2°), worden de woorden “voor vakken die” vervangen door de woorden voor het ambt dat” en de woorden “een voldoende geacht studiebewijs van groep A” door “een voldoende bekwaamheidsbewijs”;

4° bij 3°), worden de woorden “een voldoende geacht studiebewijs van groep 1 of B” vervangen door de woorden “een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs”.

Art. 164. In artikel 16, eerste lid, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, aangevuld bij het decreet van 17 juli 2003 en gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de woorden “in artikel 34 van het decreet dd. 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs” vervangen door de woorden “in artikel 34 van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs en die houder zijn van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs” ingevoegd na de woorden “bij artikel 34 van het decreet van 6 juni 1994”.

Afdeling VIII. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie

Art. 165. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4, wordt het derde lid aangevuld als volgt :

“Met inachtneming van de bepalingen opgenomen bij artikel 13 van het decreet van 11 april 2014, is ook verplicht in het of een ander ambt dat opgenomen wordt in de verbinding cursus/ambt zoals bepaald bij de Regering krachtens artikel 10 van hetzelfde decreet van 11 april 2014 wat betreft het gesubsidieerd officieel onderwijs.”;

2° § 8 wordt vervangen door hetgeen volgt :

“§ 8. Ambt :

het ambt zoals bedoeld :

- bij het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan;
- door de Regering krachtens artikel 7 van het decreet van 11 april 2014.”.

Art. 166. In artikel 3, § 1, eerste lid, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, worden woorden “van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Opleiding vervangen door de woorden “van de Regering”.

Art. 167. In artikel 5, § 1, van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 3°, wordt met een nieuw lid aangevuld, luidend als volgt :

““In het secundair onderwijs voor sociale promotie, gebeurt deze beëindiging van de prestaties in de volgende volgorde :

a) er wordt eerst een einde gemaakt aan de prestaties van personeelsleden die geen houder zijn van een vereist bekwaamheidsbewijs, van een voldoende bekwaamheidsbewijs of van een schaarstebekwaamheidsbewijs vóór deze van de personeelsleden die houder zijn van een schaarstebekwaamheidsbewijs;

b) er wordt daarna een einde gemaakt aan de prestaties van personeelsleden die houder zijn van een schaarstebekwaamheidsbewijs vóór deze van de personeelsleden die houder zijn van een voldoende bekwaamheidsbewijs;

c) er wordt ten slotte een einde gemaakt aan de prestaties van personeelsleden die houder zijn van een voldoende bekwaamheidsbewijs vóór deze van de personeelsleden die houder zijn van een vereist bekwaamheidsbewijs.”;

2° “het tweede lid wordt vervangen door twee leden luidend als volgt :

“In het secundair onderwijs voor sociale promotie, alvorens het eerste lid toe te passen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden, bij voorrang, aan het personeelslid bedoeld bij artikel 266, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014, de lestijden toe te vertrouwen die gebonden zijn aan de akte tot vaste benoeming waarvan het houder is.”.

Voor de toepassing van het vorige lid, wat betreft de inrichtingen gelegen op het grondgebied van dezelfde gemeente, dient een onderscheid gemaakt te worden tussen het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, en het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan.”.

Art. 168. Artikel 9 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, wordt met een nieuw lid aangevuld, luidend als volgt :

“In het secundair onderwijs voor sociale promotie, alvorens het eerste lid toe te passen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden, bij voorrang, aan het personeelslid bedoeld bij artikel 266, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014, de lestijden toe te vertrouwen die gebonden zijn aan de akte tot vaste benoeming waarvan het houder is.”.

Art. 169. Artikel 12, § 1, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, aangevuld met het besluit van de Regering van 7 oktober 1996, wordt met een nieuw lid 2 aangevuld, luidend als volgt :

“In het secundair onderwijs voor sociale promotie, alvorens het eerste lid toe te passen, wordt de inrichtende macht ertoe gehouden, bij voorrang, aan het personeelslid bedoeld bij artikel 266, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014, de lestijden toe te vertrouwen die gebonden zijn aan de akte tot vaste benoeming waarvan het houder is.”.

Art. 170. In artikel 15, eerste lid, van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995, aangevuld bij het decreet van 17 juli 2003, gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de woorden “in artikel 34 van het decreet dd. 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs” vervangen door de woorden “in artikel 34 van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs en die, behoudens in het hoger onderwijs voor sociale promotie, houder zijn van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs” ingevoegd na de woorden “bij artikel 34 van het decreet van 6 juni 1994”.

Afdeling IX. — Wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs

Art. 171. In artikel 59, § 4, eerste lid, punt 3°, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, worden de woorden “van groep A” opgeheven.

Art. 172. In artikel 82, § 4, eerste lid, punt 3°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “van groep A” opgeheven.

Art. 173. In artikel 99 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid aangevuld als volgt : “en krachtens hoofdstuk 4 van het decreet van 11 april 2014”.

Art. 174. In tabel I gevoegd bij hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten, en bij het decreet van 10 februari 2011, in de kolom “3. Bekwaamheidsbewijs(-zen)”, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de rubriek “Onderdirecteur in het lager secundair onderwijs” worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in rubriek a), worden de woorden “van groep A” opgeheven;

b) in rubriek b) :

- bij het vierde streepje wordt het woord “pedagogisch” vervangen door het woord “lager onderwijs”;

- worden de woorden “van groep A” opgeheven;

c) in rubriek c), worden de woorden “van groep A” opgeheven;

2° in de rubriek “Provisor of onderdirecteur”, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in rubriek a), worden de woorden “van groep A” opgeheven;

b) in rubriek b), worden de woorden “van groep A” vervangen door de woorden “aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs”;

c) in rubriek c), worden de woorden “van groep A” vervangen door de woorden “aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs”;

d) in rubriek d), worden de woorden “van groep A” opgeheven;

3° in de rubriek “Onderdirecteur in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan”, in rubriek b), worden de woorden “van groep A” opgeheven;

4° in de rubriek “Werkplaatsleider”, worden de woorden “van groep A” opgeheven;

5° in de rubriek “Opvoeder-huismeester”, worden de woorden “van groep A” opgeheven;

6° in de rubriek “Directiesecretaris”, worden de woorden “van groep A” opgeheven;

7° in de rubriek “Coördinator van een centrum voor alternerend onderwijs en vorming”, worden de woorden « van groep A » opgeheven.

Art. 175. In tabel II gevoegd bij hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011, in de kolom “3. Bekwaamheidsbewijs(-zen)”, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de rubriek “Directeur van een lagere school”, in rubriek b), worden de woorden “van groep A” opgeheven;

2° in de rubriek “Directeur van een basisschool”, in rubriek b), worden de woorden “van groep A” opgeheven;

3° in de rubriek “Directeur van het lager secundair onderwijs”, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in rubriek a), worden de woorden “van groep A” opgeheven;

b) in rubriek b), worden de woorden “van groep A” opgeheven;

4° in de rubriek “Studieprefect of directeur”, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in rubriek a), worden de woorden “van groep A” opgeheven en vervangen door “aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs”;

b) in rubriek b), worden de woorden “van groep A” opgeheven en vervangen door “aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs”;

c) in rubriek c), worden de woorden “van groep A” opgeheven en vervangen door “aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs”;

5° in de rubriek “Werkplaatsleider”, worden de woorden “van groep A” opgeheven en vervangen door “aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs”.

TITEL III. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen.*

HOOFDSTUK I. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen.*

Art. 176. In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt artikel 10, § 1 afgeschaft en vervangen als volgt :

“In het officieel lager en secundair onderwijs, onder de personeelsleden die houder zijn van een vereist bekwaamheidsbewijs voor de ambten niet-confessionele zedenleer, wordt voorrang verleend aan een titularis van een diploma met optie niet-confessionele zedenleer erop of het supplement ervan of aan een titularis van een diploma uitgereikt door een officiële of vrije niet-confessionele onderwijsinrichting.”.

Art. 177. In de bovenvermelde wet van 29 mei 1959 wordt artikel 12bis, § 2 aangevuld met een derde lid :

“Dit artikel is slechts van toepassing op het hoger onderwijs voor sociale promotie, enerzijds, en op de leermeesters en leraars godsdienst in het basisonderwijs, het secundair en hoger onderwijs, anderzijds.”.

Art. 178. Het koninklijk besluit van 14 april 1964 houdende bepaling van de wijze waarop de weddetoelagen worden vastgesteld voor de personeelsleden van de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar en normaalonderwijs, die houder zijn van bekwaamheidsbewijzen welke voldoende worden geacht, wordt opgeheven.

Art. 179. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 17 maart 1967 tot vaststelling van de bevoegdheidsbewijzen die voldoende geacht werden voor de leden van het personeel der vrije inrichtingen voor middelbaar en normaalonderwijs, worden de punten 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 en 11 opgeheven.

Art. 180. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de punten 1° tot 9° opgeheven.

Art. 181. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 182. In artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs

voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) de punten A en *Dbis* worden opgeheven;
- b) onder punt B a) worden de punten 1, *1bis*, *1ter*, 4, 5 en 6 opgeheven;
- c) onder punt *Bbis* a) worden de punten 1, *1bis*, *1ter*, *1quater*, 2, *2bis*, *2ter*, 5, 6 en 7 opgeheven;
- d) onder punt C a) worden de punten 1, 2, *2bis*, 5, *5bis*, 6, *6bis*, 7, *7bis*, 8, *8bis*, *8ter*, 9, 10 en 11 opgeheven;
- e) onder punt D a) worden de punten 1, *1bis*, *1ter*, 2, *2bis*, 5, *5bis*, 6, *6bis*, 7, *7bis*, 8, *8bis*, *8ter*, 9, 10, 11, 12 en 13 opgeheven;
- f) onder punt E a) worden de punten 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, *10bis*, 11, 12, 13 en 14 opgeheven;
- g) de punten E b) en c) worden opgeheven.

Art. 183. In artikel *6ter* van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) de punten 1° en 2° worden opgeheven;
- b) onder punt 5° c worden de woorden "In het hoger onderwijs voor sociale promotie," toegevoegd vóór de woorden "zijn de wervingsambten :".

Art. 184. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in het eerste lid worden de woorden "hierna vastgesteld en" opgeheven;
- b) er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt : "De wervingsambten die de leden van het opvoedend hulppersoneel van de instellingen van het niet-universitair hoger onderwijs mogen uitoefenen zijn de volgende :";

c) er wordt een lid tussen het tweede en het derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De selectie- en bevorderingsambten die de leden van het opvoedend hulppersoneel van de inrichtingen van het lager, secundair en niet-universitair hoger onderwijs van de Staat mogen uitoefenen, zijn de volgende :".

Art. 185. In artikel *7bis*, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "Studiemeester-opvoeder" vervangen door de woorden "Opvoeder-secretaris".

Art. 186. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt a) opgeheven.

Art. 187. In artikel *8bis* van hetzelfde besluit wordt a) opgeheven.

Art. 188. In artikel *8ter* van hetzelfde besluit wordt a) opgeheven.

Art. 189. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de artikelen 6 tot *9bis* opgeheven.

Art. 190. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden het eerste lid, het tweede lid en het derde lid opgeheven.

Art. 191. Artikel *12bis* van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 192. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden "In het secundair onderwijs van de lagere graad, in het secundair onderwijs van de hogere graad en " geschrapt.

Art. 193. Artikel 13.1 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 194. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "In het secundair onderwijs van de lagere graad, in het secundair onderwijs van de hogere graad en" worden geschrapt;

2° er wordt een punt *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"*1bis*. Opvoeder-secretaris in het hoger onderwijs voor sociale promotie :

De vereiste bekwaamheidsbewijzen voor het ambt van opvoeder-secretaris in het hoger onderwijs voor sociale promotie worden bepaald in het besluit genomen ter uitvoering van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs."

Art. 195. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden "voor voorschools, lager, middelbaar, buitengewoon en" geschrapt.

Art. 196. In artikel *15bis* van hetzelfde besluit worden de woorden "voorschools, lager, middelbaar, buitengewoon en" geschrapt.

Art. 197. Artikel *15ter* van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 198. Het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, in de lagere graad van de koninklijke lycea en athenea, in de afdelingen voor lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair vakonderwijs verbonden aan de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waar het Frans de onderwijstaal is, wordt opgeheven.

Art. 199. Het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, leraar technische vakken (andere specialiteiten) en leraar beroepspraktijk (andere specialiteiten) in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de koninklijke athenea waar het Frans de onderwijstaal is, wordt opgeheven.

Art. 200. Het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs van de technische instituten van de Staat, waar het Frans de onderwijstaal is, wordt opgeheven.

Art. 201. Het ministerieel besluit van 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, in de middelbare oefenscholen verbonden aan de middelbare normaalscholen, in de lagere graad van de koninklijke atheneae en lycea, in de afdelingen voor lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair beroepsonderwijs verbonden aan inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is, wordt opgeheven.

Art. 202. Het ministerieel besluit van 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs van de koninklijke atheneae waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is, wordt opgeheven.

Art. 203. Het ministerieel besluit van 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken, beroepspraktijk en van technische vakken en beroepspraktijk in de lagere secundaire technische scholen en in de lagere secundaire beroepsscholen, waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is, wordt opgeheven.

Art. 204. Het ministerieel besluit van 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken, beroepspraktijk en van technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs in de technische instituten van de Staat, waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is, wordt opgeheven.

Art. 205. Het ministerieel besluit van 30 april 1969 tot vaststelling voor de bijzondere vakken in de lagere scholen, in de internaten voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben, in de lagere klassen verbonden aan iedere andere onderwijsinrichting, in de medisch-pedagogische instituten en in de scholen en klassen voor buitengewoon lager onderwijs waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is, wordt opgeheven.

Art. 206. In artikel 1, a) van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, worden de woorden "de door de Staat gesubsidieerde oefenscholen voor kleuteronderwijzeressen en lagere oefenscholen" geschrapt.

Art. 207. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt § 2 afgeschaft.

Art. 208. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 209. In artikel 11, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende woorden geschrapt :

"Ambten en voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen	Weddeschalen
Kleuteronderwijzeres Groep A	
het diploma van onderwijzeres	van de houder van VB/S
Groep B	
het diploma van kinderverzorgster	van de houder van VB/S om de twee jaar
het diploma van GHSO	van de houder van VB/S
het diploma van GLSO	van de houder van VB/S
Leermeester (es) psychomotoriek Groep A	
Het diploma kleuteronderwijzer(es) aangevuld met een opleiding in de psychomotoriek ander dan die bedoeld bij artikel 3bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving	houder van dat bekwaamheidsbewijs/FG
Groep B	
Het diploma kleuteronderwijzer(es)	houder van dat bekwaamheidsbewijs/FG
Het diploma geaggregeerde in het lager secundair onderwijs, afdeling lichamelijke opvoeding	houder van dat bekwaamheidsbewijs/FG
Het diploma geaggregeerde in het hoger secundair onderwijs, afdeling lichamelijke opvoeding en sport	houder van dat bekwaamheidsbewijs/FG
Onderwijzer Groep A	
a) het diploma van GLSO	van de houder van VB/S
b) het diploma van kleuteronderwijzeres uitgereikt tussen 31 december 1960 en 31 december 1967	van de houder van VB/S
c) het diploma van kleuteronderwijzeres uitgereikt vóór 31 december 1960, aangevuld met het getuigschrift van bijwoning van de leergang tot inwijding in de didactiek van de eerste graad van het lager onderwijs (alleen voor de eerste graad)	van de houder van VB/S

"Ambten en voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen	Weddeschalen
<i>d)</i> het diploma van kleuteronderwijzeres, aangevuld met 900 dagen dienst in het lager onderwijs op 30 juni 1969 (alleen voor de eerste graad)	van de houder van VB/S
Groep B	
<i>e)</i> het diploma van kleuteronderwijzeres, aangevuld met 900 dagen dienst in het onderwijs	Houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap (*)
<i>f)</i> het diploma van kleuteronderwijzeres	Houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap (*)
Leermeester tweede taal : Groep A	
- het diploma van onderwijzer, aangevuld met het G.H.S.O. of gelijkwaardig bekwaamheidsbewijs, uitgereikt in de te onderwijzen taal.	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
- het diploma van onderwijzer in de te onderwijzen taal of een gelijkwaardig bekwaamheidsbewijs als dat van onderwijzer uitgereikt in de te onderwijzen taal	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
- het diploma van voorschools of kleuteronderwijzer, aangevuld met het getuigschrift grondige kennis van de te onderwijzen taal	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
- het diploma van G.L.S.O., aangevuld met het getuigschrift grondige kennis van de te onderwijzen taal	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
- het diploma van G.H.S.O. (afdeling Germaanse filologie of afdeling Germaanse talen en literatuur)	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
- het diploma van G.H.S.O., aangevuld met het getuigschrift grondige kennis van de te onderwijzen taal	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
- licentiaat-vertaler of licentiaat-tolk met vermelding van de te onderwijzen taal, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
- het diploma van voorschools of kleuteronderwijzer, aangevuld met het G.H.S.O. of een gelijkwaardig bekwaamheidsbewijs als het G.H.S.O. uitgereikt in de te onderwijzen taal	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
- het diploma van G.L.S.O., aangevuld met het G.H.S.O. of een gelijkwaardig bekwaamheidsbewijs als het G.H.S.O., uitgereikt in de te onderwijzen taal	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
- het diploma van voorschools of kleuteronderwijzer of een met dit diploma gelijkwaardig bekwaamheidsbewijs, uitgereikt in de te onderwijzen taal	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
Groep B	
- het diploma van licentiaat Germaanse filologie of Germaanse talen en literatuur	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
- het diploma van licentiaat, aangevuld met het getuigschrift grondige kennis van de te onderwijzen taal	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
- licentiaat-vertaler of licentiaat-tolk met vermelding van de te onderwijzen taal	Houder van dit bekwaamheidsbewijs/FG
Leermeester zedenleer Groep A	
<i>a)</i> bij voorkeur het diploma van G.L.S.O. (al de afdelingen) uitgereikt door een officiële onderwijsinrichting (zo mogelijk optie zedenleer)	van de houder V.B./S
<i>b)</i> bij voorkeur het diploma van kleuteronderwijzeres, uitgereikt tussen 31 december 1960 en 31 december 1967 door een officiële onderwijsinrichting (zo mogelijk optie zedenleer)	van de houder V.B./S
<i>c)</i> bij voorkeur het diploma van kleuteronderwijzeres, uitgereikt vóór 31 december 1960 door een officiële onderwijsinrichting (zo mogelijk optie zedenleer) en aangevuld met het getuigschrift van bijwoning van de leergang tot inwijding in de didactiek van de eerste graad van het lager onderwijs	van de houder V.B./S

"Ambten en voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen	Weddeschalen
d) bij voorkeur het diploma van kleuteronderwijzeres, uitgereikt door een officiële onderwijsinstelling (zo mogelijk optie zedenleer) en aangevuld met 900 dagen dienst in het lager onderwijs op 30 juni 1969 (alleen voor de eerste graad)	van de houder V.B./S
Groep B	
e) bij voorkeur het diploma van kleuteronderwijzeres, uitgereikt door een officiële onderwijsinstelling (zo mogelijk optie zedenleer) en aangevuld met 900 dagen dienst in het onderwijs	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
f) bij voorkeur het diploma van kleuteronderwijzeres, uitgereikt door een officiële onderwijsinstelling (zo mogelijk optie zedenleer)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
Leermeester bijzondere vakken (lichamelijke opvoeding)	
Groep A	
a) het diploma van G.H.S.O. (lichamelijke opvoeding)	van de houder V.B./S
b) het diploma van licentiaat in de lichamelijke opvoeding	van de houder V.B./S
c) het diploma van G.L.S.O., aangevuld met een getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van bijzonder leermeester in de lichamelijke opvoeding aan de lagere scholen, uitgereikt door de bijzondere examencommissie, ingesteld bij koninklijk besluit van 5 mei 1958, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 november 1960	van de houder V.B./S
d) het diploma van onderwijzeres + het bekwaamheidsdiploma van het geven van onderwijs in de lichamelijke opvoeding aan de middelbare scholen of de klassen van de vierde graad der lagere school, ingesteld bij het ministerieel besluit van 31 maart 1939, gewijzigd bij dat van 20 december 1947	van de houder V.B./S
e) het diploma van onderwijzeres + diploma van leraar lichamelijke opvoeding uitgereikt door de provincies, de gemeenten of de privé-inrichtingen, overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 8 maart 1945, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 7 november 1952	van de houder V.B./S
f) het diploma van onderwijzer of het diploma van G.L.S.O. aangevuld met het diploma van turnleraar uitgereikt door de examencommissie ingesteld door de provincies of in de provinciale instituten voor lichamelijke opvoeding, met de deelneming van afgevaardigden van de Regering	van de houder V.B./S
g) het diploma van G.L.S.O. aangevuld met het bekwaamheidsdiploma (voormeld M.B. 31 maart 1939)	van de houder V.B./S
h) het diploma van G.L.S.O. aangevuld met het diploma van leraar lichamelijke opvoeding (voormeld M.B. 8 maart 1945)	van de houder V.B./S
i) het diploma van onderwijzer (met optie : lichamelijke opvoeding)	van de houder V.B./S
j) het diploma van kleuteronderwijzeres aangevuld met het bekwaamheidsdiploma (voormeld M.B. 31 maart 1939)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
k) het diploma van kleuteronderwijzeres aangevuld met het diploma van leraar lichamelijke opvoeding (voormeld M.B. 8 maart 1945)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
l) het diploma van kleuteronderwijzeres aangevuld met het diploma van turnleraar uitgereikt door de examencommissies ingesteld door de provincies (voormeld M.B. 8 maart 1945)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
m) het bekwaamheidsgetuigschrift (voormeld K.B. 5 mei 1958)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
n) het diploma van kandidaat in de lichamelijke opvoeding	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap

"Ambten en voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen	Weddeschalen
Groep B	
<i>o)</i> het diploma van onderwijzer	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
<i>p)</i> het diploma van gegradueerde in de kinesithérapie	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
<i>q)</i> het diploma van hoger secundair technisch onderwijs (afdeling lichamelijke opvoeding)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
Leermeester bijzondere vakken (handenarbeid)	
Groep A	
<i>a)</i> het diploma van een hogere technische school of leergangen van de eerste graad + een jaar N.E. + het G.M.T.N.	Van de houder van V.B./S
<i>b)</i> het diploma van een hogere secundaire technische school of leergangen + 3 jaar N.E. + het G.M.T.N	Van de houder van V.B./S
<i>c)</i> het brevet van een hogere secundaire beroepsschool-of leergangen + 3 jaar N.E. + het G.M.T.N	Van de houder van V.B./S
<i>d)</i> het diploma van een lagere secundaire technische school of leergangen + 6 jaar N.E. + het G.M.T.N	Van de houder van V.B./S
<i>e)</i> het diploma van onderwijzer (met optie : plastische opvoeding)	Van de houder van V.B./S
Leermeester bijzondere vakken (snit en naad)	
Groep A	
<i>a)</i> het diploma van G.L.S.O. (huishoudkunde, landbouw-huishoudkunde)	Van de houder van V.B./S
<i>b)</i> het diploma van regentes huishoudkunde (K.B. 20 december 1932)	Van de houder van V.B./S
<i>c)</i> het diploma van onderwijzer of van regentes voor de middelbare scholen, aangevuld met het diploma van regentes in de huishoudkunde (M.B. 8 maart 1945) of van regentes in de nuttige handwerken (M.B. 8 maart 1945)	Van de houder van V.B./S
Groep B	
<i>d)</i> het diploma van onderwijzeres	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
<i>e)</i> het diploma van regentes in de nuttige handwerken (M.B. 8 maart 1945)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
<i>f)</i> het diploma van regentes in de huishoudkunde (M.B. 8 maart 1945)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
<i>g)</i> het getuigschrift van leermeesteres in de vrouwelijke handwerken en in de kleine huishoudelijke werken uitgereikt overeenkomstig het K.B. van 1 juni 1929	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
<i>h)</i> het diploma van bekwaamheid tot het geven van onderwijs in de bijzondere vakken aan de beroepsscholen voor meisjes, uitgereikt overeenkomstig het M.B. van 22 mei 1933	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
<i>i)</i> het diploma van bekwaamheid tot het geven van onderwijs in bijzondere vakken (nuttige handwerken) aan de beroepsscholen voor meisjes, uitgereikt door de centrale examencommissie overeenkomstig de M.B. van 21 augustus 1933 en van 28 juli 1947	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
Leermeester bijzondere vakken (huishoudkunde)	
Groep A	
<i>a)</i> het diploma van G.L.S.O. (snit en naad)	Van de houder van V.B./S
<i>b)</i> het diploma van regentes in de nuttige handwerken (K.B. van 20 december 1932)	Van de houder van V.B./S
<i>c)</i> het diploma van onderwijzeres of van regentes voor de middelbare scholen, aangevuld met het diploma van regentes in de huishoudkunde (M.B. van 8 maart 1945) of met het diploma van regentes in de nuttige handwerken (M.B. 8 maart 1945)	Van de houder van V.B./S

"Ambten en voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen	Weddeschalen
Groep B	
<i>d)</i> het diploma van onderwijzers	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
<i>e)</i> het diploma van regentes in de huishoudkunde (M.B. 8 maart 1945)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
<i>f)</i> het diploma van regentes in de nuttige handwerken (M.B. 8 maart 1945)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
<i>g)</i> het getuigschrift van leermeesteres in de huishoudkunde en in de huishoudelijke werken (voormeld K.B. 1 juni 1929)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
<i>h)</i> het bekwaamheidsdiploma (voormeld M.B. 22 mei 1933)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
<i>i)</i> het bekwaamheidsdiploma (voormeld M.B. 21 augustus 1933 /28 juli 1947)	houder van dit bekwaamheidsbewijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap
Studiemeester-opvoeder Groep A	
<i>a)</i> Diploma van sociaal adviseur	Van de houder V.B./S
<i>b)</i> Diploma van kandidaat/bachelor (elke studierichting) uitgereikt door een Belgische universiteit of door een door de wet daartoe gemachtigde inrichting	Van de houder V.B./S
<i>c)</i> Diploma van een hogere technische school van de eerste graad aangevuld met het getuigschrift van G.M.T.N. of door GPB	Van de houder V.B./S
<i>d)</i> Diploma van een hogere technische school of leergangen van de eerste graad	Van de houder van V.B./S met een tweejaarlijkse verhoging
<i>e)</i> Diploma van hogere secundaire technische school of getuigschrift van hoger secundair onderwijs, aangevuld met het getuigschrift van G.M.T.N. of door GPB	Van de houder van V.B./S met een tweejaarlijkse verhoging
<i>f)</i> Diploma van de hogere secundaire technische school of getuigschrift van het hoger secundair onderwijs	Van de houder V.B./S
<i>g)</i> Brevet van een aanvullende secundaire beroepsschool, aangevuld met 36 maanden dienst, gepresteerd in vast verband in het ambt van studiemeester-opvoeder in een internaat met volledige dienstprestaties	Van de houder V.B./S
<i>h)</i> Brevet van een hogere secundaire beroepsschool, aangevuld met 36 maanden dienst, gepresteerd in vast verband in het ambt van studiemeester-opvoeder in een internaat met volledige dienstprestaties	Van de houder V.B./S
<i>i)</i> Diploma van hogere secundaire technische leergangen, aangevuld met 36 maanden dienst gepresteerd in vast verband in het ambt van studiemeester-opvoeder in een internaat met volledige dienstprestaties	Van de houder V.B./S
Studiemeester-opvoeder in een internaat van de tehuizen voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben Groep A	
<i>a)</i> het diploma van maatschappelijk assistent	Van de houder V.B./S
<i>b)</i> het diploma van sociaal adviseur	Van de houder V.B./S
<i>c)</i> het diploma van kandidaat, uitgereikt door een Belgische universiteit	Van de houder V.B./S
<i>d)</i> het diploma van een hogere technische school van de eerste graad, aangevuld met het G.M.T.N of met het G.P.B.	Van de houder V.B./S
<i>e)</i> het getuigschrift van priesterschap	Van de houder V.B./S
<i>f)</i> het diploma van een hogere technische school of leergangen van de eerste graad	Van de houder van V.B./S met een tweejaarlijkse verhoging
<i>g)</i> het diploma van kleuteronderwijzers of het gehomologeerd getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs of het diploma van een hogere secundaire technische school, aangevuld met het G.M.T.N of met het G.P.B.	Van de houder van V.B./S met een tweejaarlijkse verhoging

“Ambten en voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen	Weddeschalen
<i>h)</i> het brevet van een aanvullende secundaire beroepsschool, aangevuld met 36 maanden dienst, gepresteerd in vast verband in het ambt van studiemeester-opvoeder in een externaat met volledige dienstprestaties	Van de houderV.B./S
<i>i)</i> het brevet van een hogere secundaire beroepsschool, aangevuld met 36 maanden dienst, gepresteerd in vast verband in het ambt van studiemeester-opvoeder in een externaat met volledige dienstprestaties	Van de houderV.B./S
<i>j)</i> het diploma van hogere secundaire technische leer- gangen, aangevuld met 36 maanden dienst, gepresteerd in vast verband in het ambt van studiemeester-opvoeder in een externaat met volledige dienstprestaties	Van de houderV.B./S
<i>k)</i> het gehomologeerd getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs	Van de houderV.B
<i>l)</i> het diploma van een hogere secundaire technische school	Van de houderV.B
<i>m)</i> het diploma van kleuteronderwijzeres	Van de houderV.B

Art. 210. Artikel 11*bis* van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 211. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon voorschools- en lager onderwijs, worden de woorden “en 11*bis*” geschrapt.

Art. 212. In artikel 4 van het bovenvermelde koninklijk besluit wordt punt 2° opgeheven.

Art. 213. In hetzelfde besluit wordt artikel 6 opgeheven.

Art. 214. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, wordt punt *b)* opgeheven.

Art. 215. In hetzelfde besluit worden de artikelen 4, 4*bis* opgeheven.

Art. 216. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden “waarvoor dit besluit de voldoende geacht bekwaamheidsbewijzen bepaalt” toegevoegd na het woord “wervingsambten”.

Art. 217. In artikel 11, derde lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a)* onder punt A worden de punten 1 tot 9 en 11 tot 22 opgeheven;
- b)* onder punt B worden de punten 1 en 2 opgeheven;
- c)* onder punt C worden de punten 1 tot 9, 11 tot 21 opgeheven;
- d)* punt C *bis* wordt opgeheven;
- e)* onder punt D worden de punten 1, 2, 3, 4, 5 opgeheven;
- f)* in het derde lid worden de punten E, F, G, H opgeheven.

Art. 218. In hetzelfde besluit wordt artikel 11 ter opgeheven.

Art. 219. In artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a)* kleine *b)* wordt opgeheven;
- b)* de woorden “of in de vrij gesubsidieerde inrichtingen voor normaalonderwijs” worden opgeheven.

Art. 220. In hetzelfde besluit worden de artikelen 4 en 4*bis* opgeheven.

Art. 221. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden “waarvoor dit besluit de voldoende geacht bekwaamheidsbewijzen bepaalt” toegevoegd na het woord “wervingsambten”.

Art. 222. In artikel 11, derde lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a)* onder punt A worden de punten 1, 3, 4, 5, 6 en 7 opgeheven;
- b)* onder punt B, 1° worden de punten 1, 2 en 4 tot 10 opgeheven;
- c)* onder punt B, 2° worden de punten 1, 2 en 4 tot 10 opgeheven;
- d)* de punten B *bis*, C, D worden opgeheven.

Art. 223. Artikel 11 *bis* van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 224. Artikel 11 ter van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 225. In artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a)* punt *b)* wordt opgeheven;

b) de woorden “of in de inrichtingen voor normaalonderwijs” opgeheven.

Art. 226. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 227. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden “waarvoor dit besluit de voldoende geacht bekwaamheidsbewijzen bepaalt” toegevoegd na het woord “wervingsambten”.

Art. 228. In artikel 11, derde lid, van hetzelfde besluit,

a) onder punt A worden de punten 1 en 3 tot 9 opgeheven;

b) onder punt B, 1° worden de punten 1 tot 3 en 5 tot 11 opgeheven;

c) onder punt B, 2°, van hetzelfde decreet, worden de punten 1, 2 en 4 tot 10 opgeheven;

d) worden de punten B *bis*, C en D opgeheven.

Art. 229. Artikel 11*ter* van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 230. Het koninklijk besluit van 4 augustus 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde vrije inrichtingen die secundair onderwijs verstrekken overeenkomstig de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, wordt opgeheven.

Art. 231. In het koninklijk besluit van 4 augustus 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde officiële inrichtingen die secundair onderwijs verstrekken overeenkomstig de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, worden de artikelen 2, 2*bis* en 4 opgeheven.

Art. 232. In het koninklijk besluit van 4 augustus 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon secundair onderwijs, worden de artikelen 3, 5, § 2, 6, 9, 10 en 11, § 2 opgeheven.

Art. 233. In de artikelen 3, § 1, tweede lid, § 2, derde lid, 8, 13 en 14 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, worden de woorden “studiemeester-opvoeder” telkens vervangen door het woord “opvoeder”.

Art. 234. De artikelen 7*bis*, 9, 10 en 11 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 235. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor kunstonderwijs, die secundair onderwijs verstrekken in de plastische kunsten, wordt punt b) geschrapt.

Art. 236. In artikel 2, § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden “met dien verstande dat zij als volgt worden aangevuld :

a) in het kunstonderwijs voorbereidend op het secundair kunstonderwijs van de lagere graad :

Wervingsambt : leraar kunstvakken.

b) in het secundair kunstonderwijs van de lagere graad :

Wervingsambt : leraar kunstvakken.

c) in het secundair kunstonderwijs van de hogere graad :

Wervingsambt : leraar kunstvakken.”, geschrapt.

Art. 237. In artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden “in hoofdstuk II, afdeling 1 en “geschrapt.

Art. 238. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden “waarvoor dit besluit de voldoende geacht bekwaamheidsbewijzen bepaalt” toegevoegd na het woord “wervingsambten”.

Art. 239. In artikel 6, § 3, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “rang 13” vervangen door de woorden “rang 10”.

Art. 240. §§ 1 en 2 van artikel 8 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 241. In § 4 van artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden “of in de ambten van leraar kunstvakken of van assistent” opgeheven.

Art. 242. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 243. In artikel 11, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder punt A worden de punten 1 tot 9, 11 tot 17 opgeheven;

b) onder punt B worden de punten 1 tot 8 en 10 tot 13 opgeheven;

c) de punten C en E worden opgeheven.

Art. 244. In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde besluit, onder de rubriek “1. Studiemeester-opvoeder”, onder punt c) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “bepaald in a, b, c, d, e, van de afdeling 1” worden opgeheven;

b) de woorden “zoals bedoeld in het decreet van 11 april 2014” worden toegevoegd na de woorden “studiemeester-opvoeder”.

Art. 245. In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde besluit, onder de rubriek “1. Studiemeester-Opvoeder”, wordt punt d) opgeheven.

Art. 246. In artikel 12, derde lid, van hetzelfde besluit, onder de rubriek “2. Directiesecretaris”, onder punt c), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “vastgesteld in a, b, c, d en e van de afdeling 1” worden opgeheven;

b) de woorden “zoals bedoeld in het decreet van 11 april 2014” worden toegevoegd na de woorden “studiemeester-opvoeder”.

Art. 247. In artikel 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden “en in te delen”, alsook de woorden “de technische vakken en beroepspraktijk” geschrapt.

Art. 248. In de artikelen 5, 18, 25, 25bis, 27, vierde, vijfde en zevende lid, en 30 bis van hetzelfde besluit worden de woorden “studiemeester-opvoeder” telkens vervangen door de woorden “opvoeder-secretaris”.

Art. 249. In artikel 20, § 5, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de woorden “studiemeester-opvoeder” vervangen door het woord “opvoeder”.

Art. 250. In artikel 3bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving,

a) onder punt 1° worden de woorden “van bachelor voorschools onderwijzer” ingevoegd tussen de woorden “hetzij van het bekwaamheidsbewijs” en de woorden “kleuteronderwijzer”;

b) er wordt een 3°bis toegevoegd na punt 3°, luidend als volgt: “3°bis hetzij het diploma van bachelor in de psychomotoriek”;

c) onder punt 4° wordt het woord “bachelor” ingevoegd tussen de woorden “hetzij van het diploma van gegradueerde of” en de woorden “in psychologische bijstand”;

d) onder punt 5° worden de woorden “of van master” ingevoegd tussen de woorden “of licentiaat” en de woorden “in de kinesitherapie”;

e) onder punt 6° worden de woorden “of licentiaat” opgeheven;

f) onder punt 6° worden de woorden “ of master in de bewegingswetenschappen – richting lichamelijke opvoeding” ingevoegd tussen de woorden “lichamelijke opvoeding” en de woorden “aangevuld met een aanvullende opleiding”;

g) onder punt 7° worden de woorden “van het diploma van opvoeder gespecialiseerd” vervangen door de woorden “van het diploma van bachelor van opvoeder gespecialiseerd”.

Art. 251. Er wordt een artikel 4bis ingevoegd in het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs, luidend als volgt:

“Art. 4bis, § 1. Een onderwijsinrichting die taalbadonderwijs organiseert, kan slechts onder haar onderwijzend personeel belast met taalbadcursussen personen aanwerven die het bewijs hebben geleverd van de grondige kennis van de taal van het taalbadonderwijs.

§ 2. De grondige kennis van de taal van het taalbadonderwijs wordt bewezen door een personeelslid als hij het volgende behaald heeft:

1° hetzij het bekwaamheidsbewijs, zoals bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 11 april 2014 om het ambt uit te oefenen, uitgereikt in de taal van het taalbadonderwijs;

2° hetzij het buitenlandse bekwaamheidsbewijs uitgereikt in de taal van het taalbadonderwijs of dat gelijkwaardig is aan het bekwaamheidsbewijs, zoals bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 11 april 2014 om het ambt uit te oefenen, of dat beroepshalve erkend wordt voor de uitoefening van het ambt met toepassing van het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs;

3° hetzij het getuigschrift voor hoger secundair onderwijs of elk ander bekwaamheidsbewijs van het niveau van bachelor of master uitgereikt in België in de taal van o of een buitenlands bekwaamheidsbewijs dat ten minste gelijkwaardig is aan het getuigschrift voor hoger secundair onderwijs uitgereikt in de taal van het taalbadonderwijs;

4° hetzij het getuigschrift voor de grondige kennis van de taal van het taalbadonderwijs;

5° hetzij, voor taalbadcursussen in de Nederlandse taal, het getuigschrift voor de grondige kennis van de Nederlandse taal uitgereikt door de Vlaamse Gemeenschap;

6° hetzij, voor de taalbadcursussen in de Duitse taal, het getuigschrift voor de grondige kennis van de Duitse taal uitgereikt door de Duitstalige Gemeenschap;

7° hetzij, voor de houder van een vereist bekwaamheidsbewijs voor het overeenstemmende ambt, een onderwijseenheid 12 in de taal van het taalbadonderwijs met vrucht te hebben gevolgd, voor de houder van een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, een onderwijseenheid 9 in de taal van het taalbadonderwijs met vrucht te hebben gevolgd, de onderwijseenheden 9 en 12 bedoeld in de artikelen 10 en volgende van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

§ 3. Wanneer een inrichting moeilijkheden heeft om een kandidaat met de vereiste taalbekwaamheid aan te werven, kan de Minister een tijdelijke afwijking verlenen van de bepalingen van § 1 van dit artikel.

Deze afwijking is slechts geldig voor een periode van één jaar en kan slechts twee keer hernieuwd worden.

Art. 252. In artikel 44bis, tweede lid en derde lid, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de woorden “studiemeester-opvoeder” vervangen door het woord “opvoeder”.

Art. 253. In artikel 96, tweede lid en derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “studiemeester-opvoeder” vervangen door het woord “opvoeder”.

Art. 254. In artikel 99 van hetzelfde decreet worden de woorden “de ergotherapeuten” toegevoegd na de woorden “de kinesisten”.

Art. 255. In artikel 102, § 1, van hetzelfde decreet wordt het woord “ergotherapeut” toegevoegd na het woord “kinesist”.

Art. 256. In artikel 116, §§ 1 en 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden “studiemeester-opvoeder” vervangen door het woord “opvoeder”.

Art. 257. In artikel 116^{ter}, §§ 1 en 2, van hetzelfde decreet worden de woorden “studiemeester-opvoeder” vervangen door het woord “opvoeder”.

Art. 258. In artikel 2, derde lid, van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de woorden “de interzonale affectatiecommissies bedoeld in de artikelen 14^{ter} en 14^{sexies} en van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen en van de Centrale Commissies voor personeelsbeheer bedoeld in sectie 1 van hoofdstuk II.” vervangen door de woorden “de kamer van de netoverschrijdende commissie voor bekwaamheidsbewijzen belast met de schaarstebekwaamheidsbewijzen die niet op een lijst opgenomen worden, opgericht bij het decreet van 11 april 2014”.

Art. 259. De artikelen 2, vierde lid, en 3 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 260. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “ de commissies” worden vervangen door de woorden “de bovenvermelde Kamer”;

b) de woorden “in de artikelen 2 en 3” worden vervangen door de woorden “in artikel 2”;

c) onder punt 2° worden de woorden “artikel 20 van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969 voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of/en op basis van een voldoende geacht B-bekwaamheidsbewijs in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs” vervangen door de woorden “een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereist bekwaamheidsbewijs of het voldoende bekwaamheidsbewijs”;

d) in het tweede lid worden de woorden “ de commissies” vervangen door de woorden “de bovenvermelde Kamer”;

e) in het derde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) de woorden “De zonale commissies houden” worden vervangen door de woorden “De bovenvermelde Kamer houdt”;

2) de woorden “de commissies” worden vervangen door de woorden “deze Kamer”.

Art. 261. In artikel 21 van hetzelfde decreet wordt een rubriek *d)* ingevoegd, luidend als volgt :

“ *d)* kan de voorzitter tijdens de werkzaamheden, op eigen initiatief of op aanvraag van de leden van de Commissie, de zaak aanhangig maken bij de Kamer van de netoverschrijdende commissie voor bekwaamheidsbewijzen belast met de waardering van de nuttige ervaring, opgericht bij het decreet van 11 april 2014, opdat ze over de uitbreiding zou beslissen van de erkenning van de nuttige ervaring van een personeelslid dat ter beschikking gesteld wordt bij ontstentenis van betrekking en dat voor een re-affectatie in aanmerking zou kunnen komen. Deze kamer neemt haar beslissing binnen de 15 werkdagen en informeert hierover de voorzitters van zowel de Zonale commissie als van de Centrale commissie waaronder de Zonale commissie die heeft beslist de zaak bij haar aanhangig te maken, ressorteert . ”.

HOOFDSTUK II — *Overgangsbepalingen.*

Afdeling I — De vast benoemde of in vast verband aangeworven personeelsleden die titularis zijn van een gedeeltelijke of volledige opdracht.

Art. 262. Deze afdeling is van toepassing op de vast benoemde of in vast verband aangeworven personeelsleden vanaf 31 augustus 2016 naar rata van een gedeeltelijke of volledige opdracht.

Art. 263. Het personeelslid dat vast benoemd is of dat in vast verband aangeworven is op 31 augustus 2016 in een ambt zoals het bestond vóór de inwerkingtreding van dit decreet, wordt geacht vast benoemd te zijn of in vast verband aangeworven te zijn vanaf 1 september 2016, in voorkomend geval, in het nieuwe overeenstemmende ambt met betrekking tot hetzelfde opschrift of voortvloeiend uit een fusie of een verandering van ambtsbenaming volgens de overeenstemmingstabel bepaald door de Regering.

De besluiten die aangenomen worden overeenkomstig dit artikel, worden het Parlement ter bevestiging voorgelegd binnen een termijn van twaalf maanden volgend op de aanneming ervan. Bij gebrek aan zulke bevestiging hebben ze geen uitwerking meer na deze termijn.

Art. 264. Ingeval de toepassing van dit decreet tot een splitsing van het ambt leidt, wordt het personeelslid dat op 31 augustus 2016 vast benoemd wordt of dat in vast verband aangeworven wordt in een ambt zoals het bestond vóór de inwerkingtreding van dit decreet, geacht vast benoemd te zijn of in vast verband aangeworven te zijn vanaf 1 september 2016 in, naargelang het geval :

1° elk nieuw overeenstemmend ambt op basis van de overeenstemmingstabel bepaald door de Regering indien het personeelslid over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt voor dit/deze nieuwe ambt(en);

2° het/de overeenstemmende ambt(en) waaraan verbonden wordt(en) de cursus(sen) die werkelijk verstrekt wordt(en) door het personeelslid in het onderwijs met volledig leerplan of het alternerend onderwijs tijdens 150 dagen voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en het officieel gesubsidieerd onderwijs en tijdens 180 dagen binnen de inrichtende macht voor het vrij gesubsidieerd onderwijs, berekend volgens de nadere regels die eigen zijn aan elk statuut tijdens de drie laatste schooljaren voorafgaand aan 1 september 2016 als het personeelslid niet over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt voor het (de) nieuwe overeenstemmende ambt(en) op basis van de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering.

Voor het onderwijs voor sociale promotie wordt de bovenvermelde drempel van prestatie naar rata van 240 lestijden vastgesteld.

De verlofperiodes die gelijkgesteld zijn met de dienstactiviteit of de terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid verlengen passend de drie schooljaren bedoeld in punt 2°.

Art. 265. In voorkomend geval, ingeval van een splitsing van ambt wordt het personeelslid dat vast benoemd of in vast verband aangeworven is in het ambt zoals het bestond vóór de inwerkingtreding van dit decreet, geacht vast benoemd of in vast verband aangeworven te zijn vanaf 1 september 2016 in de nieuwe overeenstemmende ambten volgens de regels bedoeld in artikel 264, naar rata van de bekwaamheden en het volume van de opdracht uitgeoefend op 31 augustus 2016.

Art. 266. In de gevallen die niet gedekt worden door de overeenstemmingstabellen vastgesteld door de Regering wordt het personeelslid dat op 31 augustus 2016 vast benoemd of in vast verband aangeworven wordt, geacht vast benoemd of in vast verband aangeworven te zijn vanaf 1 september 2016 in het (de) nieuwe ambt(en) waaronder voortaan de cursus ressorteert die bedoeld is in zijn akte tot vaste benoeming of aanwerving in vast verband, rekening houdend met de verbinding cursus-ambt bepaald door de Regering als het personeelslid een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs beschikt voor het nieuwe ambt.

Indien het personeelslid niet over een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs beschikt voor het nieuwe ambt, behoudt hij zijn vaste benoeming of aanwerving in vast verband overeenkomstig de akten tot benoeming of aanwerving in vast verband waarvan hij voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet houder is.

Art. 267. Voor alle bovenvermelde overgangsmatregelen, in het gesubsidieerd onderwijs, toen het personeelslid titularis was vóór de inwerkingtreding van dit decreet van een benoeming of aanwerving in vast verband op basis van de bekwaamheidsbewijzen die eigen zijn aan het beroepsonderwijs, behoudt het zijn benoeming of aanwerving in vast verband slechts in deze onderwijsvorm.

Art. 268. Wanneer de akte tot benoeming of aanwerving in vast verband van een personeelslid betrekking heeft op een activiteit bedoeld in artikel 20, § 4, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, benoemt of werft in vast verband de inrichtende macht dit personeelslid aan in een ambt bepaald door de Regering waarvoor het personeelslid in de volgende volgorde ofwel over een vereist bekwaamheidsbewijs, ofwel over een voldoende bekwaamheidsbewijs beschikt.

Art. 269. In het kader van de regels bedoeld in deze afdeling behoudt het vast benoemd of in vast verband aangeworven personeelslid voor wie een nuttige ervaring wordt erkend voor een ambt van leraar technische vakken, of van leraar beroepspraktijk of van leraar technische vakken en beroepspraktijk, deze erkenning in de uitoefening van zijn nieuwe ambt van leraar technische vakken, of van leraar beroepspraktijk overeenkomstig de overeenstemmingstabel bepaald door de Regering.

Art. 270. Met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 266, tweede lid, behouden de personeelsleden die vast benoemd of in vast verband aangeworven worden voor een opdracht met onvolledige prestatie, in het nieuwe ambt, het recht om hun opdracht uit te breiden overeenkomstig de statutaire bepalingen waaronder ze ressorteren.

In dit kader, in het gesubsidieerd onderwijs, worden de personeelsleden geacht bij het schooljaar 2015-2016 hun kandidatuur te hebben ingediend in de vormen en termijnen voorgeschreven in de artikelen 34, 34bis, 34ter en 42 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, alsook in de artikelen 24 en 30 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

Art. 271. § 1. De personeelsleden die vast benoemd of in vast verband aangeworven zijn in een ambt van bijzondere vakken de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden geacht benoemd of aangeworven in vast verband te zijn in een ambt van algemene vakken en/of technische vakken volgens de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering en in functie van de bepalingen bedoeld in deze afdeling.

§ 2. De personeelsleden die vast benoemd of in vast verband aangeworven zijn in een ambt van technische vakken en beroepspraktijk de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden geacht vast benoemd of in vast verband aangeworven te zijn in een ambt technische vakken en/of cursussen beroepspraktijk volgens de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering en in functie van de bepalingen bedoeld in deze afdeling.

§ 3. De personeelsleden bedoeld in §§ 1 en 2 behouden in het nieuwe ambt de noemer van de opdracht van hun vroegere ambt indien deze voordeliger is voor het personeelslid. Het behoud van de breuk van de oorspronkelijke opdracht heeft ook betrekking op de uitbreidingen van de opdracht en de maatregelen in verband met de terbeschikkingstelling en de reffectatie.

Art. 272. De personeelsleden die geacht worden benoemd of in vast verband aangeworven te zijn in een nieuw ambt met toepassing van de vorige artikelen, komen in aanmerking voor de weddeschaal in verband met dit ambt behalve als de weddeschaal betreffende hun oorspronkelijke ambt hen een hogere bezoldiging geeft.

De personeelsleden bedoeld in artikel 266, tweede lid, behouden de weddeschaal waarvan ze genoten vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Afdeling II. — De tijdelijke personeelsleden die titularis zijn van een gedeeltelijke of volledige opdracht

Art. 273. Deze afdeling is van toepassing op de tijdelijke personeelsleden die titularis zijn van een gedeeltelijke of volledige opdracht.

Art. 274. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, met het oog op de oproepen tot kandidaten bedoeld in de artikelen 21 en 34 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 voor het schooljaar 2016-2017, zijn de ambten bedoeld in hoofdstuk 2 van titel I van dit decreet van toepassing.

Op 1 september 2016 worden de personeelsleden die titularis zijn van een bekwaamheidsbewijs behorend tot de categorie van voldoende bekwaamheidsbewijzen of schaarstebekwaamheidsbewijzen, ingevoegd in de rangschikking bedoeld in artikel 2, §§ 2 en 3, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 juni 1969 door hen, op deze datum, als aantal kandidaturen, het aantal schooljaren toe te kennen waarin ze in aanmerking kwamen voor een aanstelling in het ambt.

De kandidaten die tijdens de maand januari 2016 een kandidatuur hebben ingediend voor een tijdelijke aanstelling in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en die op 1 september 2016 een bekwaamheidsbewijs behalen dat behoort tot de categorie van vereiste bekwaamheidsbewijzen naar aanleiding van de inwerkingtreding van dit decreet, worden geacht de voorwaarde voor het bekwaamheidsbewijs te hebben vervuld, zoals bepaald in artikel 18, 5° van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 maart 1969.

In het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt elke kandidaatstelling die ingediend wordt binnen de vereiste vormen en termijnen, met het oog op het verlenen van de voorrang voor een aanwerving of een aanstelling te rekenen vanaf 1 september 2016, in één van de ambten zoals bepaald vóór de inwerkingtreding van dit decreet, geacht ingediend te zijn in het (de) overeenstemmende ambt(en) volgens de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering.

Art. 275. Voor de toepassing van de artikelen 34 en 42 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, ingeval van een fusie, een wijziging van de benaming van het ambt of ingeval de benaming van een ambt onveranderd blijft, worden de diensten die

gepresteerd werden in het ambt voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet door het tijdelijk personeelslid, geacht gepresteerd te zijn in het of één van de nieuwe overeenstemmende ambten volgens de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering.

In dit kader, voor het schooljaar 2015-2016, worden de personeelsleden die hun kandidatuur hebben ingediend voor de ambten voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet, geacht ingediend te zijn voor de nieuwe ambten in de vormen en termijnen voorgeschreven in dezelfde artikelen 34 en 42 van het bovenvermelde decreet van 1 februari 1993.

Art. 276. Voor de toepassing van de artikelen 31 en 31ter van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, ingeval van een fusie, een wijziging van de benaming van het ambt of ingeval de benaming van een ambt onveranderd blijft, worden de diensten die gepresteerd werden in het ambt voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet door het tijdelijk personeelslid, geacht gepresteerd te zijn in het of één van de nieuwe overeenstemmende ambten volgens de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering.

In dit kader, voor het schooljaar 2015-2016, worden de personeelsleden die hun kandidatuur hebben ingediend voor de ambten voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet, geacht ze ingediend te hebben voor de nieuwe ambten in de vormen en termijnen voorgeschreven in dezelfde artikelen 31 en 31ter van het bovenvermelde koninklijk besluit.

Art. 277. Voor de toepassing van de artikelen 24 en 30 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, ingeval van een fusie, van een wijziging van benaming van het ambt of ingeval de benaming van een ambt onveranderd blijft, worden de diensten die gepresteerd worden in het ambt voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet door het tijdelijk personeelslid, geacht gepresteerd te zijn in het of één van de nieuwe overeenstemmende ambten volgens de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering.

In dit kader, voor het schooljaar 2015-2016, worden de personeelsleden die hun kandidatuur hebben ingediend voor de ambten voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet, geacht ze ingediend te hebben voor de nieuwe ambten in de vormen en termijnen voorgeschreven in dezelfde artikelen 24 en 30 van het bovenvermelde decreet van 6 juni 1994.

Art. 278. Voor de toepassing van de artikelen 31 en 31ter van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, in de gevallen van splitsing van ambten, worden de diensten die gepresteerd werden in het ambt voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet door het tijdelijk personeelslid, geacht gepresteerd te zijn, naargelang het geval, in :

1° elk nieuw overeenstemmend ambt op basis van de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering, als het personeelslid over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt voor de nieuwe ambten :

2° het (de) overeenstemmende ambt(en) waaraan de cursus(sen) gebonden is/zijn die werkelijk verstrekt wordt(en) door het personeelslid, in het onderwijs met volledig leerplan of in het alternerend onderwijs, tijdens 150 dagen berekend volgens de nadere regels van de betrokken rechtspositie tijdens de drie laatste schooljaren voorafgaand aan 1 september 2016, als het personeelslid niet over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt voor het (de) nieuwe ambt(en).

Voor het onderwijs voor sociale promotie wordt de bovenvermelde drempel van prestatie op 240 lestijden vastgesteld.

Art. 279. Voor de toepassing van de artikelen 34 en 42 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, in de gevallen van splitsing van het ambt, worden de diensten die gepresteerd werden in het ambt voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet door het tijdelijk personeelslid, geacht gepresteerd te zijn, naargelang het geval, in :

1° elk nieuw overeenstemmend ambt op basis van de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering, als het personeelslid over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt voor het (de) nieuwe ambt(en) :

2° het (de) overeenstemmende ambt(en) waaraan de cursus(sen) gebonden is/zijn die werkelijk verstrekt wordt(en) door het personeelslid, in het onderwijs met volledig leerplan of in het alternerend onderwijs tijdens 180 dagen binnen de inrichtende macht berekend volgens de nadere regels van de betrokken rechtspositie tijdens de drie laatste schooljaren voorafgaand aan 1 september 2016, als het personeelslid niet over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt voor het (de) nieuwe ambt(en).

Voor het onderwijs voor sociale promotie wordt de bovenvermelde drempel van prestatie op 240 lestijden vastgesteld.

De verlofperiodes die gelijkgesteld zijn met de dienstactiviteit of de terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid verlengen passend de drie schooljaren bedoeld in punt 2°.

In dit kader, voor het schooljaar 2015-2016, worden de personeelsleden die hun kandidatuur hebben ingediend voor de ambten voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet, geacht ze ingediend te hebben voor de nieuwe ambten in de vormen en termijnen voorgeschreven in dezelfde artikelen 34 en 42 van het bovenvermelde decreet van 1 februari 1993.

Art. 280. Voor de toepassing van de artikelen 24 en 30 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, in de gevallen van splitsing van het ambt, worden de diensten die gepresteerd werden in het ambt voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet door het tijdelijk personeelslid, geacht gepresteerd te zijn, naargelang het geval, in :

1° elk nieuw overeenstemmend ambt op basis van de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering, als het personeelslid over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt voor het (de) nieuwe ambt(en) :

2° het (de) overeenstemmende ambt(en) waaraan de cursus(sen) gebonden is/zijn die werkelijk verstrekt wordt(en) door het personeelslid, in het onderwijs met volledig leerplan of in het alternerend onderwijs tijdens 150 dagen berekend volgens de nadere regels van de betrokken cursus tijdens de drie laatste schooljaren voorafgaand aan 1 september 2016, als het personeelslid niet over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt voor het (de) nieuwe ambt(en).

Voor het onderwijs voor sociale promotie wordt de bovenvermelde drempel van prestatie op 240 lestijden vastgesteld.

De verlofperiodes die gelijkgesteld zijn met de dienstactiviteit of de terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid verlengen passend de drie schooljaren bedoeld in punt 2°.

In dit kader, voor het schooljaar 2015-2016, worden de personeelsleden die hun kandidatuur hebben ingediend voor de ambten voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet, geacht ze ingediend te hebben voor de nieuwe ambten in de vormen en termijnen voorgeschreven in dezelfde artikelen 24 en 30 van het bovenvermelde decreet van 6 juni 1994.

Art. 281. Voor de toepassing van de artikelen 34 en 42 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, in de gevallen die niet gedekt worden door de overeenstemmingstabellen vastgesteld door de Regering, worden de diensten die gepresteerd werden voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet door het tijdelijk personeelslid, geacht gepresteerd te zijn in het of één van de nieuwe ambt(en) waaronder voortaan de cursus ressorteert, rekening houdend met de verbinding cursus-ambt bepaald door de Regering als het personeelslid over een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs beschikt voor het nieuwe ambt.

Voor de personeelsleden bedoeld in afdeling 3 van dit hoofdstuk, indien het personeelslid niet over een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs beschikt voor het nieuwe ambt, blijft zijn anciënniteit verworven volgens de nadere regels die van toepassing zijn vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

In dit kader, voor het schooljaar 2015-2016, worden de personeelsleden die hun kandidatuur hebben ingediend voor de ambten voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet, geacht ze ingediend te hebben voor de nieuwe ambten in de vormen en termijnen voorgeschreven in dezelfde artikelen 34 en 42 van het bovenvermelde decreet van 1 februari 1993.

Art. 282. Voor de toepassing van de artikelen 24 en 30 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, in de gevallen die niet gedekt worden door de overeenstemmingstabellen gevoegd bij dit decreet, worden de diensten die gepresteerd werden voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet door het tijdelijk personeelslid, geacht gepresteerd te zijn in het of één van de nieuwe ambt(en) waaronder voortaan de cursus ressorteert, rekening houdend met de verbinding cursus-ambt bepaald door de Regering als het personeelslid over een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs beschikt voor het nieuwe ambt.

Voor de personeelsleden bedoeld in afdeling 3 van dit hoofdstuk, indien het personeelslid niet over een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs beschikt voor het nieuwe ambt, blijft zijn anciënniteit verworven volgens de nadere regels die van toepassing zijn vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

In dit kader, voor het schooljaar 2015-2016, worden de personeelsleden die hun kandidatuur hebben ingediend voor de ambten voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet, geacht ze ingediend te hebben voor de nieuwe ambten in de vormen en termijnen voorgeschreven in dezelfde artikelen 24 en 30 van het bovenvermelde decreet van 6 juni 1994.

Art. 283. In het kader van de regels bedoeld in de vorige artikelen, behoudt het tijdelijk personeelslid voor wie een nuttige ervaring wordt erkend voor een ambt van leraar technische vakken, of van leraar beroepspraktijk of van leraar technische vakken en beroepspraktijk, deze erkenning in de uitoefening van zijn nieuwe ambt van leraar technische vakken, of van leraar beroepspraktijk overeenkomstig de overeenstemmingstabel bepaald door de Regering.

Art. 284. Voor de aanstellingen of aanwervingen in tijdelijk verband vanaf 1 september 2016 tot hoogstens 30 juni 2017, genieten de personeelsleden bedoeld in deze afdeling de weddeschaal gebonden aan het nieuwe ambt behalve als de weddeschaal betreffende hun oorspronkelijke ambt hen een hogere bezoldiging geeft.

Afdeling III. — Prioritaire/beschermde tijdelijke personeelsleden of niet prioritaire tijdelijke personeelsleden met een anciënniteit bepaald in deze afdeling, naar rata van een gedeeltelijke of volledige opdracht

Art. 285. De personeelsleden die titularis zijn van een gedeeltelijke of volledige opdracht, zoals bedoeld in deze afdeling, zijn de volgende :

1° de tijdelijke personeelsleden bedoeld in de artikelen 31 en 31ter wat betreft het onderwijs voor sociale promotie, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van de bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, die over een vereist bekwaamheidsbewijs of elk ander bekwaamheidsbewijs beschikken op de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet;

2° de prioritaire tijdelijke personeelsleden in de zin van artikel 34 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, die over een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs A of een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 17 maart 1967 tot vaststelling van de bevoegdheidsbewijzen die voldoende geacht werden voor de leden van het personeel der vrije inrichtingen voor middelbaar en normaalonderwijs beschikken op de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet;

3° de prioritaire tijdelijke personeelsleden in de zin van artikel 24 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs die over een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs A beschikken op de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet;

4° de tijdelijke personeelsleden die over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikken op de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet, gerangschikt in de eerste groep bedoeld in artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs;

5° de tijdelijke personeelsleden bedoeld in het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs die over een vereist bekwaamheidsbewijs, een voldoende bekwaamheidsbewijs A of een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 17 maart 1967 tot vaststelling van de bevoegdheidsbewijzen die voldoende geacht werden voor de leden van het personeel der vrije inrichtingen voor middelbaar en normaalonderwijs beschikken op de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet en die ook over een ambtsanciënniteit van 315 dagen beschikken bij de inrichtende macht over ten

minste 2 schooljaren, verworven in de 5 laatste schooljaren, berekend overeenkomstig artikel 29bis van het bovenvermelde decreet. Voor het onderwijs voor sociale promotie wordt de bovenvermelde drempel van prestatie op 480 lestijden vastgesteld;

6° de tijdelijke personeelsleden bedoeld in het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs die over een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs A beschikken de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet en die over een ambtsanciënniteit van 315 dagen beschikken bij de inrichtende macht over ten minste 2 schooljaren, verworven in de 5 laatste schooljaren, berekend overeenkomstig artikel 34 van het bovenvermelde decreet. Voor het onderwijs voor sociale promotie wordt de bovenvermelde drempel van prestatie op 480 lestijden vastgesteld;

7° de tijdelijke personeelsleden bedoeld in artikel 20 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet die over een ambtsanciënniteit van 450 dagen beschikken, verdeeld over ten minste 3 schooljaren;

8° de tijdelijke personeelsleden die titularis zijn, de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet, van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep B of van een gelijkgesteld bekwaamheidsbewijs bedoeld in de artikelen 6, § 4, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975

betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, in artikel 6, § 5, van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, alsook in artikel 6, § 3 van het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor kunstonderwijs, die secundair onderwijs verstrekken in de plastische kunsten en waarvoor 3 gunstige opeenvolgende ministeriële afwijkingen verleend werden en die elk betrekking hebben op een verbintenis van meer dan 15 weken bedoeld in artikel 6, § 5, tweede lid, van het bovenvermelde koninklijk besluit, alsook op een ambtsanciënniteit van 315 dagen bij de inrichtende macht over ten minste 2 schooljaren, verworven in de 5 laatste schooljaren, berekend overeenkomstig de bepalingen die eigen zijn aan elk statuut. Voor het onderwijs voor sociale promotie wordt de bovenvermelde drempel van prestatie op 480 lestijden vastgesteld;

9° de tijdelijke personeelsleden die titularis zijn, de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet, van een voldoende bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 17 maart 1967 tot vaststelling van de bevoegdheidsbewijzen die voldoende geacht werden voor de leden van het personeel der vrije inrichtingen voor middelbaar en normaalonderwijs die in dienst zijn gebleven tijdens vijf schooljaren, met het behoud van de wedde-subsidie, op voorwaarde dat vóór 30 juni van het vijfde schooljaar, een ongunstige beslissing hen werd bekendgemaakt, alsook een ambtsanciënniteit van 315 dagen bij de inrichtende macht over ten minste 2 schooljaren, verworven overeenkomstig artikel 29bis van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs. Voor het onderwijs voor sociale promotie wordt de bovenvermelde drempel van prestatie op 480 lestijden vastgesteld;

Art. 286. De personeelsleden bedoeld in deze afdeling komen in aanmerking voor de bepalingen bedoeld in de afdeling 2 van dit hoofdstuk.

Art. 287. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs wordt elke aanstelling van een prioritair tijdelijk personeelslid die uitwerking heeft met ingang van 1 september 2016 in één van de ambten, zoals bepaald vóór de inwerkingtreding van dit decreet, geacht uitwerking te hebben gehad in één of de overeenstemmende ambt(en).

Art. 288. De personeelsleden bedoeld in deze afdeling behouden de mogelijkheid om benoemd of aangeworven in vast verband te worden, alsook om aangesteld te worden in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke of beschermde personeelsleden onder de statutaire voorwaarden die golden vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 289. § 1. De diensten die gepresteerd werden door de personeelsleden bedoeld in deze afdeling in een ambt bijzondere vakken op de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden geacht gepresteerd te zijn in een ambt algemene vakken en/of technische vakken volgens de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering en in functie van de bepalingen bedoeld in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

§ 2. De diensten die gepresteerd werden door de personeelsleden bedoeld in deze afdeling in een ambt technische vakken en beroepspraktijk op de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden geacht gepresteerd te zijn in een ambt technische vakken en/of cursussen beroepspraktijk volgens de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering en in functie van de bepalingen bedoeld in de afdeling 2 van dit hoofdstuk.

§ 3. De personeelsleden bedoeld in §§ 1 en 2 behouden in het nieuwe ambt de noemer van de opdracht van hun vroegere ambt indien dit voordeliger is voor het personeelslid. Het behoud van de breuk van de oorspronkelijke opdracht heeft ook betrekking op de uitbreidingen van de opdracht en de maatregelen in verband met de terbeschikkingstelling en de re-affectatie.

Art. 290. Wanneer de akte tot aanstelling of aanwerving in tijdelijk verband van een personeelslid betrekking heeft op een activiteit opgenomen in artikel 20, § 4, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, stelt of werft de inrichtende macht dat personeelslid in tijdelijk verband aan in een ambt waarvoor het personeelslid over een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs beschikt en worden de diensten die gepresteerd worden in deze activiteit geacht gepresteerd te zijn in dit ambt.

Afdeling IV. — Bijzondere overgangsbepalingen

Art. 291. De beslissingen genomen door de bevoegde Minister overeenkomstig het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstsonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs, met betrekking tot één of meer ambt(en) die op de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet bestonden, worden geacht betrekking te hebben op één of meer overeenstemmende ambt(en) volgens de overeenstemmingstabel vastgesteld door de Regering.

Art. 292. De beslissingskamer bedoeld in artikel 48 van dit decreet in het kader van de opdracht bedoeld in artikel 39, 4°, neemt de bevoegdheden over van de Commissies bedoeld in de artikelen 6 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, in artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, voor elke aanvraag ingediend vóór 1 september 2016 bij de bovenvermelde Commissies.

Zolang de beslissingskamer bedoeld in artikel 48 van dit decreet niet functioneel is, blijven de Commissies bedoeld in het vorige lid functioneren volgens de vorige reglementaire stelsels.

Art. 293. Bij wijze van overgangsmaatregel, in het kader van de multiple verbindingen cursus/ambt vastgesteld door de Regering bij de inwerkingtreding van dit decreet, voor de multiple verbindingen cursus/ambt die een ambt algemene vakken (AV) en een ambt technische vakken (TV) verbinden waarvan het ambt algemene vakken in meerderheid geactiveerd wordt door de inrichtende machten overeenkomstig artikel 13 van dit decreet, is § 3 van dat artikel niet van toepassing op de inrichtende machten die slechts het ambt algemene vakken (AV) geactiveerd hebben.

Het voordeel van deze overgangsmaatregel is slechts van toepassing op de personeelsleden die, sinds de inwerkingtreding van dit decreet, ononderbroken, een ambt technische vakken (TV) presteren in het kader van de multiple verbindingen cursussen/ambten bedoeld in het eerste lid. Bovendien worden deze ambten technische vakken (TV) niet meer geactiveerd door de betrokken inrichtende macht en openen ze geen recht meer op de wedde of de wedde-subsidie vanaf het ogenblik dat het personeelslid dat dit ambt gepresteerd heeft, uit de administratieve standen dienstactiviteit of terbeschikkingstelling wegens ziekte treedt.

Voor 1 januari 2016 stemt de Regering, op voorstel van de Commissie, de lijst van de talrijke verbindingen cursussen/ambten vast die betrokken zijn bij het eerste en het tweede lid.

HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

Art. 294. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2016, met uitzondering van hoofdstuk 5 van Titel I en ook van artikel 292, die in werking treden op 1 september 2014 en van de artikelen 27 en 28, die op 1 september 2015 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 632-1. — Verslag, nr. 632-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 april 2014.